

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13731 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 21 MARS 1989

## Victoire des extrêmes au Salvador

**V**iolence et radicalisation, tels sont les deux premiers effets visibles de l'élection présidentielle qui s'est tenue dimanche 19 mars au Salvador. Après les meurtriers affrontements qui ont opposé l'armée et la guérilla, faisant au moins une vingtaine de morts dont trois journalistes, le candidat de l'extrême droite, M. Alfredo Cristiani, semble en mesure de l'emporter dès le premier tour. Cette vraisemblable victoire — qui vient après celle de son parti, l'Alliance républicaine nationale (ARENA), lors des scrutins législatifs et municipaux de 1988 — marque le virage politique d'un pays déchiré par neuf ans de guerre civile. L'échec est cuisant pour la démocratie chrétienne et pour le président sortant, Jose Napoleon Duarte.

L'extrême droite se voit consacrée par un scrutin qui s'est certes tenu dans un climat plus que tendu. Dans près de 10 % des communes du pays, les électeurs ont été dans l'incapacité de voter en raison des attaques de la guérilla et du boycottage des transports. Conséquence : l'abstention globale dépasse 40 %.

L'action du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), destinée à paralyser ce qu'il appelle une « force électorale », a, en fait, surtout pénalisé les électeurs du gauche de la Convergence démocratique de M. Guillermo Ungo, allié politique de la guérilla. Mais tout cela ne saurait entièrement désqualifier le scrutin de dimanche, et force est de constater que l'extrême droite est en passe de monopoliser, par les urnes, le pouvoir au Salvador.

L'ARENA, issue des « escadrons de la mort » responsables de milliers d'assassinats au début des années 1980, peut-être apporter au pays une autre perspective que celle d'un affrontement accru entre les forces armées et la guérilla, et la reprise des massacres ? M. Cristiani, qui devrait succéder au président Duarte le 1<sup>er</sup> juin prochain, se déclare prêt à poursuivre la démocratisation du pays et à ouvrir un espace au FMLN pour qu'il puisse « s'intégrer au processus démocratique ». Cette déclaration d'intention n'est paradoxalement pas reprise par la guérilla, dont plusieurs représentants n'ont pas exclu, avant l'élection, l'existence d'un dialogue avec un gouvernement dirigé par l'ARENA.

Cette nouvelle donne devrait avoir aussi des répercussions sur le plan de paix régional, accepté en 1987 par cinq pays centra américains et dont la mise en place se heurte toujours à d'énormes résistances. Beaucoup dépendra de la politique américaine dans l'hémisphère, dont on attend toujours une nouvelle définition.

Toujours est-il que Washington vient d'enregistrer un nouvel et cinquième échec. Ses efforts destinés à faire du Salvador une « vitrine » de développement et de démocratie sont brisés par le succès de la vague nationaliste de l'ARENA, et la déroute de la démocratie chrétienne. Après tant d'années de lutte meurtrière, nul ne peut encore dire si le Salvador vient ou non de se rapprocher du gouffre qui le menace.

(Lire page 30 l'article de notre envoyé spécial BERTRAND DE LA GRANGE.)

M 0147 - 0321 0 - 4,50 F  
3790147004500 03210

## Stabilité des Verts et du Front national au second tour des municipales

# Face aux succès du PS, MM. Chirac et Giscard d'Estaing appellent à l'union de l'opposition pour les européennes

Le second tour des élections municipales parachève, pour le Parti socialiste, les succès ébauchés au premier tour et qui se traduit par la conquête de trente-cinq villes de plus de vingt mille habitants, alors que douze ont été perdues, auxquelles s'ajoutent Marseille et Annemasse, conservées par des dissidents. Les autres formations — PC, RPR et UDF — perdent plus de grandes villes qu'elles n'en gagnent, tandis que les Verts et le Front national préservent leurs voix du premier tour et font leur entrée dans de nombreux conseils municipaux.

Dans ces villes de plus de vingt mille habitants, les socialistes ont d'une façon générale mieux mobilisé qu'au premier tour : le taux d'abstention est passé de 37,34 % à 33,95 %.

M. Michel Rocard s'est félicité du « signe de confiance » que le corps électoral a adressé, selon lui, au président, à son gouvernement et à la majorité présidentielle, tandis que MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac ont appelé l'opposition à s'unir sans tarder dans la perspective des élections européennes du 18 juin prochain.

## Les résultats complets dans 350 villes (pp. 12 à 29)

- « Grands chelems » à Paris, à Lyon et à Marseille
- Victoires socialistes à Strasbourg, à Dunkerque et à Aix-en-Provence
- L'avenir de l'opposition

PAGES 2 à 12

## L'aspiration au renouvellement

par Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhorneau

Le couple du printemps 1988, Mitterrand-Rocard, reste le duo gagnant du printemps 1989. L'actuel premier ministre est une anomalie dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République : non seulement il ne perd pas les élections locales, mais il les gagne. Le président de la République ne peut qu'enregistrer avec satisfaction les résultats d'un scrutin municipal qui sont l'écho du tohu-bohu provoqué, dans le camp de la droite, par sa réélection ; la suite logique d'une stratégie classique qui consiste à diviser l'adversaire pour mieux régner.

Le principal enseignement du vote du 19 mars est en effet que la droite n'a toujours pas réussi à répondre, de manière satisfai-

sante, aux questions qui lui sont posées depuis sa défaite à l'élection présidentielle. Pendant les deux années de cohabitation, une large partie de la droite, et singulièrement M. Chirac, avait fait des concessions idéologiques à l'extrême droite, afin de récupérer ses électeurs ; elle a échoué. Elle a obtenu le même résultat en observant, à de très rares exceptions près, l'attitude exactement inverse. Désormais pendant la campagne présidentielle, elle a resserré les rangs pour les municipales, sans plus de bonheur. Le Front national est toujours là, et en se maintenant au second tour il fixe son électeur et précipite la victoire des socialistes à Marseille, Toulouse, Mulhouse ou Avignon, par exemple.

MM. Giscard d'Estaing et Chirac persistent à n'invoquer

qu'une seule cause à leur défaite du printemps 1988, à savoir la désunion, et à ne proposer en conséquence qu'un seul remède : l'union. Mais celle-ci ne suffit pas à contourner le mouvement de M. Le Pen, qui, d'un tour à l'autre, retrouve grosso modo le même nombre de voix.

La droite traditionnelle a été défaits dans l'honneur en suivant les conseils de M. Michel Noir, selon lequel il vaut mieux perdre les élections que perdre son âme en s'alliant avec l'extrême droite. Ce refus de la compromission, dommageable dans l'immédiat, peut être payant à plus long terme, car il participe d'un changement dans les comportements politiques attendu par les électeurs, comme en témoigne le succès du même Michel Noir à Lyon.

(Lire la suite page 2.)



**Week-end meurtrier**  
dans les territoires occupés  
Cinq Palestiniens tués à Gaza et deux en Cisjordanie  
PAGE 32

**Manifestation au Pays basque espagnol**  
Appels à l'ETA pour qu'elle dépose les armes  
PAGE 32

**Les enjeux de la puissance japonaise**  
Comment les Européens peuvent-ils traiter avec Tokyo ?  
PAGES 42 et 43

**Réquisitoire au procès Jobic**  
Le procureur demande la relaxe du commissaire pour le chef d'accusation de « corruption passive »  
PAGE 34

Le sommaire complet se trouve en page 48

## Manifestation sans précédent à Moscou

# Boris Eltsine superstar

A une semaine des élections au Congrès des députés du peuple, c'est M. Boris Eltsine, ancien chef du parti à Moscou, qui tient la vedette. Parallèlement, la presse a publié les résultats d'un vote du comité central, la semaine dernière, qui sont encourageants pour M. Gorbatchev.

MOSCOU  
de notre correspondant

On l'entendait mal. Les rues avoisinantes étaient bourrées de policiers, et sur les toits, à grands coups de zoom, des civils photographiaient et filmaient à tour de bras. Une charge, et c'était la tragédie, mais seuls les correspondants étrangers semblaient penser à cet aspect des choses. Car, samedi 18 mars, dans ce quartier périphérique de Moscou (à une heure du centre-ville), coïncide entre deux hauts immeubles à peine achevés et plantés dans la boue, la foule buvait les paroles

de M. Eltsine et l'applaudissait à tout rompre. Mais cet ancien membre du bureau politique, cet ex-apparatchik modèle, limogé il y a dix-huit mois pour radicalisme réformateur, ne semblait pas, mais vraiment pas, affecté par la décision du comité central de procéder à un examen idéologique de ses déclarations — autrement dit de préparer des sanctions contre lui.

Il avait devant lui dix mille personnes au bas mot. Non pas dix mille artistes et intellectuels, mais dix mille de ces Moscovites qui partagent leur vie entre les queues et le métro des lointaines banlieues de béton. Non seulement c'était la rue qui répondait en moins de quarante-huit heures au comité central. Non seulement ce meeting au cours duquel on lui criait : « Tiens bon, Eltsine, tout le peuple est avec toi ! » était un plébiscite. Non seulement ce meeting était le plus éclatant signe du constant recul de la pour dans ce pays, mais Boris Eltsine, en plus, savait déjà, lui, que le chef de file

des conservateurs, Egor Ligatchev, l'homme qui avait orchestré le mauvais coup de l'examen idéologique, est loin d'être un bon pasteur.

Car, mercredi dernier, lorsque les membres du comité central ont, au premier jour de leur réunion plénière, élu les cent députés que le parti a le droit de désigner en son sein pour le représenter au futur Congrès du peuple, le plus mal élu de tous les candidats a été Egor Ligatchev. Dans cette enceinte considérée comme un bastion conservateur, puisque sa composition n'a pas encore été réellement affectée par la perestroïka, jusque dans ce comité central, dont l'enthousiasme réformateur est des plus tièdes, il s'est en effet trouvé plus de 10 % de votants pour rayer dans le secret de l'isoloir le nom d'Egor Ligatchev. Soixante-dix-huit voix contre, sur six cent quarante et une, c'était un record.

BERNARD GUETTA  
(Lire la suite page 31.)

## irina ratouchinskaïa

« Deux livres qui, même si l'on a lu beaucoup de récits concentrationnaires, s'imposent par un ton original, une écriture provocante, pleine de hargne, d'humour et de liberté. De talent aussi. »

NICOLE ZAND « LE MONDE »



Grise est la couleur de l'espoir / Plon  
Poèmes / Christian Bourgois

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Grèce/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 195 pes. ; G.-B., 80 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.

# Le second tour

## Le Parti socialiste « efface »

Les électeurs ont choisi « leur » maire. C'est-à-dire qu'ils ont éliminé ceux des sortants qui leur semblaient ne pas avoir la capacité de mener l'action qu'ils souhaitaient pour « leur » ville. Le résultat n'est pas qu'un constat pour des Max Lejeune à Abbeville (Somme), Yvon Bourges à Dinard (Ille-et-Vilaine), Michel Debré à Amboise (Indre-et-Loire), Claude Prouvost à Dunkerque (Nord), Maurice Pic à Montélimar (Drôme), L'assure du pouvoir, si elle n'a pas empêché leur réélection, a donné quelques frayeurs à certains maires sortants : Louis Longueque (PS) à Limoges (Haute-Vienne), Robert Galley (RPR) à Troyes (Aube), Maurice Fauré (MRG) à Cahors (Lot), ou encore André Duron (PC) au Havre (Seine-Maritime).

Comme en 1983, le surcroît de mobilisation enregistré au second tour a favorisé le Parti socialiste. Celui-ci a estimé que, avec un bilan net positif de treize villes de plus de trente mille habitants et de dix villes de vingt mille à trente mille

habitants, il « efface ses mauvais résultats de 1983 et réalise la meilleure implantation locale de son histoire » (M. Le Gall, chargé des élections). Toutefois, cette plus forte participation n'a pas été suffisante pour que le PS conserve Bourg-en-Bresse (Ain), Laon (Aisne), Sedan (Ardenne), Montélimar (Drôme), Saint-Chamond (Loire), Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), Villefranche-sur-Saône (Rhône), Castres (Tarn) ou encore Cavillon (Vaucluse).

De même, le PCF n'a pu garder dans son giron, malgré une augmentation de la participation d'un tour à l'autre, ses villes qui passent à droite : La Clotat (Bouches-du-Rhône), Lons-le-Saunier (Jura), Amiens (Somme), Le Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine). La perte, par le PCF, de Houilles (Yvelines) au profit du RPR s'accompagne, elle, d'une diminution de deux cent vingt-quatre votants d'un tour à l'autre. A Bègles (Gironde), le duel entre le maire sortant

communiste battu et Noël Mamère à la tête de liste dite de la « majorité présidentielle » a entraîné une meilleure participation au scrutin. Aux Mureaux (Yvelines) et au Petit-Quevilly (Seine-Maritime), enfin, où les socialistes prennent des municipalités jusqu'alors communistes, la participation était en revanche moindre que celle du 12 mars.

La stratégie d'autonomie des écologistes a été, dans l'ensemble, bien suivie par leurs électeurs. La préférence donnée au « vote utile » par cet électeur, à Strasbourg et à Mulhouse (où leurs listes sont en recul), a cependant permis le succès de Catherine Trautmann et de Jean-Marie Bockel. Il en a été de même à Silestat avec le succès du socialiste Gilbert Estève contre le sortant UDF-PR, Robert Weber.

Ce réflexe n'a pas suffi à René Dosière (PS) pour conserver Laon face au RPR Jean-Claude Lamant, ni à Henri Auger, à Lons-le-Saunier, qui n'a pas résisté au RPR Jacques Pélissard.

Dans seize des vingt-deux villes de plus de vingt mille habitants, où les écologistes ont maintenu leurs listes, ils ont progressé en voix et en pourcentage : Dole, Saint-Pol-sur-Mer, Montauban, Levallois, Saint-Priest, Besançon, Poitiers, Nanterre, Le Puy, Lorient, Caluire-et-Cuire, Cholet, Saint-Brieuc, Limoges, Thionville, Bains, Colmar, auxquelles s'ajoute le quatorzième arrondissement de la capitale.

Enfin, le renfort des Verts, concrétisé par une fusion avec le PS, n'a pas suffi à Catherine Lalumière (PS) à Talence pour gagner ni à Jacques Badet (PS), qui perd Saint-Chamond.

Le réflexe de vote utile a mieux fonctionné entre droite et extrême droite. Il a ainsi permis, par exemple, de façon spectaculaire à un divers droite, Joël Wilmotte, d'enlever la mairie de Hautmont au communiste Jean-Claude Wasterlain et à un UDF, René Cret, de l'emporter face

## Le Front national maintient ses positions du premier tour

Le « croisé » du Front national s'appelle M. Charles de Chambrun. Cet aristocrate d'extrême droite, ancien député apparenté UDR dans les années 60 ancien secrétaire d'Etat de Georges Pompidou est le premier maire FN d'une commune de plus de dix mille habitants. A Saint-Gilles dans le Gard, « base arrière des croisés » contre les infidèles. M. de Chambrun a eu plus de chances que M. Jean-Marie Le Pen à Paris. Dans le vingtième arrondissement de la capitale, base avancée du Front dans sa lutte contre l'immigration maghrébine, le président du mouvement d'extrême droite a perdu 2 000 voix et 4,5 points entre le premier et le second tour. Toutefois, ce recul électoral de M. Le Pen n'est pas à l'image de l'évolution générale du FN entre les deux tours du scrutin municipal. Globalement, ce parti qui s'était maintenu dans cinquante-cinq villes de plus de vingt mille habitants totalisant 243 296 voix contre 239 086 suffrages, le 12 mars.

Cette stabilité générale qui recouvre des résultats parfois contrastés tend à montrer que les électeurs du Front national n'ont pas été sensibles à la logique du vote utile, la répartition proportionnelle des sièges leur assurant une représentation, même minime. En obtenant près de cent quatre-vingts élus au premier tour, dans les villes de plus de vingt mille habitants, le FN avait fait son entrée dans le champ politique municipal ; en recueillant près de cent cinquante nouveaux sièges, dans cette même catégorie de communes, au second tour, il n'a pas subi d'érosion de son électeur.

Cependant, cette stratégie de maintien, en l'absence de fusion,

SI J'AI PAS  
DE BOULOT EN FRANCE,  
JE PARS À L'ÉTRANGER.



avait aussi pour but de mettre en difficulté les maires sortants de droite qui refusaient de s'associer au Front. A une exception comme Taverny (Val-d'Oise) qui attendait cet objectif de renversement du maire, s'oppose l'exemple du vingtième arrondissement de Paris qui voit la réélection, incertaine tout au long de la soirée, du maire sortant, Didier Bariani (UDF-rad.) qui assure le « grand chelem » de M. Jacques Chirac.

A contrario, dans deux cas - Béziers et Montreuil-Jolie - l'association de la droite avec le mouvement d'extrême droite ne lui porte pas bonheur. Dans la sous-préfecture de l'Hérault, le maire sortant Georges Fontès, qui fait l'objet d'une procédure d'exclusion du RPR, a été battu par le PS et dans le chef-lieu d'arrondissement des Yvelines, la droite mariée au FN n'est pas parvenue à s'emparer de la mairie socialiste.

Par rapport au premier tour, le FN améliore ses positions dans les Alpes-Maritimes (sauf à Cannes et à Vallauris), dans les Bouches-du-Rhône (sauf à Salon-de-Provence), dans le Var (sauf à Six-Fours). Il est stable ou en retrait dans le Nord, en Alsace, dans le Rhône, à Paris (sauf dans le dixième arrondissement), dans la Vaucluse, en Seine-Saint-Denis et dans le Val-d'Oise.

Dans les cinquante-cinq villes de plus de vingt mille habitants où il s'était maintenu, le Front national réalise son meilleur score à Cagnes-sur-Mer (35,74 % et six élus). Puis viennent Perpignan (29,25 % et six élus), Marignane (28,26 % et cinq élus), Saint-Raphaël (27,16 % et cinq élus), Toulon (24,24 % et sept élus) et Servan (24,10 % et cinq élus). A Nice, il y aura sept représentants officiels du Front national au conseil municipal. A Roubaix, ils seront cinq, comme à Mulhouse. A Dreux où M. Marie-France Stirbois, la veuve de l'ancien secrétaire général du mouvement mort accidentellement, augmente son score du premier tour, le Front aura quatre élus, ainsi qu'à Amiens, au Cannet et à Aix-en-Provence prise par la gauche.

Si le Front national n'a aucun élu au conseil municipal de Paris ni à celui de Lyon, en revanche, il a un représentant élu dans sept des huit secteurs de Marseille, où il a échoué dans le deuxième secteur.

An total, le mouvement d'extrême droite est désormais représenté dans 143 des 392 villes de plus de vingt mille habitants alors qu'il était en compétition, au premier tour, dans 214 communes de cette catégorie.

OLIVIER BIFFAUD.

## L'aspiration au renouvellement

(Suite de la première page.)

En invoquant l'union, M. Giscard d'Estaing et Chirac oublient également la moitié du message : l'aspiration au renouvellement. Celle-ci restera la marque de ce scrutin municipal, le second tour ayant, de ce point de vue, conforté le premier. Les électeurs de droite eux-mêmes sont sans doute attirés à l'union, mais à la condition que celui qui l'incarne soit un homme neuf ou tienne un discours nouveau.

Ainsi, M. Michel Debré à Amboise, M. Yvon Bourges à Dinard, M. Jacques Lacarin à Vichy, M. Claude Prouvost à Dunkerque, M. Max Lejeune à Abbeville ont-ils été éliminés. En revanche, la droite a gagné des villes comme Amiens ou Boulogne-sur-Mer et a failli emporter Limoges et Cahors, tenues par les cagiques qui sont devenues MM. Louis Longueque et Maurice Fauré. Lorsque le renouvellement il y a, ce même électeur de droite s'accommode parfaitement de la diversité, d'une concurrence à laquelle ne court aucun danger. Ce désir de changement peut produire le meilleur, comme à Lyon, ou le plus contestable, comme à Cannes où M. Michel Mouillot (PR) a mené avec succès une campagne dorée pour venir à bout du maire sortant RPR, M. Anne-Marie Dapuy.

Enfin, M. Giscard d'Estaing comme M. Chirac ont tenté de convaincre certains porteurs de drapeaux de la droite, tels MM. Noir et Carignon, ont fortement recréé leur image, et leur message.

Au second tour, le renouvellement profite surtout aux socialistes, dont les femmes et les hommes symboles sont M. Catherine Trautmann à Strasbourg et Isabelle Massin à Cergy. MM. Michel Delabarre à Dunkerque, Jean-Pierre Sauer à Orléans, Bernard Poignant à Quimper (un député de la vague rose de 1981 qui avait été « oublié » par le scrutin proportionnel de 1986), Jean-Marie Bockel à Mulhouse. Ils rejoignent M. Jean-Marc Ayrault, élu à Nantes dès le premier tour.

Grâce à cette génération, les socialistes retrouvent leur implantation de 1977, année de leurs plus hautes cotes. Celles-ci avaient été certes obtenues dans un climat totalement différent, celui de la montée en puissance de l'union de la gauche, à l'occasion d'un scrutin politique à l'extrême. Mais déjà le renouvellement municipal avait été profond, plus encore que cette fois. Sur 220 villes de plus de

30 000 habitants, 77 s'étaient dotées d'un maire tout neuf (45 socialistes, 25 communistes, 7 élus de droite). Il y avait là M. Michel Rocard à Conflans-Saint-Honorine, M. Georges Fréchet devenu inamovible à Montpellier, M. Jean-Marc Ayrault déjà, mais à Saint-Herblain (commune voisine de Nantes), M. Robert Jarry, le communiste du Mans exclu par son parti et plébiscité par sa ville... ainsi que quelques autres des municipalités de 1989, tels M. Jean-Michel Boucheron, socialiste d'Angoulême, ou M. Marc Bécam, RPR de Quimper.

### Le succès de la « majorité relative »

La relève de 1989 conforte aussi deux hommes, MM. Rocard et Mauroy. Le premier apporte la preuve qu'il était instantanément délaissé par ses camarades : sa popularité personnelle peut être mise au service de la collectivité. Le premier ministre trouve dans la « belle victoire » qu'il a saluée au soir du 19 mars non seulement « un signe de confiance », mais aussi un encouragement à persévérer. A ceux qui assurent que le chef de l'Etat l'a mis en place pour « lever l'hypothèque Rocard », le chef du gouvernement donne un début de réponse et oppose vraisemblablement dans l'avenir une ténacité qu'on ne lui reconnaissait pas.

De son côté, M. Pierre Mauroy, menacé au soir du premier tour par les velléités d'offensive de ceux qui lui reprochaient d'avoir « brisé » les intérêts des socialistes lors des négociations avec le PCF, devrait être en mesure de poursuivre sa route en toute tranquillité. A ceux qui le pressaient d'ouvrir, dès avant le premier tour, une épave de force avec les communistes en organisant un maximum de « primaires », il a fourni la démonstration que la bonne vieille méthode mitterrandienne dite de « l'étroite mortelle » (qui consiste à embrasser le partenaire en le serrant très fort jusqu'à l'étouffement) reste de saison. Choisir l'épreuve de force systématique eût conduit à s'exposer à des mesures de rétorsion dont l'échec socialiste de Sarcelles, provoqué par le PCF, est l'illustration.

Inconsciemment, le Parti communiste se montre incapable de faire face à son déclin, tandis que le Parti socialiste se renforce. Doté d'un solide capital en 1977 (74 villes de plus de 30 000 habi-

itants), le PC en a perdu 21 en 1983 et il en abandonne encore 8 cette année. Dans le même temps, le Parti socialiste, qui dirigeait 81 villes en 1977 et en avait perdu 13 en 1983, en regagne 13 cette année.

La victoire inattendue de M. Michel Delebarre à Dunkerque est également de nature à peser sur la vie interne du parti majoritaire : le ministre des transports peut désormais prétendre incarner à gauche une solution de rechange à M. Laurent Fabius et prend rang parmi les premiers ministres.

Ces considérations, encourageantes pour le pouvoir, doivent toutefois être tempérées par une mesure plus précise du rapport des forces entre la droite et la gauche. Celui-ci reste stable, à un niveau qui n'a donné aux socialistes qu'une majorité relative à l'Assemblée nationale. Ce constat devrait inciter le premier ministre à la modestie. C'est précisément la majorité relative qui fait son entrée dans les municipalités. En raison du mode de scrutin, la gauche est majoritaire dans les conseils municipaux des villes où elle n'atteint pas la barre des 50 % des suffrages. Instauré en 1982, ce mode de scrutin a donné cette fois son plein rendement : les formations minoritaires (les Verts et l'extrême droite) sont entrées sous leurs couleurs dans les mairies. Leurs électeurs leur sont restés fidèles au second tour. Ce qu'on appelle le « vote utile » dans les scrutins majoritaires à deux tours (législatives, présidentielle) est resté sans effet.

Ainsi se trouve confirmée l'une des nouvelles tendances de la vie politique française : de plus en plus nombreux sont les électeurs qui refusent d'obtempérer aux consignes des états-majors des grands partis politiques. M. Giscard d'Estaing, triomphant à la télévision alors que son camp venait de perdre, y a vu une victoire de cette « désobéissance » qu'il annonce depuis quinze ans. L'attitude des maires sortants vaincus, qui sont venus analyser à la télévision les raisons de leur défaite, expliquer qu'il s'agissait là des lois de la démocratie, et souhaiter bon vent à leur successeur lui a donné raison.

Mais la forte présence des Verts et du FN, ainsi que le haut niveau d'abstentions dans les grandes villes montrant que la « désobéissance » ne suffit pas à réconcilier les Français et les partis.

JEAN-MARIE COLOMBANI  
et JEAN-YVES LHOMEAU.

## Les Verts : la ligne « autonome » confortée

M. Jean-Louis Vidal est un petit homme vert... heureux. L'ancien directeur de la campagne présidentielle de M. Antoine Waechter qui surveille les rouages politiques administratifs du mouvement des Verts sera le seul conseiller écologiste de Paris. Cette arrivée sur la pointe des pieds est symbolique de la percée effectuée par les « écoles » au premier tour et confirmée au second.

La stratégie d'autonomie du mouvement, par affirmation et préservation forcée de son identité ou de son étiquette, se trouve ainsi couronnée. Et paradoxalement ce sont les initiateurs aliénés de cette orientation politique - depuis 1986 - qui font les moins bons résultats : M. André Buchmann à Strasbourg et M. Antoine Waechter à Mulhouse sont en recul par rapport au premier tour. Combien de l'ironie, le maintien des Verts dans ces deux villes n'empêche pas les socialistes de détrôner les maires sortants.

L'état-major des Verts (qui sort renforcé de cette consultation) n'avait pas vu d'un bon œil la fusion de quelques-unes des listes écologistes avec la gauche. C'était le cas à Aix-en-Provence, Talence, Lille et Avignon. A Six-Fours, dans le Var, les Verts s'étaient associés à une liste « divers droite ».

Mis à part Talence où M. Catherine Lalumière (PS) rate de peu son entrée à la mairie, les trois autres alliances avec le PS se sont révélées fructueuses pour les écologistes puisque l'ancien premier ministre, premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, est reconduit à Lille alors que M. Jean-François Ficheral et Guy Ravier prennent respectivement Aix et Avignon. En revanche, les Verts de Six-Fours sont élus dans la minorité du conseil municipal.

ET SI ON PARLAIT  
DE MON VÉLO DE  
FONCTION!



Dans vingt-deux villes de plus de vingt mille habitants, les écologistes avaient décidé de maintenir leur liste au second tour. A quatre exceptions (Strasbourg, Mulhouse, Laon et Lons-le-Saunier), les Verts réalisent partout un meilleur score au second tour qu'au premier, ce qui semble indiquer, comme pour le Front national, que le mécanisme du vote utile n'a pas fonctionné au détriment des courants politiques les plus faibles. Le second tour, au contraire, a amplifié les résultats du premier. Le bond le plus spectaculaire a été enregistré à Limoges (de 11,12 % à 19,46 %).

Dans la préfecture de la Haute-Vienne, non seulement le maire

socialiste sortant, M. Louis Longueque, a perdu mille quatre cents voix entre le 12 et le 19 mars, mais les deux mille neuf cents électeurs de la liste Nouvelle Gauche, probablement déçus par le déclin de M. Longueque à leur entrée dans les deux tours, se sont tournés en masse vers le vote écologiste. Les Verts auront donc cinq élus au conseil municipal. Les autres améliorations notables se situent à Saint-Brieuc (de 14,57 % à 22,20 %), à Cholet (de 13,49 % à 19,40 %) et à Colmar (de 14,11 % à 24,23 %) où les « écoles » auront, respectivement, quatre élus dans les deux villes bretonnes et six représentants dans l'agglomération alsacienne. Dans le quatorzième arrondissement de Paris, M. Vidal « décroche » son siège de conseiller en augmentant son pourcentage de sept points par rapport au premier tour.

En se maintenant à Lons-le-Saunier, les Verts ont provoqué la chute de M. Henri Auger, maire communiste depuis 1977, qui est remplacé à son poste par M. Jacques Pélissard (RPR). Au total, avec leurs gains du premier tour, les écologistes comptent environ cent cinquante élus dans les villes de plus de vingt mille habitants, mais l'essentiel de leur patrimoine municipal se situe dans les petites communes rurales.

L'objectif des Verts était de multiplier par dix le nombre de leurs élus : ils ne passeront probablement pas de trois cents à trois mille, mais le chiffre définitif pourrait tourner autour de deux mille élus. Un bon tremplin pour les élections européennes qui vont constituer le prochain défi des Verts : faire entrer trois, quatre, voire cinq parlementaires de la liste des Verts... à Strasbourg.

O. B.

Les précis Dalloz sont les outils de synthèse essentiels à la réussite universitaire ou professionnelle. Constamment actualisés ou tirés à rééditions par des professeurs spécialistes du thème traité, ils abordent toutes les matières juridiques. Précis d'action et aide sociales.



EXHAUSTIF, IVE (exhaustif, iv), adj. du lat. exhaustus. Qui épuise, qui traite à fond un sujet. V. Complet. Étude exhaustive. Des ouvrages exhaustifs : les précis DALLOZ.

SO PRÉCIS DALLOZ • LE DROIT DE COMPRENDRE

هكذا من الأصل



# des élections municipales

## sa défaite de 1983

Le Monde • Mardi 21 mars 1989 3

Le socialiste Georges Benedetti à Bagnols-sur-Cèze. Si, à Saint-Gilles (Gard), la progression du FN a permis l'élection de son chef de file Charles de Chambrun, elle n'a pas été suffisante à Albert Peyron pour succéder à Suzanne Sauvage (RPR) à la mairie de Cagnac-sur-Mer. Le maintien des représentants du FN ne s'accompagne qu'exceptionnellement d'un renforcement : c'est le cas de Pierre Sergent à Perpignan (+ 4,32 points).

En revanche, Jean-Marie Le Pen dans le vingt-troisième arrondissement perd 4,57 points (soit 2176 voix). Jean Bernard Plassas à Cannes 4,96 points (11 513 voix), Pierre-Louis Canou à Salon-de-Provence 4,78 (762 voix), la ville gagnée par le PS, ou encore Jean-Michel Dubois à Asnay-sous-Bois 4,88 % (1 020 voix). Le renfort du FN ne s'est pas révélé payant pour l'RPR Georges Fontès qui perd son mandat de maire de Béziers (bien qu'il progresse) ni pour l'ex-CDS Michel Serin qui échoue à Monté-

Jolie face au PS (malgré un gain de 23,88 points d'un tour à l'autre.)

L'extrême droite peut, en tout cas, se féliciter de voir entrer dans nombre d'assemblées communales ses représentants, qui siègeront en qualité de minoritaires.

L'UDF a subi quelques rudes coups : la gifle infligée à Françoise Collomb par Michel Noir à Lyon, et le score impitoyable réalisé par Jean-Claude Gaudin à Marseille. S'y ajoute la perte d'Als-en-Provence, de Châteauroux, de Blois, d'Orléans, de Saint-Lô, de Verdun, de Mantes-la-Ville, de Vesoul, d'Abbville. Le tableau s'obscurcit encore pour les centristes avec la déroute abasourdie par la perte de Strasbourg, Mulhouse, Haguenau, Thann...

Les compensations pour la confédération sont minces : Bourg-en-Bresse, La Clotat, Monté-

mar, Villefranche-sur-Saône, Cannes, et ce qu'elle considère comme son plus beau succès, Amiens.

Côté RPR, les gains de Laon, Sedan, Lons-le-Saunier, Saint-Chamond, Castres, Cavaillon, Houilles, Le Plessis-Robinson et les « grands chefs » réussis par Michel Noir et Jacques Chirac ne sauraient effacer les pertes de Saint-Quentin (malgré une forte remontée le 19 mars), Lisieux, Quimper, Brest, Libourne, Pessac, Béziers, Dunkerque (dont le maire CNI siège au groupe RPR du Sénat) et Avignon. Si le RPR laisse la place à un divers droit à Valenciennes, Bois-Colombes, Cannes et Monton, il ne succède à des UDF ou divers droite qu'à Fontenay-aux-Roses et à Maisons-Laffitte.

Le RPR, tout-puissant à Paris, peut, toutefois, se satisfaire d'être à l'origine des seuls échecs enregistrés par des membres du gouvernement puisqu'il fait mordre la poussière à Paul Quilès,

Georges Sarre et Tony Dreyfus dans trois des sept arrondissements de la capitale en ballottage. Les autres membres de l'équipe Rocard ont été réélus ou élus. Certains gagnent des municipalités délaissées par la droite comme Jack Lang à Blois, Michel Delebarre à Dunkerque et François Douthin à Argentan. Ce dernier ajoute son succès à celui d'autres radicaux de gauche comme Roger-Gérard Schwartzberg à Villeneuve-Saint-Georges, ou Yvon Collin à Caussade.

Au total, les 12 et 19 mars, les socialistes ont gagné trente-cinq villes de plus de vingt mille habitants et en perdent sept; le PCF en a perdu quinze et gagné une; le RPR en a emporté treize, mais perdu dix-neuf; l'UDF en a gagné onze et cédé vingt et une; enfin les élus classés « divers droite » en ont perdu cinq et gagné huit.

ANNE CHAUSSEBOURG.

## MM. Giscard d'Estaing et Chirac font pression pour une liste unique aux élections européennes

Face à la nouvelle poussée socialiste des élections municipales, face à un Front national qui s'inscrit dans le paysage politique, les composantes de l'opposition ont des positions différentes. Puisque le problème du leadership à droite se pose toujours, le RPR peut se prévaloir d'avoir remporté un succès d'images. Dès le soir du premier tour, l'opinion pouvait en retenir deux : l'enterrement politique et commun, à Lyon, du maire sortant UDF M. Françoise Collomb et de son collègue d'un tour, M. Raymond Barre, par le nouveau conseil de Rhône-Alpes, M. Michel Noir; et le naufrage, dans le Vieux Port de Marseille, de M. Jean-Claude Gaudin, impuissant à gagner à l'UDF la deuxième ville de France.

Ces deux événements ont médiatiquement porté et se sont presque reproduits à l'identique au soir de ce second tour avec la victoire vingt sur vingt de M. Jacques Chirac à Paris et la chute de la place forte centriste de Strasbourg.

Le choc des images contre le poids des réalités du terrain. Car à regarder de plus près, l'UDF s'est mieux comportée que le RPR. Cela se vérifie sur le gros contingent des petites villes et villes moyennes. Mais cela est également vrai pour les localités de plus de trente mille habitants. En y ajoutant les chefs-lieux de départements, le RPR détenait cinquante-deux grandes villes. Ce chiffre est aujourd'hui ramené à quarante-sept, selon les propres estimations de la rue de Lille. La victoire de Lyon ne peut dissimuler les pertes de Béziers, Avignon, Brest, Nantes, Chambéry. L'UDF s'en sort plutôt mieux. Au sein de cette confédération, le rapport des forces n'est guère profondément bouleversé. A signaler pourtant la chute dans les profondeurs du moribond PSD, qui sauve Perpignan mais perd le même dimanche Mulhouse, Mantes-la-Ville et Abbville, la cité de son président, M. Max Lejeune. Le PR et le CDS progressent dans des proportions comparables. Le PR détenait onze villes de plus de trente mille habitants. Il en a maintenant quinze. Une grosse perte dans le Nord avec Tourcoing, mais cinq nouvelles villes dans son portefeuille : Amiens, La Clotat, Alençon, Cannes et Vieux dans la mesure où cette ville a été conquise par M. Claude Malhuret contre le maire sortant UDF, M. Jacques Lacarin.

Avant ces municipales, le CDS possédait treize villes de plus de trente mille habitants. Les centristes en ont maintenant dix-sept. Deux grosses pertes : Strasbourg et Salon-de-Provence contre six gains, Angoulême, Sersortville prises au premier tour à la gauche, Cap-Agen, Saint-Malo, Virey-Châtillon, quatre villes qui étaient déjà à droite. Compte tenu de ces minces écarts et de ces faibles progressions, ce genre de résultats ne semble pas devoir bouleverser radicalement les comportements au sein de l'opposition.

Comme s'ils s'étaient donné le mot, MM. Chirac et Giscard d'Estaing ne se sont d'ailleurs point attardés à les détailler. Tous deux ont préféré plutôt entonner sans plus tarder un hymne à l'union. « Les intérêts parisiens doivent être effacés », a déclaré le maire de Paris. Ce qui est important c'est qu'ensemble les responsables de l'UDF et du RPR prennent conscience de la nécessité de s'unir de façon plus claire, sans arrière-pensée, sans réserve pour être une véritable force politique d'alternance. « Et le président du RPR d'annoncer qu'il comptait bien « se consacrer à cette union concrète et réaliste ». M. Giscard d'Estaing s'est empressé de tirer la conclusion « que partout où l'opposition s'est montrée vraiment unie, elle a gagné ou amélioré ses

positions ». Le président de l'UDF a mis en garde la droite contre la division « qui a été, est et sera l'arme principale du pouvoir pour empêcher l'alternance ».

Ces deux déclarations étaient attendues. Aides, objectifs, partis sans tous dans pour des raisons différentes, d'une liste unique RPR-UDF pour les élections européennes du 18 juin prochain, on savait que les deux hommes se tendraient point à nous remettre dans le vif du sujet de ces élections. Après la trêve consacrée des élections municipales, ce débat va repartir de plus belle. M. Pierre Méhaignerie était invité lundi 20 mars de « L'heure de vérité ». Réunion mercredi du bureau politique de l'UDF. Participation le lendemain de Mme Simone Veil à l'émission politique « Questions à domicile », sur TF1. On peut donc espérer et voir plus clair à la fin de la présente semaine.

### Les arguments de l'union

Depuis un certain temps, en effet, les positions sont figées. D'un côté l'exo Chirac-Balladur-Giscard pour la liste unique. Car M. Chirac ne veut pas laisser son mouvement se débrouiller seul sur ce terrain européen qu'il sait mouvant pour sa formation. M. Giscard d'Estaing sait lui que son crédit européen est très fort. Depuis sept ans, il travaille pour l'union, et « ce n'est pas, ajoute son entourage, pour se dédire aujourd'hui ». Pour le président de l'UDF, ce sera donc tout ou rien.

Il ne manque pas d'arguments. Les électeurs de droite veulent cette union et, selon lui, ne comprendraient pas qu'après les avoir appelés au rassemblement pour ces municipales on leur demande trois mois plus tard de se compter chacun pour soi. Les sondages, commandés il est vrai par ses soins, montrent grosso modo qu'une telle liste RPR-UDF-Centriste pourrait obtenir 44 % à 46 % des voix mettant une liste PS emmenée par Mme Edith Cresson dans les eaux de 30 % et repoussant le FN à 7 %. Le score d'une liste centriste navigue d'après ces mêmes estimations entre 7 % et 13 % selon que sa tête de liste serait M. Pierre Méhaignerie ou Mme Veil. Enfin, dernier argument la concordance sur les grands enjeux européens des programmes RPR et UDF. Si cette liste d'union ne peut se bâtir, M. Giscard d'Estaing est bien décidé une nouvelle fois « à retourner dans ses provinces ». Le président de l'UDF refuse d'annoncer une liste exclusivement UDF...

### La carte de M. Léotard

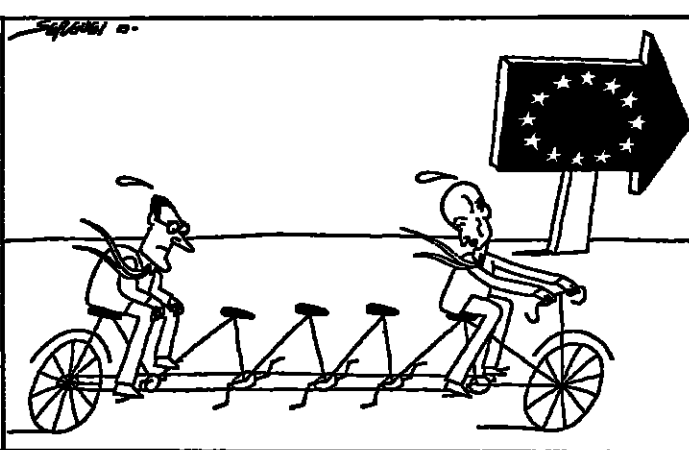
En face de ce front commun chiraco-giscardien, le CDS tient un autre raisonnement : ou l'UDF forme sa propre liste, ou les centristes partiront seuls sous leur drapeau. Le cas échéant derrière Mme Simone Veil. Mais pas question de résister l'opération d'union à marche forcée de 1984. D'abord parce que les centristes ne veulent toujours pas croire à la conversion européenne du RPR, strictement conjoncturelle selon eux. Ensuite parce que, comme l'expose le principal défenseur de cette thèse, M. Bernard Bosson une liste commune RPR-UDF « couvrirait une autoroute électorale au Front national sur la droite et une autoroute électorale à une fausse liste centriste téléguidée par la gauche ». Enfin, parce que, fort du socle démocrate-chrétien en Europe, le CDS ne veut pas vendre son âme pour quelques contingences électorales.

Qui flanchera le premier ? MM. Giscard d'Estaing et Méhaignerie semblent jouer une course de lenteur. M. Méhaignerie devra

de toute façon se déterminer avant le congrès du CDS dans un mois. Déjà, quelques impatiences naissent dans ses rangs. Au cours d'un bureau politique la semaine dernière, M. Dominique Baudis a défendu par exemple le principe de la liste unique contre la liste autonome centriste. C'est évidemment, au travers de cette question, tout le débat sur l'ouverture qui risque d'être relancé.

Reste à connaître le comportement du PR qui n'est pas non plus d'une parfaite impétuosité. Autour de la plate-forme européenne de l'UDF, M. Alain Madelin est pour la liste unique. Puisque selon lui les centristes sont de toute façon acquis à l'idée d'une liste autonome, M. Gérard Longuet souhaite une liste RPR-PR « noyau central de l'opposition ». Dans un entretien au Monde (27 janvier), M. François Léotard se disait au contraire favorable à une liste UDF comprenant les centristes « assortie d'un contrat de confiance avec le RPR ».

M. Léotard, qui est resté samedi dimanche soir pour cause d'angine, peut se poser en réalité comme le



grand arbitre de ce débat. S'il se confirme qu'il entend militer pour une liste UDF, c'est qu'il pense que cette confédération doit demain pouvoir se compter et garder en son sein celle que coûte les centristes pour prendre la première place à droite. Cela lui a été

impossible avec M. Barre à l'élection présidentielle. M. Léotard ne peut sous-estimer ce rendez-vous de juin. M. Léotard parie en privé sur une dissolution de l'Assemblée nationale après ces élections européennes. Prouver en juin que l'UDF est la première force de droite lui permettrait d'entretenir

l'espoir, en cas de nouvelle cohabitation, d'être choisi pour Matignon. MM. Chirac et Giscard d'Estaing étant selon lui hors course, son seul rival est M. Méhaignerie qu'il va s'efforcer maintenant d'embarquer pour mieux l'étouffer. Il est assez probable que M. Léotard va beaucoup réfléchir au principal enseignement de ces élections municipales : la volonté de renouveau. Les succès de MM. Noir, Carignon, Séguin, Baudis, Bosson, Malhuret pourraient le conforter dans son idée que, par-delà les chagrins traditionnels, il existe une génération d'hommes de droite capables de travailler ensemble. Avant l'élection présidentielle, M. Léotard paraît déjà de remiser « les vieux outils » au grenier. Quelle image pourrait donner de ce point de vue, une liste Giscard-Balladur ? Aux élections européennes de 1984, M. Léotard avait tenté de ruer dans les brancards. Il n'est point tout à fait exclu que d'une façon ou d'une autre il se décide cette fois à porter sérieusement les atlatlages habituels.

DANIEL CARTON.

# Points

## HISTOIRE

**Guy Hermet**  
La guerre d'Espagne

**Serge Berstein**  
La France de l'expansion  
1. La République gaullienne  
1958-1969

**Alain Demurger**  
Vie et mort de l'ordre du Temple

**Annie Moulin**  
Les paysans dans la société française  
De la Révolution à nos jours

**Bernard Droz, Anthony Rowley**  
Histoire générale du XX<sup>e</sup> siècle  
Deuxième partie : depuis 1919  
2. Expansion et indépendances  
1919-1973

**Alain Ducellier**  
Les Byzantins  
Histoire et culture

Editions du Seuil

# Le second tour des élections municipales

A Matignon

## Le sérieux du premier ministre

Toujours plus sérieux que les autres, M. Michel Rocard continue à discuter, assis autour d'une table avec une demi-douzaine de personnes qui l'attendent de l'autre côté de la porte. Dans les salons d'à côté, les derniers invités du premier ministre, mêlés aux membres de son cabinet, s'entretenaient sans retenue devant la prestation du « Bébé-show », particulièrement croustillante il est vrai, que diffuse TF 1. Le directeur du cabinet, M. Jean-Paul Huchon, justifie sa réputation avec un rire sonore qui s'étend d'un bout à l'autre des trois salons enfilés. A Matignon, ce n'est pas la joie, c'est l'euphorie.

A l'évidence, c'est un énorme soulagement qui a libéré, dimanche 19 mars à partir de 20 heures, le premier ministre et son équipe. Pour les conseillers de M. Rocard, de tels résultats étaient, selon le mot de l'un d'eux, « inespérés ». « Des résultats comme ça, après presque un an de gouvernement, on n'en voit pas beaucoup », ajoute un conseiller, ravi et rayonnant, tout comme le premier ministre lui-même.

Les rocardiens sont d'autant plus heureux que certaines des victoires de la gauche parmi les plus significatives sont imputables à des amis du premier ministre, les probables futurs maires de Strasbourg, d'Orléans, de Quimper, de Tournai et d'Avignon, sont des rocardiens. Sans même parler de Cergy-Pontoise, qui vient de gagner l'épreuve d'un des conseillers de M. Rocard.

Au-delà de ces sujets particuliers de satisfaction, les membres du cabinet du premier ministre considèrent que les résultats de ces municipales dégageant la

route devant eux. Depuis leur arrivée à Matignon, ils ont toujours jugé qu'une fois franchi l'obstacle des municipales c'est une longue piste de plat qui les attend. Selon cette analyse, la « durée », cette fois, leur est bien acquise.

Pour le premier ministre, ces résultats électoraux justifient à la fois l'action accomplie et le confortant donc dans ses options. M. Rocard se sent les coudées plus franches pour ouvrir le nouveau grand chantier qui lui tenait à cœur : celui de la réorganisation de la région parisienne. Pour les autres dossiers, le premier ministre juge qu'il est déjà dans une phase de gestion. Celui de la région parisienne était, pour le moment, le dernier qui lui restait à lancer.

M. Rocard se sent aussi les coudées plus franches pour continuer à gérer les dossiers sociaux comme il l'a fait jusqu'ici. Le premier ministre met plus que jamais en avant le dialogue, la recherche obstinée de l'interlocuteur approprié, pour dénouer un à un les conflits sociaux. Il sera probablement, désormais, encore plus difficile de convaincre M. Rocard des inconvénients du traitement au « coup par coup » des conflits sociaux, traitement quasiment revêtu, à ses yeux, de l'onction du suffrage universel.

Pour le premier ministre, le conflit social le plus préoccupant, dans les jours à venir, sera le conflit corse pour lequel il se demande comment trouver une issue tout en maintenant son refus de céder sur le principe d'une peine d'insécurité pour les fonctionnaires.

J.-L. A.

M. Michel Rocard

Une confirmation

## pour les orientations présidentielles

« C'est une très belle et très ample victoire pour le président de la République, pour le gouvernement et pour la majorité présidentielle. Je voudrais dire aussi que c'est une belle victoire pour la vie municipale. Manifestement, les électeurs ont compris que les maires élus aujourd'hui sont ceux qui vont, pendant la durée de leur mandat et dès le début, exercer les pouvoirs plus considérables, les pouvoirs plus significatifs qui leur ont été donnés par la loi de décentralisation.

« Et l'importance d'avoir un bon maire, quelqu'un d'actif, d'efficace et de compétent, est manifestement un des facteurs majeurs de ce qui vient de se produire. Beaucoup de maires sortants ont été contestés et remplacés et beaucoup de nouveaux sont des hommes et des femmes connus pour leur allant, leur dynamisme et leur générosité.

« J'y vois en plus une signification politique générale. Les grands problèmes du pays se traitent localement, qu'il s'agisse du chômage ou de l'insertion de ceux qui reçoivent le revenu minimum, et à qui il faut donner une vraie deuxième chance dans la vie.

« Cela suppose des élus locaux qui n'affichent pas derrière le mot de libéralisme une volonté de laisser faire cruellement les forces du marché et de ne se mêler de rien. Cette montée en puissance des forces de progrès, au premier rang desquelles le Parti socialiste, est bien la réponse à cette philosophie démagogique.

« Et puis, au-delà de cette victoire pour la vie municipale, pour la qualité de la vie municipale, c'est incontestablement une confirmation des orientations au nom desquelles le président François Mitterrand a été réélu superlativement dans un second tour, l'année dernière, chacun s'en souvient, qui a tout à fait la même coloration que ce deuxième tour des élections municipales.

« Les Français se sont rassemblés, ils souhaitent la France unie et ils ont confirmé que les options du président de la République et du gouvernement sont celles qu'ils entendent voir appliquées. Il est rare que les élections municipales soient, pour un gouvernement en fonctions depuis déjà quelques mois, une confirmation aussi ample. Les électeurs ont bien voulu ce soir nous le donner.

« Cela me conforte à la fois dans le manière de traiter les dossiers et dans le sentiment qu'ils le seront bien (...).

« La confirmation que maintenant, sur une partie significative du territoire national, les élus locaux seront à l'unisson des orientations nationales est un gage de succès pour cette politique de patience, mais de gouvernement tenace, que François Mitterrand m'a demandé de conduire et que j'ai l'honneur de conduire.

« Je voudrais, d'un dernier mot, dire d'abord merci, un grand merci à tous les électeurs qui, par là, viennent de nous donner ce signe de confiance. Et au-delà de ce merci, je voudrais dire aussi bonne chance à ce très grand nombre de nouveaux maires et mairesses, notamment à Strasbourg, peut-être à Cergy-Pontoise, deux femmes qui arrivent dans les fonctions de maire de grande ville.

« C'est aussi une première dans la vie politique française — et je crois que toute la partie féminine de notre pays se sentira mieux associée aux affaires en voyant que, même dans quelque chose d'aussi masculin que les maires de très grandes villes, les femmes de talent sont capables de valancer et seront demain capables de gérer.

« A tous les maires de 1989, je veux souhaiter bonne chance. Merci. »

M. Jacques Chirac

Je vais me consacrer à l'union

« Ce succès, dans tous les arrondissements de Paris, de mes listes, est dû à quelques raisons. Il y a d'abord le fait que les Parisiens, et ceci doit être médité ailleurs peut-être, ont compris que nous essayons d'agir dans le sens du concret et des problèmes réels auxquels ils sont confrontés jour après jour et qui sont si difficiles à maîtriser, qu'il s'agisse de la misère là où elle existe, des conditions mauvaises de logement, de la sécurité, de la circulation et de bien d'autres choses encore qui caractérisent les grandes cités.

« Ce succès est dû aussi, je pense, à l'effort de renouvellement et de rassemblement qui a caractérisé les listes que j'ai présentées. Il est dû enfin et surtout à l'union qui a été le sentiment dominant entre l'UDF et le RPR dans la capitale, où nous n'avons jamais eu de problème de majorité municipale. Et c'est cette union de l'UDF et du RPR qui nous donne la force de gagner.

« Et cela me permet de dire un mot rapide sur le plan national : certes on a vu les socialistes regagner un certain nombre des villes qu'ils avaient perdues il y a six ans, et c'est pour eux une victoire, et certes on a vu d'autres succès à mettre au crédit du RPR ici, de l'UDF là. Mais l'important, et qui nous conduit à méditer, c'est le nombre des abstentionnistes, c'est l'importance des voix qui se sont portées sur les listes écologistes, c'est le nombre de nos concitoyens qui ont voté pour le Front national, tout ceci exprimant incontestablement un malaise.

« Et si vous observez les choses, vous verrez que là où s'est fait effectivement le rassemblement des hommes dans la compétence et le sérieux, et le renouvellement des idées, alors on a gagné, à condition d'être uni.

« Je me réjouis qu'un nombre important de jeunes de la nouvelle

génération de l'UDF comme du RPR, des femmes et des hommes qui avaient été choisis par moi d'ailleurs pour entrer dans mon gouvernement pour faire leurs preuves, aient brillamment gagné dimanche dernier ou aujourd'hui. Je pense en particulier, bien sûr, à Lyon mais aussi à d'autres, marquant ainsi l'avantage pour la France d'avoir la relève politique nécessaire, en particulier pour celles et ceux qui croient vraiment à une société de dynamisme et de liberté.

« Enfin, je constate que si, à Paris, nous avons gagné pour une large part grâce à l'union, nous avons ailleurs perdu parce que nous n'étions pas assez unis, comme les démons dans le passé récent, aux présidentielles par exemple, nous ont conduits à la défaite. Et c'est pourquoi je lance vraiment ce soir un appel, non seulement à l'ensemble des élus et des électeurs de l'UDF comme du RPR parce que je n'ai pas à les convaincre, ils le sont, mais à l'ensemble des responsables de toutes ces formations qui constituent ensemble l'opposition actuelle, en leur demandant de faire en sorte que les divergences qui sont subalternes, dérisoires, entre eux, ne soient pas mises en exergue. Les Français ne le comprennent pas et ne l'admettront plus. Ces jeux politiques relèvent du passé ; les intérêts nationaux doivent être effacés.

« Ce qui est important aujourd'hui, c'est qu'ensemble les responsables de l'UDF comme du RPR prennent conscience de la nécessité de s'unir de façon plus claire, sans arrière-pensée, sans réserve, pour être une véritable force politique d'alternance ouverte au dialogue intégrant les préoccupations quotidiennes des Français, et c'est à cela que pour ma part, à cette union concrète et réaliste, je vais maintenant me consacrer. »

M. Pierre Joxe

## Un puissant encouragement populaire

« Dimanche dernier à la même heure, je pouvais dire que le résultat du premier tour des élections municipales était déjà un encouragement pour le gouvernement, et je laissais prévoir un renforcement pour ce dimanche. Aujourd'hui, effectivement, avec une participation qui a été, je dépasse même 75 %, on constate que le mouvement de dimanche dernier s'est confirmé et amplifié. Deux membres du gouvernement, M. Chevènement et M. Rausch, qui étaient en ballottage, viennent d'être réélus comme on pouvait le prévoir et, qu'il s'agisse de la métropole ou de l'outre-mer, un très grand nombre de villes, grandes ou moyennes, vont changer

de majorité au bénéfice de la majorité présidentielle.

« Voilà donc les mouvements qui se confirment par rapport à dimanche dernier et, naturellement, le gouvernement tout entier, chacune de ses composantes et surtout l'ensemble des forces politiques qui le soutiennent, en trouvent un encouragement puissant pour les mois qui vont venir, compte tenu du fait que c'est la première fois depuis longtemps dans l'histoire de la République que l'on voit un gouvernement, au moment des élections municipales, recevoir un puissant encouragement populaire. »

M. Pierre Mauroy

## Le soutien de l'électorat à l'action entreprise

« Les promesses du premier tour sont tenues. La victoire est sortie des urnes pour le Parti socialiste, pour la majorité présidentielle, pour le rassemblement de la gauche partout où la discipline républicaine s'est appliquée. Cette victoire est pour l'essentiel le résultat de la stratégie du rassemblement à gauche, décidé et mis en œuvre par la direction du Parti socialiste. Elle est amplifiée par la dynamique de l'ouverture créée lors de l'élection présidentielle de mai 88. Le président de la République et le premier ministre y trouveront la confirmation du soutien incontestable de l'électorat en

favor de l'action entreprise depuis dix mois.

« Je note enfin avec plaisir que l'écrasante majorité des élus de ce soir ont bénéficié de l'élan des partis qui sont les garants de la bonne santé de la démocratie dans notre pays. Ces élections municipales démontrent, s'il en était nécessaire, le très vaste rassemblement qui existe en France autour du Parti socialiste. Je veux remercier ici toutes celles et tous ceux qui ont contribué à cette victoire, toutes celles et tous ceux qui, par leur action et leur dévouement, lui ont donné tout son éclat et toute son ampleur. »

M. Jean-Marie Rausch

## Des maires d'ouverture

« Je crois que les Mossins ont fait preuve de l'esprit d'ouverture tout comme d'ailleurs d'autres villes en Moselle ; Saint-Avold, Sarreguemines sont des villes où ont été élues des municipalités contraires avec les socialistes, comme à Metz (...).

« J'aimais j'ai regretté d'être au gouvernement, car mon tempérament est de vouloir prouver des choses. On ne fait pas de la politique pour rester assis dans un fauteuil. Je crois très sincèrement à la nécessaire reconnaissance d'une grande partie des Français pour que puisse se faire le grand dessin européen, qu'on puisse faire face aux grands défis,

aux grandes échéances, et je suis très heureux qu'un certain nombre de villes se soient sorties des clivages traditionnels des partis politiques et aient à leur tête maintenant des maires d'ouverture.

« Je pense aussi bien à Carignon à Grenoble qu'à Mommier à Angers, et je pense au maire de Marseille... Il y a eu des villes avec des maires socialistes ouverts aux contraires et des villes contraires ouvertes aux socialistes. Je crois que c'est par là que passera le renouvellement politique français : c'est par là que se fera l'Europe. »

M. Georges Marchais

## La remontée du PC se poursuit

« De manière générale, lorsque socialistes et communistes ont fait front ensemble, comme nous le souhaitons, ils ont repoussé les assauts de la droite et l'ont même battue dans de grandes villes que dirigeaient le RPR ou l'UDF. Le Parti communiste peut être légitimement fier d'avoir mis en œuvre avec brio sa politique de rassemblement de toutes les forces populaires contre la droite et l'extrême droite. Malheureusement, dans de trop nombreux endroits, comme au premier tour, le désir des dirigeants socialistes d'affaiblir le Parti communiste a été plus fort que la nécessité de battre la droite et l'extrême droite.

« Cette volonté aboutit à ce que des maires communistes sont, ce soir, battus par la droite et par des candidats socialistes qui se sont ouvertement alliés avec elle. Malgré cela, la plupart des maires communistes qui devaient affronter un second tour sont ce soir réélus. De plus, de nouvelles villes ont un maire communiste. Dans toutes ces communes, et partout où des communistes sont élus, qu'ils participent à la

majorité municipale ou qu'ils soient dans l'opposition, les populations peuvent avoir la certitude qu'ils ont avec eux des élus dévoués, efficaces, incorruptibles, sur lesquels ils peuvent compter.

« A l'opposite de ce qui a parfois été dit ou écrit, une épreuve difficile des résultats du premier tour de dimanche dernier dans les communes où le Parti socialiste s'était présenté sans nous a révélé que dans les trois situations, qu'il se soit agi de villes dirigées par un maire communiste, par un maire socialiste ou par un maire de droite, les listes soutenues par notre parti ont progressé.

« Ces élections municipales ont donc confirmé que la remontée de l'influence du Parti communiste se poursuit. C'est un atout précieux pour toutes celles et ceux qui sentent la nécessité de se rassembler dans l'action, dans l'action pour se défendre, de toutes celles et de tous ceux qui sont à la recherche de solutions nouvelles aux graves problèmes posés à notre pays. »



EUROPEAN  
UNIVERSITY  
OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA

Master Of Business Administration

Academic program, unique in concept, format and professional experience. Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience pratique du projet personnel/professionnel.

3<sup>e</sup> CYCLE

Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : médecine, sciences, lettres, droit - Ingénieurs - DEA, DESS, IEP - Pharmaciens - Titulaires de maîtrise. Programme de 12 à 16 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois) San Francisco (10 - 12 mois).

2<sup>e</sup> CYCLE

Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure de type second cycle. Programme de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois), San Francisco (12 - 14 mois).

Informations et sélections : European University of America 17/25 rue de Chaillot (9ème arr.), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Accords universitaires internationaux : Amérique - programmes associés et accrédités de MBA et de PhD - Europe et Asie.

M. Alain Juppé

## Aller plus loin dans l'union RPR-UDF

« Il serait exagéré de croire que nous assistons à une vague de fond qui porterait la majorité présidentielle. Il est exact que le Parti socialiste reprend une partie du terrain qu'il avait perdu en 1983, mais une partie seulement.

« En ce qui concerne le rassemblement, nous perdons, c'est vrai, des villes importantes, mais nous en gagnons aussi beaucoup, sur le Parti socialiste, Castres, Lens, Saint-Chamond, Cavallion, Gaingamp, Vire, Boulogne-sur-Mer, Ambas, sur le Parti communiste, Sarlat, Lons-le-Saunier.

« Je n'aurai garde d'oublier, bien sûr, le superbe grand chelem de Michel Noir à Lyon. Pour ma part,

je voudrais, dès maintenant, tirer trois conclusions : première conclusion, il faut aller plus loin dans l'union du RPR et de l'UDF, car nous avons perdu un certain nombre de villes importantes par suite de dissensions internes. Deuxième conclusion : il faut prendre plus en considération certaines préoccupations exprimées par nos concitoyens, en particulier tout ce qui a trait à l'environnement et à l'écologie. Et enfin, troisième conclusion, il faut amplifier la tâche de renouvellement et de modernisation des formations politiques, que nous avons, pour notre part, entreprise au Rassemblement. »

M. Valéry Giscard d'Estaing

## La division est l'arme du pouvoir

« Premièrement la décapitation pourrait son chemin. Les élections municipales sont moins idéologiques. La capacité à bien gérer est devenue l'élément le plus important.

« Deuxièmement, c'est localement que se décident les élections locales. Les mots d'ordre vains de Paris ne sont suivis que si les personnalités des candidats conviennent aux électeurs.

« Troisièmement, par rapport au premier tour, les socialistes ont regagné un certain nombre de villes. Ils retrouvent des positions qu'ils avaient perdues en 1983. Au total, la France est toujours coupée en deux, avec les deux moitiés pratiquement à égalité.

« Quatrièmement, partout où l'opposition s'est montrée vraiment unie, elle a gardé ou amélioré ses positions. C'est la démonstration que l'union la plus large est nécessaire et que les différences entre les électeurs de l'UDF et du RPR s'effacent. La division a été, est et sera l'arme principale du pouvoir pour empêcher l'alternance locale ou nationale.

« Enfin, l'écologie a démontré son importance dans la préoccupation des Français. Le socialisme, parfaitement fondé, de l'avenir de notre planète devient un élément central des décisions politiques, en France et en Europe. »

M. Jean-Marie Le Pen

## Rendez-vous à l'élection européenne

« Le scrutin municipal du deuxième tour n'est pas une surprise pour nous. La victoire remportée — victoire relative, certes, puisque beaucoup de maires sont élus à la minorité, mais c'est la victoire indéniable de la gauche sur l'UDF-RPR — est le fait principal, avec la maintien d'une abstention considérable.

« C'est donc à tort que les états-majors politiques de la bande des quatre peuvent ce soir crier victoire, même à gauche.

« Les défaites à Strasbourg, à Mulhouse, à Dunkerque, de toute une série de candidats de l'opposition montrent que la stratégie et la tactique élaborées par M. Chirac et ses alliés de l'UDF ont conduit pour la troisième fois la droite à la déroute, déroute d'autant plus accablante que c'est la gauche qui est au pouvoir et que l'opposition pouvait tabler sur les échecs de celle-ci dans toute une série de domaines pour pouvoir se refaire une santé.

« Le Front national a démontré par ses succès qu'il était incontournable. Ce que je pense qu'il faut retenir ce soir, c'est que de grands bouleversements risquent d'intervenir dans la vie politique française, qui se développeront dans les mois qui viennent, et qui se manifesteront d'une façon particulièrement claire lors de l'élection européenne. Je donne d'ores et déjà rendez-vous aux électeurs du Front national dans ce scrutin qui sera proportionnel intégral, et où je suis certain que nous remporterons une très belle victoire. »

1789 ■■■ LA FRANCE A RENDEZ-VOUS AVEC ELLE-MEME ■■■ LE 18 JUIN 1989

• ET SI CHAQUE LISTE AVAIT UN DEPUTE EUROPEEN BEUR ?

• QUE PENSEZ-VOUS DE CE PROJET POUR LA FRANCE. MONSIEUR LE PRESIDENT ?

BP 46  
93202  
SAINT-DENIS  
42.43.02.10

سكزا من الأصل



# icipales

**M. Jacques Chirac**  
 maire de Paris

Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a annoncé hier qu'il ne se représenterait pas aux élections municipales de 1995. Il a déclaré que son mandat était terminé et qu'il voulait consacrer son énergie à d'autres projets. Cette annonce a été accueillie avec surprise par les médias et le public, car Chirac était considéré comme un candidat potentiellement très fort pour la mairie de Paris.

**M. Alain Juppé**  
 maire de Bordeaux

M. Alain Juppé, maire de Bordeaux, a également annoncé hier qu'il ne se représenterait pas aux élections municipales de 1995. Il a expliqué que son mandat était épuisant et qu'il souhaitait se consacrer à d'autres activités politiques. Cette décision a été perçue comme une surprise, car Juppé était un des principaux candidats pour la mairie de Bordeaux.

**Valéry Giscard d'Estaing**  
 ancien président de la République

Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République, a annoncé hier qu'il ne se représenterait pas aux élections municipales de 1995. Il a déclaré que son mandat était terminé et qu'il voulait consacrer son temps à d'autres projets. Cette annonce a été accueillie avec intérêt par les médias, car Giscard d'Estaing était considéré comme un candidat potentiellement très fort.

**M. Jean-Marie Le Pen**  
 député de Paris

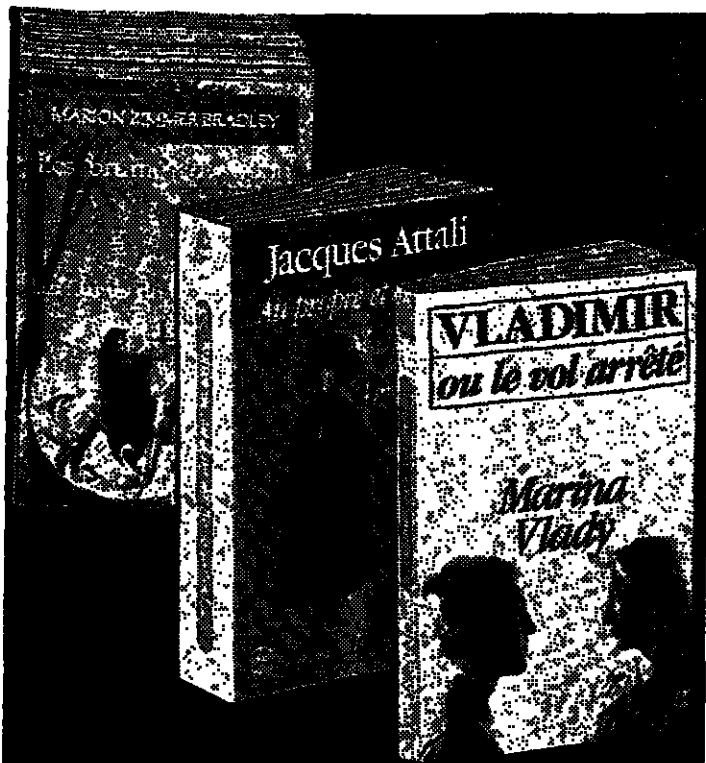
M. Jean-Marie Le Pen, député de Paris, a annoncé hier qu'il ne se représenterait pas aux élections municipales de 1995. Il a expliqué que son mandat était épuisant et qu'il souhaitait se consacrer à d'autres activités politiques. Cette décision a été perçue comme une surprise, car Le Pen était un des principaux candidats pour la mairie de Paris.

BP 46  
 93262  
 SAINT DENIS  
 42.43.02.78

## C'EST LE PRINTEMPS, LE FROID S'EN VA, LA FRAÎCHEUR RESTE...



47 D'ALCOOL. AYEZ SOIF DE MODERATION.



# Le LIVRE de POCHE

- MARION  
**ZIMMER BRADLEY** Les dames  
du lac
- MARINA  
**VLADY** Les brumes d'Avalon
- NICOLE  
**AVRIL** Vladimir ou le vol arrêté
- RAOUL  
**MILLE** Le jardin des absents
- JACQUES  
**ATTALI** Les amants du paradis
- DOMINIQUE  
**FERNANDEZ** Au propre et au figuré
- PAUL  
**MORAND** Le radeau de  
la Gorgone
- THOMAS  
**WOLFE** Le prisonnier de Cintra
- ANTHONY  
**BURGESS** L'ange exilé
- JACQUES  
**DUQUESNE** Dernières nouvelles  
du Monde
- Maria Vandamme
- Policiers/Thrillers**
- ROY  
**VICKERS** Service des  
affaires classées
- FRANCIS  
**RYCK** Autobiographie d'un tueur
- Biblio/Biblio-Essais**
- ANAÏS  
**NIN** Journal: 1939-1944
- LUIGI  
**PIRANDELLO** La dernière séquence
- Les langues modernes**
- ERSKINE  
**CALDWELL** Nouvelles choisies

## Le second tour

### Strasbourg : l'an I de la nouvelle gauche

STRASBOURG  
de notre envoyé spécial

Les Strasbourgeois n'en reviennent pas. Après quarante-quatre années de gestion centriste, dont vingt et une sous la stricte férule de Pierre Filimlin, voici que la gauche s'empare de l'hôtel de ville ! « On n'y croyait pas, au moins jusqu'au soir du premier tour », avouent la plupart des militants. Catherine Trautmann elle-même, l'heureuse élue, a quelques peines à réaliser ce qui lui arrive. Avant les résultats, elle restait prudente et reconnaissait même les lacunes de sa liste : « On a été faible au premier tour dans les quartiers populaires ; ça nous a obligés à faire les escaliers d'immeuble un par un. »

Dimanche 19 mars au soir, en se présentant au centre administratif de la communauté urbaine de Strasbourg — la véritable mairie — Catherine Trautmann, trente-huit ans, a reçu une ovation qui lui a fait chaud au cœur. Bousculée par les photographes, écrasée par la foule, la « grande Catherine » savourait cette ivresse de la victoire avec une délectation particulière. Elle se rappelle son double échec de 1988. Battue aux législatives, elle est écartée du gouvernement Rocard numéro un, comme Georges Dufour, sa collègue la plus proche. « Ça nous avait flanqué un coup au moral, ça déçait. Pensez donc : être rocardienne dans un gouvernement Rocard et devoir s'effacer pour l'ouverture. »

Oubliée la rancœur. Oubliée l'humiliation de n'être plus rien lorsqu'on a été député et ministre. L'ancienne étudiante en théologie, dont le sujet de thèse était « Le rêve, le sommeil et l'oubli dans les textes gnostiques », oublie tous les affronts. À l'élégance de sa tenue — ensemble jaune et noir, rehaussé de nombreux bijoux d'or — Catherine Trautmann ajoute l'élégance du vainqueur qui « pense au maître sortant », car elle sait qu'un échec est « dur à vivre ».

Le sortant fait bonne figure sur le podium des *Dernières Nouvelles d'Alsace* à côté de son vainqueur. Marcel Rudloff, soixante-six ans, sourit beaucoup. Sans doute se force-t-il un peu. « Non, je ne m'y attendais pas, dit-il : Nous assistons à l'effacement du centre sur sa droite et sur sa gauche ; il y a une nouvelle donne politique, pour une nouvelle génération. » Le « brave Marcel », comme on dit à Strasbourg, encaisse bien, semble-t-il, son échec. Le problème du cumul des mandats ne se pose plus pour lui ; il reste sénateur et président du conseil régional, ce qui peut suffire à son bonheur.

Le chef de file du Front national, Robert Spieker, est ravi. Malgré les cris hostiles qui accompagnent son arrivée au centre administratif (« Le fascisme ne passera pas ! », scandent les partisans de M<sup>me</sup> Trautmann, il affirme : « C'est formidable, dit-il, nous avons trois élus au conseil et un adversaire désormais tout à fait clair dans le fauteuil de maire. » Les militants du FN, qui redoutaient les effets du « vote utile », sont soulagés de n'avoir perdu qu'un peu plus de deux points entre les deux tours. Ils étaient furieux que les Verts refusent de fusionner avec la gauche, car ils craignaient la reconduction de la « droite molle » et s'apprêtaient déjà à leur reprocher d'avoir empêché de « dégommer le centriste ». C'est désormais chose faite. Ils sont contents.

#### Seize femmes au conseil municipal

Quant à André Buchmann, trente-trois ans, tête de liste des Verts, elle exulte : « Ça faisait quinze ans qu'on se battait contre Rudloff et les siens. Vive le changement ! » Surtout, elle apprécie d'avoir conservé les trois-quarts de son électoral entre les deux tours (presque 9 % au lieu de 12,7 % le dimanche précédent). Au total, ce sont en principe 16 femmes qui entreront au conseil municipal de Strasbourg (13 socialistes, 2 Vertes et une UDF).

Tout le monde est donc satisfait à Strasbourg, au moins officiellement. Catherine Trautmann, rocardienne de choc, remporte la mairie de haute lutte, en même temps que son collègue Jean-Marie Bockel à Mulhouse. L'Alsace active passe à gauche. Même Jean Ehler, l'ancien candidat PS de 1983, écarté en 1988, affiche un large sourire. « Ce sont

les quartiers périphériques populaires qui nous ont fait gagner », affirme-t-il, satisfait de voir son populisme récompensé.

Le Front national entre à la mairie par la grande porte, après avoir terrassé le gaullio-centrisme homni. Les Verts doublent leur mise au conseil, en conservant leur liberté.

Pour la brillante élection de « Catherine », quelques militants ont bruyamment célébré l'événement, place Kléber, au milieu d'un concert de klaxons. De manière très banale, en somme, comme pour célébrer une victoire au football. On aurait pu imaginer que les joyeux supporters de la gauche aillent rue des Hallebardes, au pied de la cathédrale, où les bonnets phrygiens, plantés sur des piques, célèbrent le bicentenaire de la Révolution. On sort de Ventouse, le mois des turbulences, pour entrer dans Germinal, le mois du renouveau. Un symbole inscrit en tricolore sur les silhouettes de la vieille ville. A Strasbourg, ce n'est peut-être pas la révolution — Catherine Trautmann se méfie de cette rhétorique — mais c'est l'an I de la nouvelle gauche.

ROGER CANS.

### Dunkerque : impossible n'est pas Delebarre !

Tout jusqu'à maintenant lui avait été donné par d'autres. Son beau-père, le recteur Debever, avait transmis un jeune étudiant vite lassé des études abstraites en un remarquable spécialiste de la géographie économique et industrielle de « sa » région, le Nord-Pas-de-Calais. Pierre Mauroy en avait fait son bras droit régional, avant de lui faire tenir le même rôle à l'hôtel Matignon. François Mitterrand en avait fait un ministre. Cette fois, c'est Michel Delebarre qui, seul, a gagné ce qui paraissait impossible : la mairie de Dunkerque.

Ce ne furent pas de bonnes fêtes qui se penchèrent sur le berceau de cet enfant né dans une famille d'employés des Flandres. S'il est

devenu le spécialiste régional de l'aménagement du territoire, c'est parce que, déjà, il avait les dossiers plus vite qu'un énarque. Si Pierre Mauroy a trouvé auprès de lui le collaborateur ordonné dont il avait besoin, c'est parce que Michel Delebarre avait découvert, avant beaucoup d'autres, que celui qui n'était alors que le modeste conseiller général du Cateau serait l'homme politique d'envergure dont le Nord avait besoin. Si le président de la République a lancé ce technicien dans la compétition politique, en le faisant entrer dans le gouvernement Fabius en juillet 1984, c'est parce que l'Elysée avait apprécié la manière dont ce non-technocrate avait réussi à remettre de l'ordre à l'hôtel Matignon après le joyeux fouillis des premiers temps, le calme avec lequel ce directeur de cabinet se forma par les grandes écoles avait fait tourner le « magasin » dans les moments les plus délicats, l'autorité avec laquelle ce provincial avait su imposer ses arbitrages aux plus beaux fleurons de l'énarchie parisienne.

Ce parcours sans faute s'est poursuivi en 1984 lorsque lui a été confié, à son grand désappointement, l'un des ministères les plus difficiles qui soit dans cette période de crise et de chômage : celui des affaires sociales. Main de fer dans un gant de velours, il sut, là aussi, ne faire apprécier par tous : patronat et syndicats.

Le virus politique a, alors, entièrement assis un homme qui avait attendu 1973 pour prendre sa carte au Parti socialiste, mais qui, depuis, n'y avait joué aucun rôle. A tout homme politique, il faut une « terre ». Pour lui, cela ne pouvait être que dans le Nord, à Lille. Mais Pierre Mauroy n'a pas accepté d'avoir un si jeune dauphin. Il fut donc envoyé se faire les dents à Dunkerque. A contre-cœur, il y vint pour les législatives de 1986, mais en espérant ne pas y rester. Il y resta pourtant au printemps 1988.

#### Pied à pied

Arrivent les municipales. Michel Delebarre hérite, Lille le tente toujours, mais on ne veut pas de lui. Alors, va pour Dunkerque ! Le challenge paraît difficile, pour ne pas dire impossible, tant est solide l'implantation du « sortant », Claude Prouvost, et faible celle de la gauche. Cette fois, c'est un

combat d'homme à homme qu'il faut mener. Le ministre s'y lance avec passion, découvrant un monde inconnu : les distributions de tracts sur les marchés, les saluts aux personnes âgées, les réunions d'appartement... Mais il n'oublie pas ce qui fait sa spécialité : l'ouverture au monde économique, le contact facile avec les patrons. Il y gagne localement un crédit qui lui permet un beau succès au premier tour. Pour le transformer en second, il lui faut aussi convaincre les « HLM » : il s'y emploie d'un dimanche à l'autre et réussit, aidé sans doute par la consigne d'abstention du Front national.

Cent seize voix, pas plus, font la différence. Elles suffisent à Michel Delebarre pour montrer à ses « camarades », jaloux de sa brillante carrière au sommet, qu'il sait aussi, maintenant, se battre pied à pied, en bon militant. Elles lui permettent d'ajouter à son bagage de ministre technique talentueux une victoire électorale qu'il ne doit qu'à lui-même. Elles lui offrent la base arrière dont tout homme politique ambitieux a besoin. Et d'ambition, sous ses airs de ne pas y toucher, il n'en manque pas. Auréolé par ce nouveau succès, va-t-il se contenter de ce qui fut longtemps son seul rêve : la présidence du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais ? Ou va-t-il maintenant regarder plus haut, bien plus haut ?

THÉRIER BRÉMER.

#### Le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue  
des droits de l'homme  
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

#### LA QUESTION SOCIALE

Avec notamment  
des articles de :  
J.-M. GAILLARD, R. KOUCHNER, J. DRAY,  
J.-J. GUERARD, R. VIELLEUR, P. MACLOUF  
Envoyer 80 F (timbre à 2 F ou chèque) à  
APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-  
Dolot, 75014 Paris, en spécifiant le  
dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (100 % d'économie, qui  
donne droit à l'envoi gratuit de ce  
numéro).

### Collection Repères

L'EXCELLENCE EN POCHÉ

- La protection sociale
- Les retraites
- Les revenus en France
- La robotique
- La sociologie en France
- Les sondages d'opinion
- Le syndicalisme face à la crise
- La télévision
- Les théories des crises économiques
- Le tiers monde
- Travail et travailleurs en URSS
- et plus de 60 autres titres

128 pages - 38 F

#### LA DÉCOUVERTE

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 05

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDIPAR 850572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARI, le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1983)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet

Correspondant en chef :  
Claude Salas

**Le Monde**  
PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Types LEMONDE  
ou 36-15 - Types LM

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037  
Reinscriptions aux listes des microfilms  
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

**ABONNEMENTS**

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS hors Europe
3 mois .....	345 F	395 F	504 F	700 F
6 mois .....	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois .....	1 030 F	1 092 F	1 404 F	2 040 F
1 an .....	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de  
votre règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
PORTAGE : pour tous renseignements  
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse immédiats ou précédents : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez noter l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

سكزا من الأصل



## des élections municipales

### Dépouillement houleux à Orly

#### « A mort, Viens ! »

Assis dans un coin du bureau de vote, il note un à un des numéros sur un calepin usé. Un électeur, un numéro. Le délégué d'Alain Girard, candidat communiste « orthodoxe » à Orly, dresse avec soin la liste complète des habitants qui ont déposé un bulletin dans l'urne depuis l'ouverture du bureau de vote. Dès que l'assesseur proclame à voix haute le nom et le numéro des électeurs qui défilent, il se penche consciencieusement sur son calepin. Et la liste s'allonge.

Devant le bureau, sur les marches du centre socio-culturel Louis-Aragon-Eliot-Trioulet, les fidèles d'Alain Girard patientent. De temps à autre, l'un d'eux s'approche des urnes et repart avec une feuille de calepin pleine de numéros. Curieux mélange... Qui permet aux « orthodoxes » d'Orly de faire la chasse aux abstentionnistes. « Ils ont des photocopies des cahiers d'émargement, soupire un assesseur. Dès qu'ils ont les numéros des électeurs qui ont déjà voté, ils les barrent. Ceux qui restent, ils vont les voir pour les persuader d'aller voter. » Ce porte-à-porte de dernière minute finit malgré tout par laisser les électeurs les plus indulgents. « Cette semaine, ils sont passés onze fois dans ma cité », explique l'un d'eux.

« Viens vous fuir », s'il est réçu », lance un militant aux électeurs qui s'apprêtent à aller voter. « Ils sont fous », commentent les proches du maire sortant. Mais, lorsqu'ils évoquent le stade promis par Alain Girard aux Orlysiens pendant la campagne électorale, le murmure change en gigue de plaisanterie. « C'est pour nous y aller... »

Orléans d'ambiance... Les affiches de Gaston Viens ont toutes été arrachées pendant la nuit et le moindre carrefour offre en plusieurs exemplaires le sourire d'Alain Girard. Les fidèles de « Gaston », qui tiennent huit bureaux sur dix-sept, « craignent le pire » : l'intimidation, la provocation et, bien sûr, la fraude. La mairie a acquis des urnes transparentes et les présidents de bureau gardent le code électoral à portée de main.

19 h 30 : une trentaine de personnes s'engouffrent dans le nouveau bureau d'Orly. Le pré-

dent, Paul Farouz, huitième sur la liste de Gaston Viens, les regarde avec inquiétude. Le dépouillement ne sera pas facile. Dans un silence glacial, tout le bureau attend 20 heures les bras croisés. « Le scrutin est clos, proclame alors le président du bureau. Je vais vous demander de reculer un peu et de rester derrière les barrières métalliques. » Des barrières ? Les fidèles d'Alain Girard venus « surveiller » le dépouillement sont outrés. Tollé. Bousculade. Insultes. La police est appelée en renfort pour isoler les scrutateurs. « Nous ne pouvons pas faire autrement, soupire un assesseur. Sinon, le sort des élections, et les tournants autour des tables pour frauder. Et les bulletins se baladent... » Au fond du bureau, Paul Farouz retire sa veste. Il craint que les militants d'Alain Girard ne l'accusent d'avoir les poches pleines d'enveloppes aux couleurs de « Gaston ».

#### « Vous en faites un peu trop ! »

Premier comptage : le président ouvre l'urne et offre les bulletins aux assesseurs qui entassent les liasses de dix et comptent et recomptent à voix haute en se surveillant du coin de l'œil. « Vous en faites un peu trop », proteste un délégué de la liste d'Alain Girard. « Il veut mieux prévoir un excès de précautions », lui répond sèchement le voisin en désignant du regard des militants debout derrière les barrières. Il est temps d'installer les tables de dépouillement. Deux, précise le président. Trois exigent les délégués « orthodoxes », soutenus par les militants antécédés au fond de la salle. « Il y avait trois tables, il faut trois tables ! » lancent-ils. C'est incroyable, la France est devenue une République barrière. On nous refuse l'accès au dépouillement. « La table s'échauffe, proteste, insulte. Lorsque Paul Farouz refuse d'accepter un scrutateur « orthodoxe », les protestations redoublent. « Cet homme a été condamné pour fraude électorale, soupire-t-il. Ce serait un comble. » Les délégués d'Alain Girard finissent tout de même par céder. Il y aura deux tables de dépouille-

ment, et un « représentant » — au moins — de la liste orthodoxe à chacune d'elles.

Mais tout est prêt pour les contestations. Une profession de foi glissée par erreur au côté du bulletin de vote en faveur de Gaston Viens et la foule s'indigne. Le code électoral est consulté, la voix comptabilisée, la profession de foi déchirée. « Enfin une bonne action », crient les militants en applaudissant à tout rompre. « Et un Viens de moins. » Pourtant, les « Viens » s'accumulent : 278 voix sur 511 votants. Alain Girard en obtient 201. Sur ce bureau, le maire sortant vient de réunir 54,4 % des suffrages. Lors de la proclamation, le chiffre est accueilli dans un silence de mort.

Devant la mairie, ils sont déjà des centaines. Vient d'Orly, bien sûr, mais aussi de Vitry ou d'Ivry. Le Parti communiste a mobilisé dans tout le département. « Gaston trahison », scandent-ils sous les fenêtres du maire en insultant l'équipe municipale toute entière. A l'intérieur, Gaston Viens, debout sur une table, remercie ses partisans au milieu des huées. « A ceux qui rient, je me permets de dire que, même exclu du Parti communiste, je n'ai pas de leçon de communisme à recevoir d'un grand nombre d'entre eux. J'étais communiste avant eux, et je le reste. Je ne serai jamais anti-communiste, parce que la France démocratique a besoin d'un Parti communiste fort. » Les fidèles d'Alain Girard tentent de lui couper la parole en criant. Gaston Viens poursuit malgré tout. Dehors, au pied du perron de la mairie, certains militants se mettent à scander : « A mort, Viens ! » Les partisans du maire sont atterrés.

Il n'y aura pas de fête. Pas de champagne. Tout juste une réunion dans le bureau de « Gaston », qui ne cesse de répondre au téléphone. « J'ai quelqu'un d'illustre au bout du fil, lance-t-il. Robert Jarry ! » Applaudissements. « Il n'est pas prévu de boire du champagne, ajoute-t-il après avoir raccroché. Dans le climat actuel, il me semble que cette décision est sage. » Dehors, les fidèles d'Alain Girard ont fini par se disperser.

ANNE CHEMIN.

### Sarcelles, ville où la gauche est majoritaire...

Entouré de quelques militants, M. Dominique Strauss-Kahn (PS) lance peu avant la fermeture des bureaux de vote de Sarcelles : « Les miracles, ça peut exister, après, on en parle pendant deux mille ans. »

Il est vrai qu'un plus grand nombre de votants que le dimanche précédent, selon les socialistes, forcer le destin. Depuis le 19 mars à 22 h 10, M. Strauss-Kahn ne doit plus croire au miracle. L'arithmétique électorale, dans sa froideur, s'est montrée implacable pour le jeune président de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Deux cent quatre-vingts voix ont donc permis à M. Raymond Lamontagne (RPR) de l'emporter et de rester à la barre de Sarcelles pour six nouvelles années. Mais quel contraste, tout au long de cette soirée, entre la ville déserte, presque diaphane, et les permanences des états-majors locaux, où la tension ne cessait de monter !

Jusqu'au bout, la lutte a été chaude. Ne disaient pas ce matin qu'à la sortie de la messe, dans le quartier cosmopolite de Lochères, les catholiques de la communauté turque s'étaient prononcés pour M. Strauss-Kahn ? N'avait-on pas encore entre les mains l'ultime tract socialiste dénonçant la « magouille » entre la droite classique et le Front national ? Mais tout cela avait-il encore un sens, alors qu'un long de cette semaine, ici, à Sarcelles, les militants socialistes et communistes s'étaient regardés en chiens de faïence ?

Dès 20 heures, la salle des fêtes de la mairie était envahie par les supporters de M. Lamontagne et de M. Strauss-Kahn. Dans le calme. A 22 heures, le suspense gagne. Les deux candidats, on le sait, sont au coude à coude. Le vieux village a voté massivement à droite, le grand ensemble est plus partagé. A 21 h 45, 230 voix d'avance pour M. Lamontagne, à 22 heures, 200, à 22 h 50, 80. « Il reste encore quatre bureaux », murmure-t-on dans le camp RPR, où l'on compte et recompte les résultats. A 22 h 15, divine surprise, les dernières urnes ont rendu leur verdict. « C'est bon », lance un militant à M. Lamontagne qui est alors mi-figue mi-rain.

Très déçus, les socialistes aillent. M. Lamontagne, qui, maintenant décontracté, salue ses partisans. « Malgré les moyens énormes mis en œuvre par mon adversaire, nous avons gagné. Il reste maintenant à travailler tous ensemble pour Sarcelles », déclare-t-il.

Milleur joueur que ses amis, M. Strauss-Kahn, le sourire pincé, pourtant, arrive à la mairie. Il affirme : « Dans une ville où la gauche est majoritaire, la droite l'a

emporté. C'est peut-être pour cela que de nombreux « Bretons, trahison ! » (la candidate communiste a refusé l'union avec le PS et s'est maintenue) fusent des rangs socialistes. La droite l'a donc emporté à Sarcelles. Quant à la gauche, elle a écrit ce dimanche 19 mars une nouvelle « sarcelle », du nom de ces charges burlesques composées au dix-septième siècle dans cette cité et recitées en patois par les habitants pour se moquer des grands.

JEAN PERRIN.

ALAIN PROCHIANTZ

LA CONSTRUCTION DU CERVEAU



122 p. 68 F

Du cerveau à la pensée : la révolution neurologique

QUESTIONS DE SCIENCE-HACHETTE  
Collection dirigée par Dominique Lecourt

Les instants  
les plus fous  
ne sont pas  
les plus chers

SAN  
FRANCISCO  
3 200 F

LONDRES 585 F

CORSE 590 F

VENISE 850 F

ROME 850 F

ATHENES 990 F

MONTREAL 1 990 F

ANTILLES 2 690 F

LA REUNION 3 600 F

BANGKOK 3 800 F

PAPEETE 6 950 F

VOLS ALLER RETOUR AU DEPART DE PARIS. PRIX A PARTIR DE.

NOUVELLES  
FRONTIERES

5 AV DE L'OPERA 42 73 10 64  
36 15 NF

## Le second tour

## Lyon : M. Michel Noir et le devoir d'exemplarité

## Triste sortie pour M. Michel Debré

C'est une bien triste sortie pour M. Michel Debré qui se voit contraint, à soixante-dix-sept ans, de céder un fauteuil qu'il n'avait pas quitté depuis vingt-trois ans. Un fauteuil qu'il doit laisser, après avoir abandonné celui de député de la Réunion, à M. André Chollat, son adversaire local de toujours.

Après cinq mandats successifs, la première défaite municipale de l'académicien n'est peut-être pas la seule conséquence de l'usure du pouvoir. Plusieurs décisions de l'ancien premier ministre avaient en effet surpris, sinon choqué un grand nombre d'Amboisiens, comme la désaffectation d'une église du centre-ville ou la volonté du maire d'implanter à proximité de la cité des bords de Loire un très important complexe touristique.

Mais cette affaire a d'ores et déjà une autre conséquence, puisqu'elle éloigne du conseil municipal le professeur Bernard Debré, fils de l'ancien premier ministre et député d'Indre-et-Loire. Alors que la volonté de ce dernier de s'implanter au plus vite dans la ville et le département n'est un secret pour personne (on avait évoqué il y a quelque temps son souhait d'entrer en lice à Tours avec — ou contre — M. Jean Royer), on l'avait curieusement retrouvé très éloigné de la tête de liste en position a priori très difficile. La défaite du père entraîne celle du fils, les municipales 1989 resteront marquées par un double revers pour la famille Debré.

J.-Y. N.

## LYON

de notre bureau régional

« Par deux fois, les Lyonnais ont exprimé leur volonté de mieux vivre ensemble et de préparer l'avenir. » Quelques minutes seulement après 20 heures, dans un salon de l'hôtel Lyon-Métropole, M. Michel Noir souligne l'écoulement de sa propre victoire : les listes qu'il conduisait l'ont emporté au second tour dans les six arrondissements qui restaient à pourvoir.

Pais, très vite, le candidat s'efface devant le nouveau maire : « Lyon a tout pour réussir. Avec plus de 75 000 étudiants et 450 centres de recherche, Lyon est appelée à jouer les premiers rôles en Coupe d'Europe des villes championnes des années 90. » La petite minute offerte au vainqueur par les chaînes de télévision n'est pas de trop pour corriger l'image, désastreuse pour la ville, qu'involontairement le municipalité sortante de Lyon a renvoyée au cours des dernières semaines.

« Laissez-moi travailler », demande encore Michel Noir lorsqu'on l'interrompt sur l'échéance de 1995, non pas celle des prochaines municipales, mais déjà celle de l'élection présidentielle.

En premier étage aussi, autour des buffets et des écrans de télé, le temps s'est arrêté. Dames endimanchées, jeunes gens des beaux quartiers et messieurs assurés, la droite des soirées électorales a subitement pris un coup de jeune, à Lyon. Les premiers applaudissements ont salué la défaite de René Lamps à Amiens.

les premières huées accompagnent l'annonce de l'élection de Jack Lang à Blois, un grand silence fermé accueille la victoire de Jean-Marie Rausch à Metz. « Je me demande encore parfois ce que je suis venu faire dans cette galère, avoue Christian Boiron, PDG des laboratoires pharmaceutiques du même nom et candidat sur la liste de Michel Noir dans le 3<sup>e</sup> arrondissement. Mais l'important, c'est de ne pas être galérien. » Il y a trois mois, on ne donnait pas cher de notre peau », ajoute un collaborateur du leader RPR. Arrêtés sur les victoires du premier tour, les écrans géants font enfin défiler les estimations pour les six arrondissements qui restaient en jeu : la victoire est totale.

En dépit d'un gain moyen de 13 points par rapport au premier tour, la gauche est battue partout, y compris dans les deux arrondissements qui lui étaient le plus favorables.

## « La primauté de la personne humaine »

« Les Lyonnais, comme je crois beaucoup de Français, souhaitent désormais la victoire des hommes qui, loin des jeux politiques, veulent consacrer leur énergie aux choses concrètes de la vie : réussite scolaire des enfants, conditions d'habitat et de cadre de vie dans la cité, considérations apportées aux personnes à l'autisme de leur vie et à ceux qui risquent d'être exclus. Bref, tout ce qui concerne l'épanouissement de la personne humaine et la qualité des relations entre les êtres. »

bles. Dans le 9<sup>e</sup>, où le chef de file du PS lyonnais, M. Gérard Collomb, avait échoué de 50 voix il y a six ans, le retard de la gauche atteint cette fois 803 voix. Dans le 8<sup>e</sup>, la liste conduite par le professeur Jean-Louis Tournier perd plus de 3 points par rapport à 1983. Grâce au renfort des écologistes, la gauche conquiert un siège, en revanche, dans le 1<sup>er</sup> arrondissement, mais sa représentation au conseil municipal reste toujours aussi dérisoire : un siège pour le PC, neuf pour le PS, sur un total de 73.

Bien qu'en légère progression par rapport au premier tour, le Front national ne parvient pas, de son côté, à entrer à la mairie centrale ; il doit se contenter de quatre conseillers d'arrondissement. Mais les diverses composantes de l'UDF qui contrôlaient jusqu'ici le « système lyonnais » sont elles-mêmes laminées ; il ne reste plus qu'un seul conseiller radical dans la ville d'Edmond Her-

riot, quatre élus du Parti républicain et cinq du CDS, face à 35 membres du RPR.

Enfin, aucune des personnalités que M. Raymond Barre avait imposées, au titre du « renouvellement », sur les listes de M. Francisque Collomb ne se retrouve aujourd'hui à la mairie de Lyon. L'ancien premier ministre n'est d'ailleurs pas réapparu depuis le 12 mars : le maire sortant a fait distribuer un simple communiqué pour se féliciter de la victoire de la liste d'union, et l'on a compté sur les doigts d'une seule main les élus de l'UDF que l'on a pu apercevoir ici ou là, lors de la soirée du second tour. C'est bien simple : depuis une semaine, c'est comme si Lyon ne comptait plus qu'un seul homme politique.

## Au-delà de son succès

Conscient de la dimension de son propre succès et de sa résonance au-delà de Lyon, M. Michel Noir continue pourtant de se garder de tout triomphisme. Entre la tournée des télévisions et des radios et le bain de foule attendu par les militants, le député du Rhône se rend même aussi disponible que possible. Il prend le temps, par exemple, de livrer en souriant l'un de ces petits poèmes japonais qu'il affectionne — un haïku, — « Dans le monde où je vis, il y a plus d'épouvantails que d'humains ». L'histoire est trop brève, pourtant, pour préciser dans quel champ étaient plantés ces épouvantails. « Être élu, poursuit-il, cela

implique des devoirs, notamment le devoir d'exemplarité et de pédagogie pour tirer les autres vers le haut et sortir des faux clivages. »

Les premières initiatives qu'il prendra après avoir été élu, vendredi prochain, maire de Lyon porteront donc sur deux domaines qui lui sont chers : la place de l'enfant dans la cité et la solidarité à l'égard des personnes âgées. « Le retour de la primauté de la personne humaine est une chance immense qu'il ne faut point décevoir, a-t-il ainsi déclaré juste après l'annonce des résultats du second tour. Beaucoup de Français ont le sentiment que la politique ne tourne pas rond parce que trop éloignée de cette morale de l'action. »

Le nouveau maire proposera aussi un changement de méthodes pour la conduite des grands projets de la métropole lyonnaise, sans oublier la concertation avec ces autres « signataires » de la région Rhône-Alpes qui ont pour noms Michel Barnier en Savoie, Bernard Bosson à Annecy, Alain Carignon à Grenoble ou Charles Millon à la présidence du conseil régional.

Dernier arrivé dans ce nouveau « club des cinq », M. Michel Noir dispose de temps et d'une assise électorale plus confortable encore que ses collègues. Mais, pour répondre à l'attente qui s'est manifestée sur son nom, il devra très vite montrer que le changement d'image du pouvoir politique lyonnais peut réellement bénéficier à la seconde région française.

JEAN-LOUIS SAUX.

## Marseille : M. Vigouroux régnera sans partage

MARSEILLE de notre correspondant régional

La victoire allant à la victoire, la vague Vigouroux s'est encore amplifiée au second tour de scrutin. Le maire (ex-PS) de Marseille réalise le grand chelem qu'il s'était pris à espérer en l'emportant dans les huit secteurs municipaux. Sur l'ensemble de la ville, ses listes recueillent 145 966 voix (47,98 %), soit près de 21 000 voix de plus qu'au premier tour, alors que le nombre de votants n'a augmenté que d'un peu plus de 6 000 (1,28 %).

Avec quatre-vingt élus sur cent un, M. Vigouroux laisse la portion congrue à ses adversaires : neuf élus pour les listes UDF-RPR conduites par M. Gaudin, sept pour le FN et cinq seulement, dont trois PS, pour la gauche unie. Ses candidats amèneront partout leur score du premier

tour, tant en voix qu'en pourcentage, dépassant même nettement la majorité absolue dans le 7<sup>e</sup> secteur (52,58 %). Paradoxalement, la progression personnelle du maire de Marseille dans le 1<sup>er</sup> secteur (3,12 points) est la plus faible de tous les secteurs.

Cette poussée s'effectue essentiellement au détriment des listes PS-PC qui, d'un tour à l'autre, perdent plus de 7 500 voix et régressent dans tous les secteurs, sauf dans les 2<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup>. Avec 12,20 % des suffrages exprimés, la gauche unie tombe en dessous du plus mauvais score obtenu par le PC seul et elle est même devancée par le FN (14,14 %).

Si M. Michel Pezet, tête de liste PS-PC, et deux autres socialistes de secteurs, MM. Jean-Noël Guérini et Lucien Weygand, sont réélus, il n'en est pas de même de trois des quatre députés de Marseille, MM. Philippe Sammarco, Marius Masse (le tonbeur de M. Le Pen aux dernières élections législatives) et M<sup>me</sup> Jeanine Ecochard, qui sont impitoyablement éliminés ; c'est, par ailleurs, toute une génération d'élus socialistes blanchis sous le harnais qui quitte définitivement la mairie.

Dans l'adversité, M. Pezet n'a cependant pas perdu son humour en estimant que « lorsqu'on est au plus bas le mieux n'est pas loin ». Le candidat officiel du PS a par ailleurs mis en valeur « les résultats obtenus par la fédération socialiste dans le département », illustrés par le gain des maires de Salon-de-Provence et d'Aix-en-Provence, qu'il a jugés « remarquables ».

## Pinale amère pour le PC

Interrogé sur l'avenir de l'équipe fédérale au pouvoir, il a simplement espéré qu'elle « assume pleinement ses responsabilités ». Il est probable pourtant que le PS marseillais commettra des remous dans les mois à venir. Déjà, M. Sammarco a très sévèrement critiqué M. Pezet auquel il a imputé la « responsabilité majeure » du cuisant échec des listes PS-PC. « J'étais capitaine en second sur un bateau dont le capitaine l'a mené sur des récifs », a déclaré le fougoureux député pour lequel « il ne peut y avoir de bataille de pouvoir car il n'y a plus de pouvoir ». La question est de savoir, désormais, combien de responsables socialistes feront le choix d'un ralliement à M. Vigouroux, et dans quel délai.

La pinale n'est pas moins amère pour le PC qui, malgré tous ses efforts, n'a pas pu conserver sa seule mairie de secteur dans les 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> arrondissements, pro-

mise à un communiste reconstruit devenu vigouriste, M. Lucien Vassal. Il obtient, cependant, dans ce secteur, deux élus, dont le député Guy Hermier, membre du bureau politique du PC. Les partisans du maire de Marseille ont retourné le fer dans la plaie, dimanche soir, cours d'Estienne d'Orves, où ils fêtaient leur victoire, en portant M. Vassal en triomphe sous les fenêtres... du quotidien communiste la Marseillaise.

Les listes de M. Gaudin ont mieux résisté en abandonnant moins de 1 800 voix et en maintenant leur résultat en pourcentage. Mais M. Gaudin, handicapé par le maintien du candidat FN, n'a pas pu sauver, lui non plus, sa mairie du 4<sup>e</sup> secteur qui était devenue l'enjeu essentiel du second tour.

GUY PORTE.

## « L'esprit d'ouverture de la majorité présidentielle »

« La volonté de Marseille s'est exprimée dans une élection quadrangulaire où ses trois adversaires, dans leur optique politicienne, étaient en réalité mis contre moi. Un lien ancien que j'avais lié avec Marseille, et que j'ai constaté dans tous les quartiers, s'est confirmé ce soir. Cette élection, qui s'inscrit directement dans l'esprit d'ouverture de la majorité présidentielle, prend toute sa signification. »

« Je remercie ceux qui m'ont aidé dans des moments difficiles, alors que quelques-uns n'avaient qu'un objectif : me déstabiliser et, donc, gêner l'action menée à Marseille dans la continuité de Gaston Defferre. Je remercie tous ceux qui ont participé à ma très courte campagne électorale, sans attaque de ma part, sans polémique, sans affiche sur les murs, mais avec la conviction de tout. »

« J'appelle, dès ce soir, tous les Marseillais, les forces vives de la ville, les responsables, pour bien placer Marseille parmi les capitales de l'Europe du Sud, pour faire d'elle une grande métropole au carrefour des axes nord-sud et est-ouest, Marseille, premier port de France, ouvert sur la Méditerranée. »

« Nos atouts sont multiples, à nous de savoir les utiliser au mieux. Mon objectif principal est de réduire le chômage, donc de favoriser l'extension, l'implantation d'entreprises dans tous les domaines, maritimes et portuaires, industriels, technologiques, tertiaires, touristiques. »

## Aix-en-Provence : le vainqueur socialiste félicité par la droite

AIX-EN-PROVENCE de notre envoyé spécial

Toute la soirée, on presque, elle est restée là, fièrement campée à quelques mètres du maire, obédiente statue du remords. Radieuse, exultante, Maryse Joissains, épouse de l'ancien maire, a savouré sa vengeance jusqu'à la dernière décimale. Six ans qu'elle attendait ce moment, l'instant de la chute de Jean-Pierre de Peretti della Rocca, comble d'avoir « réussi » son prédécesseur, Alain Joissains, qui, impliqué dans de vilaines affaires, avait dû lui céder in extremis la tête de la liste de droite lors des élections de 1983.

Tout la soirée, Maryse a planté son regard sur le visage du maire défait, qui, bureau après bureau, lisait au micro les résultats de sa déroute. Et Dieu sait qu'ils eurent le temps de savourer leur joie, les frères ennemis de Jean-Pierre de Peretti ! Dès 18 h 30 il était clair que le socialiste Jean-François Ficheral remporterait une victoire écrasante dans cette ville élevée au PS par la droite il y a douze ans.

Les antipathies de droite, réunies au premier tour dans la liste de Jean-Pierre Bouvet (RPR), n'avaient rien laissé au hasard pour faire mordre la poussière à leur cible favorite. Après les pagilats du 12 mars, lors de la proclamation des résultats du premier tour, entre partisans de l'UDF et du RPR, quarante-deux seconds d'un retard incertain les avaient empêchés de déposer, le surlendemain soir, la liste commune dont ils avaient accablé dans la douleur. Mercredi 15 mars, sur injonction pressante du RPR parisien, M. Bouvet devait laisser le champ libre à son rival, arrivé en tête au premier tour, en assurant la mort dans l'âme, que les bulletins à son nom ne seraient pas distribués dans les bureaux de vote. Et, depuis lors, quiconque passait à la permanence du candidat RPR, cours Mirabeau, se voyait chaleureusement invité à voter... Ficheral.

Toute la soirée, on presque, Jean-Pierre de Peretti, juché sur une croix en bois, l'air d'arbitre de Roland-Garros, n'est employé à pointer le regard accusateur de M<sup>me</sup> Joissains. Qu'on ne croie pourtant pas que le résultat l'empêche d'affliction. « Franchement, vous ne croyez pas que c'est une délivrance pour moi ? », avouait-il, visiblement soulagé de ne plus avoir à subir la « bronca », inspirée par le clan Joissains, que lui infligeaient, six ans durant, ses propres collègues, allant jusqu'à refuser de voter le budget. « Bronca » qui a culminé, dimanche, lorsque M. de Peretti, citant de Gaulle dans son discours d'adieu, a été longuement hué par la foule, gauche et droite mêlées.

Puisque la droite se montrait si soulagée de lui passer cette mairie — M. de Peretti se félicitant même, avec insistance, de l'ampleur du succès de la gauche, — M. Ficheral aurait eu mauvaise grâce à ne pas

s'en emparer. Sans s'illusionner sur les raisons de sa victoire — « Je suis une roue de secours », l'a-t-on entendu soupiner, — il s'est saisi du fauteuil si généreusement offert, en remerciant ses adversaires « pour la

façon dont cette campagne s'est passée entre eux et moi », et a accueilli avec modestie les félicitations sincères de toute la droite aixoise, sans exception.

DANIEL SCHNEIDERMAN.



## La soirée sur les chaînes de télévision La jeune garde et les vieux dinosaures

« Les feuilles mortes se ramassent à la pelle », lance M. Alain Madelin sur TF1 dès le début de la soirée. Le ton est donné : haro sur les vaincus, ceux qui, de Dunkerque à Aix-en-Provence, d'Amiens à Amboise, ont laissé échapper leur mairie. Aux quatre coins de la France, les reporters se ruent sur les maires sortants et battus pour leur poser échevènement la question : « Comment expliquez-vous votre défaite ? » Les victimes du suffrage universel ne se débroulent pas. Il y a les modestes, qui reconnaissent n'avoir pas perçu à temps l'insatisfaction de leurs administrés ; ceux, plus amers, qui mettent en cause les manœuvres déloyales de leurs adversaires ou la mauvaise volonté de leurs électeurs.

Mais, sur les plateaux de télévision, on a déjà trouvé une autre explication. La défaite, c'est, pour M. Jacques Toubon, celle « de la langue de bois, de l'usure politicienne ». La victoire, pour M. Jacques Chirac comme pour M. Michel Rocard, c'est celle du « renouveau », du « renouvellement ». Les « jeunes », les nouveaux venus dans l'arène, les marginaux des partis ont « tombé » les anciens, les vieux potentats locaux. Avec un bel ensemble, responsables de gauche comme de droite ont célébré la métamorphose de la politique, l'émergence d'une nouvelle génération plus « morale », plus « concrète ».

Les chaînes de télévision se disputent les vedettes du jour : M<sup>me</sup> Catherine Trautman, MM. Michel Noir, Alain Carignon, Dominique Baudis, Bernard Tapie. Pour faire bonne mesure, on a même rajouté des sièges

pour accueillir quelques écologistes et un communiste dissident. Les « nouveaux politiques » refusent de parler partis, alliances ou idéologies. Ils discutent des transports locaux, de la couche d'ozone et de la « personne humaine ».

La politique aurait changé ce 19 mars ? Voire : les vieux dinosaures, les habitués des soirées électorales, ne se sont guère laissés impressionner par ce prétendu vent nouveau. Avec un évident professionnalisme, ils ont concentré leurs interventions entre 20 heures et 20 h 45, avant que la majorité des chaînes n'abandonne la politique pour la fiction, entraînant la plus grande partie des spectateurs. M. Pierre Mauroy a ouvert le feu, immédiatement suivi de Pierre Joxe. M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Charles de Gaulle ont été les derniers à intervenir. Le Pen s'est précipité à 20 h 40 sans réussir à retarder les caméras de la Une. En retard sur ce tir groupé, MM. Rocard et Mitterrand n'ont eu droit qu'à Antenne 2 et à quelques rediffusions tardives. L'antenne rouge, M. Jacques Chirac fermait la marche à 23 heures : le président du RPR rongé par son frain en attendant que les derniers bureaux du vingtième arrondissement de Paris consacrent la victoire de Didier Barthe.

Restait au « Bébête Show » à tirer les leçons de cette soirée en enchaînant toutes ces déclarations en une litane d'une indélébile incohérence. JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## Le sort des membres du gouvernement

Élus : MM. Michel Delabarre (ministère des transports, de la mer, de l'équipement et du logement) à Dunkerque (Nord) ; Jack Lang (ministère de la culture et de la communication) à Blois (Loir-et-Cher) ; François Doublin (ministère délégué au commerce et à l'artisanat).

Réélus : MM. Jean-Pierre Chevènement (ministère de la défense) à Belfort (Territoire de Belfort) ; Jean-Marie Rausch (ministère du commerce extérieur) à Metz (Moselle).

Ont échoués : MM. Paul Quilès (ministère des postes et des télécommunications) à Paris (13<sup>e</sup> arrondissement) ; Tony Drayfus (secrétaire d'État à la défense) à Belfort (Territoire de Belfort) ; Georges Sarre (secrétaire d'État aux transports routiers et fluviaux) à Paris (11<sup>e</sup> arrondissement).



**Parade**  
La serrure automatique sans clé  
Ligne des installations après le 42-33-44-85

هكذا من الأصل



[illegible]

# 405 "X4". C'EST PLUS FACILE QUAND C'EST DIFFICILE.



Modèle présenté : 405 SR "X4" AH 89. Jantes alliage et rétroviseur droit en option.  
Consommations UTAC : 6,5 / à 90 km/h, 8,2 / à 120 km/h, 10,5 / en parcours urbain.

## Transmission Intégrale Permanente.

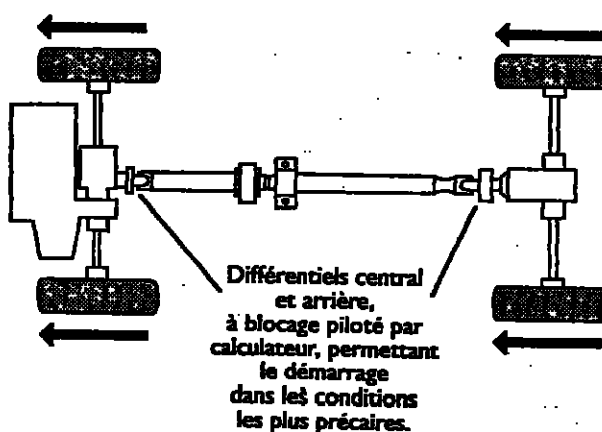
"X4" un petit signe très distinctif qui fait entrer la Peugeot 405 dans la famille des grandes routières à "transmission intégrale permanente". Celles qui, en toutes circonstances, disposent de 4 roues motrices.

Par sa technologie conçue et testée avec succès par Peugeot en compétition automobile, la "transmission intégrale permanente" apporte une motricité optimale et une adhérence exceptionnelle; d'où une très haute sécurité de comportement par tous les temps et sur tous les sols.

Qui dit 405 dit brio : la 405 "X4" est dotée d'un moteur de 1905 cm<sup>3</sup> de cylindrée développant une puissance de 110 ch-DIN (81 kW CEE) avec un couple de 16,5 mkg (16 mdaN CEE) à bas régime (3000 tr/mn), réparti à 53 % vers l'avant et 47 % vers l'arrière.

La suspension arrière électro-hydraulique dispose d'une correction d'assiette gérée par calculateur qui assure, quelles que soient la charge et la vitesse, une garde au sol constante. Elle permet même de l'augmenter dans les situations particulièrement difficiles.

Toujours au chapitre de la sécurité active, il faut



ajouter 4 freins à disque dont 2 ventilés à l'avant, le dispositif anti-blocage de roues (ABR) disponible en option et des pneumatiques "Tous Temps".

Que la météo soit à la pluie, à la neige ou au verglas, sur la 405 "X4" sont réunis tous les éléments permettant de partir plus serein.



PEUGEOT. UN CONSTRUCTEUR SORT SES GRIFFES.

**PEUGEOT 405**  
**UN TALENT FOU!**

هكذا من الأصل





# Le second tour des élections municipales

## Paris : la capitale reste le meilleur atout de M. Jacques Chirac

M. Jacques Chirac a donc gagné son pari de conserver à la majorité municipale la totalité des arrondissements de Paris. Il réédite le fameux « grand chelem » de 1983 mais, cette année, dans des conditions plus difficiles qu'il y a six ans. Jusqu'au dernier moment, en effet, les résultats du vingtième arrondissement sont demeurés incertains et ce n'est que vers 23 heures que le maire sortant, M. Didier Barthelemy, a pu sans conteste être crédité d'une avance de 536 voix sur son challenger socialiste, M. Michel Charizat, déjouant ainsi le défi de Jean-Marie Le Pen d'entamer - même au profit de la gauche - le monopole parisien de M. Chirac. Car c'est bien sur cet enjeu que s'était développée toute la campagne du deuxième tour dans la capitale.

L'échec du président du Front national est d'autant plus sensible qu'il perd d'un tour à l'autre plus de 4,5 points et qu'il ne s'agit pas au Conseil de Paris, où n'entre aucun des candidats. Tous ceux-ci voient leur score se réduire d'un tour à l'autre (sauf dans le 10<sup>e</sup> arrondissement) mais dans des proportions moindres que le sien propre.

En revanche, pour la première fois siégera à l'Assemblée de Paris un représentant des « Verts », M. Jean-Louis Vidal, qui fut directeur de la campagne de M. Waechler à l'élection présidentielle, élu dans le 14<sup>e</sup> arrondissement. Sa liste ayant été la seule de tous les arrondissements à avoir pu de justesse se maintenir après le premier tour, il réussit même à accroître son score de quelque 6,5 points. Ce progrès a pour corollaire la chute sensible des voix de gauche. En effet, avec 28,38 % des suffrages, M. Castagnou ne retrouve pas les 31,60 % que constituait au premier tour l'addition des voix socialistes et des voix communistes. C'est le seul arrondissement de Paris où la gauche ne progresse pas d'un tour à l'autre. Ailleurs les candidats socialistes obtiennent davantage que le report supposé des voix communistes et écologistes dans les 11<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements mais moins que celui-ci dans les 10<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup>.

Au total, avec 39,96 % des suffrages en moyenne pour les sept arrondissements en ballottage, les candidats socialistes progressent

de 6,13 points par rapport au total de la gauche au premier tour. Cette progression est comparable à celle réalisée par les candidats des listes Union pour Paris dans le même temps (6,24 % en moyenne pour les sept arrondissements). Toutefois celle-ci s'est effectuée sans fusion avec d'autres listes, et les maires sortants dépassent partout sensiblement le niveau des 50 % de suffrages exprimés sauf dans les 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements.

La bonne performance des élus du premier tour et la belle remontée de ceux du deuxième permettent à M. Chirac de conserver une majorité municipale intacte avec cent quarante et un sièges, soit exactement la même que depuis 1983. Les socialistes, avec deux gains, passent à dix-huit sièges tandis que les communistes voient leur nombre réduit de moitié et ne sont plus que trois. Un écologiste élu complète enfin l'effectif des cent soixante-trois conseillers de Paris. Géraldine, M. Chirac a promis que les communistes, bien qu'ils ne puissent plus constituer un groupe, n'en subiront pas de « préjudice matériel » tout comme le conseiller écologiste dont l'élection est jugée « juste » en raison de la réalité du contrat qu'il représente.

La reconduction à l'identique de la majorité municipale parisienne constitue un incontestable succès personnel de M. Chirac, qui a mené une campagne particulièrement active dans les arrondissements de la capitale les plus menacés, n'effectuant avant le premier tour que de rares et rapides voyages en province. Il a même intensifié son action pour le deuxième tour, se rendant chaque jour dans tous les arrondissements en ballottage et en consacrant surtout plusieurs visites à ce vingtième devenu si cher et si obsédant.

Dès dimanche soir, le maire de la capitale a énuméré les raisons de son succès en les présentant comme autant de reproches adressés aux candidats de l'opposition battus dans les villes de province. Agir dans le sens du concret, renouveler et rajouter les listes, réaliser l'union entre les formations politiques : telles seraient les trois recettes du succès à Paris dont l'observation ailleurs a conduit à l'échec.

Bien des exemples, en effet, pourraient illustrer et justifier cette analyse schématisée mais éloquentes des résultats nationaux, dont M. Chirac n'a pas caché qu'ils ne le satisfaisaient pas. Beau joueur, il a reconnu que ceux-ci étaient pour les socialistes une victoire. L'inégalité qu'éprouve M. Chirac provient du « malaise » qui révèle que l'opposition RPR-UDF, depuis 1983, a perdu plus de 3,5 points pour l'ensemble du pays et qu'à Paris même ses listes ont perdu 8,96 % de leurs électeurs en six ans, revenant de 62,57 % des suffrages exprimés au premier tour de 1983 à 53,59 le 12 mars 1989 pour l'ensemble de la ville.

Cette déperdition s'est ajoutée à celle due à l'abstention, qui s'est accrue en six ans à Paris de 12,11 %, pour atteindre le niveau record de 43,42 % au premier tour, même - et parfois surtout - dans les arrondissements très « chiraquiens ». Ainsi, dans les arrondissements en ballottage, elle n'a pas sensiblement baissé d'un dixième à l'autre, sauf dans le vingtième.

M. Chirac a aussi adressé des félicitations furtives mais nettes aux jeunes élus qui ont été membres de son gouvernement, citant en exemple le cas de M. Noir à Lyon. Enfin, l'ancien premier ministre a saisi cette occasion pour tenter d'effacer son échec à l'élection présidentielle, ne voyant comme cause essentielle sinon unique, de celui-ci que les « démissions » de son camp et visant ainsi, sans le nommer, M. Raymond Barre. Dénonçant les « jeux politiques » et les « intérêts partisans », M. Chirac, appelant à l'union de « l'ensemble de l'opposition », s'est comporté en candidat à la fonction de fédérateur d'une « véritable force politique d'alternance ».

Cette ambition, le maire à Paris pourra-t-il l'appuyer sur une nouvelle génération révélée par ces élections, qui désormais peut voler de ses propres ailes ? Sera-t-elle longtemps compatible avec la qualité de président du RPR ?

ANDRÉ PASSERON.

**PARIS**

1. 582 260; V. 336 990; A. 42,12%; Ex. 338 057

ma. d. (Chirac) ..... 169 625 (51,34)

PS (Joxe) ..... 134 323 (40,65)

FN (Le Pen) ..... 18 807 (5,69)

Verts ..... 7 602 (2,30)

Nouveau conseil : 3 PC, 18 PS, 1 UDF-Rad, 9 UDF-CDS, 2 UDF-P et R, 23 UDF-PR, 3 UDF, 9 div. d., 7 CNL, 74 RPR, 1 Vert.

Conseil sortant : 6 PC, 15 PS, 1 div. g., 22 UDF-PR, 15 UDF-CDS, 4 UDF-P et R, 8 UDF-rad, 1 UDF-PSD, 73 RPR, 2 app. RPR, 6 CNL, 8 div. d., 1 FN, 1 div.

**PARIS 10<sup>e</sup> SECTEUR**

1. 47 257; V. 24 508; A. 48,13%; Ex. 24 083

ma. d. (Chirac, RPR, mar. d.) ..... 12 956 (53,79) 5 E

ma. g. (Dreyfus, PS, E.) ..... 8 508 (35,32) 1 E

FN (Varamme) ..... 2 619 (10,87)

Nouveau conseil : 1 PS, 1 UDF, 3 RPR, 1 div. d.

Conseil sortant : 1 PS, 1 UDF-PR, 4 RPR.

1<sup>er</sup> tour : L. 47 258; V. 25 220; A. 48,69%; Ex. 24 921 - un. d. (Marsan, RPR, mar. d.) 12 187 (48,90); PS (Dreyfus, E.) 8 716 (32,83); FN (Varamme) 2 510 (10,07); Verts (Fénelin) 2 288 (9,22); PC (Rothé) 1 676 (6,31); ex. d. (Pony) 886 (2,54).

1988 : L. 47 851; V. 26 574; A. 28,89%; Ex. 36 891 - Mitterrand, 18 363 (51,58); Chirac, 17 228 (48,40).

**PARIS 11<sup>e</sup> SECTEUR**

1. 78 420; V. 46 705; A. 40,44%; Ex. 44 442

ma. d. (Devauquet, RPR, mar. d.) ..... 24 090 (54,20) 9 E

PS (Sarre, E.) ..... 20 352 (45,79) 2 E

Nouveau conseil : 2 PS, 3 UDF, 6 RPR.

Conseil sortant : 1 PC, 1 PS, 1 UDF-PSD, 1 UDF-rad, 1 UDF-CDS, 3 RPR, 1 div.

1<sup>er</sup> tour : L. 78 420; V. 46 705; A. 40,44%; Ex. 44 442

ma. d. (Devauquet, RPR, mar. d.) ..... 24 090 (54,20) 9 E

ma. g. (Sarre, E.) ..... 20 352 (45,79) 2 E

FN (Varamme) ..... 2 619 (10,87)

Nouveau conseil : 1 PS, 1 UDF, 3 RPR, 1 div. d.

Conseil sortant : 1 PS, 1 UDF-PR, 4 RPR.

**PARIS 13<sup>e</sup> SECTEUR**

1. 95 521; V. 60 189; A. 36,98%; Ex. 58 833

ma. d. (Touhou, RPR, mar. d.) ..... 31 157 (52,95) 10 E

ma. g. (Quella, PS, E.) ..... 27 076 (47,04) 3 E

Nouveau conseil : 1 PC, 2 PS, 3 UDF, 3 RPR, 2 div. d.

Conseil sortant : 1 PC, 2 PS, 2 UDF-CDS, 1 UDF-PR, 6 RPR, 1 app. RPR.

1<sup>er</sup> tour : L. 95 521; V. 60 189; A. 36,98%; Ex. 58 833 - un. d. (Touhou, RPR, mar. d.) 31 157 (52,95); PS (Quella, E.) 27 076 (47,04); FN (Varamme) 2 619 (10,87); Verts (Fénelin) 2 288 (9,22); PC (Rothé) 1 676 (6,31); ex. d. (Pony) 886 (2,54).

1988 : L. 95 521; V. 60 189; A. 36,98%; Ex. 58 833 - Mitterrand, 42 394 (56,53); Chirac, 30 481 (40,44).

**PARIS 14<sup>e</sup> SECTEUR**

1. 79 208; V. 45 133; A. 43,01%; Ex. 44 565

ma. d. (de la Malène, RPR, a.) ..... 24 089 (54,05) 8 E

ma. g. (Castagnou, PS) ..... 12 674 (28,88) 1 E

Verts (Vidal) ..... 7 602 (17,05) 1 E

Nouveau conseil : 1 PS, 2 UDF, 6 RPR, 1 div. d.

Conseil sortant : 2 PS, 1 UDF-CDS, 1 UDF-PR, 4 RPR, 2 div. d. (M. Lionel Assouad, RPR, mar. s., se représente sur la liste de M. de la Malène).

1<sup>er</sup> tour : L. 79 208; V. 45 133; A. 43,01%; Ex. 44 565 - un. d. (de la Malène, RPR, a.) 24 089 (54,05); PS (Castagnou, PS) 12 674 (28,88); Verts (Vidal) 7 602 (17,05); FN (Varamme) 2 619 (10,87); PC (Rothé) 1 676 (6,31); ex. d. (Pony) 886 (2,54).

1988 : L. 79 208; V. 45 133; A. 43,01%; Ex. 44 565 - Mitterrand, 42 394 (56,53); Chirac, 30 481 (40,44).

1988 : L. 79 208; V. 45 133; A. 43,01%; Ex. 44 565

ma. d. (de la Malène, RPR, a.) ..... 24 089 (54,05) 8 E

ma. g. (Castagnou, PS) ..... 12 674 (28,88) 1 E

Verts (Vidal) ..... 7 602 (17,05) 1 E

Nouveau conseil : 1 PS, 2 UDF, 6 RPR, 1 div. d.

Conseil sortant : 2 PS, 1 UDF-CDS, 1 UDF-PR, 4 RPR, 2 div. d. (M. Lionel Assouad, RPR, mar. s., se représente sur la liste de M. de la Malène).

**PARIS 18<sup>e</sup> SECTEUR**

1. 103 484; V. 55 049; A. 46,80%; Ex. 53 862

ma. d. (Juppé, RPR, d.) ..... 28 415 (52,75) 11 E

ma. g. (Vallant, PS, d.) ..... 19 889 (36,92) 3 E

FN (de Blijssens) ..... 5 558 (10,31)

Nouveau conseil : 3 PS, 4 UDF, 5 RPR, 1 app. RPR, 1 div. d.

Conseil sortant : 1 PC, 2 PS, 1 UDF-rad, 4 UDF-PR, 5 RPR, 1 app. RPR (M. Roger Chinnard, UDF-PR, mar. s., se représente sur la liste de M. Juppé).

1<sup>er</sup> tour : L. 103 484; V. 55 049; A. 46,80%; Ex. 53 862 - un. d. (Juppé, RPR, d.) 28 415 (52,75); PS (Vallant, PS, d.) 19 889 (36,92); FN (de Blijssens) 5 558 (10,31); Verts (Fénelin) 2 288 (9,22); PC (Rothé) 1 676 (6,31); ex. d. (Pony) 886 (2,54).

1988 : L. 104 980; V. 50 328; A. 23,49%; Ex. 77 961 - Mitterrand, 40 744 (52,28); Chirac, 37 207 (47,72).

**PARIS 19<sup>e</sup> SECTEUR**

1. 82 178; V. 46 546; A. 43,35%; Ex. 45 606

ma. d. (Fénelin, CNL, mar.) ..... 22 416 (49,15) 9 E

ma. g. (Madaon, PS) ..... 19 058 (41,78) 3 E

FN (Gauchier) ..... 4 132 (9,06)

Nouveau conseil : 1 PC, 2 PS, 3 UDF, 3 RPR, 2 CNL, 1 div. d.

Conseil sortant : 1 PC, 1 div. g., 1 UDF-rad, 1 UDF-CDS, 1 UDF-PR, 4 RPR, 2 CNL, 1 div. d.

1<sup>er</sup> tour : L. 82 178; V. 46 546; A. 43,35%; Ex. 45 606

ma. d. (Fénelin, CNL, mar.) ..... 22 416 (49,15) 9 E

ma. g. (Madaon, PS) ..... 19 058 (41,78) 3 E

FN (Gauchier) ..... 4 132 (9,06)

**PARIS 20<sup>e</sup> SECTEUR**

1. 96 192; V. 59 860; A. 37,77%; Ex. 58 966

ma. d. (Bariani, UDF-rad, mar.) ..... 26 502 (44,94) 10 E

ma. g. (Charizat, PS, d.) ..... 23 966 (44,03) 3 E

FN (Le Pen) ..... 6 498 (11,01)

Nouveau conseil : 1 PC, 2 PS, 5 UDF, 4 RPR, 1 div. d.

Conseil sortant : 1 PC, 2 PS, 3 UDF-rad, 1 UDF-CDS, 1 UDF-PR, 1 UDF-P et R, 2 RPR, 1 CNL, 1 div. d.

1<sup>er</sup> tour : L. 96 192; V. 59 860; A. 37,77%; Ex. 58 966 - un. d. (Bariani, UDF-rad, mar.) 26 502 (44,94); PS (Charizat, PS, d.) 23 966 (44,03); FN (Le Pen) 6 498 (11,01); Verts (Fénelin) 2 288 (9,22); PC (Rothé) 1 676 (6,31); ex. d. (Pony) 886 (2,54).

1988 : L. 96 192; V. 59 860; A. 37,77%; Ex. 58 966 - Mitterrand, 40 744 (52,28); Chirac, 37 207 (47,72).

## D'un Conseil l'autre

Le Conseil de Paris 1989 ressemble d'assez près à celui de 1983. A considérer les chiffres tout d'abord. Un doigt de socialiste en plus (18 au lieu de 16), une place de communiste en moins (3 au lieu de 6). Et l'arrivée d'un écologiste. Pour le reste, c'est à dire pour le très gros ballottage de la majorité, le nombre est inchangé (141).

Derrière les chiffres, les hommes. C'est surtout du côté de l'opposition que la tonalité pourrait être modifiée. Dans la mesure très « moyenne » où 22 conseillers ont quitté la capitale de se faire écouter face à 141 élus qui se sont chargés eux à l'Assemblée de Paris et n'appréhendent que modérément être dérangés et empêchés de siéger comme ils l'entendent.

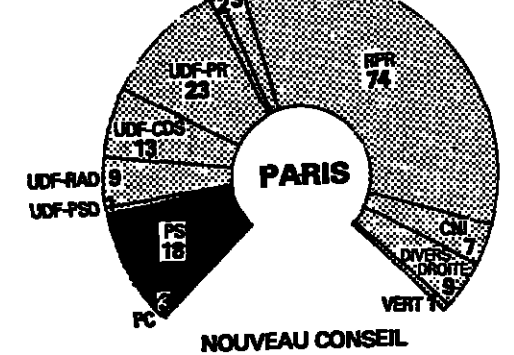
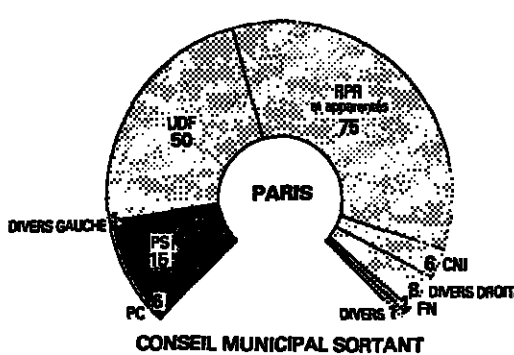
Pierre Joxe avait assuré qu'il serait assis aux séances et incliné. Mais le battu sera-t-il encore battant ? Car, s'il a été élu, il n'a pu emporter le deuxième siège de sa liste dans le deuxième arrondissement, et Philippe Farès, qui lui a laissé la première place, est une figure familière du Conseil qui s'en va.

Le ministre de l'Intérieur aura trois autres membres du gouvernement à ses côtés : Paul Quilès, Georges Sarre et Tony Dreyfus. L'un verra si cette nouvelle bande des quatre se montre plus remuante, plus offensive que ne l'était la précédente avec Jack Lang et Edwygène Assolant qui ont peu siégé et peu nourri les débats.

Avec le socialiste Claude Estier, deux personnalités disparaissent aussi des bancs de la gauche : les communistes Louis Baillet et Christiane Schwartzbart. Celle-ci s'était taillé la réputation de bien connaître les dossiers, et elle s'obstinait à défendre les Parisiens les plus démunis.

Pour animer les débats, les amateurs de langage neuf et de surprise regarderont attentivement l'écologiste, encore inconnu, Jean-Louis Vidal. Et aussi le professeur Christian Cabrol. A moins que d'autres nouvelles vedettes, Michèle Barzach ou Edouard Balladur...

CHARLES VIAL.



## Un Vert face à 162 conseillers

Le vieux squat de la rue Raymond-Losserand n'est plus qu'un vestige mi-muré mi-détruit, entouré d'immeubles modernes dont les ardoises se valent styées. Il est loin le temps des folles années 70, où, ici même, à deux pas de la tour Montparnasse, on mêlait un peu trop drogue et contre-culture, dans un mélange qui n'était pas toujours joyeux.

La QG des Verts est là, dans cette même rue que les bulldozers gourmands n'ont pas encore touchée massacrée. Et c'est de là que partit, en 1976, la plus rude des batailles électorales dans la capitale, contre la radicale Veronique Dor. Dans ce rez-de-chaussée fond de cour où l'on se bouscule ce soir, on a l'air de planifier avec des ennemis d'usurpateurs, on mange de la pizza froide et de la salade de légumes dégoûtée dans la cuisine assiettes en carton. On a bien failli manquer le résultat des élections, car, par un défaut d'organisation assez juvénile, à 20 heures les téléviseurs n'étaient pas encore arrivés. C'est cet dommage, car les Verts ont de quoi être contents.

Même si les résultats sont encore incertains, on est désormais convaincu que la poussée verte du premier tour n'est pas un accident de parcours. Presque partout, les scores se sont améliorés dans les villes où l'on a refusé de fusionner avec la gau-

che, malgré le vamping des « grands » partis. Aussi quelques défaites, là où l'on avait parié, ne font-elles guère grincer des dents (on pense à Champagnole et à Talence...).

Chez les Verts, on espérait trois mille élus. On table déjà sur deux mille et, comme le dit ce monsieur d'un certain âge à la barbe poivre et sel : « C'est un rêve qui devient peu à peu réalité ». Comme si désormais les écoles pouvaient jouer dans la cour des grands.

Le meilleur exemple est sûrement M. Jean-Louis Vidal, quarante-deux ans, conseiller de gestion en congé sabbatique pour mieux se consacrer au mouvement. Alors que Jean-Marie Le Pen vient de faire un joli flop dans le vingtième arrondissement, lui, le Vert, sera conseiller de Paris : « Un Vert face à cent soixante-deux conseillers. Le Vert soixante, en somme », a-t-il dit, dans le quatorzième arrondissement de Paris, entre les deux tours, les militants se sont mobilisés, expliquant sur les marchés qu'il valait mieux un conseiller de Paris école, même s'il est tout seul de son espèce qu'un conseiller de droite ou de gauche de plus.

La raisonnablement a séduit puisque, après avoir recueilli 4 778 voix au premier tour, les Verts ont attiré 7 657 voix au deuxième. Si l'on en croit les

Verts, de nombreux électeurs socialistes ont été « outrés » de l'OPA socialiste sur l'écologie entre les deux tours. Les ficelles de la « ruse » étaient un peu grosses. De même que le petit tour de Jean-Claude Delarue (président de SOS-environnement) dans un vieux autobus, assurant, le veille du scrutin, que les écologistes du quatorzième appelaient à voter socialistes...

Jean-Louis Vidal sait bien qu'il sera un peu seul face à ses cent soixante-deux chers collègues. Mais il se battra, dit-il, contre les projets déformés du maire de Paris et ceux, mégalomane, du président de la République, appuyé par ses amis socialistes. Il se réjouit du sens neuf qui rejoint depuis peu son mouvement : « Tous les gens qui viennent aujourd'hui vers nous, depuis la dernière présidentielle, ont moins de vingt-cinq ans. La plupart n'avaient jamais voté auparavant et ne sont pas imbus d'une culture politique. Qu'ils soit de gauche ou de droite... »

16 députés, en gauche, ni centre, ni extrême-droite, les Verts ont bien envie, par le biais des conseils municipaux, de mettre en pratique ce qu'ils défendent depuis des années. Les municipales de 1989 sont une bien jolie occasion. Aussi vont-ils qu'un soufflé, que, rue Raymond-Losserand, groggy du premier, on n'a pas envie de laisser retomber.

AGATHE LOGEART.

## Le nouveau Conseil de Paris

A l'issue des deux tours de scrutin, voici la composition du nouveau Conseil de Paris. La constitution des « groupes » entraînera une nouvelle répartition des conseillers avant l'élection du maire et de la municipalité prévue pour les prochains jours.

### Majorité municipale

74 RPR - 1<sup>er</sup> arrondissement : Michel Caldagues, François Legaret; 2<sup>e</sup> : Jean-Louis Bourdin; 4<sup>e</sup> : Pierre-Charles Krieg, Jacques Flecher; 5<sup>e</sup> : Jacques Chirac, Jean Thibert, Roger Romani, Jean-Charles Bardon; 6<sup>e</sup> : François Collet; 7<sup>e</sup> : Martine Aurillac, Jean-Pierre Hubin; 8<sup>e</sup> : Marie-Thérèse Hermande, François Lebel; 9<sup>e</sup> : Gabriel Kasperik, Vincent Reina, Christiane Demart; 10<sup>e</sup> : Claude-Gérard Marcu, Claude Chailat, Gabrielle Mass; 11<sup>e</sup> : Alain Devauquet, Claude Martin, Claude-Amick Tissot, Joël Laine, Jeanne Orsini, Emile Anguste; 12<sup>e</sup> : Camille Cabana, Jean-Pierre Bocher, Suzanne Dorenas-Depajols, Nicole Broust, Jean-José Clément, Pierre de Bénéville; 13<sup>e</sup> : Jacques Touhou, Anne-Marie Condere, Alain Baril, Pierre-André Payrau, Pierre Saurat; 14<sup>e</sup> : Christian de la Malène, Nicole Catala, Lionel Assouad, Pierre Dangies, Lionel Carter, Daniel Nafatalek; 15<sup>e</sup> : Edouard Balladur, Michèle Barzach, Jean Cherioux, René Galy-Dejean, Bernard Roher, Philippe Goujon, Jean-Paul Roguet, Hélène Mace de Lapinay;

16<sup>e</sup> : Gérard Lehan, Danièle Giazzi, Jean Méo, Jean-Louis Giral; 17<sup>e</sup> : Bernard Pons, François de Panasse, Jean de Préfontaine, Philippe Lafay, Pierre Rémonet, Alain Rivron, Daniel Méraud; 18<sup>e</sup> : Alain Juppé, René Bégout, Claude-André Delorin, Anne-France Chantalat, Roland Coche; 19<sup>e</sup> : Philippe Nivet-Doumer, Michel Baite, René Koch; 20<sup>e</sup> : Paul Violet, Pierre-Marie Guastavino, Paul Aurelli, Jean-Pierre Mariani.

9 CNL - 1<sup>er</sup> arr. : Magdeleine Anglade; 7<sup>e</sup> : Edouard Frédéric-Dupont; 15<sup>e</sup> : Jean-Antoine Giansily; 16<sup>e</sup> : Michel Joutot; 17<sup>e</sup> : Raymond Aug; 19<sup>e</sup> : Jacques Feron, Daniel Lacrouz.

9 Divers droite (app. RPR) - 10<sup>e</sup> : Lucien Rebuffet; 13<sup>e</sup> : Christian Cabrol, Pierre Geny; 15<sup>e</sup> : Antoine Pouilleu, Jacqueline Nebout (Unité radicale); 18<sup>e</sup> : Hervé Mochoir, Justin Saint-Chely (Entreprise libre et indépendante); 19<sup>e</sup> : Guy Longeville; 20<sup>e</sup> : Patrick Segal.

3 UDF (adhérents directs) - 2<sup>e</sup> : Benoîte Talon-Pacaud; 11<sup>e</sup> : Gérard Gnelon; 20<sup>e</sup> : Jeanne Farcher.

23 UDF-PR - 2<sup>e</sup> : Alain Dumail; 3<sup>e</sup> : Jacques Domest, Jack-Yves Bobbot, Lucien Finel; 6<sup>e</sup> : Xavier de la Fournière; 7<sup>e</sup> : Patrick Picourt; 8<sup>e</sup> : Philippe Domini; 10<sup>e</sup> : Alice Samier-Sché; 11<sup>e</sup> : Philippe Chais; 12<sup>e</sup> : Jean Loygne, Jean-Pierre Burrier; 13<sup>e</sup> : Jean-Michel Michaux; 14<sup>e</sup> : Bernard Lehideux; 15<sup>e</sup> : Jean Comehaye, Alain Destrem; 16<sup>e</sup> : Gilbert Gauchier, Pierre-Christian Taftinger;

17<sup>e</sup> : Bernard Plassis; 18<sup>e</sup> : Roger Chinnard, Yves Verwaerde, Dominique Lanoy; 19<sup>e</sup> : Annick Bonchard; 20<sup>e</sup> : Lucien Bayle.

2 UDF-Club Perspectives et Réalités - 9<sup>e</sup> : Claude-Henri Villette; 17<sup>e</sup> : Isabelle de Kerviler.

13 UDF-CDS - 6<sup>e</sup> arr. : Gisèle Faivre; 7<sup>e</sup> : Philippe Mithonard; 12<sup>e</sup> : Paul Pernin; 13<sup>e</sup> : Pierre-André Perissol; 14<sup>e</sup> : Claude Goezgen; 15<sup>e</sup> : Dominique Fado; Jean-Claude de Vincent; 16<sup>e</sup> : Georges Mennin, Michel Elbel, Solange Marchal, Colette Talmou; 17<sup>e</sup> : Bernard Guyomard; 19<sup>e</sup> : Alain-Michel Grand.

9 UDF-Rad - 16<sup>e</sup> : Jean-Louis Marle; 17<sup>e</sup> : Yves Galland, Manuel Diaz; 18<sup>e</sup> : Alain Bloch; 19<sup>e</sup> : Jean-Pierre Pierre-Bloch; 20<sup>e</sup> : Didier Bariani, Jean-Louis Bergal, Arlette Braguy.

1 UDF-Parti social-démocrate - 13<sup>e</sup> : Patrick Tremog.

### Opposition municipale

18 PS - 3<sup>e</sup> : Pierre-Bernard Aidenbaum; 10<sup>e</sup> : Tony Dreyfus; 11<sup>e</sup> : Georges Sarre, Jean-Yves Antier; 12<sup>e</sup> : Pierre Joxe; 13<sup>e</sup> : Paul Quilès, Jean-Marie Le Gues; 14<sup>e</sup> : Pierre Castagnou; 15<sup>e</sup> : Claude Fleurioux, Alain Hibert; 17<sup>e</sup> : Jean-Luc Gouneau; 18<sup>e</sup> : Daniel Vaillant, Bertrand Delanoë, Yvette Davant; 19<sup>e</sup> : Roger Madec, Gisèle Sievenard; 20<sup>e</sup> : Michel Charizat, Bertrand Bret.

3 PC - 13<sup>e</sup> : Gisèle Moreau; 19<sup>e</sup> : Paul Laurent; 20<sup>e</sup> : Henri Malberg.

1 Vert - 14<sup>e</sup> : Jean-Louis Vidal.



[illegible]

[REDACTED]  
 [REDACTED]  
 [REDACTED]  
 [REDACTED]  
 [REDACTED]  
 [REDACTED]

1. The purpose of this report is to provide a summary of the findings of the investigation into the alleged activities of the [redacted] group.

[illegible][illegible]

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

[illegible]

## Conclusion

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be addressed. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

2. Next, it is important to gather relevant information and data. This can be done through research, consultation with experts, or by analyzing existing resources.

3. Once the information is gathered, the next step is to develop a plan or strategy. This involves breaking down the problem into smaller, manageable parts and determining the best approach to solve each part.

4. After the plan is developed, the next step is to implement the solution. This involves putting the plan into action and monitoring the progress to ensure that the solution is effective.

5. Finally, it is important to evaluate the results of the solution. This involves comparing the actual outcomes with the expected results and identifying any areas for improvement.

[illegible]

### Case

1. The first step is to identify the problem. This involves understanding the situation and the goals that need to be achieved.

2. Next, you need to gather information. This can be done through research, interviews, or other means.

3. Once you have gathered information, you need to analyze it. This involves identifying the key issues and determining the best course of action.

4. After analyzing the information, you need to develop a plan. This involves setting specific goals and determining the steps that need to be taken to achieve them.

5. Finally, you need to implement the plan. This involves putting the plan into action and monitoring progress.

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

2. Next, gather relevant information and data. This may involve research, consultation with experts, or collecting data from various sources.

3. Once the information is gathered, analyze it to identify patterns, trends, and potential solutions. This step often involves critical thinking and problem-solving skills.

4. After analysis, develop a plan or strategy to address the problem. This plan should outline the steps to be taken and the resources needed.

5. Implement the plan and monitor progress. This involves putting the plan into action and regularly checking on the results to ensure that the problem is being solved effectively.

6. Finally, evaluate the outcome and make adjustments as needed. This step involves reflecting on the process and the results to determine what worked well and what could be improved for future tasks.

[illegible]

**Si en 1993,  
AGS n'est pas le premier groupe français  
de déménagement en Europe...  
je mange mon chapeau.**

**L**e défi européen concerne aussi, et même surtout, les PME françaises. Victimes, spectateurs ou acteurs, les chefs d'entreprises auront le choix de leur propre rôle.

Chez AGS, nous avons choisi de gagner. Aussi tous les collaborateurs de notre groupe font corps pour atteindre cet objectif. Avant décembre 1990, nous aurons ouvert une vingtaine d'agences supplémentaires dans toute la France. Pour janvier 1993, nous aurons mis en place des filiales AGS dans les principales capitales européennes. Parallèlement, nous étendons nos activités et renforçons notre potentiel dans tous les domaines du déménagement : particuliers, usines, bureaux, garde-meubles. Le 1<sup>er</sup> janvier 1993, nous serons prêts à apporter le meilleur service français à tous les clients européens, qu'il s'agisse du cadre belge muté à Francfort, du diplomate italien détaché à Bruxelles, ou de l'ingénieur français en mission à Londres.

Chez AGS, nous avons tous la volonté de gagner, et moi l'estomac délicat. Deux raisons excellentes pour qu'AGS soit bien le premier groupe français de déménagement en Europe.

# Alain TAIEB

## Directeur Général du Groupe AGS

# AGS

**NUMERO VERT** 05 05 05 47  
**APPEL GRATUIT**  
 Pour toute la Mémoire

Pour toute la Métropole

## Ile-de-France : le statu quo favorise la droite

Le temps est bien loin où Paris et sa banlieue étaient semblées à la moindre saute d'humeur politique, où la France provinciale avait pour des mouvements, si ce n'est révolutionnaires, au moins contestataires de la capitale et de sa région. Aujourd'hui, c'est la conservation et la stabilité qui règnent en Ile-de-France : la droite y est chez elle, les changements s'y font à pas comptés. Les provinciaux ont offert aux socialistes une belle victoire électorale ; les Français leur ont chichement mesuré le cadeau de quelques maires, en nombre bien moindre que ce qu'ils avaient retiré il y a six ans.

La rose socialiste ne réussit à conquérir de nouveaux espaces, ou à refluer là où le vent mauvais l'avait finie, que dans la grande couronne (les Yvelines, le Val-d'Oise, la Seine-et-Marne, l'Essonne), là où l'Ile-de-France ressemble un peu à la province, là où la bourgeoisie de la capitale a chassé ses classes moyennes, qui ne peuvent même pas rester dans la périphérie, réservée aux plus riches. Ainsi, en Seine-et-Marne, le PS gagne 4 des 49 communes de plus de 3 500 habitants mais en perd 1. Dans l'Essonne, il en prend 3 à la droite, soit autant que ce qu'il avait perdu il y a six ans, mais la gauche est encore en déficit des 4 perdus alors par le PC. Dans le Val-d'Oise, les socialistes reprennent 1 des 2 villes perdues en 1983 et en arrachent 2 autres. Ils ont même bien failli enlever Sarcelles à la droite, mal-

gré le maintien du PC. Même les Yvelines ne sont pas trop désagréables, puisque le solde positif du PS et des divers gauches y est de 3 communes sur les 75 de plus de 3 500 habitants ; mais ils ne peuvent oublier que, dans le même département, le PC perd 4 maires, n'en gardant plus que 2.

Le succès, fort relatif, ne peut toutefois que laisser un goût amer dans les bouches socialistes. Ici plus qu'ailleurs, ils n'arrivent que bien peu à concrétiser aux élections locales leurs victoires aux consultations nationales. La liste est longue des villes ayant majoritairement voté pour François Mitterrand, puis pour les candidats socialistes aux législatives du printemps, qui se refusent à ne donner une municipalité de gauche. Avoir, grâce à leur victoire à Cergy (Val-d'Oise), arraché la direction de la dernière des 4 villes nouvelles de la région parisienne ne peut guère les consoler. Sociologiquement, ces cités nouvelles peuplées de cadres moyens et de techniciens sont socialistes, mais le « mal vivre » qui y règne, malgré les efforts qui y ont été faits, permet aussi aux écologistes d'y faire une percée remarquable, qui a bien failli coûter fort cher au PS à Marne-la-Vallée.

La bourgeoisie parisienne déteste de plus en plus sur sa proche périphérie, la petite couronne : Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine. La stabilité est reine. Sur 123 com-

munes, la droite en gère 69, comme avant les élections qui, arithmétiquement, ne se traduisent que par une perte de 2 pour le PC (de 39 à 37) et un gain équivalent du PS (de 15 à 17). Le recul communiste de 1983 est bien loin : ils avaient alors perdu 15 maires (les socialistes 3). En voix, l'effacement du PC se pourrait mais, dans les cités qui lui restent, l'avance de la gauche est telle qu'il peut y faire face, même si pour la première fois il ne conserve qu'à la majorité relative des sièges aussi symboliques que Nanterre et Bagneux. Comme le dit Michel Rocard, le PC est probablement devenu « un parti régional », mais la proche banlieue parisienne reste la première de ses régions.

Là aussi, le PS ne peut que constater qu'il ne peut traduire dans les municipalités ses succès des élections législatives : il a 11 députés mais seulement 17 maires... Il ne peut trouver sa place entre les communes bourgeoises réservées à la droite et celles à vieille tradition ouvrière où le PC est encore chez lui. Le second tour confirme en tout cas le premier : Michel Rocard aura bien du mal à trouver un appui local chez des amis sûrs pour entreprendre son grand dessein du lendemain des municipales, la réforme de la région parisienne.

THIERRY BRÉHER.

## SEINE-ET-MARNE

Il n'y a que cinq des quarante-neuf communes de plus de 3 500 habitants à avoir changé de camp à l'occasion de ces élections municipales : l'UDF avait pris Torcy au PS lors du premier tour. Cette fois, c'est le PS qui prend Montereau-Faut-Yonne au RPR, Vaux-le-Pénil au PS, Fontenay-Trésigny, Vaux-le-Pénil à des maires divers droite. Les deux premières de ces cités étaient d'ailleurs gérées par le PC avant les élections de 1983. Pour autant, la gauche est loin de remporter toutes les communes qu'elle pouvait espérer gagner, alors que onze des vingt-trois les plus peuplées avaient donné la préférence à M. Mitterrand, au deuxième tour de l'élection présidentielle, elle ne réussit à en reprendre qu'une. A Nemours, les socialistes ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes : ils avaient préféré ne pas représenter celui des leurs qui avait perdu la mairie il y a six ans ; candidat « dissident », il a, au premier tour, distancé l'« orthodoxe », mais un mauvais report des voix a empêché la gauche de conserver la majorité des suffrages acquis le 12 mars. Le PS doit aussi constater qu'il a du mal à résister dans la ville nouvelle de Marne-la-Vallée : ainsi M. Jean-Pierre Fourret, son député, ne réussit pas à prendre Bussy-Saint-Georges, village qui doit recevoir Eurodisneyland.

A droite, quelques maires sortants ont été sérieusement contestés. Ainsi, M. Paul Seramy (UDF-CDS), sénateur, ne survit sa mairie de Fontainebleau que de 223 voix face à un de ses anciens adjoints. A Meaux, le maire sortant doit laisser la place au candidat officiel de son parti, le RPR.

## MELUN

L. 18 827 ; V. 11 309 ; A. 39,93 % ; Ex. 11 089  
m. d. (Maurice, RPR) ..... 3 628 (32,71) 26 E.  
m. d. (Laplace, PS) ..... 3 463 (31,24) 6 E.  
div. d. (Malpel, RPR diss. m.) ..... 2 928 (26,40) 5 E.  
FN (Jalkh) ..... 1 068 (9,63) 2 E.  
Nouveaux conseil : 5 PS, 1 maj. p., 11 UDF, 8 RPR, 12 div. d., 2 FN.

Conseil sortant : 2 PC, 6 PS, 7 UDF, 9 RPR, 15 div. d.  
1<sup>er</sup> tour : L. 18 829 ; V. 10 733 ; A. 42,99 % ; Ex. 10 411. - un. d. (Maurice, RPR) 2 854 (27,28) ; div. d. (Malpel, RPR diss. m.) 2 941 (27,16) ; PS Laplace 2 446 (22,37) ; FN (Jalkh) 1 147 (10,98) ; PC (Bouchard) 670 (6,20) ; div. d. (Laplace) 504 (4,61).  
1988 : L. 18 891 ; V. 14 899 ; A. 21,13 % ; Ex. 14 403. - Mitterrand, 7 297 (50,68) ; Chirac, 7 106 (48,32).

## CHELLES

L. 27 270 ; V. 17 304 ; A. 36,54 % ; Ex. 16 850  
m. d. (Cova, RPR) ..... 3 462 (33,18) 33 E.  
m. d. (Planchon, PS, d.) ..... 7 888 (46,81) 18 E.  
Nouveaux conseil : 4 PC, 5 PS, 1 maj. p., 3 UDF, 18 RPR, 12 div. d.

Conseil sortant : 1 ext. g., 5 PC, 3 PS, 1 div. g., 4 UDF, 19 RPR, 10 div. d.  
1<sup>er</sup> tour : L. 27 273 ; V. 16 821 ; A. 39,06 % ; Ex. 16 411. - un. d. (Cova, RPR) 8 585 (50,00) ; maj. p. (Planchon, PS, d.) 4 131 (25,17) ; PC (Bouchard) 2 447 (14,91) ; FN (Maurice) 1 394 (8,43) ; div. d. (Laplace) 1 978 (11,58) ; div. d. (Laplace) 504 (6,51).  
1988 : L. 27 204 ; V. 22 088 ; A. 18,87 % ; Ex. 21 137. - Mitterrand, 11 630 (52,02) ; Chirac, 9 577 (44,87).

## COULOMMIERS

L. 7 534 ; V. 4 650 ; A. 38,27 % ; Ex. 4 478  
m. d. (Elvert, m.) ..... 2 585 (37,72) 26 E.  
m. d. (Haddad, PS) ..... 1 893 (42,77) 7 E.  
Nouveaux conseil : 1 PC, 5 PS, 1 MRG, 7 UDF, 5 RPR, 14 div. d.

Conseil sortant : 1 PC, 2 PS, 1 MRG, 3 div. g., 7 UDF, 9 RPR, 10 div. d.

## Liste des abréviations

m. : maire sortant.  
d. : député.  
min. : ministre.  
p. : parlementaire européen.

## Etiquettes politiques

AD : Association des démocrates.  
alt. : alternatifs (autogestionnaires).  
aut. : autonomistes.  
CNI : Centre national des indépendants.  
div. : divers (indépendables, action locale, ni de droite ni de gauche).  
div. d. : divers droite.  
div. g. : divers gauche.  
écol. : écologistes.  
ext. d. : extrême droite.  
ext. g. : extrême gauche.  
FN : Front national.  
GAES : Groupes d'action économique et sociale.  
IA : Initiative associative.  
ind. : indépendants.  
LCR : Ligue communiste révolutionnaire.  
LO : Lutte ouvrière.  
MD : Mouvement des démocrates.  
Maj. p. : majorité présidentielle.  
MPPT : Mouvement pour un parti des travailleurs.  
MRG : Mouvement des rénovateurs communistes.  
MRG : Mouvement des radicaux de gauche.  
nat. : nationalistes.  
NG : Nouvelle gauche.  
PC : Parti communiste.  
PCG : Parti communiste guadeloupéen.  
PCM : Parti communiste martiniquais.

s. : sénateur.  
s.E. : secrétaire d'Etat.  
n.s.r.p. : ne se représente pas.

PCR : Parti communiste réunionnais.  
PDF : Parti démocrate français.  
POE : Parti ouvrier européen.  
PPM : Parti progressiste martiniquais.  
PS : Parti socialiste.  
PSG : Parti socialiste guyanais.  
PSU : Parti socialiste unifié.  
rec. : reconstruc-tion (communistes).  
rég. : régionalistes.  
roy. : royalistes.  
RPR : Rassemblement pour la République.  
un. d. : union de la droite (investitures UDF-RPR).  
UDF : Union pour la démocratie française.  
UDF-CDS : Centre des démocrates sociaux.  
UDF-P et R : clubs Perspectives et Réalités.  
UDF-PR : Parti républicain.  
UDF-PSD : Parti social-démocrate.  
UDF-rad. : Parti radical.  
un. g. : union de la gauche.  
UPC : Union pour le peuple corse.  
Verts : Verts.

La mention « diss. » signale les candidats n'ayant pas reçu l'investiture de leur parti.  
La mention « app. » signale ceux qui sont proches d'un parti sans y appartenir.

## NOISIEL

L. 7 005 ; V. 4 060 ; A. 42,04 % ; Ex. 3 981  
m. g. (Vachet, PS, m.) ..... 2 112 (53,05) 26 E.  
m. d. (Fabbiani, RPR) ..... 1 100 (27,63) 4 E.  
écol. (Larrey) ..... 769 (19,31) 3 E.  
Nouveaux conseil : 4 PC, 17 PS, 5 maj. p., 1 UDF, 3 RPR, 14 div. d.

Conseil sortant : 10 PC, 12 PS, 5 div. g., 2 UDF, 3 RPR, 14 div. d.

1<sup>er</sup> tour : L. 7 006 ; V. 4 031 ; A. 42,48 % ; Ex. 3 982. - PS (Vachet, m.) 1 980 (49,50) ; un. d. (Fabbiani, RPR) 1 028 (25,96) ; écol. (Larrey) 624 (15,78) ; PC (Spilard) 342 (8,65).  
1988 : L. 6 821 ; V. 3 811 ; A. 14,80 % ; Ex. 3 805. - Mitterrand, 3 576 (52,50) ; Chirac, 2 028 (29,18).

## OZOUX-LA-FERRIERE

L. 9 986 ; V. 6 061 ; A. 32,55 % ; Ex. 5 943  
m. d. (Girard, UDF-rad., m.) ..... 2 300 (38,70) 23 E.  
m. g. (Sarrasin, PS) ..... 2 092 (35,20) 6 E.  
div. d. (Thomas) ..... 1 551 (26,09) 4 E.  
Nouveaux conseil : 1 PC, 4 PS, 1 maj. p., 6 UDF, 7 RPR, 14 div. d.

Conseil sortant : 2 PC, 4 PS, 2 UDF, 9 RPR, 14 div. d., 2 sièges vacants.

1<sup>er</sup> tour : L. 9 989 ; V. 5 781 ; A. 35,88 % ; Ex. 5 840. - un. d. (Girard, UDF-rad., m.) 1 727 (30,57) ; PS (Sarrasin) 1 812 (32,78) ; div. d. (Thomas) 1 438 (25,48) ; FN (Bourdon) 498 (8,57) ; PC (Radou) 474 (8,38).

1988 : L. 8 842 ; V. 7 383 ; A. 14,78 % ; Ex. 7 070. - Mitterrand, 3 788 (53,16) ; Chirac, 3 311 (46,83).

## VILLEPARISIS

L. 10 327 ; V. 6 797 ; A. 34,18 % ; Ex. 6 687  
m. d. (Duchemin, div. d., m.) ..... 3 289 (49,18) 25 E.  
m. g. (Hamequin, PS) ..... 3 010 (45,01) 7 E.  
div. d. (Delvaux, UDF diss.) ..... 388 (5,80) 1 E.  
Nouveaux conseil : 2 PC, 5 PS, 2 UDF, 7 RPR, 17 div. d.

Conseil sortant : 2 PC, 6 PS, 1 UDF, 9 RPR, 15 div. d.

1<sup>er</sup> tour : L. 10 327 ; V. 6 470 ; A. 37,34 % ; Ex. 6 368. - un. d. (Duchemin, div. d., m.) 2 088 (42,42) ; PS (Hamequin) 1 987 (30,77) ; PC (Dupont) 1 041 (16,37) ; div. d. (Delvaux, UDF diss.) 683 (10,42).

1988 : L. 10 332 ; V. 6 271 ; A. 18,94 % ; Ex. 7 863. - Mitterrand, 4 689 (58,78) ; Chirac, 3 164 (40,22).

## YVELINES

Les socialistes ont réussi à réaliser une implantation, bien faible jusqu'à. Et ce tout particulièrement dans la vallée de la Seine, même s'ils n'ont pas réussi à prendre Poissy au RPR. Ils gagnent en effet Aubergenville et Triel-sur-Seine au détriment du RPR, mais aussi Les Mureaux et Mantes-la-Ville, deux villes communistes où le PS avait devancé le PC au premier tour. D'un dimanche à l'autre, les reports de voix ont été très mauvais, mais l'avance de la gauche est telle dans ces communes que cela n'a pas permis à la droite de l'emporter. Les divisions de celle-ci ont aussi aidé la victoire socialiste aux Essarts-le-Roi, au Perreux-en-Yvelines et à Maurepas. Ce dernier gain va lui permettre de compenser sa défaite à Magny-Hameux et ainsi de conserver la direction de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. Le MRG, lui, n'est plus *persona grata* dans les Yvelines : il perd Montesson, et le journaliste François-Henri de Virieu ne parvient pas à succéder au maire radical de gauche de Marly-le-Roi. Il a été gêné par un mauvais report de voix écologistes et communistes. C'est aussi un mauvais report des socialistes qui coûte au PCF sa mairie de Houilles.

## CHATOU

L. 19 395 ; V. 10 300 ; A. 46,89 % ; Ex. 10 114  
m. d. (Bouquet, RPR, m.) ..... 4 287 (42,38) 25 E.  
div. d. (Nemard) ..... 3 335 (32,97) 6 E.  
m. g. (Pense, PS) ..... 2 492 (24,65) 4 E.  
Nouveaux conseil : 1 PC, 1 PS, 2 div. g., 2 UDF-CDS, 3 UDF-PR, 11 RPR, 11 div. d.

Conseil sortant : 1 PC, 4 PS, 1 div. g., 9 UDF-PR, 16 RPR, 4 div. d.

1<sup>er</sup> tour : L. 17 387 ; V. 10 383 ; A. 40,25 % ; Ex. 10 204. - un. d. (Bouquet, RPR, m.) 4 155 (40,71) ; div. d. (Nemard) 2 801 (25,48) ; un. g. (Pense, PS) 2 478 (24,28) ; FN (Lalonde) 989 (9,48).

1988 : L. 19 228 ; V. 16 423 ; A. 20,02 % ; Ex. 14 968. - Chirac, 8 058 (50,54) ; Mitterrand, 5 502 (33,46).

## LE CHESNAY

L. 19 214 ; V. 11 036 ; A. 42,56 % ; Ex. 10 832  
m. d. (Brillault) ..... 5 890 (54,37) 27 E.  
m. d. (Côme, UDF, m.) ..... 3 110 (28,71) 5 E.  
m. g. (Maillet, PS) ..... 1 832 (16,91) 3 E.  
Nouveaux conseil : 1 PC, 2 PS, 1 UDF-CDS, 1 UDF, 7 RPR, 23 div. d.

Conseil sortant : 1 PC, 2 PS, 6 UDF-CDS, 5 UDF-PR, 2 UDF, 8 RPR, 11 div. d.

1<sup>er</sup> tour : L. 19 215 ; V. 11 184 ; A. 41,78 % ; Ex. 11 043. - div. d. (Brillault) 3 126 (28,38) ; div. d. (Côme) 2 881 (26,08) ; un. d. (Côme, UDF, m.) 2 461 (22,38) ; un. g. (Maillet, PS) 1 744 (15,78) ; FN (Dolme) 891 (7,82).

1988 : L. 18 984 ; V. 16 844 ; A. 18,01 % ; Ex. 15 583. - Chirac, 10 467 (55,12) ; Mitterrand, 5 126 (27,47).

## HOUILLES

L. 17 706 ; V. 12 542 ; A. 29,16 % ; Ex. 12 139  
m. d. (Mahier, RPR) ..... 6 657 (54,83) 27 E.  
m. g. (Solomonovitch, PC, m.) ..... 5 482 (45,16) 8 E.  
Nouveaux conseil : 1 écol., 3 PC, 3 PS, 1 div. g., 3 UDF-CDS, 2 UDF-PR, 1 UDF, 11 RPR, 10 div. d.

Conseil sortant : 12 PC, 11 PS, 4 div. g., 1 UDF-CDS, 1 UDF-PR, 1 UDF, 4 RPR, 1 div. d.

1<sup>er</sup> tour : L. 17 708 ; V. 11 810 ; A. 33,31 % ; Ex. 11 524. - un. d. (Mahier, RPR) 6 028 (48,41) ; PC (Solomonovitch, m.) 3 416 (28,83) ; maj. p. (Solomonovitch, PC, m.) 2 042 (17,21) ; div. d. (Solomonovitch, PC, m.) 1 054 (8,23).

1988 : L. 17 885 ; V. 16 311 ; A. 14,29 % ; Ex. 14 691. - Mitterrand, 8 033 (54,87) ; Chirac, 6 658 (46,32).

## MAISON-LAFFITTE

L. 15 069 ; V. 8 927 ; A. 40,75 % ; Ex. 8 768  
RPR (Myard) ..... 4 633 (52,83) 27 E.  
UDF (Lefebvre) ..... 2 251 (25,67) 4 E.  
maj. p. (Athias, PS) ..... 1 884 (21,48) 4 E.  
Nouveaux conseil : 3 PS, 1 div. g., 7 UDF-CDS, 1 UDF-PR, 11 RPR, 2 CNL, 10 div. d.

Conseil sortant : 1 PC, 2 PS, 1 div. g., 2 UDF-rad., 3 UDF-CDS, 5 UDF-PR, 6 RPR, 15 div. d. (M. Pierre Dupré, UDF, m., n.s.r.p.).

1<sup>er</sup> tour : L. 15 069 ; V. 9 161 ; A. 39,27 % ; Ex. 8 988. - RPR (Myard) 4 000 (44,50) ; UDF (Lefebvre) 2 481 (27,71) ; maj. p. (Athias, PS) 1 793 (19,94) ; FN (Dolme) 704 (7,83).

1988 : L. 14 916 ; V. 12 986 ; A. 13,73 % ; Ex. 12 532. - Chirac, 8 313 (58,58) ; Mitterrand, 4 218 (28,58).

## MANTES-LA-JOLIE

L. 19 045 ; V. 11 318 ; A. 40,57 % ; Ex. 10 906  
m. g. (Picard, PS, m.) ..... 5 624 (51,56) 33 E.  
m. d. (Daniel, RPR) ..... 2 677 (41,33) 7 E.  
div. d. (Sevin, UDF) ..... 5 282 (48,43) 10 E.  
Nouveaux conseil : 10 PC, 20 PS, 3 div. g., 2 UDF diss., 3 RPR, 3 div. d., 2 FN.

Conseil sortant : 2 ext. g., 12 PC, 17 PS, 2 div. g., 2 UDF-CDS, 2 RPR, 6 div. d.

1<sup>er</sup> tour : L. 19 048 ; V. 10 383 ; A. 45,49 % ; Ex. 10 027. - un. g. (Picard, PS, m.) 4 236 (42,24) ; un. d. (Sevin, UDF) 2 482 (24,85) ; FN (Daniel) 1 883 (18,58) ; div. d. (Sevin, UDF) 1 180 (11,78) ; ext. g. (Picard, PS, m.) 486 (4,84).

1988 : L. 19 248 ; V. 14 407 ; A. 26,16 % ; Ex. 13 832. - Mitterrand, 7 688 (55,58) ; Chirac, 6 143 (44,41).

## MANTES-LA-VILLE

L. 11 381 ; V. 6 799 ; A. 40,26 % ; Ex. 6 476  
m. g. (Boyer, PS) ..... 3 799 (58,66) 26 E.  
m. d. (Daniel, RPR) ..... 2 677 (41,33) 7 E.  
Nouveaux conseil : 12 PC, 12 PS, 2 div. g., 3 RPR, 4 div. d.

Conseil sortant : 13 PC, 10 PS, 1 MRG, 2 div. g., 2 RPR, 5 div. d. (M. Georges Godin, PC, m., se représente sur la liste de M. Boyer).

1<sup>er</sup> tour : L. 11 382 ; V. 6 879 ; A. 38,68 % ; Ex. 6 728. - maj. p. (Boyer, PS) 2 800 (34,59) ; PC (Godin, m.) 2 280 (33,88) ; un. d. (Daniel, RPR) 1 883 (18,58) ; div. d. (Sevin, UDF) 1 180 (11,78) ; ext. g. (Picard, PS, m.) 486 (4,84).

1988 : L. 11 303 ; V. 9 148 ; A. 18,08 % ; Ex. 8 897. - Mitterrand, 5 446 (52,00) ; Chirac, 3 252 (37,38).

## MARLY-LE-ROI

L. 11 781 ; V. 8 430 ; A. 28,44 % ; Ex. 8 226  
m. d. (Guibert, RPR) ..... 4 335 (52,69) 25 E.  
maj. p. (de Virieu) ..... 3 891 (47,30) 8 E.  
Nouveaux conseil : 2 PS, 3 MRG, 1 div. g., 1 UDF-PR, 2 UDF, 7 RPR, 17 div. d.

Conseil sortant : 4 PC, 7 PS, 6 MRG, 8 div. g., 2 UDF-PR, 1 UDF, 4 RPR, 1 div. d. (M. Jean Béranger, MRG, m., se représente sur la liste de M. de Virieu).

1<sup>er</sup> tour : L. 11 781 ; V. 7 987 ; A. 32,11 % ; Ex. 7 821. - un. d. (Guibert, RPR) 3 707 (46,78) ; maj. p. (de Virieu) 2 864 (37,41) ; PC (Guibert) 980 (8,68) ; div. d. (Guibert, RPR) 870 (7,18).

1988 : L. 11 612 ; V. 8 808 ; A. 16,58 % ; Ex. 9 528. - Chirac, 5 460 (57,18) ; Mitterrand, 4 078 (46,80).

## MAUREPAS

L. 13 393 ; V. 8 819 ; A. 34,15 % ; Ex. 8 610  
m. g. (Mougeot, PS) ..... 3 959 (45,98) 25 E.  
m. d. (Léves, RPR, m.) ..... 3 780 (43,90) 7 E.  
div. d. (Châteauneuf) ..... 871 (10,11) 1 E.  
Nouveaux conseil : 1 ext. g., 2 écol., 6 PC, 9 PS, 1 MRG, 6 div. g., 1 UDF-CDS, 1 UDF-PR, 1 UDF, 4 RPR, 1 div. d.

Conseil sortant : 1 PSU, 3 PC, 4 PS, 1 UDF, 12 RPR, 12 div. d.

1<sup>er</sup> tour : L. 13 388 ; V. 8 822 ; A. 36,39 % ; Ex. 8 383. - un. d. (Léves, RPR, m.) 2 850 (36,78) ; maj. p. (Mougeot, PS) 2 638 (33,58) ; AD (Châteauneuf) 1 347 (16,10) ; PC (Guibert) 787 (9,53) ; div. d. (Mougeot, PS) 850 (7,02).

1988 : L. 13 082 ; V. 11 040 ; A. 15,87 % ; Ex. 10 628. - Mitterrand, 5 640 (53,01) ; Chirac, 4 988 (46,98).

## LES MUREAUX

L. 13 389 ; V. 8 256 ; A. 38,33 % ; Ex. 7 932  
m. g. (Eckart, PS) ..... 4 048 (51,03) 30 E.  
m. d. (Liet, RPR) ..... 3 884 (48,96) 9 E.  
Nouveaux conseil : 11 PC, 14 PS, 5 div. g., 1 UDF, 6 RPR, 2 div. d.

Conseil sortant : 1 MPPT, 16 PC, 12 PS, 3 MRG, 5 RPR, 2 div. d.

1<sup>er</sup> tour : L. 13 389 ; V. 8 402 ; A. 37,24 % ; Ex. 8 176. - maj. p. (Eckart, PS) 3 024 (38,98) ; un. d. (Liet, RPR) 2 805 (34,31) ; PC (La Touche, m.) 2 440 (29,08).

1988 : L. 13 368 ; V. 10 815 ; A. 20,52 % ; Ex. 10 167. - Mitterrand, 6 403 (52,87) ; Chirac, 3 784 (37,02).

## TRAPPES

L. 11 468 ; V. 7 571 ; A. 33,98 % ; Ex. 7 292  
m. g. (Hing, PC, m.) ..... 3 926 (53,83) 30 E.  
m. d. (Cayet, UDF) ..... 3 366 (46,16) 9 E.  
Nouveaux conseil : 17 PC, 9 PS, 4 div. g., 1 UDF-CDS, 2 UDF-PR, 6 div. d.

Conseil sortant : 1 LCR, 14 PC, 7 PS, 2 MRG, 3 div. g., 1 UDF-CDS, 1 UDF-PR, 6 div. d.



# des élections municipales

## Le second tour

### la droite

1<sup>er</sup> tour. - L. 14 859 ; V. 10 464 ; A. 30,11 % ; Ex. 10 211. - un. d. (RPR, m.) 3 894 (38,13) ; m. p. (Droite, PS) 3 073 (30,08) ; div. d. (Gauche, RPR, m.) 2 841 (28,88) ; PC (Passe) 603 (6,00).  
1988. - L. 15 108 ; V. 10 025 ; A. 13,79 % ; Ex. 12 647. - Chânes, 6 673 (62,38) ; Mitterrand, 5 974 (47,81).

#### ESSONNE

Sur les vingt-huit communes de plus de 10 000 habitants, seules quatre ont changé de main, toutes au profit du PS, qui reprend ainsi quatre maires perdus en 1983 : à Athis-Mons où le résultat était acquis dès le premier tour (avec M. Marie-Noëlle Liemann) ; à Longjumeau, où M. Philippe Schmidt a bénéficié du bon report des voix d'un candidat dissident de la majorité présidentielle ; à Orsay, où M. André Laurent devance de trente-quatre voix le maire sortant, affaibli par le maintien d'une troisième liste (Mouvement ouvrier indépendant) ; à Yerres, enfin, où M. Marc Lucas sort également vainqueur d'une triangulaire. A Athis-Mons et à Yerres, les deux sortants battus sont RPR ; à Longjumeau et à Orsay, ils sont divers droite. Mais il y a six ans, la gauche avait perdu sept communes ; elle n'en récupère, cette fois, que trois, plus Longjumeau.

Malgré le report des voix du Front national (7 % au premier tour) sur le candidat RPR, le maire communiste de Palaiseau, M. Jean Pacilly, est réélu, mais difficilement (81 voix d'avance). A Savigny-sur-Orge, ville perdue par le PC en 1983, enfin, l'appoint des suffrages lepenistes (6,7 % au premier tour) et sans doute aussi d'une partie des écologistes a permis une réélection beaucoup plus confortable du RPR M. Jean Marsaudon.

#### LONGJUMEAU

L. 11 113 ; V. 7 257 ; A. 34,69 % ; Ex. 6 935  
un. g. (Schmitt, PS) ..... 4 011 (57,83) 26 E.  
div. d. (Cherrier, m.) ..... 2 924 (42,16) 7 E.  
Nouveaux conseillers : 4 PC, 15 PS, 7 div. g., 1 UDF, 3 RPR, 3 div. d.

Conseil sortant : 2 PC, 4 PS, 8 RPR, 19 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 11 115 ; V. 7 192 ; A. 36,01 % ; Ex. 8 901. - un. g. (Schmitt, PS) 3 012 (42,04) ; div. d. (Cherrier, m.) 1 708 (23,88) ; RPR (Gauche) 1 108 (15,02) ; m. p. (Gauche, AD) 987 (14,44).  
1988. - L. 10 958 ; V. 8 207 ; A. 15,97 % ; Ex. 8 878. - Mitterrand, 5 122 (67,79) ; Chânes, 3 784 (42,28).

#### ORSAY

L. 10 453 ; V. 7 002 ; A. 33,01 % ; Ex. 6 907  
un. g. (Laurent, PS) ..... 3 198 (46,30) 25 E.  
un. d. (Lochet, div. d., m.) ..... 3 164 (45,80) 7 E.  
div. (Kott, m.) ..... 545 (7,89) 1 E.  
Nouveaux conseillers : 2 ext. g., 4 PC, 18 PS, 1 MRG, 1 div. g., 1 UDF-CDS, 1 RPR, 5 div. d.  
Conseil sortant : 1 PSU, 2 PC, 5 PS, 2 UDF-CDS, 2 UDF-PR, 4 RPR, 17 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 10 483 ; V. 6 981 ; A. 35,98 % ; Ex. 6 832. - un. d. (Lochet, div. d., m.) 2 861 (40,39) ; un. g. (Laurent, PS) 2 787 (42,36) ; div. (Kott) 904 (12,90).  
1988. - L. 10 449 ; V. 6 889 ; A. 16,74 % ; Ex. 8 387. - Mitterrand, 4 464 (63,22) ; Chânes, 3 322 (44,77).

#### PALASEAU

L. 19 421 ; V. 12 935 ; A. 33,39 % ; Ex. 12 617  
un. g. (Pacilly, PC, m.) ..... 6 349 (50,32) 27 E.  
un. d. (Allia, RPR) ..... 6 268 (49,67) 8 E.  
Nouveaux conseillers : 12 PC, 10 PS, 2 MRG, 3 div. g., 1 UDF-CDS, 1 UDF, 4 RPR, 2 div. d.  
Conseil sortant : 2 PSU, 12 PC, 9 PS, 2 MRG, 2 div. g., 1 UDF-CDS, 1 UDF, 4 RPR, 1 CNL, 1 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 19 421 ; V. 12 161 ; A. 37,28 % ; Ex. 11 670. - un. g. (Pacilly, PC, m.) 5 826 (48,02) ; un. d. (Allia, RPR) 5 032 (43,11) ; FN (Blanchard) 812 (6,86).  
1988. - L. 18 478 ; V. 10 028 ; A. 17,72 % ; Ex. 16 368. - Mitterrand, 8 776 (87,11) ; Chânes, 8 590 (84,88).

#### SAVIGNY-SUR-ORGE

L. 20 859 ; V. 13 231 ; A. 36,36 % ; Ex. 12 772  
un. d. (Marsaudon, RPR, m.) ..... 7 731 (60,53) 32 E.  
un. g. (Rozz des Ormes, PS) ..... 5 041 (39,46) 7 E.  
Nouveaux conseillers : 3 PC, 4 PS, 4 UDF-rad., 5 UDF-PR, 2 UDF, 18 RPR, 3 div. d.  
Conseil sortant : 4 PC, 4 PS, 1 div. g., 4 UDF-rad., 4 UDF-PR, 2 UDF, 16 RPR, 1 CNL, 2 div. d. (1 CNL délégué).  
1<sup>er</sup> tour. - L. 20 864 ; V. 13 283 ; A. 38,43 % ; Ex. 13 031. - un. d. (Marsaudon, RPR, m.) 6 488 (48,57) ; PS (Rozz des Ormes) 1 802 (14,59) ; PC (Bouchard) 1 827 (14,02) ; V. (La Font) 986 (7,63) ; m. p. (Estellé, div. g.) 977 (7,40) ; FN (Champagne) 670 (5,17).  
1988. - L. 20 754 ; V. 17 532 ; A. 15,04 % ; Ex. 18 906. - Mitterrand, 9 285 (54,91) ; Chânes, 7 624 (46,08).

#### VIRY-CHATILLON

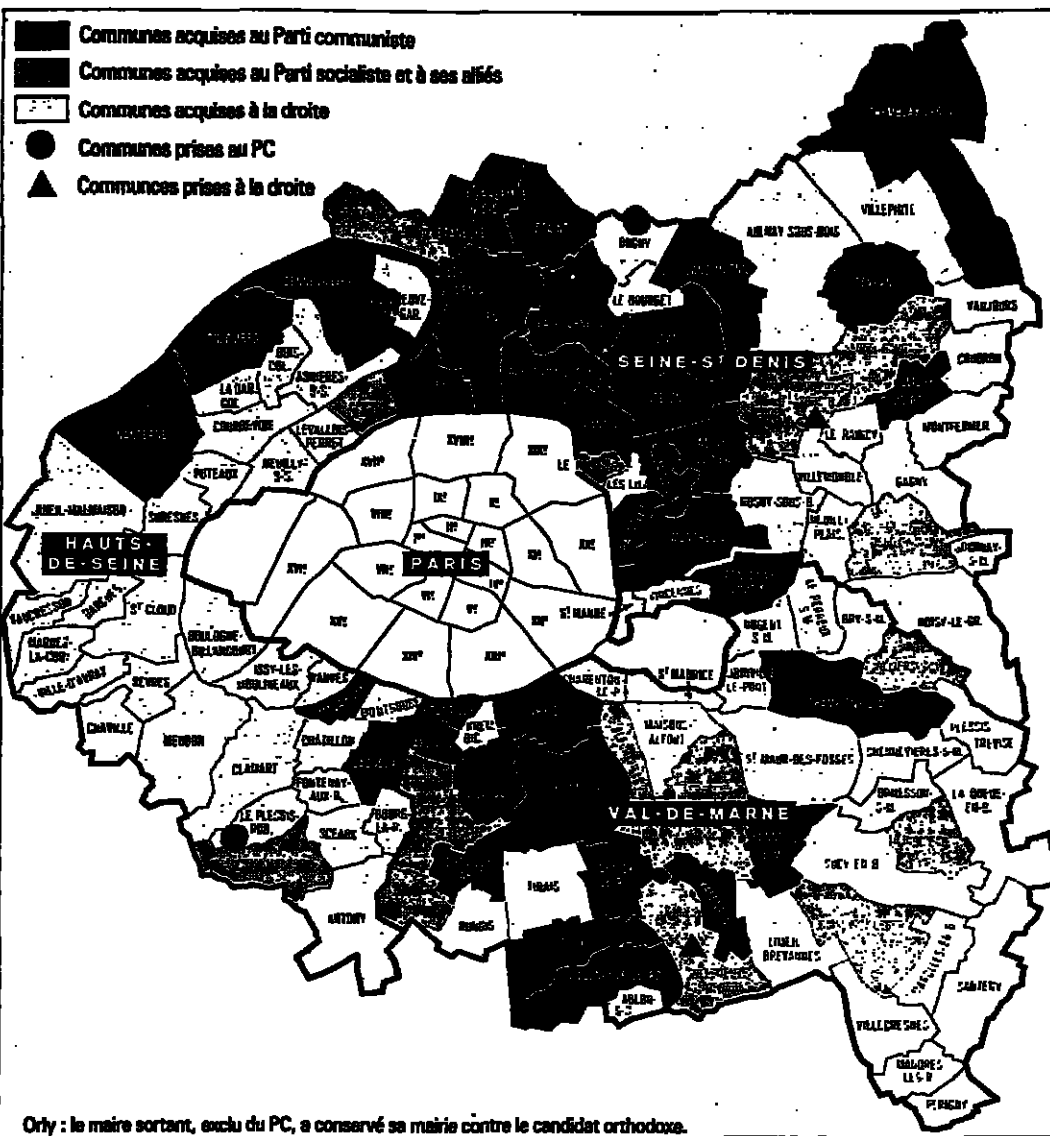
L. 18 104 ; V. 10 507 ; A. 41,96 % ; Ex. 10 275  
un. d. (Châtel, UDF-CDS) ..... 4 868 (47,37) 29 E.  
un. g. (Ramos, PS) ..... 3 512 (34,18) 7 E.  
div. (Emin) ..... 1 100 (10,70) 2 E.  
RPR (Purlet) ..... 795 (7,73) 1 E.  
Nouveaux conseillers : 2 PC, 5 PS, 2 div. g., 7 UDF-CDS, 3 UDF-PR, 9 RPR, 11 div. d.  
Conseil sortant : 2 PC, 3 PS, 1 div. g., 6 UDF-CDS, 3 UDF-PR, 9 RPR, 13 div. d., 2 div. (M. Henri Longuet, div. d., m., n.s.p.).  
1<sup>er</sup> tour. - L. 18 111 ; V. 9 889 ; A. 44,78 % ; Ex. 9 734. - un. d. (Châtel, UDF-CDS) 4 482 (48,73) ; un. g. (Ramos, PS) 3 029 (31,11) ; div. (Emin) 1 208 (12,37) ; RPR (Purlet) 1 048 (10,78).  
1988. - L. 18 114 ; V. 14 477 ; A. 20,07 % ; Ex. 13 828. - Mitterrand, 7 242 (51,38) ; Chânes, 6 886 (48,02).

#### YERRES

L. 18 160 ; V. 12 525 ; A. 31,02 % ; Ex. 12 126  
un. g. (Lucas, PS) ..... 5 437 (44,83) 26 E.  
un. d. (Prats, RPR, m.) ..... 5 270 (43,46) 7 E.  
div. (Gosicome) ..... 1 419 (11,70) 2 E.  
Nouveaux conseillers : 8 PC, 12 PS, 1 MRG, 6 div. g., 1 UDF-CDS, 1 UDF-PR, 4 RPR, 2 div. d.  
Conseil sortant : 1 PSU, 3 PC, 4 PS, 1 UDF-CDS, 14 RPR, 12 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 18 160 ; V. 11 864 ; A. 34,17 % ; Ex. 11 488. - un. d. (Lucas, PS) 4 146 (34,94) ; un. g. (Prats, RPR) 3 828 (32,05) ; div. (Gosicome) 1 419 (11,70) ; RPR (Purlet) 1 487 (12,33).  
1988. - L. 17 941 ; V. 15 002 ; A. 16,38 % ; Ex. 14 406. - Mitterrand, 7 981 (53,06) ; Chânes, 6 476 (44,84).

#### HAUTS-DE-SEINE

Quatre maires, sur les trente-six des Hauts-de-Seine, changent de main à l'issue de ces élections : Garches, où M. Jacques Gauthier (RPR), déjà vainqueur des cantonales en 1988, ravit la mairie à son concurrent de droite, M. Yves Bodin (UDF), victime d'une mauvaise image personnelle ; Fontenay-aux-Roses, où M. Alain Molzan (RPR) prend en douceur la succession de M. Jean Fournier (div. d.), âgé de plus de soixante-dix ans ; Bois-Colombes, où M. Jean-François Probst (RPR) est largement battu, à l'issue d'une campagne très dure, par son concurrent de l'UDF, M. Roger Binière, non investi, mais soutenu par l'ancien maire de la ville, M. Emile Tricon ; Le Plessis-Robinson enfin, où M. Philippe Pénecze (RPR) l'emporte sur le sortant communiste,



Orly : le maire sortant, exclu du PC, a conservé sa mairie contre le candidat orthodoxe.

M. Robert Gelly, avec seulement 57 voix d'avance. Malgré la fusion des listes PC et PS, le report des voix socialistes est très mauvais dans cette commune : la gauche perd en effet 14 points par rapport au premier tour, et l'orthodoxie indique que de nombreux électeurs socialistes ont même voté pour le candidat RPR. Dans les autres villes, les maires sortants sont reconduits, les listes dissidentes n'ayant pu peser sur le résultat, ni à gauche (Bagneux) ni à droite, où elles ont été particulièrement nombreuses (Chaville, Clamart, La Garenne-Colombes, Meudon). A Nanterre et à Levallois, les écologistes réalisent un bon score, supérieur à celui du premier tour, sans pour autant mettre en péril ni M. Frayssy-Cazalis (PC), qui toutefois ne franchit pas la barre des 50 %, ni M. Ballyn (RPR), qui est confortablement réélu. A Asnières, le Front national accroît son score du premier tour et emporte quatre sièges.

#### NANTERRE

L. 40 265 ; V. 26 008 ; A. 35,40 % ; Ex. 25 675  
un. g. (Frayssy, PC, m.) ..... 12 500 (48,08) 40 E.  
un. d. (Montillet, app. UDF) ..... 9 943 (38,72) 18 E.  
Verte (Demarcq) ..... 3 232 (12,58) 3 E.  
Nouveaux conseillers : 27 PC, 12 PS, 1 div. g., 4 UDF, 2 RPR, 4 div. d., 3 fcd.

Conseil sortant : 1 PSU, 30 PC, 12 PS, 4 UDF, 2 RPR, 4 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 40 285 ; V. 24 886 ; A. 38,24 % ; Ex. 24 287. - un. g. (Frayssy, PC, m.) 12 006 (48,40) ; un. d. (Montillet, app. UDF) 9 042 (37,21) ; Verte (Demarcq) 2 855 (10,51) ; div. d. (Parsy, UDF-CDS) 986 (3,88).  
1988. - L. 30 973 ; V. 22 680 ; A. 18,29 % ; Ex. 31 178. - Mitterrand, 18 682 (83,13) ; Chânes, 11 481 (50,88).

#### ANTONY

L. 35 518 ; V. 26 100 ; A. 26,51 % ; Ex. 25 503  
un. d. (Dorville, RPR, m.) ..... 14 033 (53,10) 38 E.  
un. g. (Antoniotti, PS) ..... 11 450 (44,89) 18 E.  
Nouveaux conseillers : 4 PC, 5 PS, 12 UDF, 15 RPR, 8 div. d., 1 fcd.

Conseil sortant : 4 PC, 5 PS, 1 MRG, 2 UDF-CDS, 6 UDF, 22 RPR, 4 div. d., 1 fcd.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 35 522 ; V. 24 826 ; A. 28,71 % ; Ex. 24 478. - un. d. (Dorville, RPR, m.) 11 283 (45,08) ; PS (Antoniotti) 6 452 (22,27) ; PC (Aubry) 4 432 (18,10) ; FN (Pardoyot) 1 382 (5,64) ; Verte (Dorville) 1 085 (4,43) ; div. (Parsy) 844 (3,44).  
1988. - L. 35 338 ; V. 30 781 ; A. 12,98 % ; Ex. 29 688. - Mitterrand, 18 978 (62,34) ; Chânes, 13 779 (44,42).

#### ASNIERES-SUR-SEINE

L. 39 350 ; V. 22 454 ; A. 42,93 % ; Ex. 21 888  
un. d. (Mauricio-Bokanowski, RPR) ..... 10 620 (48,51) 37 E.  
un. g. (Laurin, PS) ..... 7 559 (34,53) 8 E.  
FN (Mancal) ..... 3 709 (16,94) 4 E.  
Nouveaux conseillers : 2 PC, 5 PS, 1 div. g., 12 UDF, 17 RPR, 8 div. d., 4 FN.

Conseil sortant : 3 PC, 5 PS, 15 UDF, 18 RPR, 8 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 38 380 ; V. 22 333 ; A. 43,24 % ; Ex. 21 804. - un. d. (Mauricio-Bokanowski, RPR, m.) 9 189 (41,81) ; un. g. (Laurin, PS) 5 882 (26,88) ; FN (Mancal) 3 374 (15,40) ; div. d. (Roussier, UDF) 1 849 (8,44) ; div. d. (Mancal) 1 630 (7,44).  
1988. - L. 38 942 ; V. 32 732 ; A. 18,05 % ; Ex. 31 808. - Chânes, 17 101 (52,19) ; Mitterrand, 14 504 (44,39).

#### BAGNEUX

L. 22 862 ; V. 12 132 ; A. 46,93 % ; Ex. 11 922  
un. g. (Jambu, PC, m.) ..... 5 885 (49,36) 33 E.  
un. d. (Dorville, RPR) ..... 3 581 (30,03) 6 E.  
div. g. (Macherey, PS diss.) ..... 2 436 (20,60) 4 E.  
Nouveaux conseillers : 1 ext. g., 18 PC, 14 PS, 1 MRG, 3 div. g., 2 UDF, 4 RPR.

Conseil sortant : 20 PC, 3 app. PC, 12 PS, 3 UDF, 5 RPR.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 22 870 ; V. 12 076 ; A. 47,20 % ; Ex. 11 728. - un. g. (Jambu, PC, m.) 5 676 (48,38) ; un. d. (Dorville, RPR) 3 225 (27,48) ; div. g. (Macherey, PS diss.) 2 828 (24,11).  
1988. - L. 22 158 ; V. 17 389 ; A. 24,90 % ; Ex. 18 617. - Mitterrand, 10 864 (62,57) ; Chânes, 5 783 (34,62).

#### BOIS-COLOMBES

L. 14 934 ; V. 9 847 ; A. 34,06 % ; Ex. 9 682  
div. d. (Binière) ..... 4 570 (47,20) 26 E.  
RPR (Probst, m.) ..... 3 124 (32,26) 6 E.  
un. g. (Gallo, PS) ..... 1 988 (20,53) 3 E.  
Nouveaux conseillers : 1 PC, 2 PS, 8 UDF, 5 RPR, 19 div. d.  
Conseil sortant : 1 PC, 3 PS, 1 UDF-rad., 4 UDF-CDS, 12 RPR, 3 UDF-PR, 1 CNL, 10 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 14 934 ; V. 9 781 ; A. 34,83 % ; Ex. 9 888. - div. d. (Binière) 4 322 (44,58) ; RPR (Probst) 3 176 (33,19) ; un. g. (Gallo, PS) 2 081 (21,22).

#### CHATENAY-MALABRY

L. 17 261 ; V. 11 120 ; A. 35,57 % ; Ex. 10 860  
un. g. (Vons, PS, m.) ..... 5 635 (51,88) 27 E.  
un. d. (Siffredi, RPR) ..... 5 225 (48,11) 8 E.  
Nouveaux conseillers : 1 ext. g., 9 PC, 14 PS, 3 div. g., 3 UDF, 4 RPR, 1 div. d.  
Conseil sortant : 9 PC, 18 PS, 3 UDF, 3 RPR, 2 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 17 281 ; V. 10 886 ; A. 38,08 % ; Ex. 10 374. - un. g. (Vons, PS, m.) 5 144 (48,88) ; un. d. (Siffredi, RPR) 4 431 (42,71) ; FN (Lafont) 789 (7,40).  
1988. - L. 17 271 ; V. 14 030 ; A. 18,78 % ; Ex. 13 583. - Mitterrand, 7 420 (54,58) ; Chânes, 6 173 (44,41).

#### CHAVILLE

L. 12 093 ; V. 7 982 ; A. 33,99 % ; Ex. 7 771  
un. d. (Houlier, UDF-CDS, m.) ..... 3 628 (46,68) 25 E.  
PS-MRG-PC (Dienet) ..... 3 345 (43,04) 7 E.  
div. d. (Pestre, RPR diss.) ..... 798 (10,26) 1 E.  
Nouveaux conseillers : 1 PC, 4 PS, 1 MRG, 1 div. g., 9 UDF, 5 RPR, 12 div. d.  
Conseil sortant : 2 PC, 4 PS, 13 UDF, 1 RPR diss., 3 div. d., 10 sièges vacants.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 12 083 ; V. 7 582 ; A. 37,48 % ; Ex. 7 408. - un. d. (Houlier, UDF-CDS, m.) 3 448 (45,06) ; PS (Dienet) 1 673 (22,58) ; RPR diss. (Pestre) 1 025 (13,83) ; MRG (Laurin) 888 (11,88) ; FN (Dienet) 720 (9,71) ; PC (Mancal) 654 (8,82).  
1988. - L. 12 120 ; V. 10 204 ; A. 15,80 % ; Ex. 9 882. - Chânes, 5 088 (51,44) ; Mitterrand, 4 784 (48,55).

#### CLAMART

L. 30 713 ; V. 18 345 ; A. 40,26 % ; Ex. 18 005  
un. d. (Foucher, UDF-CDS, m.) ..... 10 093 (56,05) 34 E.  
un. g. (Bussol, PS) ..... 5 382 (29,89) 6 E.  
RPR diss. (Grandjean) ..... 2 530 (14,05) 3 E.  
Nouveaux conseillers : 1 ext. g., 1 PC, 4 PS, 18 UDF, 11 RPR, 8 div. d.  
Conseil sortant : 3 PC, 4 PS, 3 UDF-PSD, 4 UDF-rad., 8 UDF-CDS, 4 UDF-PR, 10 RPR, 7 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 30 721 ; V. 18 513 ; A. 38,73 % ; Ex. 18 187. - un. d. (Foucher, UDF-CDS, m.) 9 089 (49,88) ; un. g. (Bussol, PS) 5 034 (27,67) ; RPR diss. (Grandjean) 2 586 (14,27) ; FN (La Barque) 1 488 (8,18).  
1988. - L. 31 181 ; V. 20 329 ; A. 15,58 % ; Ex. 25 484. - Mitterrand, 13 369 (65,82) ; Chânes, 12 095 (47,48).

#### CLICHY

L. 25 140 ; V. 15 747 ; A. 37,36 % ; Ex. 15 289  
un. g. (Cassier, PS, m.) ..... 8 045 (52,61) 33 E.  
un. d. (Schneider, RPR) ..... 7 244 (47,38) 10 E.  
Nouveaux conseillers : 1 ext. g., 7 PC, 24 PS, 1 div. g., 2 UDF, 3 RPR, 5 div. d.  
Conseil sortant : 14 PC, 19 PS, 3 UDF, 4 RPR, 1 FN, 2 sièges vacants.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 25 140 ; V. 15 436 ; A. 38,89 % ; Ex. 15 036. - un. g. (Cassier, PS, m.) 7 188 (47,58) ; un. d. (Schneider, RPR) 6 420 (42,04) ; FN (Vautier) 1 477 (9,62) ; PS diss. (La Galle) 893 (5,83).  
1988. - L. 25 276 ; V. 19 884 ; A. 22,12 % ; Ex. 19 012. - Mitterrand, 11 119 (56,45) ; Chânes, 7 889 (41,54).

#### FONTENAY-AUX-ROSES

L. 15 218 ; V. 9 663 ; A. 36,50 % ; Ex. 9 415  
un. d. (Molzan, RPR) ..... 4 873 (51,75) 27 E.  
un. g. (Le Bail, PS) ..... 4 542 (48,24) 8 E.  
Nouveaux conseillers : 2 PC, 4 PS, 1 div. g., 6 UDF, 13 RPR, 8 div. d., 1 fcd.  
Conseil sortant : 2 PC, 5 PS, 10 UDF, 14 RPR, 4 div. d. (M. Jean Fournier, UDF, m., s'est retiré entre les deux tours).

(Lire la suite page 16.)

Vivre en Tsar est un art.  
**Tsar**, le nouveau parfum pour hommes de Van Cleef & Arpels.



Parfums  
Van Cleef & Arpels  
Paris

Du 20 Mars au 1<sup>er</sup> Avril, venez découvrir Tsar au rez-de-chaussée des Galeries Lafayette sur le stand des Parfums Van Cleef & Arpels et à la boutique parfums pour hommes, ainsi qu'au 1<sup>er</sup> étage du Galfa Club.  
A cette occasion vous pourrez admirer les bijoux de scène historiques créés depuis 1895 pour Boris Godounov, grâce à l'aimable participation du Théâtre National de l'Opéra de Paris.

Lafayette  
PARIS

## Le second tour

(Suite de la page 15.)

1<sup>er</sup> tour. - L. 15 218 ; V. 9 337 ; A. 38,84 % ; Ex. 9 108. - un. g. (La Ball, PS) 3 869 (40,16) ; RPR (Médard) 3 127 (34,32) ; UDF (Fournier, m.) 2 323 (25,50).

1988. - L. 15 025 ; V. 12 874 ; A. 14,31 % ; Ex. 12 458. - Médard, 6 961 (63,47) ; Chéris, 5 796 (46,82).

## GARCHES

L. 11 097 ; V. 7 140 ; A. 35,65 % ; Ex. 6 983

RPR (Gautier) ..... 3 859 (55,26) 26 E  
UDF (Bodin, m.) ..... 1 718 (24,60) 4 E  
PS (Mignon) ..... 1 406 (20,13) 3 E

Nouveau conseil : 2 PS, 1 div. g., 3 UDF, 21 RPR, 6 div. d.

1<sup>er</sup> tour. - L. 11 087 ; V. 7 478 ; A. 32,81 % ; Ex. 7 342. - un. g. (Gautier) 3 284 (44,48) ; UDF (Bodin, m.) 1 734 (23,93) ; PS (Mignon) 1 025 (13,59) ; écol. (Dalmont) 582 (7,98) ; FN (Fichon) 440 (5,99) ; PC (Rabaud) 317 (4,31).

1988. - L. 10 794 ; V. 8 446 ; A. 12,49 % ; Ex. 8 184. - Chéris, 5 946 (64,74) ; Médard, 3 238 (36,25).

## LA GARENNE-COLOMBES

L. 13 511 ; V. 8 249 ; A. 38,94 % ; Ex. 8 085

un. g. (Catin, CNI, m.) ..... 3 935 (48,67) 26 E  
un. g. (Roussel, PS) ..... 2 714 (33,56) 4 E  
RPR (Dupuis) ..... 1 436 (17,76) 3 E

Nouveau conseil : 1 PC, 5 PS, 8 UDF, 12 RPR, 10 div. d.

1<sup>er</sup> tour. - L. 13 511 ; V. 8 281 ; A. 38,70 % ; Ex. 8 070. - un. d. (Catin, CNI, m.) 3 911 (48,46) ; un. g. (Roussel, PS) 2 864 (37,77) ; RPR (Dupuis) 1 505 (19,76).

1988. - L. 13 376 ; V. 11 244 ; A. 15,93 % ; Ex. 10 827. - Chéris, 5 954 (64,00) ; Médard, 4 973 (45,92).

## LEVALLOIS-PERRET

L. 26 438 ; V. 18 516 ; A. 29,96 % ; Ex. 18 144

un. d. (Balkany, RPR, m.) ..... 9 371 (51,64) 34 E  
un. g. (Henry, PS) ..... 6 287 (34,63) 8 E  
écol. (Doutrelungue) ..... 2 486 (13,70) 3 E

Nouveau conseil : 3 PC, 3 PS, 2 div. g., 6 UDF, 16 RPR, 12 div. d., 3 écol.

1<sup>er</sup> tour. - L. 26 438 ; V. 18 547 ; A. 29,48 % ; Ex. 18 328. - un. d. (Balkany, RPR, m.) 9 371 (51,64) ; un. g. (Henry, PS) 6 287 (34,63) ; écol. (Doutrelungue) 2 486 (13,70) ; FN (Doutrelungue) 1 342 (7,32) ; div. (Kofler) 288 (1,40).

1988. - L. 26 794 ; V. 22 170 ; A. 13,52 % ; Ex. 22 422. - Chéris, 12 007 (63,54) ; Médard, 10 416 (46,48).

## MEUDON

L. 30 611 ; V. 19 163 ; A. 37,39 % ; Ex. 18 859

un. d. (Wolf, UDF-PSD, m.) ..... 7 503 (39,78) 31 E  
un. g. (Ladoux, PS) ..... 5 748 (30,47) 6 E  
div. d. (Crem, RPR, m.) ..... 5 605 (29,73) 6 E

Nouveau conseil : 1 PC, 4 PS, 1 div. g., 11 UDF, 13 RPR, 13 div. d.

1<sup>er</sup> tour. - L. 30 611 ; V. 19 163 ; A. 37,39 % ; Ex. 18 859. - un. d. (Wolf, UDF-PSD, m.) 7 503 (39,78) ; un. g. (Ladoux, PS) 5 748 (30,47) ; div. d. (Crem, RPR, m.) 5 605 (29,73) ; FN (Ladoux) 1 342 (7,32) ; div. (Kofler) 288 (1,40).

1988. - L. 31 187 ; V. 25 388 ; A. 18,99 % ; Ex. 24 626. - Chéris, 12 416 (60,42) ; Médard, 12 208 (46,67).

## LE PLESSIS-ROBINSON

L. 13 123 ; V. 8 881 ; A. 32,32 % ; Ex. 8 591

un. d. (Péron, RPR) ..... 4 324 (50,33) 27 E  
un. g. (Golly, PC, m.) ..... 4 267 (49,66) 8 E

Nouveau conseil : 5 PC, 3 PS, 8 UDF, 14 RPR, 5 div. d. (1 PC invalide).

1<sup>er</sup> tour. - L. 13 124 ; V. 8 847 ; A. 32,88 % ; Ex. 8 578. - un. d. (Péron, RPR) 4 324 (50,33) ; un. g. (Golly, PC, m.) 4 267 (49,66) ; FN (Péron) 2 876 (23,67).

1988. - L. 13 808 ; V. 10 848 ; A. 18,67 % ; Ex. 10 390. - Médard, 6 005 (67,78) ; Chéris, 4 395 (42,28).

## VANVES

L. 15 615 ; V. 10 696 ; A. 31,50 % ; Ex. 10 369

un. d. (Ollivier, RPR, m.) ..... 5 385 (51,93) 27 E  
un. g. (Démias, PS) ..... 4 984 (48,06) 8 E

Nouveau conseil : 1 PC, 7 PS, 8 UDF, 12 RPR, 5 div. d.

1<sup>er</sup> tour. - L. 15 615 ; V. 10 142 ; A. 36,04 % ; Ex. 9 826. - un. d. (Ollivier, RPR, m.) 5 385 (51,93) ; un. g. (Démias, PS) 4 984 (48,06) ; FN (Démias) 2 228 (14,40).

1988. - L. 15 650 ; V. 13 414 ; A. 13,73 % ; Ex. 12 981. - Médard, 6 057 (61,28) ; Chéris, 5 324 (46,71).

## SEINE-SAINT-DENIS

Avec vingt-cinq mairies à la gauche et quinze à la droite, le rapport de force est exactement le même qu'en 1983. Mais le PS, qui dirige maintenant six communes, a regagné la ville de Pavillons-sous-Bois, qu'il avait perdue en 1983, alors que le PC, avec dix-neuf communes, n'a réussi ni à reprendre Villepinte, ni à arracher Aulnay-sous-Bois au maire RPR sortant, M. Abrioux, et en plus a perdu Dugny. Un accord entre les deux partis de gauche n'avait pu se réaliser à Noisy-le-Grand, où leurs deux listes restaient concurrentes le 19 mars. Si le candidat socialiste a recueilli 14 points supplémentaires par rapport au premier tour, son concurrent communiste a perdu près de la moitié des voix qu'il avait obtenues le 12 mars à la division de la gauche a ainsi permis la réflexion de M<sup>me</sup> Françoise

Richard (RPR). Un mauvais report de voix socialistes est aussi en partie responsable de la défaite communiste de Villepinte.

Le Front national a, en général, perdu des voix d'un tour à l'autre, mais, à Sevran, M. Roger Holschneider a obtenu au deuxième tour 24,10 % des suffrages exprimés, améliorant de 4 points son score du 12 mars. Il n'est distant par le candidat RPR que de 23 voix.

## AULNAY-SOUS-BOIS

L. 40 223 ; V. 25 291 ; A. 37,12 % ; Ex. 24 716

un. d. (Abrioux, RPR, m.) ..... 12 327 (49,87) 37 E  
un. g. (Thomas, PC) ..... 9 775 (39,54) 18 E  
FN (Dubois) ..... 2 614 (10,57) 2 E

Nouveau conseil : 5 PC, 5 PS, 2 UDF-CDS, 1 UDF-PR, 1 UDF-rad., 8 UDF, 15 RPR, 3 CNI, 7 div. d., 2 FN.

1<sup>er</sup> tour. - L. 40 223 ; V. 23 964 ; A. 40,46 % ; Ex. 23 518. - un. d. (Abrioux, RPR, m.) 9 775 (42,12) ; PC (Thomas) 6 416 (23,02) ; PS (Dubois) 4 232 (17,89) ; FN (Dubois) 3 394 (16,46) ; div. d. (Dubois) 331 (1,43).

1988. - L. 40 087 ; V. 32 115 ; A. 18,94 % ; Ex. 30 782. - Médard, 17 494 (66,83) ; Chéris, 13 288 (43,18).

## CLICHY-SOUS-BOIS

L. 10 262 ; V. 6 145 ; A. 40,11 % ; Ex. 6 063

un. g. (Duchamps, PC, m.) ..... 2 638 (43,50) 26 E  
un. g. (Boutillier, RPR) ..... 2 190 (36,12) 6 E  
FN (Coté) ..... 691 (11,39) 2 E  
div. g. (Téte) ..... 544 (8,97) 1 E

Nouveau conseil : 14 PC, 12 PS, 1 div. g., 2 UDF, 4 RPR, 2 FN.

1<sup>er</sup> tour. - L. 10 262 ; V. 6 121 ; A. 40,30 % ; Ex. 5 989. - un. g. (Duchamps, PC, m.) 2 638 (43,50) ; un. d. (Boutillier, RPR) 2 190 (36,12) ; FN (Coté) 691 (11,39) ; div. g. (Téte) 544 (8,97).

1988. - L. 10 022 ; V. 8 189 ; A. 22,86 % ; Ex. 7 781. - Médard, 4 498 (68,02) ; Chéris, 3 248 (41,87).

## NOISY-LE-GRAND

L. 24 228 ; V. 15 860 ; A. 34,53 % ; Ex. 15 507

un. d. (Richard, RPR, m.) ..... 7 020 (45,26) 32 E  
PS (Salomon) ..... 5 928 (38,22) 8 E  
FN (Soudet) ..... 1 531 (9,87) 2 E  
PC (Goumann) ..... 1 028 (6,62) 1 E

Nouveau conseil : 1 PC, 8 PS, 3 UDF-PR, 1 UDF-rad., 2 UDF-CDS, 6 UDF, 16 RPR, 4 div. d., 2 FN.

1<sup>er</sup> tour. - L. 24 228 ; V. 15 860 ; A. 34,53 % ; Ex. 15 507. - un. d. (Richard, RPR, m.) 7 020 (45,26) ; PS (Salomon) 5 928 (38,22) ; FN (Soudet) 1 531 (9,87) ; PC (Goumann) 1 028 (6,62) ; div. d. (Goumann) 888 (6,05).

1988. - L. 24 442 ; V. 20 450 ; A. 16,51 % ; Ex. 19 588. - Médard, 11 081 (66,57) ; Chéris, 9 607 (43,42).

## NOISY-LE-SEC

L. 20 007 ; V. 10 985 ; A. 45,09 % ; Ex. 10 648

un. g. (Gauthier, PC, m.) ..... 5 700 (53,53) 31 E  
un. d. (Catin, UDF-PR) ..... 3 079 (28,91) 5 E  
FN (Pirou-Prat) ..... 1 869 (17,55) 3 E

Nouveau conseil : 20 PC, 11 PS, 2 UDF, 3 RPR, 3 FN.

1<sup>er</sup> tour. - L. 20 007 ; V. 11 028 ; A. 44,87 % ; Ex. 10 728. - un. g. (Gauthier, PC, m.) 5 700 (53,53) ; un. d. (Catin, UDF-PR) 3 079 (28,91) ; FN (Pirou-Prat) 1 869 (17,55) ; div. d. (Catin) 926 (14,51) 2 E.

1988. - L. 20 138 ; V. 16 127 ; A. 21,47 % ; Ex. 16 368. - Médard, 9 325 (60,72) ; Chéris, 6 080 (38,27).

## LES PAVILLONS-SOUS-BOIS

L. 11 268 ; V. 6 996 ; A. 37,89 % ; Ex. 6 795

un. g. (Fortel, PS) ..... 3 244 (47,74) 25 E  
un. d. (Courtois, RPR) ..... 2 020 (29,72) 5 E  
FN (Briand) ..... 926 (14,51) 2 E  
div. d. (Roulland, UDF, m.) ..... 545 (8,02) 1 E

Nouveau conseil : 1 PC, 24 PS, 2 UDF, 3 RPR, 1 div. d., 2 FN.

1<sup>er</sup> tour. - L. 11 268 ; V. 6 996 ; A. 37,89 % ; Ex. 6 795. - un. g. (Fortel, PS) 3 244 (47,74) ; un. d. (Courtois, RPR) 2 020 (29,72) ; FN (Briand) 926 (14,51) ; div. d. (Roulland, UDF, m.) 545 (8,02) ; div. d. (Fortel) 324 (4,74).

1988. - L. 11 218 ; V. 9 042 ; A. 20,10 % ; Ex. 8 823. - Médard, 4 342 (50,38) ; Chéris, 4 281 (46,84).

## SEVRAN

L. 21 322 ; V. 12 522 ; A. 41,27 % ; Ex. 12 202

un. g. (Vergnaud, PC, m.) ..... 6 299 (51,62) 33 E  
un. d. (Garnier, RPR) ..... 2 963 (24,28) 5 E  
FN (Holschneider) ..... 2 940 (24,09) 5 E

Nouveau conseil : 17 PC, 15 PS, 1 div. g., 2 UDF, 3 RPR, 5 FN.

1<sup>er</sup> tour. - L. 21 322 ; V. 12 061 ; A. 43,43 % ; Ex. 11 708. - un. g. (Vergnaud, PC, m.) 6 299 (51,62) ; un. d. (Garnier, RPR) 2 963 (24,28) ; FN (Holschneider) 2 940 (24,09) ; div. d. (Garnier) 530 (4,47).

1988. - L. 21 428 ; V. 17 319 ; A. 18,17 % ; Ex. 16 548. - Médard, 10 428 (63,01) ; Chéris, 8 120 (48,58).

## VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

L. 17 680 ; V. 10 812 ; A. 38,84 % ; Ex. 10 598

un. d. (Calmagie, RPR, m.) ..... 4 878 (46,02) 26 E  
un. g. (Simon, PS) ..... 4 355 (41,09) 7 E  
FN (Delporte) ..... 1 365 (12,87) 2 E

Nouveau conseil : 7 PS, 6 UDF, 13 RPR, 1 CNI, 2 UDF-PR, 1 UDF-rad., 3 div. d., 2 FN.

Conseil sortant : 2 PC, 6 PS, 4 UDF-CDS, 2 UDF-PR, 4 UDF, 13 RPR, 4 div. d.

1<sup>er</sup> tour. - L. 17 684 ; V. 10 802 ; A. 40,81 % ; Ex. 10 174. - un. d. (Calmagie, RPR, m.) 4 878 (46,02) ; un. g. (Simon, PS) 4 355 (41,09) ; FN (Delporte) 1 365 (12,87) ; div. d. (Simon) 725 (7,12).

1988. - L. 17 780 ; V. 14 388 ; A. 18,12 % ; Ex. 13 882. - Chéris, 7 407 (63,33) ; Médard, 6 476 (46,34).

## VILLEPINTE

L. 13 000 ; V. 8 864 ; A. 31,81 % ; Ex. 8 661

un. d. (Lefort, RPR, m.) ..... 4 230 (48,83) 26 E  
un. g. (Assani, PC, d.) ..... 3 818 (44,08) 8 E  
FN (Dell'Ara) ..... 613 (7,07) 1 E

Nouveau conseil : 4 PC, 4 PS, 2 UDF-CDS, 1 UDF-PR, 1 UDF-rad., 6 UDF, 13 RPR, 3 div. d., 1 FN.

1<sup>er</sup> tour. - L. 13 000 ; V. 8 577 ; A. 34,02 % ; Ex. 8 440. - un. d. (Lefort, RPR, m.) 4 230 (48,83) ; un. g. (Assani, PC, d.) 3 818 (44,08) ; FN (Dell'Ara) 613 (7,07) ; div. d. (Assani, UDF-PR) 336 (4,00).

1988. - L. 13 000 ; V. 10 051 ; A. 20,21 % ; Ex. 10 182. - Médard, 6 852 (67,21) ; Chéris, 4 361 (42,78).

## VAL-DE-MARNE

Les élections municipales se sont traduites par une étonnante stabilité. Sur les quarante-sept communes de ce département, seule Ville-neuve-Saint-Georges a vraiment changé de camp. Le PC avait élu, après intervention des tribunaux, le laïciste il y a six ans. La gauche la reprend cette fois, mais c'est un MRG qui en profite après avoir largement devancé la liste communiste au premier tour. M. Roger-Gérard Schwartzzenberg peut même se féliciter d'avoir obtenu un fort bon report des voix de gauche, alors que le maire sortant ne faisait pas le plein des voix de droite. Il y a aussi le cas particulier d'Orly, que le PC perd pour avoir voulu s'opposer au maire sortant, pourtant communiste, mais pas assez docile.

A droite, il y a eu aussi des transferts d'un parti à l'autre, comme à Bry-sur-Marne, où le RPR a pris le dessus sur le maire sortant UDF-CDS. Les chiraquiens peuvent aussi se féliciter d'avoir sauvé le Kremlin-Bicêtre et La Queue-en-Brie, où leur maire sortant paraissait menacé à l'issue du premier tour ; la partie fut particulièrement serrée dans la première de ces villes, où le candidat socialiste a sensiblement amélioré le score de la gauche d'un tour à l'autre. Mais le PS doit constater que, dans ce département, où il avait obtenu 30,97 % des suffrages exprimés au premier tour des législatives de juin dernier, il est bien loin, avec neuf villes, d'avoir une implantation municipale correspondant à son influence électorale.

## CHENNEVIERES-SUR-MARNE

L. 8 633 ; V. 5 178 ; A. 40,02 % ; Ex. 5 074

un. d. (Lévine, RPR) ..... 2 248 (44,30) 24 E  
PS (Terjimean) ..... 1 519 (29,93) 5 E  
div. d. (Soubrasse, UDF-CDS) ..... 663 (13,06) 2 E  
FN (Schneider) ..... 644 (12,69) 2 E

Nouveau conseil : 5 PS, 1 UDF, 6 RPR, 19 div. d., 2 FN.

1<sup>er</sup> tour. - L. 8 633 ; V. 5 285 ; A. 38,78 % ; Ex. 5 208. - un. d. (Lévine, RPR) 2 248 (44,30) ; PS (Terjimean) 1 519 (29,93) ; div. d. (Soubrasse, UDF-CDS) 663 (13,06) ; FN (Schneider) 644 (12,69) ; div. d. (Lévine) 210 (4,00).

1988. - L. 8 740 ; V. 7 408 ; A. 15,24 % ; Ex. 3 708 (61,85) ; Médard, 3 444 (48,14).

## LE KREMLIN-BICETRE

L. 10 456 ; V. 6 953 ; A. 33,50 % ; Ex. 6 752

un. d. (Lefort, RPR, m.) ..... 4 113 (59,54) 25 E  
un. g. (Laurant, PS) ..... 3 339 (49,45) 8 E

Nouveau conseil : 3 PC, 4 PS, 1 MRG, 9 UDF, 11 RPR, 5 div. d.

1<sup>er</sup> tour. - L. 10 456 ; V. 6 888 ; A. 34,31 % ; Ex. 6 788. - un. d. (Lefort, RPR, m.) 4 113 (59,54) ; un. g. (Laurant, PS) 3 339 (49,45) ; FN (Laurant) 1 001 (14,61) ; div. d. (Lefort) 447 (6,50) ; div. d. (Laurant) 322 (4,68) ; div. d. (Lefort) 210 (4,00).

1988. - L. 8 740 ; V. 7 408 ; A. 15,24 % ; Ex. 3 708 (61,85) ; Médard, 3 444 (48,14).

## ORLY

L. 12 486 ; V. 7 330 ; A. 41,29 % ; Ex. 7 165

div. g. (Vieux, m.) ..... 3 782 (52,78) 27 E  
un. g. (Garnier, PC) ..... 2 222 (31,12) 5 E  
div. d. (Laurant, PS) ..... 1 153 (16,09) 3 E

Nouveau conseil : 15 rec., 5 PC, 12 PS, 5 div. d., 3 div. d.

1<sup>er</sup> tour. - L. 12 486 ; V. 7 318 ; A. 41,40 % ; Ex. 7 147. - div. g. (Vieux, m.) 3 782 (52,78) ; un. g. (Garnier, PC) 2 222 (31,12) ; div. d. (Laurant, PS) 1 153 (16,09) ; div. d. (Garnier) 830 (11,07) ; un. d. (Laurant, PS) 788 (11,01) ; div. d. (Laurant) 447 (6,50) ; div. d. (Laurant) 322 (4,68) ; div. d. (Laurant) 210 (4,00).

1988. - L. 12 704 ; V. 8 383 ; A. 28,08 % ; Ex. 9 023. - Médard, 6 203 (68,78) ; Chéris, 3 381 (41,44).

## VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

L. 14 592 ; V. 10 191 ; A. 30,16 % ; Ex. 9 764

un. g. (Schwartzzenberg, MRG, d.) ..... 5 886 (60,28) 28 E  
un. d. (Paisie, div. d.) ..... 3 878 (39,71) 7 E

Nouveau conseil : 1 ext. g., 11 PC, 10 PS, 1 maj. p., 5 MRG, 2 UDF, 4 div. d., 1 écol.

1<sup>er</sup> tour. - L. 14 592 ; V. 10 118 ; A. 30,86 % ; Ex. 9 910. - maj. p. (Schwartzzenberg, MRG, d.) 5 886 (60,28) ; un. d. (Paisie, div. d.) 3 878 (39,71) ; div. d. (Paisie) 2 222 (22,12) ; div. d. (Paisie) 1 153 (11,57) ; div. d. (Paisie) 830 (8,08) ; div. d. (Paisie) 577 (5,82).

1988. - L. 15 371 ; V. 12 671 ; A. 17,58 % ; Ex. 12 138. - Médard, 7 086 (63,30) ; Chéris, 4 464 (38,88).

## VAL-D'OISE

Ces élections n'ont en rien bouleversé la géographie municipale du Val-d'Oise. Sur les vingt-trois villes les plus importantes, deux seulement changent de camp : Cergy et Taverny, toutes deux passant de la droite aux socialistes. La première permet au PS d'asseoir son implantation dans la ville nouvelle de Cergy-Pontoise ; depuis longtemps il s'agissait que la sociologie lui serait profitable, mais il s'est attendu à la décevoir de l'ancien maire de Cergy, qui, notable rural, avait su s'adapter aux souhaits des jeunes techniciens et cadres moyens qui avaient envahi sa commune. La victoire d'une proche de M. Rocard permettra sans doute à un autre de ses proches, M. Alain Richard, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, de prendre la présidence du conseil de l'agglomération nouvelle. A Taverny, le PS retrouve une mairie qu'il avait dû abandonner il y a six ans ; il ne l'espérait plus au soir du premier tour, les résultats lui étant par trop défavorables, mais le RPR paye, la sans doute, son refus de confier la tête de sa liste au maire sortant pour l'offrir à un ancien conseiller. Le sortant ayant fait dissidence, le report s'est fait assez pénible au second tour. Le PS, en revanche, pouvait espérer prendre une troisième ville, Sarcelles, si les communistes avaient respecté la « discipline républi-

caine ». Les électeurs du



# des élections municipales

## AIN

La gauche, qui a conquis quatre villes de plus de 3 500 habitants à l'issue de ces élections municipales, voit cet avantage réduit par son échec à Bourg-en-Bresse, chef-lieu du département, où le maire socialiste sortant, M. Jean Moreteau, est battu par la liste d'union de la droite conduite par le radical valaisien, M. Paul Morin.

La gauche, qui perd à Bourg-en-Bresse plus de 7 points par rapport aux élections de 1983, doit sans doute sa défaite au faible report des voix communistes au premier tour (5,54 %). La liste du maire socialiste n'a en outre que faiblement mobilisé les abstentionnistes du premier tour, tombés de 37,02 % à 29,88 % au second tour, qui se sont reportés en plus grand nombre sur le candidat de la droite, élu avec 600 voix d'avance.

La droite, qui reste à la tête de douze villes en confirmant son implantation à Miribel et à Saint-Maurice-de-Beynost, doit essentiellement ses résultats à la stratégie de l'union.

### BOURG-EN-BRESSE

L. 22 074 ; V. 15 480 ; A. 29,87 % ; Ex. 15 125  
un. d. (Morin, UDF-rad.) ..... 7 983 (52,78) 30 E.  
un. g. (Moreteau, PS, m.) ..... 7 142 (47,21) 9 E.  
Nouveau conseil : 2 PC, 4 PS, 1 MRG, 2 UDF-rad, 2 UDF-CDS, 3 UDF-PR, 1 UDF-P, 1 UDF, 7 div. d., 3 RPR, 3 app. RPR, 1 Verts, 9 div.  
Conseil sortant : 3 PSU, 7 PC, 15 PS, 3 MRG, 1 div. g., 1 MD, 1 UDF-rad., 3 UDF-PR, 5 RPR.

1<sup>er</sup> tour : L. 22 074 ; V. 15 480 ; A. 29,87 % ; Ex. 15 125. - un. d. (Morin, UDF-rad.) 7 983 (52,78) ; un. g. (Moreteau, PS, m.) 7 142 (47,21) ; PC (Morin) 539 (3,22).

1988 : L. 22 008 ; V. 15 611 ; A. 15,43 % ; Ex. 18 008. - Mitterrand, 9 464 (62,58) ; Chirac, 8 542 (47,41).

## AISNE

La gauche a perdu Laon, mais elle a gagné Saint-Quentin et Châteauneuf-Thierry, alors que les observateurs la donnaient gagnante à Chateau-Thierry.

A Laon, M. Jean-Claude Lamant (RPR) a pris sa revanche sur le maire socialiste, M. René Dosière, qui lui avait ravi son siège de député en 1988.

A Saint-Quentin, le député communiste, M. Daniel Le Meur, continue son chassé-croisé avec le maire RPR sortant, M. Jacques Bracconier. Une fois l'un, une fois l'autre. Cette fois, M. Le Meur l'emporte.

Mais la surprise de ces municipales vient de la victoire d'un socialiste à Châteauneuf-Thierry. Après avoir devancé la liste communiste d'un ancien maire à l'issue du premier tour, M. Dominique Jourdain s'empare de l'un des plus vieux fiefs radicaux, jusque-là tenu par un ancien ministre, qui ne se représentait pas, M. André Rossi. C'est la première fois, depuis les débuts de la Ve République, qu'un socialiste s'installe à la mairie de Châteauneuf-Thierry.

A Chateau-Thierry, deux listes divers droite étaient en présence dans une triangulaire avec le PCF. Le premier adjoint, M. Marcel Lalonde, qui est aussi l'un des responsables nationaux du syndicat Force ouvrière, arrive devant le maire sortant, M. Yves Brinon.

A Hirson, la liste sortante du maire RPR, M. Georges Lapeyre, conserve la mairie. Ainsi, au terme de ces municipales, la gauche aura repris Villers-Cotterêts, Châteauneuf-Thierry et Saint-Quentin à la droite, tandis que la droite s'est emparée de Laon et de Bohain.

### LAON

L. 16 153 ; V. 12 789 ; A. 20,82 % ; Ex. 12 683  
un. d. (Lamant, RPR) ..... 6 349 (50,05) 27 E.  
un. g. (Dosière, PS, m.) ..... 5 295 (41,74) 7 E.  
Verts (Turquin) ..... 1 059 (8,19) 1 E.  
Nouveau conseil : 3 PC, 4 PS, 7 RPR, 5 UDF, 15 div. d., 1 Verts.

Conseil sortant : 5 PC, 25 PS et app., 3 RPR.

1<sup>er</sup> tour : L. 16 153 ; V. 12 789 ; A. 20,82 % ; Ex. 12 683. - un. d. (Lamant, RPR) 6 349 (50,05) ; un. g. (Dosière, PS, m.) 5 295 (41,74) ; Verts (Turquin) 1 059 (8,19).

1988 : L. 16 381 ; V. 13 470 ; A. 17,78 % ; Ex. 13 068. - Mitterrand, 7 598 (58,18) ; Chirac, 5 480 (41,81).

### CHATEAU-THIERRY

L. 8 823 ; V. 6 128 ; A. 30,54 % ; Ex. 5 964  
un. g. (Jourdain, PS) ..... 3 098 (51,94) 25 E.  
un. d. (Lalonde, PS, m.) ..... 2 866 (46,85) 8 E.  
Nouveau conseil : 6 PC, 8 PS, 11 div. g., 2 UDF, 2 RPR, 4 div. d.

Conseil sortant : 5 PC, 2 PS, 25 div. d., 1 UDF-rad. (M. André Rossi, UDF-rad., m., n.s.r.p.).

1<sup>er</sup> tour : L. 8 823 ; V. 6 128 ; A. 30,54 % ; Ex. 5 964. - un. d. (Lalonde, UDF) 2 866 (46,85) ; un. g. (Jourdain, PS) 3 098 (51,94) ; PC (Lalonde) 904 (14,21) ; PS (Lalonde) 800 (14,94) ; FN (Lalonde) 402 (7,50) ; RPR (Lalonde) 320 (5,97).

1988 : L. 8 449 ; V. 5 804 ; A. 18,61 % ; Ex. 6 530. - Mitterrand, 4 023 (51,80) ; Chirac, 2 807 (38,20).

### CHATEAUNEUF-THIERRY

L. 8 410 ; V. 6 010 ; A. 28,53 % ; Ex. 5 813  
div. d. (Lalonde) ..... 2 540 (43,69) 24 E.  
div. d. (Brinon) ..... 1 786 (30,72) 5 E.  
un. g. (Lamant, PC) ..... 1 487 (25,58) 4 E.  
Nouveau conseil : 2 PC, 4 PS, 19 maj. p., 3 RPR, 5 div. d.

Conseil sortant : 3 PC, 2 PS, 28 div. d.

1<sup>er</sup> tour : L. 8 410 ; V. 6 010 ; A. 28,53 % ; Ex. 5 813. - un. d. (Lalonde, UDF) 2 540 (43,69) ; un. g. (Lamant, PC) 1 487 (25,58) ; PC (Lalonde) 904 (14,21) ; PS (Lalonde) 800 (14,94) ; FN (Lalonde) 402 (7,50) ; RPR (Lalonde) 320 (5,97).

1988 : L. 8 449 ; V. 5 804 ; A. 18,61 % ; Ex. 6 530. - Mitterrand, 4 023 (51,80) ; Chirac, 2 807 (38,20).

### HIRSON

L. 7 388 ; V. 6 018 ; A. 18,54 % ; Ex. 5 892  
un. d. (Lapeyre, RPR, m.) ..... 3 027 (51,37) 25 E.  
un. g. (Thomès, PS) ..... 2 865 (46,82) 8 E.  
Nouveau conseil : 4 PC, 4 PS, 7 RPR, 5 UDF, 13 div. d.  
Conseil sortant : 2 PC, 6 PS, 1 UDF, 4 RPR, 20 div. d.

1<sup>er</sup> tour : L. 7 388 ; V. 6 018 ; A. 18,54 % ; Ex. 5 892. - un. d. (Lapeyre, RPR, m.) 3 027 (51,37) ; un. g. (Thomès, PS) 2 865 (46,82) ; PC (Thomès) 1 889 (34,47) ; PC (Bourgeois) 989 (16,28).

1988 : L. 7 484 ; V. 6 159 ; A. 17,70 % ; Ex. 6 874. - Mitterrand, 3 768 (57,12) ; Chirac, 2 828 (42,87).

### SAINT-QUENTIN

L. 37 616 ; V. 28 848 ; A. 23,30 % ; Ex. 27 673  
un. g. (Le Meur, PC, d.) ..... 14 235 (51,44) 37 E.  
un. d. (Bracconier, RPR, m.) ..... 12 438 (48,55) 12 E.  
Nouveau conseil : 12 PC, 11 PS, 14 div. g., 4 RPR, 3 UDF, 5 div. d.

Conseil sortant : 6 PC, 6 PS, 13 UDF, 9 RPR, 15 div. d.

1<sup>er</sup> tour : L. 37 616 ; V. 28 848 ; A. 23,30 % ; Ex. 27 673. - un. g. (Le Meur, PC, d.) 14 235 (51,44) ; un. d. (Bracconier, RPR, m.) 12 438 (48,55) ; AD (Chirac) 3 294 (13,21) ; FN (Chirac) 1 424 (5,71).

1988 : L. 37 387 ; V. 32 037 ; A. 14,30 % ; Ex. 30 906. - Mitterrand, 19 232 (62,43) ; Chirac, 11 673 (37,56).

## ALLIER

En recueillant 53,10 % des voix à Vichy, M. Claude Malluret (UDF-PR) obtient une écrasante victoire face au maire sortant, M. Jacques Lacar, exclu du Parti républicain, qui s'était maintenu au second tour. L'ancien secrétaire d'Etat aux droits de l'homme gagne 10 points par rapport au premier tour, alors que le maire sortant en perd 4.

A Montluçon, le maire communiste sortant, M. Pierre Goldberg, gagne près de 400 voix d'un tour à l'autre, mais ne franchit pas pour autant la barre des 50 %. Il perd même près de 1 point de pourcentage, alors que M. Jacky Flouzat, ancien conseiller général communiste, à la tête de la liste Nouvelle Gauche, confirme sensiblement son score du premier tour. Le PCF perd Bourbon-l'Archambault, mais gagne Varennes-sur-Allier. M. François Gréze (majorité présidentielle), maire sortant de Lapalisse, qui ne faisait pas alliance avec les communistes, remporte cette fois-ci la triangulaire, alors qu'il avait échoué dans une situation semblable aux élections cantonales de l'automne dernier.

A Belliver-sur-Allier, M. Pierre Corniou (MRG) retrouve, malgré la présence d'un candidat socialiste à la tête d'une liste d'union de la gauche, le siège qu'il avait occupé jusqu'en 1983. Les Verts font leur apparition sur la scène bourbonnaise avec, à Gannat, l'élection de M. Michel Durand, dont la liste s'est maintenue face au maire sortant socialiste, M. Louis Hugnet, réélu.

### MONTLUÇON

L. 31 462 ; V. 22 082 ; A. 29,81 % ; Ex. 21 559  
un. g. (Goldberg, PC, m., d.) ..... 10 484 (48,62) 33 E.  
un. d. (Lacar, div. d.) ..... 8 456 (39,22) 8 E.  
un. g. (Flouzat, NG) ..... 2 619 (12,14) 2 E.  
Nouveau conseil : 2 NG, 22 PC, 11 PS, 1 UDF, 3 RPR, 3 div. d.

Conseil sortant : 20 PC, 1 rdn., 12 PS, 1 MRG, 3 RPR, 3 UDF, 3 div. d.

1<sup>er</sup> tour : L. 31 462 ; V. 22 082 ; A. 29,81 % ; Ex. 21 559. - un. g. (Goldberg, PC, m., d.) 10 484 (48,62) ; un. d. (Lacar, div. d.) 8 456 (39,22) ; un. g. (Flouzat, NG) 2 619 (12,14) ; PC (Lacour) 928 (3,96).

1988 : L. 31 823 ; V. 28 106 ; A. 17,44 % ; Ex. 24 959. - Mitterrand, 15 305 (51,58) ; Chirac, 9 594 (28,43).

### VICHY

L. 19 944 ; V. 13 786 ; A. 30,87 % ; Ex. 13 427  
un. d. (Malluret, UDF-PR) ..... 7 130 (53,10) 31 E.  
un. g. (Lacar, UDF-PR, m.) ..... 3 183 (23,70) 4 E.  
un. g. (Gannat, PS) ..... 3 114 (23,19) 4 E.  
Nouveau conseil : 3 PS, 1 div. g., 1 UDF-rad., 4 UDF-CDS, 8 UDF-PR, 12 RPR, 10 div. d.

Conseil sortant : 1 PC, 3 PS, 1 MRG, 1 div. g., 2 UDF-rad., 3 UDF-CDS, 12 UDF-PR, 10 RPR, 6 div. d.

1<sup>er</sup> tour : L. 19 944 ; V. 13 786 ; A. 30,87 % ; Ex. 13 427. - un. d. (Malluret, UDF-PR) 7 130 (53,10) ; un. g. (Lacar, UDF-PR, m.) 3 183 (23,70) ; un. g. (Gannat, PS) 3 114 (23,19) ; PC (Lacour) 928 (3,96).

1988 : L. 19 985 ; V. 16 125 ; A. 18,83 % ; Ex. 15 563. - Chirac, 9 173 (58,94) ; Mitterrand, 6 390 (41,06).

## ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

La surprise du second tour, dans les trois villes de plus de 3 500 habitants qui ont élu deux candidats, n'est venue ni de Manosque ni de Digne où MM. Louis Raffalli et Pierre Rinaldi, tous deux RPR, ont été réélus, mais de Forcalquier, où le maire sortant, M. Pierre Delmar, ancien député (RPR), a été battu de 5 voix par le socialiste M. Raymond Franjou.

A Digne, M. Rinaldi perd plus de points par rapport à son résultat de 1983, mais obtient le même nombre d'élus, vingt-six contre sept à la gauche unie.

A Manosque, M. Raffalli qui, entre les deux tours, avait scellé l'union avec son rival UDF-rad., M. Gérard Vellin, a bénéficié d'un excellent report de voix de la droite parlementaire et du soutien de l'extrême droite. Sa liste comportait en effet trois candidats issus du Front national, dont deux ont été élus. A gauche, M. André Bellon, député (PS), obtient 47,18 % des suffrages (un élu).

### DIGNE

L. 10 524 ; V. 8 289 ; A. 21,23 % ; Ex. 8 010  
un. d. (Rinaldi, RPR, m.) ..... 4 258 (53,15) 26 E.  
un. g. (Fim, PS) ..... 3 752 (46,84) 7 E.  
Nouveau conseil : 1 MRC, 1 PC, 4 PS, 1 MRG, 1 UDF-rad., 9 RPR, 3 app. RPR, 13 div. d.

Conseil sortant : 3 PC, 4 PS, 2 UDF-CDS, 1 UDF-rad., 1 UDF, 22 RPR.

1<sup>er</sup> tour : L. 10 524 ; V. 8 289 ; A. 21,23 % ; Ex. 8 010. - un. d. (Rinaldi, RPR, m.) 4 258 (53,15) ; un. g. (Fim, PS) 3 752 (46,84) ; PC (Lacour) 928 (3,96).

1988 : L. 10 405 ; V. 8 708 ; A. 16,29 % ; Ex. 8 374. - Mitterrand, 4 286 (51,30) ; Chirac, 4 078 (48,69).

### MANOSQUE

L. 13 115 ; V. 9 724 ; A. 25,85 % ; Ex. 9 333  
un. d. (Raffalli, RPR, m.) ..... 4 929 (52,81) 25 E.  
un. g. (Vellin, PS, d.) ..... 4 404 (47,18) 8 E.  
Nouveau conseil : 2 PC, 3 PS, 1 MRG, 2 div. g., 1 UDF-rad., 5 UDF, 9 RPR, 8 div. d., 2 FN.

Conseil sortant : 3 PC, 4 PS, 1 UDF-rad., 12 UDF et app., 13 RPR et app.

1<sup>er</sup> tour : L. 13 115 ; V. 9 724 ; A. 25,85 % ; Ex. 9 333. - un. d. (Raffalli, RPR, m.) 4 929 (52,81) ; un. g. (Vellin, PS, d.) 4 404 (47,18) ; PC (Lacour) 928 (3,96).

1988 : L. 13 115 ; V. 9 724 ; A. 25,85 % ; Ex. 9 333. - un. d. (Raffalli, RPR, m.) 4 929 (52,81) ; un. g. (Vellin, PS, d.) 4 404 (47,18) ; PC (Lacour) 928 (3,96).

## HAUTES-ALPES

A Gap, deux listes restaient en présence, celle de M. Pierre Bernard-Raymond (UDF-CDS) et celle de l'union de la gauche, le PS ayant intégré des communistes pour le second tour. Sur sa lancée favorable, M. Bernard-Raymond a remporté, avec 55,46 % des suffrages, 31 sièges (sur 39). Avec sept points de moins qu'en 1983, la droite ne perd qu'un siège.

M. Bernard Givaudan, maire sortant (modéré), ne se représentait pas.

### GAP

L. 21 474 ; V. 15 653 ; A. 27,10 % ; Ex. 15 014  
un. d. (Bernard-Raymond, UDF-CDS) ..... 8 327 (55,46) 31 E.  
un. g. (Graglia, PS) ..... 6 687 (44,53) 8 E.  
Nouveau conseil : 3 PC, 3 PS, 1 MRG, 1 maj. p., 12 UDF, 7 RPR, 12 div. d.

Conseil sortant : 2 PC, 4 PS, 1 MRG, 14 UDF-CDS, 1 UDF-PR, 1 UDF-rad., 6 RPR, 10 div. d. (M. Bernard Givaudan, UDF, m., n.s.r.p.).

1<sup>er</sup> tour : L. 21 474 ; V. 15 653 ; A. 27,10 % ; Ex. 15 014. - un. d. (Bernard-Raymond, UDF-CDS) 8 327 (55,46) ; un. g. (Graglia, PS) 6 687 (44,53) ; PC (Lacour) 928 (3,96).

1988 : L. 21 201 ; V. 18 134 ; A. 14,46 % ; Ex. 17 447. - Chirac, 8 258 (50,58) ; Mitterrand, 8 621 (48,41).

## ALPES-MARITIMES

Le second tour a confirmé les positions qui paraissent acquies au soir du 12 mars. Ainsi, à Nice, Grasse, Cagnes-sur-Mer, Vallauris, Le Cannet, Mandelieu-La Napoule, les maires sortants retrouvent leur siège sans réelle difficulté.

Trois municipalités changent de maire : Cannes, où M. Michel Mouillot (UDF-PR) l'emporte, battant le maire sortant, M. Anne-Marie Dupuy (RPR), de 581 voix ; Menton, où M. Jean-Claude Guibal (UDF) succède au général Emmanuel Aubert (RPR), qui s'était retiré après le premier tour ; Vence, où le maire sortant, M. Bernard Demichelis (RPR), perd son fauteuil au profit de M. Christian Iacono (apparenté UDF). Dans ces trois cas le glissement s'est opéré du RPR vers l'UDF.

Autre changement notable : Valbonne passe à gauche, M. Rolland, PS, battant le maire sortant, M. Gustave Girard (divers droite). Valbonne devient ainsi la première ville de plus de 3 500 habitants du département à se doter d'un maire socialiste.

Sur l'ensemble du département, la droite maintient ou renforce ses positions, cependant que la gauche enregistre une certaine érosion. Léger effritement également du Front national, qui, cependant, pour la première fois, aura des conseillers à Nice, Cannes, Cagnes-sur-Mer, Le Cannet, Mandelieu et Vallauris.

### NICE

L. 231 984 ; V. 141 805 ; A. 38,87 % ; Ex. 137 139  
un. d. (Mouillot, RPR, m.) ..... 64 121 (46,75) 51 E.  
un. g. (Colonna, PS) ..... 46 044 (33,57) 11 E.  
FN (Peyron) ..... 26 574 (19,66) 7 E.  
Nouveau conseil : 2 PC, 7 PS, 2 maj. p., 8 UDF, 16 RPR, 27 div. d., 7 FN.

Conseil sortant : 4 PC, 4 PS, 3 div. g., 6 UDF-rad., 1 UDF-CDS, 10 UDF-PR, 12 RPR, 1 CN, 10 div. d., 9 div.

1<sup>er</sup> tour : L. 231 984 ; V. 141 805 ; A. 38,87 % ; Ex. 137 139. - un. d. (Mouillot, RPR, m.) 64 121 (46,75) ; un. g. (Colonna, PS) 46 044 (33,57) ; FN (Peyron) 26 574 (19,66) ; PC (Lacour) 928 (3,96).

1988 : L. 232 790 ; V. 185 994 ; A. 20,14 % ; Ex. 180 011. - Chirac, 104 648 (58,07) ; Mitterrand, 75 483 (41,92).

### CAGNES-SUR-MER

L. 26 197 ; V. 17 608 ; A. 32,78 % ; Ex. 17 153  
un. d. (Sauvage, RPR, m., d.) ..... 7 064 (41,18) 28 E.  
un. g. (Peyron, PS) ..... 6 132 (35,74) 7 E.  
PS (Picard) ..... 3 957 (23,06) 4 E.  
Nouveau conseil : 4 PS, 5 UDF, 12 RPR, 12 div. d., 6 FN.

Conseil sortant : 9 UDF, 12 RPR, 2 CN, 14 div. d., 2 FN.

1<sup>er</sup> tour : L. 26 197 ; V. 17 608 ; A. 32,78 % ; Ex. 17 153. - un. d. (Sauvage, RPR, m., d.) 7 064 (41,18) ; un. g. (Peyron, PS) 6 132 (35,74) ; PS (Picard) 3 957 (23,06) ; PC (Lacour) 928 (3,96).

1988 : L. 26 197 ; V. 17 608 ; A. 32,78 % ; Ex. 17 153. - un. d. (Sauvage, RPR, m., d.) 7 064 (41,18) ; un. g. (Peyron, PS) 6 132 (35,74) ; PS (Picard) 3 957 (23,06) ; PC (Lacour) 928 (3,96).

### CANNES

L. 49 024 ; V. 36 416 ; A. 25,71 % ; Ex. 35 744  
un. d. (Mouillot, UDF-PR) ..... 14 815 (41,44) 35 E.  
un. d. (Dupuy, RPR, m.) ..... 14 234 (39,62) 10 E.  
un. g. (Rinaldi, PS) ..... 3 454 (9,66) 2 E.  
FN (Picard) ..... 3 241 (9,06) 2 E.  
Nouveau conseil : 2 PS, 19 UDF, 14 RPR, 13 div. d., 1 FN.

Conseil sortant : 2 div. g., 12 UDF, 2 CN, 13 div. d., 8 div.

1<sup>er</sup> tour : L. 49 024 ; V. 36 416 ; A. 25,71 % ; Ex. 35 744. - un. d. (Mouillot, UDF-PR) 14 815 (41,44) ; un. d. (Dupuy, RPR, m.) 14 234 (39,62) ; un. g. (Rinaldi, PS) 3 454 (9,66) ; FN (Picard) 3 241 (9,06) ; PC (Lacour) 928 (3,96).

1988 : L. 49 024 ; V. 36 416 ; A. 25,71 % ; Ex. 35 744. - un. d. (Mouillot, UDF-PR) 14 815 (41,44) ; un. d. (Dupuy, RPR, m.) 14 234 (39,62) ; un. g. (Rinaldi, PS) 3 454 (9,66) ; FN (Picard) 3 241 (9,06) ; PC (Lacour) 928 (3,96).

### LE CANNET

L. 27 104 ; V. 15 735 ; A. 41,94 % ; Ex. 15 259  
un. d. (Bachelet, RPR, m., d.) ..... 7 944 (52,06) 30 E.  
un. g. (Graglia, PS) ..... 4 332 (28,38) 5 E.  
un. g. (Graglia, PS) ..... 2 983 (19,54) 4 E.  
Nouveau conseil : 3 PS, 2 maj. p., 12 UDF, 9 RPR, 9 div. d., 4 FN.

Conseil sortant : 2 PC, 3 PS, 13 UDF, 10 RPR, 11 div. d.

1<sup>er</sup> tour : L. 27 104 ; V. 15 735 ; A. 41,94 % ; Ex. 15 259. - un. d. (Bachelet, RPR, m., d.) 7 944 (52,06) ; un. g. (Graglia, PS) 4 332 (28,38) ; un. g. (Graglia, PS) 2 983 (19,54) ; PC (Lacour) 928 (3,96).

1988 : L. 27 104 ; V. 15 735 ; A. 41,94 % ; Ex. 15 259. - un. d. (Bachelet, RPR, m., d.) 7 944 (52,06) ; un. g. (Graglia, PS) 4 332 (28,38) ; un. g. (Graglia, PS) 2 983 (19,54) ; PC (Lacour) 928 (3,96).

## Le second tour

(Suite de la page 17.)

## LAVANET

L. 5 549; V. 4 238; A. 23,62 %; Ex. 4 091  
PS (Caux, m.) ..... 1 951 (47,69) 22 E.  
M. d. (Gautier, RPR) ..... 1 342 (32,80) 5 E.  
PC (Caux) ..... 798 (19,50) 2 E.

Nouveau conseil : 2 PC, 22 PS, 5 RPR.  
Conseil sortant : 21 PS et app. 5 PC, 3 div. d.  
1<sup>er</sup> tour : L. 5 549; V. 4 070; A. 28,85 %; Ex. 3 861 - PS (Caux, m.) 1 828 (47,68); M. d. (Gautier, RPR) 1 266 (32,81); PC (Caux) 787 (19,51).

1988 - L. 5 549; V. 4 726; A. 14,62 %; Ex. 4 523 - Mitterrand, 2 948 (65,17); Chirac, 1 578 (34,82).

## FAMIERIS

L. 9 176; V. 6 930; A. 24,47 %; Ex. 6 663  
M. d. (Sonia, PS) ..... 3 875 (53,15) 27 E.  
UDF (Lagnan) ..... 1 754 (26,32) 4 E.  
M. d. (Chac) ..... 1 034 (15,51) 2 E.

Nouveau conseil : 11 PC, 16 PS, 2 UDF-PR, 1 UDF-rad., 1 UDF, 2 div. d.  
Conseil sortant : 2 PC, 1 app. PC, 1 MRG, 2 PS, 2 div. g., 6 UDF-rad., 1 UDF-PR, 4 RPR, 14 div. d. (M. Francis Rouquet, UDF, m. n.s.p.).

1<sup>er</sup> tour : L. 9 176; V. 6 830; A. 25,58 %; Ex. 6 534 - PS (Sonia) 2 186 (53,46); PC (Lagnan) 1 789 (27,07); UDF (Lagnan) 1 480 (22,34); M. d. (Chac) 1 119 (17,12).

1988 - L. 9 226; V. 7 788; A. 15,46 %; Ex. 7 748 - Mitterrand, 4 496 (58,00); Chirac, 2 544 (31,98).

## AUBE

L'événement de ces élections municipales dans l'Aube est la chute de Romilly-sur-Seine, bastion communiste depuis la Libération. Malgré une campagne intense du PC, malgré des incidents survenus au cours du dépouillement (deux communistes venus de Villers-le-Duc étaient dimanche soir en garde à vue), la population de Romilly a marqué sa volonté de rompre avec la gestion du PC et s'est regroupée à plus de 58 % derrière M. Michel Cartel, député rocardien exclu du PS pour avoir refusé l'union de la gauche.

Troyes a gardé son maire RPR, M. Robert Galley, mais la marge de sécurité du maire sortant et de son équipe vis-à-vis de l'union de la gauche s'est considérablement amoindrie. Le candidat socialiste enregistré, par rapport au total gauche du premier tour, a gain légèrement supérieur à l'augmentation du nombre de votants au deuxième tour. Alors que la droite et l'extrême droite totalisent près de 56 % de voix au premier tour, M. Galley ne l'emporte au second tour que de 474 voix.

Les socialistes enlèvent deux communes suburbaines importantes de l'agglomération troyenne : La Chapelle-Saint-Luc, avec M. Flotier, et Saint-André-les-Vergers, avec M. Christian Royer.

## TROYES

L. 32 908; V. 19 966; A. 39,32 %; Ex. 19 308  
M. d. (Galley, RPR, m. d.) ..... 9 891 (31,22) 37 E.  
M. g. (Cherrier, PS) ..... 9 417 (48,77) 12 E.

Nouveau conseil : 3 PC, 9 PS, 7 UDF-CDS, 5 UDF-rad., 7 UDF-PR, 14 RPR, 3 div. d., 1 CNL.  
Conseil sortant : 3 PC, 5 PS, 1 MRG, 4 UDF-rad., 6 UDF-CDS, 11 UDF-PR, 15 RPR, 4 div. d.

1<sup>er</sup> tour : L. 32 908; V. 18 718; A. 43,13 %; Ex. 18 208 - un. d. (Galley, RPR, m. d.) 11 817 (48,77); PS (Cherrier) 9 417 (31,22); PC (Lafont) 2 287 (12,56); FN (Lafont) 1 670 (9,20).

1988 - L. 34 778; V. 27 007; A. 22,34 %; Ex. 26 062 - Mitterrand, 13 929 (53,44); Chirac, 12 133 (46,55).

## LA CHAPPELLE-SAINT-LUC

L. 6 692; V. 4 103; A. 38,68 %; Ex. 4 019  
PS-maj. p. (Flotier) ..... 1 597 (39,73) 24 E.  
UDF (Nolay, div. d., m.) ..... 1 392 (33,63) 7 E.  
PC (Moulin) ..... 1 322 (31,24) 7 E.

RPR (Grimberger) ..... 377 (9,38) 1 E.  
Nouveau conseil : 1 PC, 15 PS, 9 div. d., 7 div. d., 1 RPR, 12 div. d.

Conseil sortant : 4 PC, 5 PS, 3 div. g., 1 UDF-CDS, 8 RPR, 12 div. d.  
1<sup>er</sup> tour : L. 6 692; V. 3 938; A. 41,16 %; Ex. 3 804 - UDF (Nolay, div. d., m.) 1 424 (37,43); PS (Flotier) 1 392 (33,63); PC (Moulin) 1 322 (31,24); RPR (Grimberger) 377 (9,38).

1988 - L. 7 809; V. 5 894; A. 24,17 %; Ex. 5 477 - Mitterrand, 3 510 (54,08); Chirac, 1 897 (29,51).

## ROMILLY-SUR-SEINE

L. 10 292; V. 8 139; A. 20,91 %; Ex. 7 931  
Maj. p. (Cartel, PS diss., d.) ..... 4 626 (58,32) 26 E.  
M. g. (Ducier, PC, m.) ..... 3 305 (41,67) 7 E.

Nouveau conseil : 6 PC, 7 PS diss., 15 maj. p., 5 div. d.  
Conseil sortant : 1 ext. g., 16 PC, 8 PS, 2 UDF-rad., 1 UDF-PR, 1 UDF, 4 RPR.

1<sup>er</sup> tour : L. 10 292; V. 7 204; A. 28,98 %; Ex. 7 014 - maj. p. (Cartel, PS diss., d.) 4 626 (58,32); M. g. (Ducier, PC, m.) 3 305 (41,67); PC (Ducier) 1 392 (33,63); UDF (Nolay, div. d., m.) 1 322 (31,24); RPR (Grimberger) 377 (9,38).

1988 - L. 10 641; V. 8 398; A. 21,07 %; Ex. 7 864 - Mitterrand, 5 113 (54,28); Chirac, 2 841 (35,71).

## SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS

L. 7 709; V. 5 187; A. 32,71 %; Ex. 5 075  
PS (C. Royer) ..... 2 157 (42,50) 24 E.  
UDF-PR (G. Royer, m.) ..... 2 023 (39,86) 6 E.

PS diss. (Dick) ..... 895 (17,63) 3 E.  
Nouveau conseil : 15 PS, 9 div. g., 2 UDF-PR, 7 div. d.  
Conseil sortant : 2 PC, 4 PS, 3 UDF-CDS, 6 UDF-PR, 3 RPR, 15 div. d.

1<sup>er</sup> tour : L. 7 709; V. 4 903; A. 36,38 %; Ex. 4 812 - UDF-PR (G. Royer, m.) 2 023 (39,86); PS (C. Royer) 2 157 (42,50); PS diss. (Dick) 895 (17,63); PC (Ducier) 1 392 (33,63); UDF (Nolay, div. d., m.) 1 322 (31,24); RPR (Grimberger) 377 (9,38).

1988 - L. 7 709; V. 6 432; A. 16,87 %; Ex. 6 181 - Mitterrand, 3 332 (53,90); Chirac, 2 849 (46,08).

## AVEYRON

A Millau, pour le second tour, on est revenu à un duel classique droite-gauche, qui a donné la victoire au maire sortant, PS. Les deux listes de droite du premier tour n'avaient pas fusionné, et la liste écologiste-allieriste, sans accord avec l'union de la gauche, avait appelé à battre la droite. M. Danyu retrouve à peu près le même pourcentage de voix qu'en 1983. A Saint-Affrique, M. Jacques Godfrain, député RPR, a été battu par la liste conduite par M. Vigouroux, ancien maire ex-centriste, soutenue par le PS.

## MILLAU

L. 15 833; V. 12 449; A. 21,37 %; Ex. 11 791  
M. d. (Danyu, PS, m.) ..... 6 348 (53,43) 27 E.  
M. g. (Migron, div. d.) ..... 5 443 (46,16) 8 E.

Nouveau conseil : 1 PSU, 5 PC, 14 PS, 3 MRG, 4 div. g., 2 UDF-CDS, 2 RPR, 4 div. d.

Conseil sortant : 2 PSU, 7 PC, 11 PS, 3 MRG, 4 div. g., 8 div. d.

1<sup>er</sup> tour : L. 15 833; V. 11 758; A. 28,78 %; Ex. 11 218 - un. d. (Danyu, PS, m.) 6 348 (53,43); M. g. (Migron, div. d.) 5 443 (46,16); PC (Danyu) 1 392 (33,63); UDF (Nolay, div. d., m.) 1 322 (31,24); RPR (Grimberger) 377 (9,38).

1988 - L. 15 788; V. 13 867; A. 12,15 %; Ex. 13 308 - Mitterrand, 7 817 (58,22); Chirac, 5 863 (43,77).

## BOUCHES-DU-RHÔNE

Le PCF, qui avait perdu Miramas dès le premier tour de scrutin, cède trois autres maires au second tour : celle de La Ciotat au candidat de l'UDF, celle de Berre-l'Étang à un socialiste dissident, ancien adjoint au maire, et celle de Port-Saint-Louis-du-Rhône au candidat de la droite. Si les échecs de La Ciotat et de Berre-l'Étang étaient prévisibles, plus surprenant est celui de Port-Saint-Louis-du-Rhône, dont le maire, M. Vincent Porelli, déjà dépossédé de son siège de député par M. Michel Vanzelle (PS) en juin 1988, est devancé par la liste de droite de 152 voix, alors qu'il avait manqué sa réélection de 4 voix au premier tour.

Berre-l'Étang était une véritable citadelle, que le PCF détenait depuis quarante ans. M. Serge Andréoni, qu'étaient venus soutenir M. Edmonde Charles-Roux et M. Bernard Tapie, est le suppléant du député PS Henri d'Attilio, qui avait pris position en faveur du maire communiste sortant, M. Maurice Guio. Dans cette commune comme à Gardanne, où M. Roger Mei (PC) conserve sa mairie, les sections socialistes avaient été dissoutes.

Le PS perd Bou-Bel-Air, dont le maire sortant, M. Antonin Gabellier, est battu de 11 voix par un RPR. En revanche, à Salon-de-Provence, M. André Vallet (PS), vice-président du conseil général, l'emporte nettement sur le sénateur et maire (CDS) sortant, M. Jean François, qui dirigeait la commune depuis trente-deux ans. M. Vallet a fait le plein des voix de gauche et recueilli une grande partie des voix écologistes, alors que M. François, qui avait renoncé à faire alliance avec le candidat du Front national, trop exigeant, n'a pas bénéficié du vote utile sur lequel il misait, bien que la participation électorale ait atteint un niveau record (78,72 %). Les résultats montrent que, même avec les voix du FN, il n'aurait pu remonter son handicap du premier tour.

En Arles, M. Michel Vanzelle, ancien porte-parole de l'Élysée, n'a pas réussi à battre le maire RPR sortant, M. Jean-Pierre Camoin, en raison d'un mauvais report des voix communistes. M. Camoin avait refusé toute alliance avec le Front national, qui a, néanmoins, appelé à voter en sa faveur.

A Aix-en-Provence, le député et maire UDF sortant, M. Jean-Pierre de Peretti della Rocca, dont la personnalité était fortement contestée, a payé les déchirements de la droite. Le candidat socialiste, M. Jean-François Ficheral, améliore son score du premier tour de près de 5 500 voix, pour 3 000 votants supplémentaires. De toute évidence, M. Ficheral, qui avait constitué une liste majoritaire présidentielle de large ouverture, a vu se reporter sur son nom une partie des électeurs du candidat RPR, M. Jean-Pierre Bouvier. Celui-ci s'était retiré de la compétition au dernier moment sur l'opposition du secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé.

## MARSEILLE

L. 476 538; V. 308 781; A. 35,20 %; Ex. 304 310  
PS diss. (Vigouroux, m.) ..... 145 996 (47,97) 9 E.  
M. d. (Gaudin) ..... 78 127 (25,67) 1 E.

FN (Domenech) ..... 43 049 (14,14) 1 E.  
M. g. (Pezet) ..... 37 138 (12,20) 1 E.

Nouveau conseil : 6 rec., 2 PC, 3 PS, 35 PS diss., 4 div. g., 2 AD, 10 GAES, 22 maj. p., 5 UDF-PR, 1 UDF diss., 3 RPR, 1 div. d., 1 FN.

Conseil sortant : 16 PC, 1 rec., 29 PS, 10 PS diss., 4 MRG, 1 AD, 3 div. g., 2 UDF-CDS, 14 UDF-PR, 13 RPR, 5 RPR diss., 2 div. d., 1 FN.

MARSEILLE 1<sup>er</sup> SECTEUR

L. 47 236; V. 30 328; A. 35,79 %; Ex. 29 926  
PS diss. (Vigouroux, m.) ..... 13 372 (44,68) 9 E.  
M. d. (Tourret, div. d.) ..... 8 668 (28,96) 1 E.

FN (Roussel) ..... 4 698 (15,69) 1 E.  
M. g. (Sennarou, PS, d.) ..... 3 188 (10,65) 1 E.

Nouveau conseil : 1 rec., 4 PS diss., 1 div. g., 1 GAES, 2 maj. p., 1 div. d., 1 FN.

1<sup>er</sup> tour : L. 47 236; V. 29 880; A. 37,20 %; Ex. 29 283 - PS diss. (Vigouroux, m.) 12 159 (41,58); M. d. (Tourret, div. d.) 8 668 (28,96); FN (Roussel) 4 698 (15,69); M. g. (Sennarou, PS, d.) 3 188 (10,65); PC (Lafont) 1 670 (9,20).

1988 - L. 38 728; V. 24 676; A. 36,28 %; Ex. 24 347

PS diss. (Léonetti) ..... 11 997 (49,27) 7 E.  
M. d. (Gaudin, PS) ..... 5 100 (20,94) 1 E.

FN (Griette) ..... 3 681 (15,11) 1 E.  
M. d. (Chouraqui, RPR) ..... 3 569 (14,65) 1 E.

Nouveau conseil : 1 rec., 1 PS, 2 PS diss., 1 GAES, 3 maj. p.

1<sup>er</sup> tour : L. 38 728; V. 24 444; A. 38,88 %; Ex. 24 128 - PS diss. (Léonetti) 10 809 (44,54); M. d. (Gaudin, PS) 5 100 (20,94); FN (Griette) 3 681 (15,11); PC (Lafont) 1 670 (9,20); UDF (Nolay, div. d., m.) 1 322 (31,24); RPR (Grimberger) 377 (9,38).

1988 - L. 38 728; V. 24 444; A. 38,88 %; Ex. 24 128 - PS diss. (Léonetti) 10 809 (44,54); M. d. (Gaudin, PS) 5 100 (20,94); FN (Griette) 3 681 (15,11); PC (Lafont) 1 670 (9,20); UDF (Nolay, div. d., m.) 1 322 (31,24); RPR (Grimberger) 377 (9,38).

MARSEILLE 2<sup>nd</sup> SECTEUR

L. 38 728; V. 24 676; A. 36,28 %; Ex. 24 347  
PS diss. (Léonetti) ..... 11 997 (49,27) 7 E.  
M. d. (Gaudin, PS) ..... 5 100 (20,94) 1 E.

FN (Griette) ..... 3 681 (15,11) 1 E.  
M. d. (Chouraqui, RPR) ..... 3 569 (14,65) 1 E.

Nouveau conseil : 1 rec., 1 PS, 2 PS diss., 1 GAES, 3 maj. p.

1<sup>er</sup> tour : L. 38 728; V. 24 444; A. 38,88 %; Ex. 24 128 - PS diss. (Léonetti) 10 809 (44,54); M. d. (Gaudin, PS) 5 100 (20,94); FN (Griette) 3 681 (15,11); PC (Lafont) 1 670 (9,20); UDF (Nolay, div. d., m.) 1 322 (31,24); RPR (Grimberger) 377 (9,38).

1988 - L. 38 728; V. 24 444; A. 38,88 %; Ex. 24 128 - PS diss. (Léonetti) 10 809 (44,54); M. d. (Gaudin, PS) 5 100 (20,94); FN (Griette) 3 681 (15,11); PC (Lafont) 1 670 (9,20); UDF (Nolay, div. d., m.) 1 322 (31,24); RPR (Grimberger) 377 (9,38).

MARSEILLE 3<sup>rd</sup> SECTEUR

L. 57 064; V. 37 301; A. 34,63 %; Ex. 36 763  
PS diss. (Mancas) ..... 17 748 (48,27) 9 E.  
M. d. (Toga, RPR) ..... 10 048 (27,33) 1 E.

FN (Domenech) ..... 5 295 (14,40) 1 E.  
M. g. (Ja. Rocca-Serra, PS) ..... 3 672 (9,98) 1 E.

Nouveau conseil : 1 rec., 2 PS diss., 2 GAES, 1 AD, 3 maj. p., 1 RPR, 1 FN.

1<sup>er</sup> tour : L. 57 064; V. 36 728; A. 35,81 %; Ex. 35 588 - PS diss. (Mancas) 15 146 (42,80); M. d. (Toga, RPR) 10 048 (27,33); FN (Domenech) 5 295 (14,40); M. g. (Ja. Rocca-Serra, PS) 3 672 (9,98); PC (Lafont) 1 670 (9,20); UDF (Nolay, div. d., m.) 1 322 (31,24); RPR (Grimberger) 377 (9,38).

1988 - L. 57 064; V. 36 728; A. 35,81 %; Ex. 35 588 - PS diss. (Mancas) 15 146 (42,80); M. d. (Toga, RPR) 10 048 (27,33); FN (Domenech) 5 295 (14,40); M. g. (Ja. Rocca-Serra, PS) 3 672 (9,98); PC (Lafont) 1 670 (9,20); UDF (Nolay, div. d., m.) 1 322 (31,24); RPR (Grimberger) 377 (9,38).

MARSEILLE 4<sup>th</sup> SECTEUR

L. 75 043; V. 49 610; A. 33,89 %; Ex. 48 598  
PS diss. (Bonnafant, AD) ..... 21 768 (44,79) 11 E.  
M. d. (Gaudin, UDF-PR, d.) ..... 21 207 (43,63) 3 E.

FN (Domenech) ..... 5 623 (11,57) 1 E.  
M. g. (Ja. Rocca-Serra, PS) ..... 3 672 (9,98) 1 E.

Nouveau conseil : 4 PS diss., 1 AD, 5 maj. p., 1 UDF diss., 2 UDF-PR, 1 RPR, 1 FN.

1<sup>er</sup> tour : L. 75 043; V. 48 844; A. 34,91 %; Ex. 48 320 - un. d. (Gaudin, UDF-PR, d.) 19 227 (39,78); PS diss. (Bonnafant, AD) 21 768 (44,79); FN (Domenech) 5 623 (11,57); PC (Lafont) 1 670 (9,20); UDF (Nolay, div. d., m.) 1 322 (31,24); RPR (Grimberger) 377 (9,38).

MARSEILLE 5<sup>th</sup> SECTEUR

L. 73 244; V. 49 819; A. 31,98 %; Ex. 49 231  
PS diss. (Loo, p.) ..... 24 058 (48,86) 12 E.

M. d. (Tessier, UDF-PR) ..... 14 838 (30,13) 2 E.

FN (Perdomo) ..... 6 289 (12,77) 1 E.

M. g. (Blanchard, PS) ..... 4 046 (8,21) 1 E.

Nouveau conseil : 8 PS diss., 2 GAES, 2 maj. p., 1 UDF-PR, 1 RPR, 1 FN.

1<sup>er</sup> tour : L. 73 244; V. 47 882; A. 34,85 %; Ex. 47 480 - PS diss. (Loo, p.) 20 848 (43,54); M. d. (Tessier, UDF-PR) 14 838 (30,13); FN (Perdomo) 6 289 (12,77); PC (Lafont) 1 670 (9,20); UDF (Nolay, div. d., m.) 1 322 (31,24); RPR (Grimberger) 377 (9,38).

1988 - L. 73 244; V. 47 882; A. 34,85 %; Ex. 47 480 - PS diss. (Loo, p.) 20 848 (43,54); M. d. (Tessier, UDF-PR) 14 838 (30,13); FN (Perdomo) 6 289 (12,77); PC (Lafont) 1 670 (9,20); UDF (Nolay, div. d., m.) 1 322 (31,24); RPR (Grimberger) 377 (9,38).

MARSEILLE 6<sup>th</sup> SECTEUR

L. 64 439; V. 42 360; A. 34,26 %; Ex. 41 784  
PS diss. (Ja. Rocca-Serra, div. g.) ..... 19 942 (47,72) 10 E.

M. d. (Blum, UDF-PR, d.) ..... 9 851 (23,57) 1 E.

FN (Pezet, PS, d.) ..... 6 110 (14,62) 1 E.

M. g. (Victor) ..... 5 881 (14,07) 1 E.

Nouveau conseil : 1 rec., 1 PS, 6 PS diss., 2 div. g., 1 GAES, 1 UDF-PR, 1 FN.

1<sup>er</sup> tour : L. 64 439; V. 42 360; A. 34,26 %; Ex. 41 784 - PS diss. (Ja. Rocca-Serra, div. g.) 19 942 (47,72); M. d. (Blum, UDF-PR, d.) 9 851 (23,57); FN (Pezet, PS, d.) 6 110 (14,62); M. g. (Victor) 5 881 (14,07); PC (Lafont) 1 670 (9,20); UDF (Nolay, div. d., m.) 1 322 (31,24); RPR (Grimberger) 377 (9,38).

1988 - L. 64 439; V. 42 360; A. 34,26 %; Ex. 41 784 - PS diss. (Ja. Rocca-Serra, div. g.) 19 942 (47,72); M. d. (Blum, UDF-PR, d.) 9 851 (23,57); FN (Pezet, PS, d.) 6 110 (14,62); M. g. (Victor) 5 881 (14,07); PC (Lafont) 1 670 (9,20); UDF (Nolay, div. d., m.) 1 322 (31,24); RPR (Grimberger) 377 (9,38).

1<sup>er</sup> tour : L. 64 439; V. 41 881; A. 35,06 %; Ex. 41 376 - PS diss. (Ja. Rocca-Serra, div. g.) 17 011 (41,11); M. d. (Blum, UDF-PR, d.) 9 872 (23,57); M. g. (Pezet, PS, d.) 7 340 (17,74); FN (Victor) 5 428 (13,12); PC (Lafont) 1 499 (3,62); M. g. (Victor) 424 (1,02).

MARSEILLE 7<sup>th</sup> SECTEUR

L. 75 056; V. 47 032; A. 37,33 %; Ex. 46 331  
PS diss. (Rastoin, div. g.) ..... 24 361 (52,58) 13 E.

FN (Chêne) ..... 7 603 (16,41) 1 E.  
M. d. (Meiffert, UDF-PR) ..... 7 340 (15,84) 1 E.

M. g. (Weygand, PS) ..... 7 027 (15,16) 1 E.  
Nouveau conseil : 1 PS, 6 PS diss., 3 GAES, 4 maj. p., 1 UDF-PR, 1 FN.

1<sup>er</sup> tour : L. 75 056; V. 48 128; A. 38,54 %; Ex. 45 305 - PS diss. (Rastoin, div. g.) 21 282 (46,84); M. d. (Weygand, PS) 7 027 (15,16); M. g. (Meiffert, UDF-PR) 7 340 (15,84); FN (Chêne) 7 603 (16



# des élections municipales

Troisième triangulaire, à Saintes, cette fois à gauche : M. Michel Baros (PS) n'avait pas conclu d'alliance avec la liste de M. Thomas (PC), et M. Alain Bougeret, conseiller général, a failli l'emporter. Mais le maire socialiste conserve son poste avec une majorité de gauche non communiste.

De son côté, M. Dominique Bussereau, président départemental du Parti républicain, l'emporte 36 voix d'avance sur son concurrent RPR, M. Émile Lardenois, à Saint-Georges-de-Didonne.

**ROYAN**  
L. 13 787 ; V. 9 646 ; A. 30,03 % ; Ex. 9 371  
div. d. (Mist) ..... 3 841 (40,98) 24 E.  
RPR (de Liptowski, m. d.) ..... 3 010 (32,12) 5 E.  
PS (Révolet) ..... 2 520 (26,89) 4 E.  
Nouveau conseil : 3 PS, 1 div. g., 1 UDF-CDS, 1 UDF-PR, 2 RPR, 24 div. d., 1 div.  
Conseil sortant : 2 PC, 3 PS, 5 UDF-PR, 1 UDF-CDS, 2 UDF, 9 RPR, 10 div. d., 1 Verts.  
1<sup>er</sup> tour : L. 13 787 ; V. 9 646 ; A. 30,03 % ; Ex. 9 371.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 13 787 ; V. 9 646 ; A. 30,03 % ; Ex. 9 371.  
1988 : L. 13 882 ; V. 11 023 ; A. 18,36 % ; Ex. 10 717. - Chânes, 6 006 (55,54) ; Mitterand, 4 711 (43,35).

**SAINT-JEAN-PIANGÉLY**  
L. 6 147 ; V. 4 759 ; A. 22,58 % ; Ex. 4 675  
div. d. (Chânes de Lamoignon, RPR, m.) ..... 2 208 (47,22) 22 E.  
div. d. (Garon) ..... 1 751 (37,45) 5 E.  
div. d. (Garon) ..... 1 716 (35,33) 5 E.  
Nouveau conseil : 9 PS, 7 div. g., 1 UDF-rad., 1 UDF-CDS, 3 RPR, 7 div. d., 1 div.  
Conseil sortant : 1 PC, 4 PS, 2 div. g., 4 UDF-PR, 3 RPR, 15 div. d.  
1<sup>er</sup> tour : L. 6 147 ; V. 4 759 ; A. 22,58 % ; Ex. 4 675.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 6 147 ; V. 4 759 ; A. 22,58 % ; Ex. 4 675.  
1988 : L. 6 147 ; V. 4 759 ; A. 22,58 % ; Ex. 4 675.  
1988 : L. 6 147 ; V. 4 759 ; A. 22,58 % ; Ex. 4 675.

**SAINTES**  
L. 18 235 ; V. 12 296 ; A. 32,56 % ; Ex. 12 056  
div. d. (Baros, m.) ..... 5 461 (45,29) 26 E.  
div. d. (Bougeret, UDF) ..... 5 325 (44,16) 25 E.  
div. d. (Thomas) ..... 1 710 (10,55) 1 E.  
Nouveau conseil : 2 PC, 14 PS, 1 MRG, 11 div. g., 4 UDF-rad., 2 RPR, 1 div. d.  
Conseil sortant : 9 PC, 11 PS, 2 MRG, 6 div. g., 2 UDF, 2 RPR, 3 div. d.  
1<sup>er</sup> tour : L. 18 235 ; V. 11 812 ; A. 36,32 % ; Ex. 11 218. - PS (Baros, m.) 5 068 (46,08) ; un. d. (Bougeret, UDF) 4 858 (41,52) ; PC (Thomas) 1 501 (12,40).  
1988 : L. 18 235 ; V. 11 812 ; A. 36,32 % ; Ex. 11 218. - PS (Baros, m.) 5 068 (46,08) ; un. d. (Bougeret, UDF) 4 858 (41,52) ; PC (Thomas) 1 501 (12,40).

**CORSE-DU-SUD**  
Dans les deux principales villes de Corse-du-Sud, le second tour confirme le premier. A Porto-Vecchio, le maire sortant, député, président de l'Assemblée de Corse, l'emporte sur le bariste, M. Denis de Rocca-Serra, qui a bénéficié de nombreux suffrages de gauche.

A Ajaccio, la surprise ne vient pas de la réélection attendue du sénateur et maire sortant M. Charles Ornano (bonapartiste), qui n'a pourtant obtenu que 52 % - c'est le moins bon score de la droite depuis 1959 - mais de la performance des nationalistes, qui passent de 14 % à 23 % d'un tour à l'autre.

L'union de la gauche reconstituée au second tour est la de son score de 1983 (41 %) et elle perd quinze points en même temps que 4 482 voix.

**AJACCIO**  
L. 26 205 ; V. 16 802 ; A. 35,88 % ; Ex. 15 560  
div. d. (Ornano, bon. m.) ..... 8 073 (51,88) 35 E.  
div. d. (Luciani, PC) ..... 3 848 (24,73) 5 E.  
div. d. (Mannelli) ..... 3 639 (23,38) 5 E.  
Nouveau conseil : 3 PC, 1 PS, 1 MRG, 9 UDF, 8 RPR, 18 bon. NAT.  
Conseil sortant : 4 PC, 3 PS, 2 MRG, 3 CNI, 7 UDF, 8 RPR, 18 bon.  
1<sup>er</sup> tour : L. 26 205 ; V. 16 802 ; A. 35,88 % ; Ex. 15 560.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 26 205 ; V. 16 802 ; A. 35,88 % ; Ex. 15 560.  
1988 : L. 26 205 ; V. 16 802 ; A. 35,88 % ; Ex. 15 560.

**PORTO-VECCHIO**  
L. 5 291 ; V. 4 188 ; A. 20,84 % ; Ex. 4 016  
div. d. (de Rocca-Serra, RPR, m.) ..... 2 241 (55,80) 23 E.  
div. d. (de Rocca-Serra) ..... 1 775 (44,19) 6 E.  
Nouveau conseil : 3 maj. p., 4 UDF, 17 RPR, 5 div. d.  
Conseil sortant : 1 PC, 4 div. g., 24 RPR et app.  
1<sup>er</sup> tour : L. 5 291 ; V. 4 188 ; A. 20,84 % ; Ex. 4 016.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 5 291 ; V. 4 188 ; A. 20,84 % ; Ex. 4 016.  
1988 : L. 5 291 ; V. 4 188 ; A. 20,84 % ; Ex. 4 016.

**CÔTE-D'OR**  
A Beaune, M. Henri Moine retrouve son fanteuil de maire en frisant les 50 % des suffrages exprimés (49,28 %) malgré le maintien de quatre listes. Le Front national, qui avait obtenu 12,66 % des suffrages exprimés au premier tour, améliore encore son résultat (13,99 %), alors que la liste de M. Vernizzeau, sur laquelle figuraient des représentants du PC, voit son score passer de 11,26 % à 9,26 %. M. Volatier, investi par le PS, reconquiert quasiment son résultat du premier tour (27,46 % à 27,31 %).

A Talant, l'élection de M. Carminati était attendue. Par contre, alors que le taux d'abstention est resté quasiment inchangé (29,9 % au premier tour, 30,2 % cette fois), M. Pérignon, pour le PS, effectue une belle remontée avec 43,24 % des voix (35,72 % au premier tour), battu de 26 suffrages seulement par M. Carminati.

**BEAUNE**  
L. 12 019 ; V. 8 023 ; A. 33,24 % ; Ex. 7 840  
div. d. (Moine, RPR, m.) ..... 3 864 (49,28) 27 E.  
div. d. (Volatier) ..... 2 153 (27,46) 5 E.  
div. d. (Vernizzeau) ..... 1 097 (13,99) 2 E.  
div. d. (Vernizzeau, PS diss.) ..... 726 (9,26) 1 E.  
Nouveau conseil : 1 PC, 1 PS, 3 PS diss., 1 div. g., 4 UDF, 7 RPR, 16 div. d., 2 FN.  
Conseil sortant : 4 PS, 1 MRG, 5 UDF, 6 RPR, 19 div. d.  
1<sup>er</sup> tour : L. 12 019 ; V. 8 023 ; A. 33,24 % ; Ex. 7 840.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 12 019 ; V. 8 023 ; A. 33,24 % ; Ex. 7 840.  
1988 : L. 12 019 ; V. 8 023 ; A. 33,24 % ; Ex. 7 840.

**TALANT**  
L. 7 250 ; V. 5 138 ; A. 29,13 % ; Ex. 5 060  
div. d. (Carminati, RPR, m.) ..... 2 214 (43,75) 24 E.  
div. d. (Pérignon, PS) ..... 1 888 (36,32) 7 E.  
div. d. (Galland) ..... 658 (12,50) 2 E.  
Nouveau conseil : 1 PC, 4 PS, 2 div. g., 6 UDF, 10 RPR, 10 div. d.  
Conseil sortant : 2 PC, 5 PS, 7 UDF, 6 RPR, 13 div. d.  
1<sup>er</sup> tour : L. 7 250 ; V. 5 138 ; A. 29,13 % ; Ex. 5 060.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 7 250 ; V. 5 138 ; A. 29,13 % ; Ex. 5 060.  
1988 : L. 7 250 ; V. 5 138 ; A. 29,13 % ; Ex. 5 060.

**CÔTES-DU-NORD**  
Des bastions de la gauche (par exemple Saint-Etienne) et de la droite (Dinan) entamés, des villes perdues par la droite (Lannion), par les socialistes (Guingamp), par les communistes (Plestin), une entrée en force des écologistes dans le débat municipal : les gains et les pertes au soir du second tour ont été également partagés et les résultats ont souvent inversé les positions de départ.

A Dinan, M. Benoît (UDF-PR) a été réélu avec une majorité amoindrie ; à Lamballe, le maire sortant RPR, M. Labbé, se retrouve exactement dans la même position délicate qu'au premier tour, avec une majorité d'un siège seulement.

A Guingamp, le maire sortant socialiste, M. Yvon Briand, demandait au premier tour par M. Albert Lissolour (UDF-PR), n'a pas pu rétablir la situation. A Lannion, les discussions de la droite ont duré jusqu'au deuxième tour, et M. Gourion (PS) l'emporte dans cette commune détentrice par le RPR. La chute de Plestin était inattendue : au mauvais report de voix socialistes sur le maire sortant, M. Gicquel (la gauche perd 12 points), se sont ajoutées les querelles entre socialistes orthodoxes et dissidents.

**SAINT-BRIEUC**  
L. 32 292 ; V. 20 978 ; A. 35,03 % ; Ex. 20 626  
div. d. (Samier, PS, m.) ..... 8 684 (42,10) 31 E.  
div. d. (Jouan, UDF-PR) ..... 7 363 (35,69) 8 E.  
div. d. (Mangold) ..... 4 579 (22,20) 4 E.  
Nouveau conseil : 9 PC, 20 PS, 2 maj. p., 4 UDF, 3 RPR, 1 div. d., 4 écologistes.  
Conseil sortant : 1 PSU, 10 PC, 20 PS, 1 div. g., 6 UDF, 1 RPR, 3 div. d., 1 UDF.  
1<sup>er</sup> tour : L. 32 292 ; V. 20 978 ; A. 35,03 % ; Ex. 20 626.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 32 292 ; V. 20 978 ; A. 35,03 % ; Ex. 20 626.  
1988 : L. 32 292 ; V. 20 978 ; A. 35,03 % ; Ex. 20 626.

**DINAN**  
L. 7 766 ; V. 6 015 ; A. 22,54 % ; Ex. 5 851  
div. d. (Benoît, UDF-PR, m.) ..... 2 984 (50,99) 25 E.  
div. d. (Morel) ..... 2 867 (49,00) 8 E.  
Nouveau conseil : 4 PS, 1 MRG, 3 div. g., 1 UDF-CDS, 2 UDF-PR, 3 UDF, 5 RPR, 14 div. d.  
Conseil sortant : 1 PC, 4 PS, 1 div. g., 5 UDF, 3 UDF-PR, 7 RPR, 12 div. d.  
1<sup>er</sup> tour : L. 7 766 ; V. 6 015 ; A. 22,54 % ; Ex. 5 851.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 7 766 ; V. 6 015 ; A. 22,54 % ; Ex. 5 851.  
1988 : L. 7 766 ; V. 6 015 ; A. 22,54 % ; Ex. 5 851.

**LAMBALLE**  
L. 310 ; V. 750 ; A. 7,40 % ; Ex. 739  
div. d. (Labbé, RPR, m.) ..... 386 (52,23) 22 E.  
div. d. (Morin) ..... 353 (47,76) 7 E.  
Nouveau conseil : 4 PS, 7 div. g., 1 UDF, 5 RPR, 9 div. d., 3 div.  
Conseil sortant : 9 PS, 5 div. g., 3 RPR, 12 div. d.  
1<sup>er</sup> tour : L. 310 ; V. 750 ; A. 7,40 % ; Ex. 739.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 310 ; V. 750 ; A. 7,40 % ; Ex. 739.  
1988 : L. 310 ; V. 750 ; A. 7,40 % ; Ex. 739.

**LANNION**  
L. 11 641 ; V. 8 483 ; A. 27,12 % ; Ex. 8 326  
div. d. (Gourion, PS) ..... 4 426 (53,15) 26 E.  
div. d. (Gourion) ..... 2 397 (28,78) 4 E.  
div. d. (Foullin, RPR) ..... 1 503 (18,05) 3 E.  
Nouveau conseil : 3 PC, 10 PS, 11 div. g., 1 RPR, 2 div. d., 2 UDF, 4 div.  
Conseil sortant : 2 PC, 4 PS, 1 UDF, 3 UDF, 6 RPR, 16 div. d., 1 div. (M. Yves Nédelec, RPR, m., n.s.r.p.).  
1<sup>er</sup> tour : L. 11 641 ; V. 8 483 ; A. 27,12 % ; Ex. 8 326.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 11 641 ; V. 8 483 ; A. 27,12 % ; Ex. 8 326.  
1988 : L. 11 641 ; V. 8 483 ; A. 27,12 % ; Ex. 8 326.

**PLESTIN**  
L. 9 989 ; V. 6 533 ; A. 27,32 % ; Ex. 6 177  
div. d. (Le Faucheur, div. d.) ..... 3 283 (53,14) 26 E.  
div. d. (Gourion) ..... 2 397 (37,00) 4 E.  
div. d. (Gicquel, PC, m.) ..... 2 894 (46,85) 7 E.  
Nouveau conseil : 2 PC, 1 PS, 4 div. g., 2 UDF, 5 RPR, 19 div. d.  
Conseil sortant : 1 PSU, 9 PC, 6 PS, 5 div. g., 2 UDF, 5 RPR, 1 div. d., 2 div. d.  
1<sup>er</sup> tour : L. 9 989 ; V. 6 533 ; A. 27,32 % ; Ex. 6 177.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 9 989 ; V. 6 533 ; A. 27,32 % ; Ex. 6 177.  
1988 : L. 9 989 ; V. 6 533 ; A. 27,32 % ; Ex. 6 177.

**BESANCON**  
L. 59 190 ; V. 40 834 ; A. 31,01 % ; Ex. 40 122  
div. d. (Schwint, m. d.) ..... 18 860 (47,00) 41 E.  
div. d. (Tourain, RPR, p.) ..... 15 649 (39,00) 11 E.  
div. d. (Folschweiller) ..... 5 613 (13,98) 3 E.  
Nouveau conseil : 2 NG, 4 rec., 22 PS, 3 MRG, 3 AD, 7 div. g., 1 UDF-rad., 2 UDF-CDS, 2 UDF-PR, 6 RPR, 3 Verts.  
Conseil sortant : 6 PC, 23 PS, 4 MRG, 9 div. g., 1 UDF-CDS, 2 UDF, 6 RPR, 1 CNI, 3 div. d.  
1<sup>er</sup> tour : L. 59 190 ; V. 40 834 ; A. 31,01 % ; Ex. 40 122.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 59 190 ; V. 40 834 ; A. 31,01 % ; Ex. 40 122.  
1988 : L. 59 190 ; V. 40 834 ; A. 31,01 % ; Ex. 40 122.

**CREUSE**  
La surprise de cette consultation vient du changement de majorité à la sous-préfecture d'Aubusson. Fief de la gauche socialiste depuis la Libération, la ville a été gagnée par la droite qui a su profiter des désaccords de l'équipe sortante.

Deux chefs-lieux de canton changent aussi de majorité. Bussac, vieux bastion de droite, voit le nouveau conseiller général socialiste, M. Jean-Claude Devillard, confirmer son récent succès. Ahun retrouve un maire de gauche après la défaite du responsable départemental du RPR et député européen M. Jean-Claude Pasty.

**AUBUSSON**  
L. 3 632 ; V. 2 886 ; A. 20,53 % ; Ex. 2 718  
div. d. (Ratelade, div. d.) ..... 1 477 (54,34) 23 E.  
div. d. (Prieuret, PS) ..... 1 241 (45,65) 6 E.  
Nouveau conseil : 1 PC, 4 PS, 1 div. g., 1 UDF, 12 RPR, 10 div. d.  
Conseil sortant : 7 PC, 8 PS, 1 MRG, 7 div. g., 1 UDF, 3 RPR, 2 div. d. (M. Robert Petit, MRG, m., s'est retiré avant les deux tours).  
1<sup>er</sup> tour : L. 3 632 ; V. 2 886 ; A. 20,53 % ; Ex. 2 718.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 3 632 ; V. 2 886 ; A. 20,53 % ; Ex. 2 718.  
1988 : L. 3 632 ; V. 2 886 ; A. 20,53 % ; Ex. 2 718.

**DORDOGNE**  
Le second tour confirme, sinon une progression de l'opposition, du moins un recul du MRG et surtout du PC. Les communistes avaient perdu Terrasson au premier tour. Le second leur fait perdre les chefs-lieux d'arrondissement et Coulounieix-Chamiers, ville ouvrière de la banlieue de Périgueux.

Dans les deux cas, PC et PS sont partis séparément. A Sarlat, si l'union était officielle, elle se faisait sans les conseillers socialistes sortants, partis sur une liste conduite par M. Jean-Pierre Bouyssou, ancien PDG de Thomson. Si les instances officielles du PS ont appelé à voter pour la liste conduite par le PC, elles n'ont, semble-t-il, guère été suivies. M. Jean-Jacques Peretti, RPR, ancien collaborateur de M. Chirac, à la tête d'une liste très socio-professionnelle, touche les dividendes de plus de dix ans de campagne infructueuse.

A Coulounieix-Chamiers, M. Max Dasseux, conseiller général rocardien, est parti contre M. Camille Dabois, maire communiste sortant, avec le soutien très mitigé des instances officielles du PS. Le socialiste était arrivé en tête devant le communiste le 12 mars. Au second tour, le vote, plus massif, n'a guère changé les scores du PC et de l'opposition.

**COULOUNIEUX-CHAMIERES**  
L. 6 231 ; V. 5 085 ; A. 18,39 % ; Ex. 4 972  
div. d. (Dasseux) ..... 1 839 (36,98) 20 E.  
div. d. (Dabois, m.) ..... 1 632 (32,32) 5 E.  
div. d. (Hamel, div. d.) ..... 1 501 (30,18) 4 E.  
Nouveau conseil : 3 PC, 10 PS, 12 div. g., 1 RPR, 3 div. d.  
Conseil sortant : 14 PC, 10 PS, 1 UDF, 3 RPR, 1 div. d.  
1<sup>er</sup> tour : L. 6 231 ; V. 5 085 ; A. 18,39 % ; Ex. 4 972.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 6 231 ; V. 5 085 ; A. 18,39 % ; Ex. 4 972.  
1988 : L. 6 231 ; V. 5 085 ; A. 18,39 % ; Ex. 4 972.

**SARLAT-LA-CANÉDA**  
L. 7 065 ; V. 5 858 ; A. 17,08 % ; Ex. 5 568  
div. d. (de Peretti, RPR) ..... 2 946 (52,90) 22 E.  
div. d. (Delmon, PC, m.) ..... 2 622 (47,09) 7 E.  
Nouveau conseil : 3 PC, 2 PS, 2 div. g., 2 RPR, 20 div. d.  
Conseil sortant : 1 PSU, 11 PC, 7 PS, 1 MRG, 2 div. g., 1 UDF, 4 RPR, 2 div. d.  
1<sup>er</sup> tour : L. 7 065 ; V. 5 858 ; A. 17,08 % ; Ex. 5 568.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 7 065 ; V. 5 858 ; A. 17,08 % ; Ex. 5 568.  
1988 : L. 7 065 ; V. 5 858 ; A. 17,08 % ; Ex. 5 568.

**DOUBS**  
Le Parti socialiste a non seulement conservé Besançon, mais a reconquis Pontarlier, une commune tombée, en 1983, dans l'escarcelle de la droite. Cette victoire compense ainsi la perte, au premier tour, de Mombillard, gagnée par M. Louis Souvet (RPR) au détriment du PS. A Besançon, la liste conduite par M. Robert Schwint, maire socialiste sortant et député qui a obtenu 47 % des voix, améliore de plus de 1 point le total des suffrages rassemblés par la gauche au premier tour (45,65 %). La meilleure mobilisation électorale (31,01 % d'abstentionnistes contre 37,03 % au premier tour) a également bénéficié à la liste des Verts qui, avec 13,96 % des voix, progresse de plus de 1 point entre les deux tours. En revanche, le candidat de l'Union UDF-RPR n'a pas su mobiliser sur son nom la totalité des suffrages qui s'étaient portés, au premier tour, sur le représentant du FN (9,75 %).

A Pontarlier, M. Lagier (PS) prend définitivement l'avantage sur la liste conduite par M. Blondeau, maire sortant (divers gauche) en 1983 et qui avait alors été battu par M. Roland Vuillemin (RPR), absent cette fois-ci, de ce scrutin.

**BESANCON**  
L. 59 190 ; V. 40 834 ; A. 31,01 % ; Ex. 40 122  
div. d. (Schwint, m. d.) ..... 18 860 (47,00) 41 E.  
div. d. (Tourain, RPR, p.) ..... 15 649 (39,00) 11 E.  
div. d. (Folschweiller) ..... 5 613 (13,98) 3 E.  
Nouveau conseil : 2 NG, 4 rec., 22 PS, 3 MRG, 3 AD, 7 div. g., 1 UDF-rad., 2 UDF-CDS, 2 UDF-PR, 6 RPR, 3 Verts.  
Conseil sortant : 6 PC, 23 PS, 4 MRG, 9 div. g., 1 UDF-CDS, 2 UDF, 6 RPR, 1 CNI, 3 div. d.  
1<sup>er</sup> tour : L. 59 190 ; V. 40 834 ; A. 31,01 % ; Ex. 40 122.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 59 190 ; V. 40 834 ; A. 31,01 % ; Ex. 40 122.  
1988 : L. 59 190 ; V. 40 834 ; A. 31,01 % ; Ex. 40 122.

**PONTARLIER**  
L. 11 253 ; V. 7 935 ; A. 29,48 % ; Ex. 7 495  
div. d. (Lagier, PS) ..... 3 461 (46,17) 25 E.  
div. d. (Hicri, app. CNI) ..... 2 451 (32,70) 5 E.  
div. d. (Blondeau, MRG diss.) ..... 1 583 (21,12) 3 E.  
Nouveau conseil : 1 rec., 9 PS, 6 MRG, 1 AD, 11 div. g., 1 UDF, 2 RPR, 2 CNI.  
Conseil sortant : 2 PC, 2 PS, 1 MRG, 2 div. g., 3 UDF, 6 RPR, 17 div. d. (M. Roland Vuillemin, RPR, m., n.s.r.p.).  
1<sup>er</sup> tour : L. 11 253 ; V. 7 935 ; A. 29,48 % ; Ex. 7 495.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 11 253 ; V. 7 935 ; A. 29,48 % ; Ex. 7 495.  
1988 : L. 11 253 ; V. 7 935 ; A. 29,48 % ; Ex. 7 495.

**DRÔME**  
Bilan contrasté pour le Parti socialiste à l'issue du second tour. Il transfère l'essai marqué au premier tour dans plusieurs petites villes. Ainsi, après avoir enlevé Tain-l'Hermitage à l'opposition, le PS s'adjuge cinq villes supplémentaires (sur dix-huit) de plus de 3 500 habitants : Nyons, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Livron et Crest (prises à l'opposition), et Saint-Vallier, enlevée au parti communiste. En revanche, le PS concède la ville de Die au PC. Dans les deux derniers cas, les maires sortants ne se représentent pas. A Valence, M. Rodolphe Pesce, le maire sortant (PS), président du conseil général, est réélu avec 54,27 % des suffrages, sans avoir consenti d'alliance avec la Nouvelle gauche (5,06 % au premier tour), face à une opposition qui n'était pas parvenue à se reconstruire.

Mais la victoire socialiste est atténuée par la perte de la troisième ville du département : Montélimar, concédée à l'UDF-rad., M. Thierry Cornillet l'emportant avec 278 voix d'avance.

**VALENCE**  
L. 37 908 ; V. 23 784 ; A. 37,25 % ; Ex. 22 906  
div. d. (Pesce, PS, m.) ..... 12 432 (54,27) 38 E.  
div. d. (Labonne) ..... 8 266 (36,08) 9 E.  
div. d. (Marion, UDF-PR) ..... 2 208 (9,63) 2 E.  
Nouveau conseil : 5 PC, 18 PS, 15 div. g., 2 UDF, 8 RPR, 1 div. d.  
Conseil sortant : 10 PC, 15 PS, 2 MRG, 10 div. g., 4 UDF, 5 RPR, 3 div. d.  
1<sup>er</sup> tour : L. 37 908 ; V. 23 784 ; A. 37,25 % ; Ex. 22 906.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 37 908 ; V. 23 784 ; A. 37,25 % ; Ex. 22 906.  
1988 : L. 37 908 ; V. 23 784 ; A. 37,25 % ; Ex. 22 906.

**MONTÉLIMAR**  
L. 17 744 ; V. 14 286 ; A. 19,48 % ; Ex. 13 716  
div. d. (Cornillet, UDF-rad.) ..... 6 997 (51,01) 27 E.  
div. d. (Pic, PS, m.) ..... 6 719 (48,98) 8 E.  
Nouveau conseil : 1 PC, 6 PS, 1 div. g., 10 UDF, 10 RPR, 7 div. d.  
Conseil sortant : 16 PS, 5 PC, 1 MRG, 1 PSU, 4 div. g., 3 UDF, 5 RPR.  
1<sup>er</sup> tour : L. 17 744 ; V. 14 286 ; A. 19,48 % ; Ex. 13 716.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 17 744 ; V. 14 286 ; A. 19,48 % ; Ex. 13 716.  
1988 : L. 17 744 ; V. 14 286 ; A. 19,48 % ; Ex. 13 716.

**EURE**  
Succès aux Andelys, échec à Louviers, la gauche n'a atteint qu'une partie de ses objectifs. Le député PS, M. Freddy Deschaux-Beaume, a bénéficié, aux Andelys, des divisions entre les deux listes de droite, qui jusqu'au dernier moment n'ont pu se mettre d'accord pour le second tour. Le député retrouvera dans le nouveau conseil sa suppléante, M<sup>me</sup> Madeleine Kiffour, qui figure parmi les six élus RPR-UDF.

A Louviers, M<sup>me</sup> Odile Froust, maire sortante RPR, l'emporte, avec 81 voix de plus que son adversaire, le conseiller général socialiste Alain Bureau. Stabilité aussi à Evreux où M. Roland Plassance (PC) améliore de près de 8 points son score du premier tour, soit le résultat des écologistes. Enfin, à Brionne, le député socialiste François Loncle retrouve, avec 47 voix de majorité, un siège que lui contestait son ex-premier adjoint.

**ÉVREUX**  
L. 25 269 ; V. 17 257 ; A. 31,70 % ; Ex. 16 731  
div. d. (Plassance, PC, m.) ..... 9 389 (56,11) 34 E.  
div. d. (Debré, RPR, d.) ..... 7 342 (43,88) 9 E.  
Nouveau conseil : 15 PC, 9 PS, 10 div. g., 5 UDF, 4 RPR, 4 div. d.  
Conseil sortant : 14 PC, 14 PS, 5 div. g., 6 UDF, 4 RPR.  
1<sup>er</sup> tour : L. 25 269 ; V. 17 257 ; A. 31,70 % ; Ex. 16 731.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 25 269 ; V. 17 257 ; A. 31,70 % ; Ex. 16 731.  
1988 : L. 25 269 ; V. 17 257 ; A. 31,70 % ; Ex. 16 731.

**LOUVIERS**  
L. 11 059 ; V. 8 244 ; A. 25,45 % ; Ex. 8 065  
div. d. (Froust, RPR, m.) ..... 4 073 (50,50) 25 E.  
div. d. (Bureau, PS) ..... 3 992 (49,49) 8 E.  
Nouveau conseil : 1 PC, 4 PS, 3 div. g., 5 UDF, 9 RPR, 11 div. d.  
Conseil sortant : 4 ext. g., 4 PS, 3 UDF, 7 RPR, 15 div. d.  
1<sup>er</sup> tour : L. 11 059 ; V. 8 244 ; A. 25,45 % ; Ex. 8 065.  
2<sup>nd</sup> tour : L. 11 059 ; V. 8 244 ; A. 25,45 % ; Ex. 8 065.  
1988 : L. 11 059 ; V. 8 244 ; A. 25,45 % ; Ex. 8 065.

**PONT-AUDEMER**  
L. 5 565 ; V. 4 075 ; A. 26,77 % ; Ex. 3 782  
div. d. (Mottin) ..... 2 096 (55,42) 23 E.  
div. d. (Desnais, PS) ..... 1 686 (44,57) 6 E.  
Nouveau conseil : 1 PC, 5 PS, 10 UDF, 15 div. d.  
(Lire la suite page 20.)

“ Sécurité ou rentabilité, il faut choisir. ”  
- Ah oui ?

# Abstract



# des élections municipales

**Conseil sortant :** 3 PC, 4 PS, 1 MRG, 4 UDF-CDS, 4 UDF-PR, 8 RPR, 8 div. d., 1 FN.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 10 882 ; V. 8 015 ; A. 28,36 % ; Ex. 7 798. - PS (Barrel) 3 072 (32,42) ; un. d. (Chapuis, div. d., m.) 2 274 (23,19) ; FN (Pérol) 1 188 (12,55) ; PC (Boussier) 850 (9,01) ; div. d. (Bouché) 304 (3,23).  
1988. - L. 10 587 ; V. 8 044 ; A. 14,87 % ; Ex. 8 823. - Mitterrand, 4 363 (50,48) ; Chirac, 4 270 (49,51).

**SETE**  
L. 29 084 ; V. 24 101 ; A. 17,13 % ; Ex. 23 446  
un. d. (Marchand, UDF-CDS, m.) 12 221 (52,12) 30 E.  
un. d. (Lacombe, PS, d.) 11 225 (47,87) 9 E.  
Nouveau conseil : 4 PC, 1 PS, 1 MRG, 10 UDF-CDS, 2 UDF-PR, 8 RPR, 10 div. d.  
Conseil sortant : 1 alt., 4 PC, 3 PS, 1 MRG, 9 UDF-CDS, 3 UDF-PR, 11 RPR, 7 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 29 088 ; V. 22 822 ; A. 22,23 % ; Ex. 22 240. - un. d. (Marchand, UDF-CDS, m.) 9 451 (42,07) ; PS (Lacombe, d.) 8 518 (37,78) ; PC (Boussier) 4 986 (21,96) ; FN (Pérol) 1 188 (5,22) ; Vars (Verned) 805 (3,51) ; div. d. (Bouché) 391 (1,71).  
1988. - L. 28 748 ; V. 22 883 ; A. 16,91 % ; Ex. 22 942. - Mitterrand, 11 980 (52,23) ; Chirac, 10 968 (47,76).

## ILLE-ET-VILAINE

Après vingt-quatre ans de règne, le sénateur et maire sortant (RPR), M. Yvon Bourges, connaît à Dinard une cuisante défaite. Les Dinardiens n'ont pas pardonné à l'ancien ministre de la défense de s'être débarrassé de six adjoints qui, eux, étaient présents à Dinard lorsque le maire, domicilié à Saint-Brieuc, était absent. Son concurrent, M. Mallet, a su, quant à lui, rendre crédible son projet de « mettre fin à la gestion calamiteuse de la ville de Dinard ».

A Saint-Malo, la droite a su, malgré les trahisons et les fausses amitiés, résister à la poussée de la gauche. Ayant écarté le maire, dont il fut le premier adjoint, le député écologiste, René Cousannet est parvenu à s'imposer.

**DINARD**  
L. 7 304 ; V. 5 702 ; A. 21,93 % ; Ex. 5 433  
un. d. (Mallet, UDF) 3 018 (55,54) 23 E.  
un. d. (Bourges, RPR, m.) 2 415 (44,45) 6 E.  
Nouveau conseil : 4 PS, 3 RPR, 1 app. RPR, 4 div. d., 17 div.  
Conseil sortant : 3 PS, 9 RPR, 14 div. d., 3 div.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 7 304 ; V. 5 458 ; A. 25,81 % ; Ex. 5 172. - div. d. (Mallet, UDF) 2 234 (43,18) ; un. d. (Bourges, RPR, m.) 1 778 (33,18) ; div. d. (Boussier) 903 (16,61).  
1988. - L. 7 304 ; V. 5 082 ; A. 18,88 % ; Ex. 5 910. - Chirac, 3 281 (55,17) ; Mitterrand, 2 549 (44,82).

**SAINT-MALO**  
L. 34 932 ; V. 25 439 ; A. 27,17 % ; Ex. 24 923  
un. d. (Cousannet, UDF-CDS, d.) 13 286 (53,30) 23 E.  
un. d. (Chapuis, app. PS, p.) 11 637 (46,69) 10 E.  
(M. Flanchet, div. d., m., s'est retiré entre les deux tours).  
Nouveau conseil : 1 PC, 3 PS, 1 MRG, 1 UDF, 4 div. d., 5 UDF-CDS, 4 UDF-PR, 2 RPR, 3 CNL, 19 div. d.  
Conseil sortant : 5 PS, 1 UDF, 1 MRG, 3 div. d., 9 UDF-CDS, 1 UDF-PR, 6 RPR, 17 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 34 932 ; V. 23 880 ; A. 31,32 % ; Ex. 23 472. - un. d. (Chapuis, app. PS, p.) 9 062 (41,24) ; un. d. (Cousannet, UDF-CDS, d.) 8 897 (39,23) ; div. d. (Flanchet, m.) 3 430 (14,61) ; div. d. (Bouché) 1 283 (5,50).  
1988. - L. 34 942 ; V. 26 383 ; A. 17,84 % ; Ex. 27 487. - Mitterrand, 15 980 (58,42) ; Chirac, 10 391 (41,58).

## INDRE

Le principal enseignement du second tour de scrutin réside dans la victoire de M. Jean-Yves Gateau (PS) à Châteauneuf-sur-Maine. Ce dernier, président du conseil général, ne réussit à réunir que 47,83 % des suffrages alors qu'il avait atteint 60,83 % en 1983. Le résultat de Châteauneuf illustre un phénomène plus général : la progression du PS dans l'ensemble du département qui compte trois députés PS (dont le suppléant de M. André Laiguel, secrétaire d'Etat) et dont la préfecture et deux des trois sous-préfectures (Issoudun et Le Blanc) sont tenues par le PS. Seule la ville de Déols s'oppose à cette évolution puisque le candidat de droite l'emporte (de 51 voix) en profitant du retrait de la candidate rocardienne, M<sup>me</sup> Claudine Mariat, exclue de la fédération socialiste pour indiscipline et qui avait obtenu 22,22 % des voix au premier tour.

**CHATEAUNEUF**  
L. 33 456 ; V. 25 446 ; A. 23,94 % ; Ex. 24 627  
un. d. (Gateau, PS, d.) 12 844 (52,15) 34 E.  
un. d. (Barnaud, UDF-PR, m.) 11 783 (47,84) 11 E.  
Nouveau conseil : 9 PC, 17 PS, 5 NG, 1 MD, 1 MRG, 1 div. d., 11 div.  
Conseil sortant : 3 PC, 5 PS, 14 UDF, 12 RPR, 11 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 33 458 ; V. 23 438 ; A. 29,86 % ; Ex. 23 637. - un. d. (Barnaud, UDF-PR, m.) 9 894 (43,88) ; un. d. (Gateau, PS, d.) 9 876 (43,62) ; NG (Delaunay) 1 474 (6,51) ; FN (Laplaud) 1 404 (6,20).  
1988. - L. 33 504 ; V. 28 227 ; A. 18,76 % ; Ex. 28 883. - Mitterrand, 15 980 (58,42) ; Chirac, 10 391 (41,58).

**DEOLS**  
L. 5 744 ; V. 4 423 ; A. 22,99 % ; Ex. 4 175  
un. d. (Blondeau, div. d.) 2 113 (50,61) 22 E.  
un. d. (Lemoine, PC, m.) 2 062 (49,38) 7 E.  
Nouveau conseil : 4 PC, 3 PS, 22 div. d.  
Conseil sortant : 11 PC, 7 PS, 5 div. d., 2 UDF, 3 RPR, 1 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 5 744 ; V. 4 258 ; A. 25,92 % ; Ex. 4 084. - un. d. (Blondeau, PC, m.) 1 781 (43,50) ; un. d. (Blondeau, div. d.) 1 403 (34,28) ; div. d. (Blondeau, PS, d.) 910 (22,22).  
1988. - L. 5 701 ; V. 4 813 ; A. 19,82 % ; Ex. 4 891. - Mitterrand, 3 025 (64,48) ; Chirac, 1 688 (35,51).

## INDRE-ET-LOIRE

M. Michel Debré, maire depuis 1966, a perdu de 117 voix devant M. André Chollet, ancien MRG, qui avait fait cause commune avec les socialistes. Battu à la députation en Indre-et-Loire en 1962, ayant abandonné avec amertume son siège de député de la Région en 1988, candidat marginalisé au scrutin présidentiel

en 1981, M. Debré perd son dernier donjon. Il lui reste, à soixante-dix ans, un mandat de conseiller général... et son fantôme d'académicien.

Son vainqueur, M. André Chollet, est un pharmacien en retraite, qui a été conseiller municipal d'Amboise de 1966 à 1971 et qui l'est redevenu en 1983. Il a aussi été conseiller général de 1970 à 1976 sous l'étiquette radical-socialiste.

**AMBOISE**  
L. 7 181 ; V. 5 367 ; A. 25,26 % ; Ex. 5 151  
div. d. (PS) 2 634 (51,13) 25 E.  
un. d. (Debré, RPR, m.) 2 517 (48,86) 8 E.  
Nouveau conseil : 7 PS, 16 div. d., 8 div. d., 1 UDF, 1 RPR.  
Conseil sortant : 1 PC, 2 PS, 1 MRG, 3 div. d., 6 RPR, 20 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 7 181 ; V. 5 011 ; A. 30,21 % ; Ex. 4 948. - un. d. (Debré, RPR, m.) 2 087 (43,04) ; div. d. (Chollet) 1 119 (23,08) ; PS (Moraud) 973 (20,07) ; PC (Marchand) 374 (7,71) ; FN (Gautier) 285 (6,08).  
1988. - L. 7 158 ; V. 6 027 ; A. 18,77 % ; Ex. 5 823. - Mitterrand, 3 100 (53,23) ; Chirac, 2 723 (44,76).

## ISERE

Le PS, qui avait perdu en 1983 plusieurs maires importants dans le département, notamment celles de Grenoble, Meylan, Voiron, Sassenage, Claix, espérait, à l'occasion des scrutins des 12 et 19 mars, en reconquérir certaines. A Voiron, où les socialistes, crédités de 39 % des suffrages au premier tour, semblaient en position de l'emporter grâce à l'accord passé avec la liste écologiste, qui avait obtenu 11 % des voix, ont échoué. La liste de droite, conduite par le maire sortant Philippe Vial, a devancé de 435 voix celle conduite par M. Claude Degasper (PS), qui n'a pas fait le plein des voix écologistes.

Fortement implantés à Saint-Egrève, grâce aux 19,9 % des suffrages recueillis au premier tour, les écologistes, qui étaient restés en lice pour le second tour, obtiennent 17,4 % des voix, et cela malgré le vote « utile » de certains d'entre eux qui ont préféré assurer l'élection du maire sortant socialiste, M. Jean-François Delahais, député.

A Pont-de-Claix, le maire communiste sortant, M. Michel Couffou, conserve sa mairie après avoir fait liste commune au second tour avec les dissidents socialistes, mais perd son siège de conseiller général à l'occasion d'une élection partielle au profit de M. Denis Bonzy (RPR). Les socialistes qui, comme à Saint-Martin-d'Hères, et à Fontaine, s'étaient présentés contre le maire sortant communiste, ont échoué dans leur tentative de conquête de ces villes.

**BOURGOIN-JALLIEU**  
L. 13 119 ; V. 8 773 ; A. 33,12 % ; Ex. 8 638  
un. d. (Roy, PS) 4 014 (45,46) 26 E.  
div. d. (Garnier, div. d.) 3 877 (44,60) 8 E.  
FN (Vallier) 857 (9,92) 1 E.  
Nouveau conseil : 6 PC, 10 PS, 11 div. d., 1 UDF, 2 RPR, 4 div. d., 1 FN.  
Conseil sortant : 16 PS, 6 PC, 6 div. d., 2 RPR, 4 UDF, 1 div. d. (M. Pierre Oudot, PS, m., s.r.p.).  
1<sup>er</sup> tour. - L. 13 119 ; V. 8 188 ; A. 37,88 % ; Ex. 7 968. - un. d. (Roy, PS) 3 384 (42,51) ; div. d. (Garnier) 2 011 (25,28) ; div. d. (Chollet, UDF) 1 896 (21,23) ; FN (Vallier) 858 (10,91).  
1988. - L. 13 088 ; V. 10 464 ; A. 22,03 % ; Ex. 10 067. - Mitterrand, 5 298 (52,58) ; Chirac, 4 773 (47,41).

**FONTAINE**  
L. 12 782 ; V. 7 801 ; A. 38,96 % ; Ex. 7 633  
un. d. (Boulard, PC, m.) 3 469 (45,44) 26 E.  
div. d. (Boulard, PS, d.) 2 289 (29,09) 8 E.  
un. d. (Achard-Lombard, div. d.) 1 875 (24,56) 4 E.  
Nouveau conseil : 17 PC, 9 PS, 5 PS diss., 1 RPR, 3 div. d.  
Conseil sortant : 19 PC, 7 PS, 4 div. d., 1 UDF, 2 RPR, 2 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 12 782 ; V. 7 588 ; A. 40,80 % ; Ex. 7 323. - un. d. (Boulard, PC, m.) 3 181 (43,43) ; div. d. (Boulard, PS, d.) 2 184 (29,58) ; un. d. (Achard-Lombard, div. d.) 1 978 (27,01).  
1988. - L. 12 871 ; V. 10 284 ; A. 30,08 % ; Ex. 9 802. - Mitterrand, 7 151 (72,21) ; Chirac, 2 761 (27,78).

**LE PONT-DE-CLAIX**  
L. 6 267 ; V. 3 736 ; A. 40,38 % ; Ex. 3 601  
un. d. (Roy, PS) 2 045 (56,78) 26 E.  
div. d. (Ribo, div. d.) 1 122 (31,15) 5 E.  
un. d. (Tranier, RPR) 434 (12,05) 2 E.  
Nouveau conseil : 15 PC, 7 PS, 4 div. d., 1 RPR, 6 div. d.  
Conseil sortant : 16 PC, 10 PS, 2 UDF, 2 RPR, 3 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 6 267 ; V. 3 789 ; A. 38,84 % ; Ex. 3 672. - un. d. (Roy, PS) 1 381 (37,88) ; div. d. (Chapuis, PS, d.) 984 (26,29) ; div. d. (Ribo, div. d.) 1 224 (33,24) ; un. d. (Tranier, RPR) 500 (13,51).  
1988. - L. 6 051 ; V. 4 889 ; A. 18,53 % ; Ex. 4 682. - Mitterrand, 2 832 (61,63) ; Chirac, 1 800 (38,36).

**SAINT-EGREVE**  
L. 9 818 ; V. 6 900 ; A. 29,72 % ; Ex. 6 827  
un. d. (Delahais, PS, m.) 3 007 (44,04) 24 E.  
div. d. (Robert, div. d.) 2 631 (38,33) 6 E.  
div. d. (Croc) 1 189 (17,41) 3 E.  
Nouveau conseil : 5 PC, 15 PS, 4 div. d., 1 RPR, 1 CNL, 4 div. d., 3 Verts.  
Conseil sortant : 7 PC, 15 PS, 1 div. d., 3 UDF, 4 div. d., 3 écologistes.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 9 818 ; V. 6 518 ; A. 33,81 % ; Ex. 6 383. - un. d. (Delahais, PS, m.) 2 764 (43,07) ; un. d. (Robert, div. d.) 2 387 (37,02) ; div. d. (Croc) 1 274 (19,88).  
1988. - L. 9 831 ; V. 6 228 ; A. 19,88 % ; Ex. 7 822. - Mitterrand, 4 427 (55,54) ; Chirac, 3 500 (44,45).

**VOIRON**  
L. 10 894 ; V. 8 259 ; A. 24,18 % ; Ex. 8 063  
un. d. (Vial, div. d., m.) 4 249 (52,65) 25 E.  
un. d. (Degasper, PS) 3 814 (47,30) 8 E.  
Nouveau conseil : 1 PC, 5 PS, 1 div. d., 5 UDF, 4 RPR, 16 div. d., 1 Vert.  
Conseil sortant : 2 PC, 5 PS, 9 UDF, 12 div. d., 3 RPR, 1 écologiste, 1 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 10 894 ; V. 7 837 ; A. 29,88 % ; Ex. 7 482. - un. d. (Vial, div. d., m.) 3 335 (44,89) ; un. d. (Degasper, PS) 2 893 (38,78) ; div. d. (Vial, div. d., m.) 808 (10,82) ; div. d. (Gautier, div. d.) 426 (5,70).  
1988. - L. 10 845 ; V. 9 284 ; A. 14,57 % ; Ex. 8 984. - Mitterrand, 4 877 (54,83) ; Chirac, 4 017 (44,16).

## JURA

Le poids des écologistes a entraîné la chute de M. Henri Auger, maire communiste de Lons-le-Saunier. Ayant réalisé des scores remarquables au premier tour, ils se présentaient en position d'arbitres du second tour dans trois villes importantes du département : Lons-le-Saunier, Dole et Champagnole.

A Lons-le-Saunier et Dole, les Verts avaient appliqué à la lettre les consignes de M. Waechler de maintien au second tour. Ils n'ont pas subi d'érosion de leur électorat à Dole (mais ils ont faibli à Lons-le-Saunier) et ils ont conquis un et deux sièges dans ces deux conseils municipaux.

A Lons-le-Saunier, le maintien des écologistes et le report effectif des voix du Front national, malgré une consigne d'abstention du jeune conseiller régional M. Gilles Moriconi, a permis au candidat RPR, M. Jacques Péliard, de l'emporter assez largement.

A Champagnole, où l'écologiste, M. Michel Moreau, avait réalisé plus de 21 % des suffrages au premier tour et bénéficié de la visite du secrétaire d'Etat chargé de l'environnement, M. Brice Lalonde, à la suite d'une fusion avec la liste de gauche conduite par M. Jacquemard (PS), le député RPR Jean Charnopain a obtenu plus de 55 % des voix.

**LONS-LE-SAUNIER**  
L. 12 424 ; V. 9 256 ; A. 25,49 % ; Ex. 9 122  
un. d. (Péliard, RPR) 4 605 (50,48) 27 E.  
un. d. (Auger, PC, m.) 3 689 (40,44) 7 E.  
div. d. (Lampon) 828 (9,07) 1 E.  
Nouveau conseil : 4 PC, 3 PS, 5 UDF-CDS, 4 UDF-PR, 2 UDF, 9 RPR, 7 div. d., 1 Vert.  
Conseil sortant : 11 PC, 12 PS, 1 MRG, 3 div. d., 4 UDF, 2 RPR, 2 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 12 424 ; V. 8 707 ; A. 29,91 % ; Ex. 8 822. - un. d. (Péliard, RPR) 3 410 (40,01) ; PC (Auger, m.) 1 863 (22,08) ; PS (Moreau) 1 618 (19,38) ; div. d. (Lampon) 828 (10,01) ; FN (Moreau) 883 (10,51).  
1988. - L. 12 488 ; V. 10 328 ; A. 17,10 % ; Ex. 9 915. - Mitterrand, 5 169 (52,03) ; Chirac, 4 786 (47,96).

**DOLE**  
L. 15 383 ; V. 11 295 ; A. 26,57 % ; Ex. 11 072  
un. d. (Barbier, UDF, m.) 5 696 (51,44) 27 E.  
un. d. (Santuz, PS, d.) 3 870 (34,95) 6 E.  
div. d. (Grandvaux) 1 506 (13,60) 2 E.  
Nouveau conseil : 1 ext. p., 1 PC, 3 PS, 1 MRG, 1 UDF-CDS, 1 UDF-PR, 7 UDF, 1 RPR, 11 div. d., 2 Verts.  
Conseil sortant : 1 ext. p., 3 PC, 4 PS, 10 UDF, 5 RPR, 12 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 15 383 ; V. 10 580 ; A. 31,36 % ; Ex. 10 283. - un. d. (Barbier, UDF, m.) 4 828 (46,89) ; un. d. (Santuz, PS, d.) 3 387 (32,80) ; div. d. (Grandvaux) 1 358 (13,14) ; div. d. (Moreau) 729 (7,08).  
1988. - L. 15 728 ; V. 13 201 ; A. 16,08 % ; Ex. 12 631. - Mitterrand, 7 421 (56,78) ; Chirac, 5 210 (41,24).

**SAINT-CLAUDE**  
L. 6 158 ; V. 4 274 ; A. 30,59 % ; Ex. 4 148  
div. d. (Guichard, UDF-PR) 2 337 (56,34) 26 E.  
un. d. (Bogialli, PS) 1 811 (43,65) 7 E.  
Nouveau conseil : 1 PC, 7 PS, 6 div. d., 2 UDF-CDS, 2 UDF-PR, 13 div. d.  
Conseil sortant : 2 PC, 7 PS, 3 UDF, 11 RPR, 10 div. d. (M. Daniel Vuillard, RPR, m., s'est retiré entre les deux tours).  
1<sup>er</sup> tour. - L. 6 158 ; V. 4 254 ; A. 30,91 % ; Ex. 4 184. - div. d. (Guichard, UDF-PR) 1 688 (40,88) ; un. d. (Bogialli, PS) 1 588 (38,13) ; un. d. (Vuillard, RPR, m.) 910 (21,88).  
1988. - L. 6 782 ; V. 5 632 ; A. 16,71 % ; Ex. 5 431. - Mitterrand, 3 047 (56,10) ; Chirac, 2 384 (43,89).

## LOIR-ET-CHER

« Nous sommes les mousquetaires d'une nouvelle génération qui veut moderniser la politique. Les Français ont souhaité qu'elle change de peau, nous les avons entendus », a déclaré M. Jack Lang en faisant allusion à sa propre victoire à Blois ainsi qu'à celle du candidat socialiste, M. Daniel Chanet, à Vendôme, venant conforter la réflexion au premier tour de M. Jean-Louis Lorgoux à Romorantin-Lanthenay.

Il existe d'ailleurs plus d'un point commun entre les trois plus importants maires du département : ils sont tous membres de la même génération, se réclament davantage de la majorité présidentielle que du Parti socialiste, et ont tous été alliés avec le PCF au premier tour de ces élections. La similitude va même plus loin pour MM. Lang et Chanet, qui fréquentent, chacun, 60 % des suffrages dans leurs villes respectives.

M. Chanet succède à M. Robert Lemaire (div. d.) à la mairie de Vendôme, après avoir pris sa place au conseil général en octobre dernier.

Dans un parallèle audacieux, M. Jack Lang a associé ces trois victoires de la gauche en Loir-et-Cher à celles de M. Robert Vigouroux à Marseille et même à celle de M. Michel Noir à Lyon, concluant par ces mots : « La France a besoin de renouvellement et d'oxygène ».

**BLOIS**  
L. 27 396 ; V. 19 203 ; A. 29,91 % ; Ex. 18 439  
PS (Lang, m.) 11 048 (59,91) 35 E.  
un. d. (Santuz, app. UDF, m.) 7 391 (40,08) 8 E.  
Nouveau conseil : 19 PS, 1 MRG, 15 div. d., 1 UDF-CDS, 1 UDF-PR, 2 RPR, 4 div. d.  
Conseil sortant : 3 PC, 3 PS, 1 MRG, 1 div. d., 1 UDF-PR, 2 UDF-PR, 1 UDF-CDS, 3 app. UDF, 5 RPR, 23 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 27 396 ; V. 19 748 ; A. 27,82 % ; Ex. 19 302. - PS (Lang, m.) 9 808 (49,60) ; un. d. (Santuz, app. UDF, m.) 8 888 (45,28) ; UDF-PR (div. d.) 794 (4,12) ; PC (Lemaire) 1 205 (6,21) ; FN (Chaboud) 888 (4,48).  
1988. - L. 27 228 ; V. 22 066 ; A. 16,79 % ; Ex. 21 828. - Mitterrand, 12 180 (56,84) ; Chirac, 6 888 (31,94).

**VENDÔME**  
L. 11 325 ; V. 8 352 ; A. 26,25 % ; Ex. 8 022  
PS (Chanet) 4 803 (59,87) 27 E.  
UDF-CDS (Desnais, d.) 3 219 (40,12) 6 E.  
Nouveau conseil : 2 ext. p., 11 PS, 14 div. d., 1 UDF-CDS, 2 UDF, 1 RPR, 2 div. d.  
Conseil sortant : 1 PC, 3 PS, 1 div. d., 2 RPR, 26 div. d. (M. Robert Lemaire, div. d., m., s.r.p.).

## LOIRE

A Saint-Etienne, l'ancien maire communiste, M. Joseph Sangnadel, qui conduisait une liste d'union de la gauche née difficilement entre les deux tours, n'a pas pu prendre sa revanche sur son vainqueur de 1983, M. François Dubanchet (UDF-CDS). Ce dernier, à la tête d'une équipe UDF-RPR bien soudée, l'a emporté sans difficultés avec 10 316 voix de plus que le 12 mars, soit une progression de 11,29 %. Les abstentionnistes du premier tour ont fait en grande partie la différence. L'union de la gauche obtient 12 des 61 sièges, et le Front national, qui s'était maintenu, entre au conseil avec deux élus.

A Saint-Chamond, le successeur socialiste de M. Antoine Pimay, M. Jacques Badet qui emmenait une liste d'union de la gauche, a été battu en dépit du ralliement des écologistes, par la liste conduite par M. Georges Durcarre (RPR) qui l'emporte avec 126 voix d'avance.

A Firminy, M. Théo Vial-Massat, maire sortant et député communiste, qui affrontait dans une triangulaire son ancien adjoint, M. André Royard, dissident PS, et le candidat UDF-CDS à la tête d'une liste d'union de la droite, a obtenu 50,48 % de suffrages exprimés.

**SAINT-ETIENNE**  
L. 120 189 ; V. 77 766 ; A. 35,29 % ; Ex. 75 220  
un. d. (Dubanchet, UDF-CDS, m.) 40 639 (54,10) 47 E.  
un. d. (Sangnadel, PC) 28 874 (38,38) 12 E.  
FN (Despert) 5 648 (7,50) 2 E.  
Nouveau conseil : 1 PSU, 5 PC, 4 PS, 1 div. d., 1 AD, 1 UDF-CDS, 5 UDF-PR, 4 UDF, 12 RPR, 2 CNL, 23 div. d., 2 FN.  
Conseil sortant : 1 PSU, 7 PC, 6 PS, 1 MRG, 6 UDF-PR, 3 UDF-CDS, 6 UDF-PR, 2 UDF, 13 RPR, 4 CNL, 12 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 120 189 ; V. 71 788 ; A. 40,28 % ; Ex. 70 838. - un. d. (Dubanchet, UDF-CDS, m.) 30 373 (42,51) ; PC (Sangnadel) 14 364 (20,23) ; un. d. (Pimay, PS) 13 310 (18,78) ; FN (Despert) 7 158 (10,08) ; Vars (Boulogne) 4 936 (6,96) ; div. d. (Bouché) 907 (1,13).  
1988. - L. 119 610 ; V. 82 911 ; A. 22,32 % ; Ex. 80 415. - Mitterrand, 48 588 (58,07) ; Chirac, 42 948 (47,92).

**FIRMINY**  
L. 14 591 ; V. 9 269 ; A. 36,47 % ; Ex. 9 043  
PC (Vial-Massat, m.) 4 565 (50,48) 27 E.  
un. d. (Perrier, UDF-CDS) 2 650 (29,30) 5 E.  
div. d. (Royard, PS, diss.) 1 828 (20,21) 3 E.  
Nouveau conseil : 15 PC, 2 MRG, 10 div. d., 3 PS diss., 2 UDF-CDS, 2 RPR, 1 div. d.  
Conseil sortant : 19 PC, 6 PS, 2 MRG, 2 div. d., 3 UDF-CDS, 1 UDF, 2 RPR.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 14 591 ; V. 8 982 ; A. 38,67 % ; Ex. 8 848. - PC (Vial-Massat, m.) 4 252 (48,18) ; un. d. (Perrier, UDF-CDS) 2 428 (28,07) ; div. d. (Royard, PS, diss.) 1 908 (22,78).  
1988. - L. 14 681 ; V. 11 438 ; A. 16,14 % ; Ex. 10 827. - Mitterrand, 6 002 (50,41) ; Chirac, 4 328 (38,58).

**RIVE-DE-GIER**  
L. 8 010 ; V. 5 897 ; A. 26,37 % ; Ex. 5 698  
un. d. (Géry, PC, m.) 3 131 (54,94) 26 E.  
un. d. (Charvin, RPR) 2 567 (45,05) 7 E.  
Nouveau conseil : 12 PC, 3 app. PC, 5 PS, 1 MRG, 5 div. d., 2 UDF-PR, 1 UDF, 2 RPR, 2 div. d.  
Conseil sortant : 15 PC, 8 PS, 4 div. d., 6 div. d.  
1<sup>er</sup> tour. - L. 8 010 ; V. 5 782 ; A. 28,58 % ; Ex. 5 688. - PC (Géry, m.) 2 488 (43,33) ; un. d. (Charvin, RPR) 1 788 (30,20) ; PS (Bischoff) 870 (15,23) ; FN (Gou

# Le second tour

(Suite de la page 21.)

## LE PUY

L. 12 139; V. 8 403; A. 30,77 %; Ex. 8 213  
 m. d. (Rousselle, UDF-RPR, m.) ..... 3 224 (39,25) 25 E.  
 m. d. (Cassagne, PS) ..... 3 193 (38,87) 7 E.  
 m. d. (Verdier, PS) ..... 1 796 (21,86) 3 E.  
 Nouveau conseil : 1 PC, 4 PS, 2 adj. p., 4 UDF-RPR, 5 UDF-CDS, 5 RPR, 11 div. d., 3 Verts.  
 Conseil sortant : 1 PC, 5 PS, 1 div. g., 6 UDF-RPR, 4 UDF-CDS, 4 RPR, 14 div. d.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 12 139; V. 8 403; A. 30,77 %; Ex. 8 213. - un. d. (Rousselle, UDF-RPR, m.) 3 224 (39,25); m. d. (Cassagne, PS) 3 193 (38,87); m. d. (Verdier, PS) 1 796 (21,86); m. d. (Bouvier, PS) 1 388 (17,38); m. d. (Favard, PS) 764 (18,70); m. d. (Néchet, PS) 14 584.  
 1988 : L. 12 218; V. 10 308; A. 14,88 %; Ex. 10 007. - Chénou, 5 057 (50,33); Mitterrand, 4 670 (46,88).

## YSSINGEAUX

L. 4 513; V. 3 743; A. 17,06 %; Ex. 3 624  
 m. d. (Guillaumont, div. d., m.) ..... 1 455 (40,14) 21 E.  
 m. d. (Dupuy, PS) ..... 1 384 (38,18) 5 E.  
 m. d. (Olivier, PS) ..... 785 (21,66) 3 E.  
 Nouveau conseil : 5 UDF-CDS, 19 div. d., 4 PS, 1 adj. p.  
 Conseil sortant : 2 PS, 1 div. g., 17 div. d., 8 UDF-CDS, 1 UDF-RPR.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 4 513; V. 3 743; A. 17,06 %; Ex. 3 624. - un. d. (Guillaumont, div. d., m.) 1 455 (40,14); m. d. (Dupuy, PS) 1 384 (38,18); m. d. (Olivier, PS) 785 (21,66); m. d. (Bouvier, PS) 1 388 (17,38); m. d. (Favard, PS) 764 (18,70); m. d. (Néchet, PS) 14 584.  
 1988 : L. 4 486; V. 3 910; A. 18,01 %; Ex. 3 728. - Chénou, 2 067 (55,43); Mitterrand, 1 822 (44,56).

## LOIRE-ATLANTIQUE

Seul enjeu important du second tour : Orvault, (vingt-trois mille habitants), cinquième ville du département, qui n'a pas changé de mains. M. André Louisy (UDF-RPR) l'a emporté - mais de 67 voix seulement - devant le socialiste Jean-Claude Rault. Celui-ci, qui avait obtenu le ralliement de la liste écologiste (11 % de voix au premier tour), évitant ainsi la triangulaire, a manqué d'un cheveu la reconquête de la ville par le PS.

A La Baule, M. Olivier Guichard, ancien ministre, baron du gaullisme, n'a pas été inquiété malgré deux listes concurrentes à droite.

Ces deux résultats ne rendent pas totalement compte des progrès du PS en Loire-Atlantique : si les socialistes ont perdu Donges, ville de l'estuaire où est installée une grande raffinerie de pétrole, ils gagnent au moins quatre chefs-lieux de cantons ruraux, Nozay, Bouaye, Saint-Brevin et Herbignac.

## LA BAULE-ESCOUBLAC

L. 12 017; V. 7 529; A. 37,34 %; Ex. 7 394  
 m. d. (Guichard, RPR, m.) ..... 3 384 (45,76) 25 E.  
 m. d. (Boye, PS) ..... 2 090 (28,26) 5 E.  
 m. d. (Sastre, PS) ..... 1 106 (14,95) 2 E.  
 m. d. (Demazy, PS) ..... 814 (11,00) 1 E.  
 Nouveau conseil : 1 PC, 4 PS, 1 UDF-CDS, 2 UDF-RPR, 8 RPR, 17 div. d.  
 Conseil sortant : 1 PC, 4 PS, 1 UDF-CDS, 2 UDF-RPR, 3 RPR, 22 div. d.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 12 019; V. 7 678; A. 38,11 %; Ex. 7 502. - un. d. (Guichard, RPR, m.) 3 384 (45,76); m. d. (Boye, PS) 2 090 (28,26); m. d. (Sastre, PS) 1 106 (14,95); m. d. (Demazy, PS) 814 (11,00); m. d. (Bouvier, PS) 1 388 (17,38); m. d. (Favard, PS) 764 (18,70); m. d. (Néchet, PS) 14 584.  
 1988 : L. 11 929; V. 10 138; A. 15,08 %; Ex. 9 860. - Chénou, 5 533 (58,21); Mitterrand, 4 017 (40,78).

## ORVAULT

L. 16 298; V. 11 063; A. 32,12 %; Ex. 10 879  
 m. d. (Louisy, UDF-RPR, m.) ..... 5 473 (50,30) 27 E.  
 m. d. (Rault, PS) ..... 4 406 (40,69) 8 E.  
 Nouveau conseil : 1 PC, 3 PS, 1 div. g., 1 UDF-CDS, 2 UDF-RPR, 8 RPR, 16 div. d., 1 UDF, 2 écol.  
 Conseil sortant : 2 PC, 6 PS, 2 UDF-RPR, 1 UDF, 9 RPR, 1 CNL, 14 div. d.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 16 301; V. 10 770; A. 33,93 %; Ex. 10 554. - un. d. (Louisy, UDF-RPR, m.) 5 473 (50,30); m. d. (Rault, PS) 4 406 (40,69); m. d. (Bouvier, PS) 1 388 (17,38); m. d. (Favard, PS) 764 (18,70); m. d. (Néchet, PS) 14 584.  
 1988 : L. 16 056; V. 13 880; A. 14,97 %; Ex. 13 181. - Mitterrand, 7 311 (55,42); Chénou, 5 880 (44,57).

## LOIRET

Le dernier maire socialiste d'Orléans avait dirigé la ville de 1954 à 1959. C'est donc une belle victoire pour M. Jean-Pierre Sueur, député rocardien, qui a conquis la cité de Jeanne d'Arc avec 51 % des voix, malgré l'appel à l'abstention du PCF et les non-conseils de vote du candidat d'extrême gauche, M. Bernard, le maire sortant, n'a, il est vrai, guère pu être jugé sur son action : il n'était en effet à la tête de la municipalité que depuis octobre 1988, après la démission de M. Douffaignes (UDF-RPR), qui voulait permettre à son dauphin de se reposer. C'est donc également un échec pour l'ancien ministre des transports, qui a raté sa passation de pouvoir.

Le Parti communiste, de son côté, reprend à la droite la mairie de Montargis, qu'il avait perdue en 1983.

## ORLÉANS

L. 56 244; V. 38 568; A. 31,42 %; Ex. 37 634  
 m. d. (Sueur, d.) ..... 19 199 (51,01) 42 E.  
 m. d. (Bernard, UDF-RPR, m.) ..... 18 435 (48,98) 13 E.  
 Nouveau conseil : 23 PS, 1 adj. p., 2 MRG, 1 AD, 13 adj. p., 2 UDF-RPR, 1 UDF-CDS, 4 UDF-RPR, 5 RPR, 1 app. RPR, 2 Verts.  
 Conseil sortant : 3 PC, 5 PS, 1 adj. p., 1 MRG, 4 UDF-RPR, 6 UDF-CDS, 14 UDF-RPR, 2 UDF, 15 RPR, 2 app. RPR, 2 Verts.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 56 287; V. 38 248; A. 35,57 %; Ex. 36 887. - un. d. (Sueur, d.) 19 199 (51,01); m. d. (Bernard, UDF-RPR, m.) 18 435 (48,98); m. d. (Bouvier, PS) 1 388 (17,38); m. d. (Favard, PS) 764 (18,70); m. d. (Néchet, PS) 14 584.  
 1988 : L. 56 441; V. 46 884; A. 16,88 %; Ex. 46 227. - Chénou, 22 747 (50,28); Mitterrand, 22 480 (48,70).

## MONTARGIS

L. 9 123; V. 6 060; A. 33,57 %; Ex. 5 764  
 m. d. (Nublat, PC) ..... 2 905 (50,39) 25 E.  
 m. d. (Brisson, RPR, m.) ..... 2 859 (49,60) 8 E.  
 Nouveau conseil : 15 PC, 10 PS, 3 UDF-RPR, 4 RPR, 1 app. RPR.  
 Conseil sortant : 4 PC, 3 PS, 6 RPR, 3 UDF-RPR, 6 app. UDF, 6 div. d., 5 app. RPR.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 9 134; V. 6 847; A. 34,89 %; Ex. 6 788. - un. d. (Nublat, PC) 2 905 (50,39); m. d. (Brisson, RPR, m.) 2 859 (49,60); m. d. (Bouvier, PS) 1 388 (17,38); m. d. (Favard, PS) 764 (18,70); m. d. (Néchet, PS) 14 584.  
 1988 : L. 9 227; V. 6 840; A. 17,18 %; Ex. 7 360. - Chénou, 3 788 (51,42); Mitterrand, 3 576 (48,57).

## LOT

Difficile de faire plus juste... 14 «petites» voix séparent M. Maurice Faure de son principal concurrent, M. Pierre Mas (UDF).

Ce duel serré confirme une certaine lassitude de l'électorat, une usure du pouvoir en place depuis 1965. Quel qu'il en soit, M. Maurice Faure reste donc le

maire de Cahors et, faisant référence à un scrutin célèbre connu sous le nom d'«amendement Wallon», qui en 1875 a établi, à une voix de majorité, l'article suprême de la III<sup>e</sup> République, il a déclaré : «Nous avons fait quatorze fois mieux...»

M. Pierre Mas, quant à lui, se promet de déposer un recours auprès du tribunal administratif.

## CAHORS

L. 11 905; V. 9 634; A. 19,07 %; Ex. 8 791  
 m. d. (Faure, MRG, m.) ..... 3 809 (43,32) 24 E.  
 m. d. (Mas, UDF-CDS) ..... 3 795 (43,16) 7 E.  
 m. d. (Grinfeder, PS) ..... 1 187 (13,50) 2 E.  
 Nouveau conseil : 4 PC, 8 PS, 7 MRG, 5 adj. p., 1 UDF, 6 div. d., 2 écol.  
 Conseil sortant : 5 PC, 7 PS, 7 MRG, 7 div. g., 1 UDF, 2 RPR, 3 div. d., 1 écol.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 11 905; V. 9 634; A. 19,07 %; Ex. 8 791. - un. d. (Faure, MRG, m.) 3 809 (43,32); m. d. (Mas, UDF-CDS) 3 795 (43,16); m. d. (Grinfeder, PS) 1 187 (13,50); m. d. (Bouvier, PS) 1 388 (17,38); m. d. (Favard, PS) 764 (18,70); m. d. (Néchet, PS) 14 584.  
 1988 : L. 12 108; V. 10 533; A. 12,88 %; Ex. 10 188. - Mitterrand, 5 946 (58,28); Chénou, 4 243 (41,71).

## LOT-ET-GARONNE

Le docteur Paul Chollet, député UDF, sera le nouveau maire d'Agen puisque le maire sortant, M. Georges Ricci (UDF) n'était plus candidat à sa propre succession. La majorité sortante conforte le nombre de ses sièges, 31 au lieu de 30, face à la liste majoritaire présidentielle de M. Christian Lauris, ancien député socialiste. A Villeneuve-sur-Lot, M. Claude Larroche a été élu au terme d'un scrutin qui a vu sept listes en présence au premier tour. Nouveau venu en politique, M. Larroche s'affiche comme appartenant à la droite libérale. Il succède à M. Lapeyronie (CNL), qui, arrivé en troisième position au premier tour, avait préféré se retirer de la compétition. Parmi les battus figure M. Paul Mauvezin (RPR) à Fumel, vaincu par une liste d'union de la gauche.

## AGEN

L. 21 152; V. 13 162; A. 37,77 %; Ex. 12 696  
 m. d. (Chollet, UDF, d.) ..... 7 165 (56,43) 31 E.  
 m. d. (Lauris, PS) ..... 5 531 (43,56) 8 E.  
 Nouveau conseil : 1 PC, 2 PS, 2 MRG, 5 div. g., 1 UDF-RPR, 5 UDF, 7 RPR, 1 écol., 15 div.  
 Conseil sortant : 3 PC, 4 PS, 1 MRG, 2 UDF-RPR, 4 UDF, 11 RPR, 1 écol., 13 div. (M. Georges Ricci, UDF, m., n.s.p.).  
 1<sup>er</sup> tour : L. 21 157; V. 13 074; A. 38,20 %; Ex. 12 684. - un. d. (Chollet, UDF, d.) 7 165 (56,43); m. d. (Lauris, PS) 5 531 (43,56); m. d. (Bouvier, PS) 1 388 (17,38); m. d. (Favard, PS) 764 (18,70); m. d. (Néchet, PS) 14 584.  
 1988 : L. 20 963; V. 16 782; A. 19,88 %; Ex. 16 190. - Mitterrand, 8 350 (51,57); Chénou, 7 840 (48,42).

## VILLENEUVE-SUR-LOT

L. 16 911; V. 12 289; A. 27,33 %; Ex. 11 464  
 m. d. (Larroche, PS) ..... 6 493 (56,63) 28 E.  
 m. d. (Lapeyronie, PS) ..... 4 971 (43,36) 7 E.  
 Nouveau conseil : 1 PC, 4 PS, 1 adj. p., 1 MRG, 3 RPR, 22 div. d.  
 Conseil sortant : 2 PC, 3 PS, 1 MRG, 5 UDF, 4 RPR, 1 CNL, 1 FN, 18 div. d. (M. Georges Lapeyronie, CNL, m., s'est retiré entre les deux tours).  
 1<sup>er</sup> tour : L. 16 911; V. 11 843; A. 31,15 %; Ex. 11 244. - un. d. (Larroche, PS) 6 493 (56,63); m. d. (Lapeyronie, PS) 4 971 (43,36); m. d. (Bouvier, PS) 1 388 (17,38); m. d. (Favard, PS) 764 (18,70); m. d. (Néchet, PS) 14 584.  
 1988 : L. 16 950; V. 14 100; A. 16,81 %; Ex. 13 677. - Chénou, 6 532 (51,08); Mitterrand, 6 845 (48,91).

## LOZÈRE

Dans la seule ville industrielle de la Lozère, à Saint-Chély-d'Aperch, le maire sortant UDF l'emporte aisément, avec 54 % des voix.

A Florac, traditionnellement à gauche, la droite avait enlevé, au premier tour, 5 sièges, et la gauche n'en avait obtenu que 2. Au second tour, le PS s'est ressaisi puisqu'il emporte 11 des 12 sièges en ballottage et conserve, donc, la mairie.

## SAINT-CHÉLY-D'APERCHER

L. 3 007; V. 2 584; A. 14,06 %; Ex. 2 507  
 UDF (Bardon, UDF-RPR, m.) ..... 1 364 (54,40) 21 E.  
 m. d. (Galvier, PC) ..... 1 143 (45,59) 6 E.  
 Nouveau conseil : 1 PC, 2 PS, 3 div. g., 4 UDF, 17 div. d.  
 Conseil sortant : 1 PC, 2 PS, 3 div. g., 4 UDF-RPR, 6 RPR, 12 div. d.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 3 007; V. 2 584; A. 14,06 %; Ex. 2 507. - un. d. (Bardon, UDF-RPR, m.) 1 364 (54,40); m. d. (Galvier, PC) 1 143 (45,59); m. d. (Bouvier, PS) 1 388 (17,38); m. d. (Favard, PS) 764 (18,70); m. d. (Néchet, PS) 14 584.  
 1988 : L. 2 841; V. 2 807; A. 11,36 %; Ex. 2 828. - Chénou, 1 366 (53,58); Mitterrand, 1 173 (46,41).

## MAINE-ET-LOIRE

Dans ce département, réputé conservateur, 50 % des communes vont changer de maire. Ce mouvement massif révèle un progrès assez sensible de la gauche - présidentielle (qui s'empare de plusieurs communes dans la région d'Angers) et une aspiration de l'électorat au renouvellement de ses élus locaux.

La surprise vient, cependant, de Cholet, où l'ancien ministre UDF M. Maurice Ligot, privé des voix du Front national, retrouve sa mairie avec seulement 46,7 % des suffrages (47,15 % au premier tour) face au PS (33,8 %), qui bénéficie d'un bon report des voix communistes, tandis que les Verts frôlent les 20 %.

Avertissement aussi à Saumur pour le RPR sortant. M. Paul Hugot (51,35 % contre 60 % au premier tour en 1983). Seul maire communiste, M. Jean Bertholet conserve la cinquième ville du département, Trélazé, avec 45,63 % contre 36,68 % à une liste apolitique et seulement 17,69 % au PS, qui perd presque 6 points.

## CHOLET

L. 34 448; V. 22 026; A. 36,06 %; Ex. 21 475  
 m. d. (Ligot, UDF, m., d.) ..... 10 038 (46,74) 34 E.  
 m. d. (Cottollet, PS) ..... 7 267 (33,83) 7 E.  
 m. d. (Descois, PS) ..... 4 170 (19,41) 4 E.  
 Nouveau conseil : 2 div. g., 5 PS, 13 div. d., 16 UDF, 5 RPR, 4 écol.  
 Conseil sortant : 1 PSU, 2 PC, 5 PS, 4 UDF-CDS, 1 UDF-RPR, 11 UDF, 9 RPR, 12 div. d.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 34 448; V. 22 181; A. 36,88 %; Ex. 21 466. - un. d. (Ligot, UDF, m., d.) 10 038 (46,74); m. d. (Cottollet, PS) 7 267 (33,83); m. d. (Descois, PS) 4 170 (19,41); m. d. (Bouvier, PS) 1 388 (17,38); m. d. (Favard, PS) 764 (18,70); m. d. (Néchet, PS) 14 584.  
 1988 : L. 34 283; V. 28 832; A. 16,81 %; Ex. 27 314. - Mitterrand, 14 798 (54,17); Chénou, 12 518 (45,82).

## SAUMUR

L. 19 190; V. 12 305; A. 35,87 %; Ex. 11 920  
 m. d. (Hugot, RPR, m., p.) ..... 6 122 (51,35) 30 E.  
 m. d. (Percars, PS) ..... 4 014 (33,67) 6 E.  
 m. d. (Gony, PS) ..... 1 784 (14,96) 3 E.  
 Nouveau conseil : 1 PS-écol., 5 PS, 3 div. g., 12 UDF, 18 RPR.

Conseil sortant : 1 PC, 6 PS, 11 UDF, 21 RPR.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 18 180; V. 12 204; A. 36,40 %; Ex. 11 787. - un. d. (Hugot, RPR, m., p.) 6 122 (51,35); m. d. (Percars, PS) 4 014 (33,67); m. d. (Gony, PS) 1 784 (14,96); m. d. (Bouvier, PS) 1 388 (17,38); m. d. (Favard, PS) 764 (18,70); m. d. (Néchet, PS) 14 584.  
 1988 : L. 19 135; V. 15 594; A. 18,50 %; Ex. 15 105. - Chénou, 7 743 (51,28); Mitterrand, 7 382 (48,71).

## TRÉLAZÉ

L. 6 919; V. 4 882; A. 29,44 %; Ex. 4 793  
 PC (Bertholet, m.) ..... 2 187 (45,62) 24 E.  
 m. d. (Gony, div. g.) ..... 1 758 (36,67) 6 E.  
 PS (Bourguignon) ..... 848 (17,69) 3 E.  
 Nouveau conseil : 24 app. PC, 3 PS, 3 div. g., 3 div. d.  
 Conseil sortant : 11 PC, 11 PS, 6 div. g., 3 UDF-CDS, 2 RPR.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 6 919; V. 4 882; A. 29,44 %; Ex. 4 793. - PC (Bertholet, m.) 2 187 (45,62); m. d. (Gony, div. g.) 1 758 (36,67); PS (Bourguignon) 848 (17,69); m. d. (Bouvier, PS) 1 388 (17,38); m. d. (Favard, PS) 764 (18,70); m. d. (Néchet, PS) 14 584.  
 1988 : L. 6 882; V. 5 658; A. 18,00 %; Ex. 5 357. - Mitterrand, 4 034 (75,30); Chénou, 1 323 (24,69).

## MANCHE

Brillamment vainqueur à Saint-Lô, où l'ancien maire socialiste retrouve son fauteuil avec 60 % des suffrages, face à la coalition RPR-UDF, le PS perd piteusement la mairie d'Octeville, commune-dortoir de Cherbourg, en raison de dissensions d'ordre personnel au sein de la municipalité sortante d'union de la gauche et d'un mauvais report des voix du PCF.

La désunion de la droite à Granville ne profite pas au PS - frappé du même mal - dont la poussée n'en est pas moins forte dans le sud du département, à Avranches, notamment.

Pontorson, où la gauche unie sous la bannière du PCF triomphe de la droite, sera la première commune de la Manche à se donner un maire communiste.

## SAINT-LÔ

L. 14 271; V. 9 948; A. 30,29 %; Ex. 9 657  
 PS (Dupuis) ..... 5 794 (59,99) 28 E.  
 m. d. (div. d., div. g.) ..... 3 863 (40,00) 7 E.  
 Nouveau conseil : 15 PS, 13 app. PS, 2 UDF-RPR, 5 RPR.  
 Conseil sortant : 1 PSU, 1 PC, 5 PS, 4 UDF-CDS, 7 UDF-RPR, 6 RPR, 10 div. d. (M. Jean Pasquas, UDF-RPR, m., se représente sur la liste de M. Digard).  
 1<sup>er</sup> tour : L. 14 274; V. 9 981; A. 32,80 %; Ex. 9 308. - PS (Dupuis) 5 794 (59,99); m. d. (div. d., div. g.) 3 863 (40,00); m. d. (Bouvier, PS) 1 388 (17,38); m. d. (Favard, PS) 764 (18,70); m. d. (Néchet, PS) 14 584.  
 1988 : L. 14 078; V. 11 629; A. 17,38 %; Ex. 11 351. - Mitterrand, 6 388 (58,28); Chénou, 4 965 (43,71).

## ÉQUEURDEVILLE-HAINNEVILLE

L. 11 606; V. 7 244; A. 37,58 %; Ex. 7 100  
 m. d. (Lecroix, PS, m.) ..... 3 290 (46,33) 25 E.  
 m. d. (Bouquet) ..... 1 968 (27,71) 4 E.  
 m. d. (Tissot, RPR) ..... 1 842 (25,94) 4 E.  
 Nouveau conseil : 4 PC, 19 PS, 2 app. PS, 4 RPR, 4 écol.  
 Conseil sortant : 6 PC, 19 PS, 1 app. PS, 5 RPR, 2 écol.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 11 607; V. 6 987; A. 39,80 %; Ex. 6 678. - un. d. (Lecroix, PS, m.) 3 290 (46,33); m. d. (Bouquet) 1 968 (27,71); m. d. (Tissot, RPR) 1 842 (25,94); m. d. (Bouvier, PS) 1 388 (17,38); m. d. (Favard, PS) 764 (18,70); m. d. (Néchet, PS) 14 584.  
 1988 : L. 11 335; V. 9 488; A. 16,28 %; Ex. 9 151. - Mitterrand, 6 067 (60,23); Chénou, 3 084 (35,76).

## GRANVILLE

L. 9 016; V. 5 913; A. 34,41 %; Ex. 5 725  
 m. d. (Lecroix, RPR) ..... 1 915 (33,44) 23 E.  
 UDF (Couray, app. UDF) ..... 1 525 (26,63) 4 E.  
 m. d. (Deruay, PS diss.) ..... 1 206 (21,06) 3 E.  
 PS (Lapouje) ..... 1 079 (18,84) 3 E.  
 Nouveau conseil : 3 PS, 3 PS diss., 5 UDF-CDS, 4 UDF-RPR, 5 RPR, 13 div. d.  
 Conseil sortant : 1 PC, 4 PS, 1 div. g. (M. Henri Baudouin, UDF-RPR, m., s'est retiré entre les deux tours).  
 1<sup>er</sup> tour : L. 9 016; V. 5 913; A. 34,41 %; Ex. 5 725. - un. d. (Lecroix, RPR) 1 915 (33,44); m. d. (Couray, app. UDF) 1 525 (26,63); m. d. (Deruay, PS diss.) 1 206 (21,06); m. d. (Lapouje, PS) 1 079 (18,84); m. d. (Bouvier, PS) 1 388 (17,38); m. d. (Favard, PS) 764 (18,70); m. d. (Néchet, PS) 14 584.  
 1988 : L. 9 027; V. 7 403; A. 17,99 %; Ex. 7 177. - Mitterrand, 3 889 (53,76); Chénou, 3 118 (46,23).

## OCTEVILLE

L. 9 733; V. 5 712; A. 41,31 %; Ex. 5 593  
 m. d. (Poirier, div. d.) ..... 1 793 (32,05) 22 E.  
 m. d. (Pénel, PS) ..... 1 662 (29,71) 5 E.  
 PS diss. (Rouille) ..... 1 295 (23,15) 4 E.  
 m. d. (Magalhães) ..... 843 (15,07) 2 E.  
 Nouveau conseil : 1 PC, 4 PS, 4 PS diss., 2 UDF-RPR, 2 RPR, 18 div. d., 2 écol.  
 Conseil sortant : 6 PC, 16 PS, 3 div. g., 6 div. d., 2 écol. (M. Gabriel Soria, PS, m., se représente sur la liste de M. Pénel).  
 1<sup>er</sup> tour : L. 9 733; V. 5 712; A. 41,31 %; Ex. 5 593. - un. d. (Poirier, div. d.) 1 793 (32,05); m. d. (Pénel, PS) 1 662 (29,71); m. d. (Rouille, PS diss.) 1 295 (23,15); m. d. (Magalhães) 843 (15,07); m. d. (Bouvier, PS) 1 388 (17,38); m. d. (Favard, PS) 764 (18,70); m. d. (Néchet, PS) 14 584.  
 1988 : L. 9 714; V. 7 889; A. 18,99 %; Ex. 7 595. - Mitterrand, 4 910 (54,44); Chénou, 2 686 (25,35).

## MARNE

Le bataillon des abstentionnistes a fait pencher la balance du côté des maires sortants. A Epervain, où 800 électeurs supplémentaires se sont rendus aux urnes, le député UDC et maire sortant, M. Bernard Stasi, a de loin le mieux mobilisé, puisqu'il enregistre un gain d'un millier de voix, cependant que son adversaire socialiste, le rocardien Jean-Louis Berger, a la tête d'une liste d'union, n'améliore le total des voix de gauche au premier















# Tant qu'il y aura des défis dans l'air

Déjà tout petit, l'espace aérien était pour vous synonyme de rêve de conquêtes et d'exigence. AIR INTER, c'est un formidable enjeu : mutations technologiques, environnement concurrentiel, échéance du marché européen...

En recrutant ses futurs cadres, AIR INTER parie sur toujours plus de performance dans un secteur où jeunes diplômés et confirmés sont appelés à prendre un véritable envol professionnel.

Si vous avez de la suite dans les idées,  
vous avez l'étoffe d'une carrière en AIR INTER.

Ecrivez à la Direction des Ressources Humaines. 91551 Paray-Vieille-Poste Cedex.



D E S T I N A T I O N R É U S S I T É

## Le second tour

(Suite de la page 26.)

## ALBERT

L. 7 655; V. 6 336; A. 17,23 %; Ex. 6 131  
 m. d. (Demilly, UDF-PSD) ..... 3 453 (56,32) 26 E  
 PC (Lamand, m.) ..... 2 678 (43,67) 7 E  
 Nouveau conseil : 3 PC, 3 PS, 3 MRG, 3 RPR, 14 div. d.  
 Conseil sortant : 4 PSU, 5 PC, 8 PS, 9 div. g., 4 UDF-PSD, 1 RPR, 2 div. d.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 7 657; V. 6 033; A. 21,20 %; Ex. 5 968; - un. d. (Demilly, UDF-PSD) 2 797 (47,90); PC (Lamand, m.) 2 287 (38,53); PS (Grosche) 804 (13,70).  
 1988 : L. 7 860; V. 6 570; A. 14,22 %; Ex. 6 348; - Mitterrand, 4 090 (64,41); Chirac, 2 259 (36,58).

## TARN

L'élection de M. Jacques Limouzy (RPR) à la mairie de Castres, démissionnaire par un socialiste, est à contre-courant. La gauche conforte ses positions et conquiert plusieurs municipalités. Après avoir fusionné avec la liste droite d'extrême (24,78 % des voix au premier tour), M. Limouzy a pu conserver son avantage malgré une remontée de près de 6 points du maire socialiste sortant, M. Philippe Deynoux. En baisse de 2,4 points par rapport au premier tour, M. Bernard Arnaud, chef de file du Front national, siègea au conseil municipal.

## CASTRES

L. 30 781; V. 24 262; A. 21,17 %; Ex. 23 598  
 m. d. (Limouzy, RPR, d.) ..... 11 317 (47,95) 33 E  
 m. g. (Deynoux, PS, m.) ..... 10 242 (43,40) 9 E  
 FN (Arnaud, p.) ..... 2 039 (8,64) 1 E  
 Nouveau conseil : 3 PC, 5 PS, 1 MRG, 5 UDF-PR, 1 UDF-rad, 13 RPR, 14 div. d., 1 FN.  
 Conseil sortant : 10 PC, 18 PS, 4 MRG, 1 div. g., 1 UDF-rad, 1 UDF-CDS, 8 RPR.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 30 787; V. 24 274; A. 24,40 %; Ex. 22 850; - un. d. (Deynoux, PS, m.) 8 373 (37,13); un. d. (Limouzy, RPR, d.) 8 102 (27,05); div. d. (Mitterrand) 6 588 (24,78); FN (Arnaud, p.) 2 486 (11,02).  
 1988 : L. 30 431; V. 26 383; A. 13,40 %; Ex. 25 277; - Mitterrand, 12 680 (50,16); Chirac, 12 587 (48,83).

## TARN-ET-GARONNE

Second tour surprenant dans le Tarn-et-Garonne. Les Verts, à Montauban, obtiennent 16,12 % des suffrages (soit 5 points de plus qu'au premier tour), et deux élus. Autre surprise à Castelsarrasin, où M. Jean Bonhomme (RPR), maire depuis trente ans, conseiller général, ancien député, est détrôné par M. Yvon Collin, sénateur de quarante-trois ans et président du MRG. Enfin, à Castelsarrasin, le maire sortant, M. Molina (MRG), est nettement battu par M. Dagen (divers droite).

## MONTAUBAN

L. 33 415; V. 23 626; A. 29,29 %; Ex. 22 971  
 m. g. (Gourz, PS, m.) ..... 11 340 (49,36) 34 E  
 RPR (de Saint) ..... 7 926 (34,50) 8 E  
 écol. (Ravallin) ..... 3 705 (16,12) 3 E  
 Nouveau conseil : 2 ext. g., 4 PC, 17 PS, 10 MRG, 2 maj. p., 3 UDF, 5 RPR, 2 écol.  
 Conseil sortant : 2 ext. g., 7 PC, 15 PS, 10 MRG, 3 UDF, 3 RPR, 5 div. d.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 33 416; V. 22 616; A. 32,82 %; Ex. 21 675; - un. g. (Gourz, PS, m.) 10 082 (44,57); RPR (de Saint) 9 918 (27,30); UDF (Gourz) 5 229 (22,11); écol. (Ravallin) 2 396 (10,01); ext. g. (Bouffier) 805 (3,42).  
 1988 : L. 33 241; V. 28 882; A. 13,20 %; Ex. 27 848; - Mitterrand, 14 916 (53,58); Chirac, 12 933 (46,41).

## CASTELSARRASIN

L. 8 266; V. 6 355; A. 23,11 %; Ex. 6 073  
 maj. p. (Dagen, div. d.) ..... 3 824 (60,16) 27 E  
 MRG (Molina, m.) ..... 1 439 (22,69) 4 E  
 PC (Guiche) ..... 810 (13,33) 2 E  
 Nouveau conseil : 2 PC, 1 PS, 4 MRG, 2 UDF, 10 div. d., 14 div.  
 Conseil sortant : 8 PC, 9 PS, 8 MRG, 3 div. g., 2 UDF, 1 RPR, 2 div. d.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 8 266; V. 6 281; A. 23,69 %; Ex. 6 051; - maj. p. (Dagen, div. d.) 2 817 (44,84); MRG (Molina, m.) 1 385 (22,41); PC (Guiche) 805 (13,33); un. d. (Lafont, RPR) 721 (11,51); ext. g. (Vasson) 353 (5,62).  
 1988 : L. 8 170; V. 7 008; A. 14,21 %; Ex. 6 720; - Mitterrand, 3 908 (68,18); Chirac, 2 811 (44,83).

## VAR

Deux des cent cinquante-trois communes du Var basculent à gauche (Solliès-Pont et La Trinité), alors qu'une seule est conquise par la droite (La Mure). Cependant, la grande surprise restera le score réalisé par le Front national qui atteint son maximum à Saint-Raphaël avec 27,16 % des suffrages. Fort de sa progression, le parti de M. Le Pen, qui avait conquis sept sièges dans trois conseils municipaux (Lorgues, Fréjus et Draguignan) dès le premier tour, conforte sa position avec vingt-neuf nouveaux sièges dans sept villes de plus de 3 500 habitants : deux à Six-Fours, Brignoles, La Trinité, La Valette et à Sanary; cinq à Saint-Raphaël et sept à Toulon, M. Le Chevallier, tête de liste de cette formation, étant un « parachuté » dans la capitale du Var. Le directeur de cabinet de M. Le Pen améliore encore son score à 24,24 % des suffrages contre 20,33 % au premier tour.

Autre fait marquant de ce scrutin : l'élimination de M. Jean-Michel Couve à Saint-Tropez, qui (avec 46,49 % des voix) doit céder son fauteuil à M. Alain Spada (53,53 %), un ami de M. François Léonard, jusqu'alors peu connu en politique mais qui est un enfant du pays. Enfin, à La Seyne, où de nouveaux incidents ont émaillé la soirée des résultats, M. Charles Scaglia, malgré les oppositions du premier tour dans son propre camp, est parvenu à sauvegarder son poste conquis en juin 1985 après une série d'invalidations et de partielleries il le devance le communiste M. Maurice Paul (tête de liste de l'union de la gauche) de 2 266 voix.

## TOULON

L. 114 105; V. 67 337; A. 40,98 %; Ex. 65 610  
 m. d. (Tracy, UDF-PR, m.) ..... 31 860 (48,53) 44 E  
 m. g. (Cazanova, PS) ..... 17 846 (27,20) 8 E  
 FN (Le Chevallier) ..... 15 904 (24,24) 7 E  
 Nouveau conseil : 3 PC, 5 PS, 26 UDF, 2 UDF-rad, 13 RPR, 3 div. d., 7 FN.  
 Conseil sortant : 4 PC, 5 PS, 15 RPR, 1 app. PS, 2 UDF-rad, 7 UDF-CDS, 19 UDF-PR, 3 app. UDF, 1 CNI, 2 div. d.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 114 106; V. 65 384; A. 42,71 %; Ex. 64 065; - un. d. (Tracy, UDF-PR, m.) 25 282 (46,86); FN (Le Chevallier) 20 322 (30,32); PS (Cazanova) 9 476 (14,78); PC (de Mazière) 8 276 (12,79); Verts (Pizzoli) 4 894 (7,44); div. (Roulet) 1 336 (2,01).  
 1988 : L. 115 143; V. 62 233; A. 18,88 %; Ex. 68 781; - Chirac, 50 188 (80,58); Mitterrand, 58 583 (93,41).

## HYÈRES

L. 31 800; V. 22 815; A. 28,25 %; Ex. 21 357  
 m. d. (Riondale, div. d., m.) ..... 11 318 (52,99) 33 E  
 PS (Bianotto) ..... 10 039 (47,00) 10 E  
 Nouveau conseil : 7 PS, 3 maj. p., 4 UDF, 11 RPR, 18 div. d.  
 Conseil sortant : 2 PC, 7 PS, 11 UDF, 13 RPR, 1 CNI, 3 div. d., 2 FN.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 31 800; V. 22 123; A. 30,43 %; Ex. 21 610; - PS (Bianotto) 4 850 (22,50); div. d. (Riondale, m.) 4 727 (21,87); div. d. (Bardet) 3 407 (15,78); un. d. (Korral, RPR) 2 224 (10,20); div. g. (Rampin, PC) 1 384 (6,40); FN (Bianotto) 1 374 (6,30); div. d. (Frat, FN) 1 367 (6,27); Verts (Cazanova) 1 326 (6,13); PC (Pignatelli) 981 (4,50).  
 1988 : L. 30 757; V. 26 195; A. 14,83 %; Ex. 25 308; - Chirac, 15 368 (60,57); Mitterrand, 9 827 (38,32).

## SAINT-MAUR

L. 20 469; V. 13 279; A. 35,12 %; Ex. 12 860  
 m. d. (Laurin, RPR, m.) ..... 6 227 (48,42) 26 E  
 FN (Bianotto) ..... 3 493 (27,16) 5 E  
 PS (Coulon) ..... 1 140 (8,64) 4 E  
 Nouveau conseil : 3 PS, 5 UDF-PR, 2 UDF, 15 RPR, 1 RPR diss., 1 CNI, 3 div. d., 5 FN.  
 Conseil sortant : 1 PC, 5 PS, 1 MRG, 1 UDF-CDS, 8 UDF-PR, 10 RPR, 9 div. d.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 20 469; V. 12 858; A. 37,18 %; Ex. 12 475; - un. d. (Laurin, RPR, m.) 5 988 (47,88); FN (Bianotto) 2 877 (23,88); PS (Coulon) 2 888 (23,88); PC (Pignatelli) 947 (7,63).  
 1988 : L. 19 887; V. 17 081; A. 14,83 %; Ex. 16 533; - Chirac, 10 894 (60,48); Mitterrand, 6 588 (38,50).

## LA SEYNE-SUR-MER

L. 40 182; V. 29 919; A. 25,54 %; Ex. 29 044  
 m. d. (Scaglia, UDF, m.) ..... 15 155 (52,17) 25 E  
 m. g. (Paul, PC) ..... 13 889 (47,82) 10 E  
 Nouveau conseil : 5 PC, 5 PS, 14 UDF, 15 RPR, 6 div. d.  
 Conseil sortant : 5 PC, 4 PS, 15 RPR, 15 UDF-PR et app. 5 div. d., 1 FN.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 40 182; V. 27 386; A. 31,82 %; Ex. 26 837; - un. g. (Paul, PC) 11 110 (41,24); un. d. (Scaglia, UDF-PR, m.) 8 836 (36,51); FN (Bianotto) 2 494 (9,28); Verts (Michel) 1 483 (5,50); div. d. (Bianotto) 853 (3,18); div. d. (Mitterrand) 807 (3,00); div. d. (Mitterrand) 354 (1,31).  
 1988 : L. 38 981; V. 32 471; A. 18,78 %; Ex. 31 028; - Mitterrand, 15 908 (51,27); Chirac, 15 116 (46,72).

## SIX-POURS-LES-PLACES

L. 21 251; V. 14 536; A. 31,59 %; Ex. 13 936  
 m. d. (Enghien, app. UDF, m.) ..... 4 869 (34,93) 24 E  
 div. d. (Vercy, UDF, m.) ..... 2 321 (17,59) 5 E  
 div. d. (Maurin, UDF-CDS) ..... 2 621 (18,80) 3 E  
 FN (Maitre) ..... 1 825 (13,09) 2 E  
 Nouveau conseil : 1 PS, 1 UDF-CDS, 1 UDF-CDS diss., 1 UDF, 1 UDF-PR, 2 div. d., 2 FN, 1 Verts, 5 div.  
 Conseil sortant : 1 PC, 3 PS, 1 UDF-PSD, 1 UDF-rad, 2 UDF-CDS, 3 UDF-PR, 1 app. UDF, 1 RPR, 2 div. d.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 21 251; V. 14 086; A. 33,81 %; Ex. 13 716; - un. d. (Enghien, app. UDF, m.) 4 083 (28,78); div. d. (Bianotto) 2 382 (17,22); FN (Maitre) 1 871 (14,37); div. d. (Maurin, UDF-CDS) 1 887 (11,57); PS (Gourz) 1 506 (10,97); div. d. (Mitterrand) 1 217 (8,87); Verts (Gourz) 571 (4,12).  
 1988 : L. 20 889; V. 17 025; A. 17,70 %; Ex. 16 412; - Chirac, 9 812 (60,38); Mitterrand, 6 500 (39,60).

## LA VALETTE-DU-VAR

L. 13 448; V. 9 949; A. 33,45 %; Ex. 8 664  
 m. d. (Roux, RPR, m.) ..... 3 830 (44,20) 26 E  
 div. d. (Roulet, UDF) ..... 2 391 (27,59) 5 E  
 PS (Maurin) ..... 1 396 (16,11) 2 E  
 FN (Roulet-Guichard) ..... 1 047 (12,08) 2 E  
 Nouveau conseil : 2 PS, 2 UDF-CDS, 5 UDF, 5 RPR, 19 div. d., 2 FN.  
 Conseil sortant : 2 PC, 2 PS, 3 UDF-PR, 5 UDF diss., 5 RPR, 2 RPR diss., 13 div. d., 1 écol.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 13 448; V. 8 800; A. 34,86 %; Ex. 8 583; - RPR (Roux, m.) 3 827 (44,08); UDF (Roulet) 2 119 (24,88); PS (Maurin) 1 164 (13,58); FN (Roulet-Guichard) 990 (11,53); PC (Roulet) 783 (9,12).  
 1988 : L. 13 061; V. 10 841; A. 17,08 %; Ex. 10 408; - Chirac, 6 822 (66,53); Mitterrand, 4 587 (44,08).

## VAUCLUSE

Importants retours à la situation de 1977 : plusieurs villes gagnées par la droite en 1983, reviennent à la gauche. Ainsi Avignon, qui renoue avec un quart de siècle de socialisme. M. Guy Ravier (PS), « tonbeur » de M. Jean-Pierre Roux (RPR), venge M. Henri Dufaut, un socialiste de la vieille école écarté de la mairie en 1983. En dépit d'une mobilisation de nouveaux électeurs qui semble avoir profité au maire sortant, M. Roux pèche apparemment de la rancune tenace du Front national (dont la liste s'était maintenue) qui lui avait déjà coûté son siège de député, revendu aussi à M. Ravier en juin 1988. Malgré la persistance des divisions internes au PS, ce dernier bénéficie du report d'électeurs des Verts. Plusieurs représentants de cette formation figuraient sur la liste socialiste au second tour. M. Ravier bénéficie aussi, probablement, d'un bon report des voix qui s'étaient portées sur la liste communiste au premier tour.

A Orange, enlevée en 1983 par M. Robert Pini (RPR) au PCF, c'est M. Alain Labé (PS) qui prend la mairie. Valence-la-Romaine revient, elle, à M. Yves Maffre (PS), sortant il y a six ans par le batta du 19 mars, M. André Ties (RPR).

## AVIGNON

L. 55 584; V. 41 088; A. 26,07 %; Ex. 39 678  
 PS-Verts (Ravier, d.) ..... 18 922 (47,58) 39 E  
 m. d. (Roux, RPR, m.) ..... 17 615 (44,39) 32 E  
 FN (Coulon) ..... 3 141 (7,91) 2 E  
 Nouveau conseil : 1 alt., 20 PS, 1 MRG, 10 maj. p., 5 div. g., 1 UDF-rad, 4 UDF-PR, 5 RPR, 1 CNI, 1 div. d., 2 FN, 1 Verts, 1 écol.  
 Conseil sortant : 1 alt., 3 PC, 6 PS, 1 MRG, 2 div. g., 8 UDF-PR, 3 UDF-rad, 2 UDF-CDS, 1 UDF-PR, 18 RPR, 3 CNI, 5 div. d.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 55 584; V. 38 728; A. 30,22 %; Ex. 37 781; - un. d. (Roux, RPR, m.) 13 889 (36,78); PS (Ravier, d.) 13 881 (36,23); FN (Coulon) 3 815 (10,38); PC (Lamand) 2 680 (7,04); Verts (Pignatelli) 2 681 (6,88); div. (Mitterrand) 1 036 (2,73).  
 1988 : L. 53 957; V. 46 974; A. 14,78 %; Ex. 43 988; - Mitterrand, 22 488 (51,18); Chirac, 21 472 (48,81).

## BOLLÈNE

L. 9 083; V. 7 160; A. 21,17 %; Ex. 6 996  
 PS (Genton) ..... 3 361 (48,04) 25 E  
 PC (Sabatier, m.) ..... 2 523 (36,06) 6 E  
 m. d. (Boquillard, UDF) ..... 644 (9,20) 1 E  
 FN (Mazzella) ..... 468 (6,68) 1 E  
 Nouveau conseil : 6 PC, 25 PS, 1 RPR, 1 FN.  
 Conseil sortant : 11 PC, 10 PS, 6 div. g., 1 CNI, 5 div. d.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 9 083; V. 6 885; A. 28,40 %; Ex. 6 908; - PS (Genton) 2 382 (34,51); PC (Sabatier, m.) 2 377 (34,51); div. d. (Boquillard, UDF) 1 083 (16,78); FN (Mazzella) 656 (10,08).  
 1988 : L. 8 886; V. 7 348; A. 17,40 %; Ex. 6 980; - Mitterrand, 3 986 (67,02); Chirac, 3 004 (42,97).

## CARPENTRAS

L. 16 781; V. 10 974; A. 34,60 %; Ex. 10 540  
 m. d. (Andrieu, UDF, m.) ..... 4 529 (42,96) 26 E  
 PS (Brun) ..... 3 584 (34,00) 6 E  
 FN (Macary) ..... 1 333 (12,66) 2 E  
 UDF diss. (Charrier) ..... 1 092 (10,36) 1 E  
 Nouveau conseil : 6 PS, 13 UDF, 10 RPR, 4 div. d., 2 FN.  
 Conseil sortant : 2 PC, 3 PS, 1 div. g., 18 UDF, 11 RPR.

1<sup>er</sup> tour : L. 16 781; V. 10 771; A. 26,81 %; Ex. 10 388; - un. d. (Andrieu, UDF, m.) 3 916 (37,88); PS (Brun) 2 817 (27,11); UDF diss. (Charrier) 1 641 (14,83); FN (Macary) 1 324 (12,74); PC (Lamand) 781 (7,61).  
 1988 : L. 16 678; V. 13 277; A. 19,91 %; Ex. 12 695; - Chirac, 7 108 (55,58); Mitterrand, 5 887 (44,00).

## CAVAILLON

L. 14 348; V. 10 401; A. 27,50 %; Ex. 10 066  
 m. d. (Bouchet, RPR) ..... 5 270 (52,35) 27 E  
 div. g. (Chavaz) ..... 2 704 (26,86) 5 E  
 PC (Rochet) ..... 1 108 (11,00) 2 E  
 FN (Prieur) ..... 984 (9,77) 1 E  
 Nouveau conseil : 2 PC, 5 div. g., 1 UDF-PR et R, 9 RPR, 17 div. d., 1 FN.  
 Conseil sortant : 7 PC, 16 PS, 1 MRG, 1 UDF, 2 UDF-PR, 4 RPR, 4 div. d. (M. Fernand Lombard, PS, m., R.P.P.).  
 1<sup>er</sup> tour : L. 14 348; V. 10 080; A. 28,74 %; Ex. 9 708; - un. d. (Bouchet, RPR) 4 448 (44,81); div. g. (Chavaz) 2 387 (24,58); PC (Rochet) 1 161 (11,58); FN (Prieur) 984 (9,77); div. g. (Mitterrand) 727 (7,48).  
 1988 : L. 14 183; V. 11 828; A. 15,88 %; Ex. 11 428; - Chirac, 5 888 (51,81); Mitterrand, 5 539 (48,48).

## L'ISLE-SUR-LA-SORGUE

L. 9 864; V. 7 390; A. 25,08 %; Ex. 6 896  
 m. d. (Bouffier, RPR, m.) ..... 4 087 (55,26) 27 E  
 PS (Fuliet) ..... 2 809 (40,73) 6 E  
 Nouveau conseil : 6 PS, 27 div. d.  
 Conseil sortant : 2 PC, 4 PS, 1 RPR, 26 div. d.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 9 864; V. 7 388; A. 25,48 %; Ex. 7 171; - un. d. (Bouffier, RPR, m.) 3 130 (42,84); PS (Fuliet) 1 801 (22,32); div. g. (Bouffier) 1 120 (15,61); FN (Chavaz) 898 (12,44); PC (Lamand) 821 (10,85).  
 1988 : L. 9 846; V. 7 931; A. 17,71 %; Ex. 7 531; - Mitterrand, 3 876 (51,48); Chirac, 3 658 (48,51).

## ORANGE

L. 16 241; V. 12 154; A. 25,16 %; Ex. 11 858  
 PS (Labé) ..... 5 333 (44,97) 26 E  
 m. d. (Pini, RPR, m.) ..... 4 578 (38,60) 7 E  
 FN (Bompard) ..... 1 947 (16,41) 2 E  
 Nouveau conseil : 26 PS, 2 UDF, 5 RPR, 2 FN.  
 Conseil sortant : 3 PC, 5 PS, 4 MRG, 3 UDF-CDS, 6 UDF, 13 RPR, 1 CNI.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 16 241; V. 11 207; A. 31,01 %; Ex. 10 844; - PS (Labé) 3 581 (32,74); un. d. (Pini, RPR, m.) 3 281 (30,07); FN (Bompard) 1 848 (17,07); div. d. (Bouffier, RPR) 958 (8,57); PC (Lamand) 746 (6,87); UDF (Dumas) 429 (3,96).  
 1988 : L. 16 419; V. 14 186; A. 13,54 %; Ex. 13 595; - Chirac, 7 743 (57,12); Mitterrand, 5 812 (42,87).

## PERTUIS

L. 9 737; V. 7 556; A. 22,39 %; Ex. 7 307  
 PS (Borel) ..... 3 787 (51,82) 26 E  
 m. d. (Fructus, RPR, m.) ..... 2 876 (39,35) 6 E  
 PC (Grangon) ..... 644 (8,81) 1 E  
 Nouveau conseil : 1 PC, 26 PS, 3 UDF, 3 RPR.  
 Conseil sortant : 4 PC, 4 PS, 5 UDF, 13 RPR, 7 div. d.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 9 737; V. 7 271; A. 25,32 %; Ex. 7 004; - PS (Borel) 3 332 (47,57); un. d. (Fructus, RPR, m.) 2 840 (40,54); PC (Grangon) 832 (11,87).  
 1988 : L. 9 362; V. 8 136; A. 13,07 %; Ex. 7 767; - Mitterrand, 4 088 (52,37); Chirac, 3 689 (47,62).

## SORGUES

L. 10 176; V. 8 218; A. 19,24 %; Ex. 8 083  
 m. d. (Milon, RPR) ..... 4 177 (51,67) 25 E  
 m. g. (Marin, PC, m.) ..... 3 335 (41,25) 7 E  
 FN (Teboul) ..... 571 (7,06) 1 E  
 Nouveau conseil : 7 PC, 1 PS diss., 5 RPR, 19 div. d., 1 FN.  
 Conseil sortant : 17 PC, 11 PS, 5 RPR.  
 1<sup>er</sup> tour : L. 10 176; V. 7 772; A. 23,82 %; Ex. 7 576; - un. d. (Milon, RPR, m.) 3 546 (45,71); un. g. (Marin, PC, m.) 3 088 (40,38); FN (Teboul) 1 083 (13,90).  
 1988 : L. 10 118; V. 8 339; A. 17,58 %; Ex. 7 981; - Mitterrand, 4 181 (53,18); Chirac, 3 680 (45,81).

## VENDEE

Dans le bocage vendéen, où les femmes en charge de responsabilités ne sont pas légion, M<sup>me</sup> Jeanne Briand, soixante-cinq ans, PDG, épouse du maire sortant, et M<sup>me</sup> Madeleine Lelièvre, cinquante-cinq ans, infirmière habituelle à dérangier, qualifiée de « passionaria du Nord-Vendée », se retrouvent face à face. Soutenue par M. Philippe de Villiers, président du conseil général, M<sup>me</sup> Briand l'emporte nettement sur sa rivale, comme elle de sensibilité « divers droite ».

Autre point chaud, la lutte pour la conquête de Fontenay-le-Comte tourne à l'avantage de M. André Foreau (div. d.).

On note, enfin, une poussée socialiste sur la côte avec la conquête de Saint-Jean-de-Monts (au premier tour) et de Saint-Hilaire-de-Riez (au second).

## FONTENAY-LE-COMTE

L. 9 346; V. 7 349; A. 21,36 %; Ex. 7 062  
 m. d. (Foreau, div. d.) ..... 3 638 (51,51) 25 E  
 PS (Remond) ..... 3 424 (48,48) 8 E  
 Nouveau conseil : 4 PS, 4 maj. p., 1 RPR, 24 div. d.  
 Conseil sortant : 1 PC, 2 PS, 4 div. g., 7 RPR, 19 div. d. (M. Francis Briand, RPR, m., R.P.P.).  
 1<sup>er</sup> tour : L. 9 347; V. 7 110; A. 23,89 %; Ex. 6 914; - un. d. (Foreau, div. d.) 2 438 (36,38); PS (Remond) 2 396 (34,03); div. d. (Bouffier) 1 243 (17,57); Verts (Gourz) 491 (7,10); PC (Galland) 347 (5,01).  
 1988 : L. 9 216; V. 8 037; A. 12,78 %; Ex. 7 784; - Mitterrand, 4 078 (52,49); Chirac, 3 688 (47,50).

## LES HERMIERS

L. 8 816; V. 7 231; A. 17,97 %; Ex. 6 736  
 m. d. (Briand, div. d.) ..... 4 180 (62,05) 27 E  
 div. d. (Lelièvre) ..... 2 556 (37,94) 6 E  
 Nouveau conseil : 1 UDF, 1 RPR, 31 div. d.  
 Conseil sortant : 1 PC, 3 PS, 1 UDF, 28 div. d. (M. Anselme Briand, div. d., m., R.P.P.).  
 1<sup>er</sup> tour : L. 8 816; V. 7 081; A. 15,86 %; Ex. 6 822; - div. d. (Briand) 2 025 (28,58); div. d. (Lelièvre



# des élections municipales

## Outre-mer

- NOUVELLE-CALÉDONIE : le FLNKS contrôle 17 mairies sur 32
- MARTINIQUE : la droite perd 4 communes

En l'emportant dans cinq des sept communes où se disputait un second tour (Mont-Dore, Païta, Lifou, Maré, Canala, Houmaïou, Pôindindé), le FLNKS a confirmé sa position majoritaire sur l'archipel municipal de Nouvelle-Calédonie. Dans l'ensemble de l'archipel, des listes apparentées au FLNKS (maïtres ou pas) ont enlevé dix-sept mairies sur trente-deux, conservant ainsi le rapport de forces issu du scrutin de 1983. Si elles perdent des communes comme l'Île-des-Pins ou Ouégoa, elles gagnent celles de Voh et Pôindindé. La conquête de cette dernière municipalité, centre administratif de la côte est, a d'ailleurs une haute charge symbolique puisque la coalition alliant le maire sortant, M. Francis Poudou (LKS, indépendantiste modéré) au député RPR, M. Maurice Néhou, avait entamé un vaste programme d'urbanisation auquel le FLNKS s'était jusqu'à présent opposé.

An sein du mouvement indépendantiste, c'est le composant dirigé par M. Jean-Marie Tjibaou, l'Union calédonienne (UC), qui tire le mieux son épingle du jeu en s'assurant le contrôle de douze mairies (contre dix en 1983). Mais la surprise est plutôt venue de la percée de l'aile gauche du Front, le Païlha, qui administrera quatre communes (contre deux en 1983).

Après la cuisante défaite du sénateur RPR, M. Dick Ukeiwa, au premier tour, à Dumbéa, le RPRC, de son côté, trouvant un motif de satisfaction dans la légère amélioration de son implantation municipale (neuf communes contre huit en 1983), il réalise d'autre part des scores honorables dans certaines zones canaques, comme sur l'île de Lifou, où il recueille près de 40 % des voix. Dans quelques communes où les indépendantistes étaient divisés (Yaté, Ponérihouen et Ouvéa), il a même donné le coup de pouce permettant l'élection d'un maire Union calédonienne, ce qui a déclenché la colère des autres composantes du FLNKS qui craint à la « mangrove » et demandent des comptes aux partisans de M. Tjibaou.

En Guyane, le principal centre d'intérêt du second tour se situait à Kourou : le maire sortant, M. Ernest Bissani (RPR), qui était en ballottage pour la première fois depuis 1983, en présence de l'ancien député RPR, M. Paulin Bruni, et d'un candidat du Parti socialiste guyanais (PSG), a finalement été réélu. Mais l'originalité est venue d'une nouvelle commune, Awala-Yalimapo, créée l'an dernier à l'embouchure du fleuve Mana et peuplée d'Amérindiens : une femme, M<sup>me</sup> Viviane Lécuyer, y a été élue maire pour la première fois. Dix-huit mairies sortantes ont été réélues et il y a deux nouveaux

élus à Maripasoula et Matoury. Soit, au total, treize mairies de gauche (dont dix élus du PSG et trois « divers gauche ») et six mairies de droite (dont cinq RPR et un UDF).

En Martinique, quatre communes seulement sur trente-quatre restaient en ballottage. Il s'agissait de deux vieux bastions de la droite menacés par la gauche, Le Carbet et Le Vauclin, et de deux vieux bastions de la gauche menacés par la droite, Rivère-Sainte et Le François. A Rivère-Sainte, c'est un candidat « divers gauche » proche du RPR qui a battu le maire « divers gauche » sortant. Au François, le maire socialiste sortant en ballottage défavorable a été réélu, son principal concurrent, proche de l'extrême gauche indépendantiste, ayant obtenu 30,4 % des suffrages alors que le candidat du RPR n'en recueillait que 28,7 %. Au Vauclin, le maire sortant « divers gauche » a gagné de justesse (de 64 voix pour 4 358 suffrages exprimés), et la proclamation du résultat a donné lieu à des échauffourées. Enfin, Le Carbet a été enlevé par le Parti progressiste martiniquais (PPM), formation de M. Aimé Césaire, avec une particularité : le nouveau maire est un ancien secrétaire départemental du RPR. Après s'être candoté au quart de siècle à Fort-de-France, le PPM dirige maintenant cinq municipalités. La droite, qui tenait vingt-deux communes depuis 1983, doit se contenter de n'en gérer plus que dix-huit dans le département. Trois des quatre villes qui ont basculé à gauche dès le premier tour, Sainte-Anne, Le Diamant et Les Trois-Îlets, sont celles qui dépendent le plus étroitement du tourisme, souvent ressentant comme envahissant, à cause, notamment, de la présence de la clientèle européenne. Quant aux indépendantistes, ils dirigent deux mairies au lendemain du scrutin de 1983. L'un de ces deux maires a conservé son siège sans changer de drapier : l'autre a renoué à ses convictions pour adhérer au PPM, ce qui lui a permis d'être réélu sans cette nouvelle élection. Absents jusqu'ici de tous les autres conseils municipaux, les indépendantistes ont emporté un siège sur cinquante-trois à Fort-de-France et cinq sur trente-trois au François. Le nouveau maire de Sainte-Anne se veut avant tout écologiste de gauche mais ses options fondamentales tendent à l'indépendance.

Dans les campagnes menées par les indépendantistes, comme dans celles de plusieurs élus de gauche, les arguments tirés de la « menace de grand marché unique de 1993 » ont eu un impact notable. Ils regroupent, en effet, l'inquiétude croissante de larges secteurs de la population.

## LA REUNION

La fédération socialiste de la Réunion a réussi une jolie performance en enlevant la mairie de Saint-Denis, le chef-lieu du département (cent vingt mille habitants) à M. Auguste Legros, député apparenté RPR. C'est la première fois, depuis l'après-guerre, qu'un socialiste est élu à la tête de Saint-Denis. C'est aussi la première fois — à déclarer le candidat élu, M. Gilbert Annette — qu'un homme de couleur est maire de la capitale réunionnaise.

La victoire de M. Annette était attendue après le bon score que sa liste d'ouverture à des centristes et à des progressistes avait réalisé au premier tour, devant M. Legros de plus de 10 points.

La fusion des listes de droite — celle de M. Legros et celle de M. Eric Boyer — entre les deux tours n'aura pas suffi à la droite pour créer une dynamique suffisante lui permettant de conserver le chef-lieu. Il se révèle aussi que bon nombre des électeurs de M. Boyer ont reporté leurs voix sur la liste de M. Annette.

Dès l'annonce de sa défaite, le maire sortant, M. Legros, a dénoncé « le comportement irresponsable de M. Gilbert Boyer, qui a dit-il, sacrifié la victoire de la droite au profit de ses ambitions personnelles ».

La deuxième surprise du scrutin a été la sévère défaite de M. Paul Vergès, secrétaire général du PC réunionnais à Saint-Paul, face au maire centriste sortant, M. Cassam Moussa. M. Vergès a ainsi essuyé sa deuxième défaite électorale en moins d'un an, après son échec aux législatives de juin dernier dans l'est de l'île.

A noter encore la perte de la mairie de Sainte-Rose par le PCR au profit d'un jeune socialiste, alors que la formation de M. Vergès avait fait alliance, là aussi, avec un ancien élu du UDF.

A Saint-Pierre, il n'y a pas eu de second tour de scrutin à la suite des incidents qui avaient marqué la proclamation des résultats du premier tour qui font l'objet d'un recours au tribunal administratif.

## SAINT-DENIS

L. 61 365 ; V. 45 479 ; A. 25,88 % ; Ex. 44 719  
PS (Annette) ..... 24 488 (54,75) 43 E.  
RPR-div. d. (Legros, app. RPR, m. d.) ..... 20 231 (45,24) 12 E.  
Nouveau conseil : 21 PS, 8 div. g., 8 RPR, 18 div. d.  
Conseil sortant : 4 PCR, 5 PS, 21 div. d., 25 app. RPR.  
1<sup>er</sup> tour : L. 62 016 ; V. 42 238 ; A. 31,88 % ; Ex. 40 458 - PS (Annette) 18 820 (44,57) ; app. RPR Legros, m. d.) 13 368 (33,04) ; div. d. Boyer 17 610 (43,39) ; PCR (Annette) 1 402 (3,46) ; div. d. Boyer 611 (1,56) (2,51).  
1988 : L. 63 622 ; V. 38 946 ; A. 26,55 % ; Ex. 38 282 - Mitterrand, 20 787 (53,95) ; Chénou, 18 486 (47,04).

## SAINT-PAUL

L. 37 548 ; V. 31 014 ; A. 17,40 % ; Ex. 30 478  
div. (Moussa, div. d. m.) ..... 17 474 (57,33) 36 E.  
div. (Vergès) ..... 13 004 (42,66) 9 E.  
Nouveau conseil : 5 PCR, 10 PCR div. d., 4 RPR, 26 UDF.  
Conseil sortant : 5 PCR, 3 PS, 28 app. UDF, 6 RPR.  
1<sup>er</sup> tour : L. 37 648 ; V. 29 800 ; A. 21,43 % ; Ex. 29 006 - div. d. Moussa, m. d.) 8 111 (27,41) ; PCR (Vergès, p.) 8 907 (30,70) ; RPR (Annette) 4 488 (15,40) ; PCR (Vergès, d.) 9 478 (31,88) ; UDF-UDS (Mitterrand) 2 189 (7,47) ; div. d. Mitterrand 650 (2,18) ; PS (Annette) 404 (1,38).  
1988 : L. 33 074 ; V. 26 476 ; A. 18,58 % ; Ex. 28 023 - Mitterrand, 15 408 (58,21) ; Chénou, 10 614 (40,78).

## GUADELOUPE

Les deux principales villes touristiques de l'archipel guadeloupéen ont basculé à gauche. Le Gosier était administré depuis 1965 par M. Léopold Héline (RPR). Saint-François avait reçu sans discontinuité depuis 1947 M. Lucien Bernier (div. d.), avocat, ancien sénateur (SFIO) de la Guadeloupe (1955-1968), ancien président du conseil général (1973-1976 et 1979-1982) et doyen des maires. Sa liste n'a obtenu que sept sièges contre vingt-deux à celle conduite par le député du Parti communiste guadeloupéen, M. Ernest Montoussy, avec près de 84 % de participation.

Capesterre-Belle-Eau, elle, se « recroque » vers le PS alors que Le Lamentin voit revenir M. René Tortile (div. g.), qui était maire jusqu'en 1971, date à laquelle M. Georges Dagonia (PS), ancien sénateur, lui avait succédé.

Au Moule, l'ancien député app. RPR M. Henry Beaujean n'obtient que six sièges contre vingt-sept à M<sup>me</sup> Gabrielle Louis-Carabin (div. d.), son ancienne adjointe qui, entre les deux tours, s'était alliée à la gauche et qui a notamment permis à deux membres de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG, principale formation indépendantiste de l'archipel) d'entrer au conseil municipal. Dans l'ensemble, sauf à Saint-François, ce sont les maires dont la gestion était contestée qui n'ont pas été réélus.

Pour le cas particulier de Grand-Bourg-de-Marie-Galante, le préfet a pris, lundi 20 mars, un arrêté instituant une délégation spéciale dans la commune, composée de magistrats et de deux fonctionnaires. Cette décision avait déjà été prise en 1981, année où une élection partielle avait vu l'arrivée au pouvoir de M. Jean Girard (ap. PC), dont la gestion a été fortement contestée depuis son élection.

## CAPESTERRE-BELLE-EAU

L. 9 982 ; V. 6 825 ; A. 31,62 % ; Ex. 6 593  
PS (Anny) ..... 2 401 (36,41) 23 E.  
ext. g. (Lamotte, m.) ..... 2 330 (35,34) 6 E.  
un. g. (Lacaze, PC div.) ..... 1 862 (28,24) 4 E.  
Nouveau conseil : 6 ext. g., 23 PS, 4 div. g.  
Conseil sortant : 27 ext. g., 6 app. PS.

1<sup>er</sup> tour : L. 9 982 ; V. 6 387 ; A. 38,01 % ; Ex. 6 133 - PS (Anny) 1 738 (28,33) ; ext. g. Lamotte, m.) 1 318 (21,44) ; un. g. Lacaze, PC div.) 1 272 (20,74) ; div. g. (Bouquet) 808 (13,17) ; un. g. (Moussa, div. g.) 336 (5,45) ; div. d. (Anny) 284 (4,53) ; un. d. (Roch, div. d.) 243 (3,98) ; div. d. (Moussa) 77 (1,25).  
1988 : L. 9 088 ; V. 4 589 ; A. 48,39 % ; Ex. 4 387 - Mitterrand, 3 441 (76,43) ; Chénou, 948 (21,56).

## LE GOSIER

L. 11 072 ; V. 7 151 ; A. 35,41 % ; Ex. 6 955  
div. g.-PS (Gilles) ..... 3 980 (57,22) 26 E.  
un. d. (Héline, RPR, m.) ..... 2 975 (42,77) 7 E.  
Nouveau conseil : 26 div. g., 7 RPR.  
Conseil sortant : 26 app. RPR, 7 PS.

1<sup>er</sup> tour : L. 11 074 ; V. 6 404 ; A. 42,17 % ; Ex. 6 182 - un. d. Héline, RPR, m.) 2 306 (37,40) ; div. g. (Gilles) 1 871 (30,36) ; PS (Thévenaz) 1 247 (20,23) ; un. g. (Moussa, div. g.) 738 (11,98).  
1988 : L. 8 420 ; V. 4 788 ; A. 48,22 % ; Ex. 4 572 - Mitterrand, 2 722 (59,53) ; Chénou, 1 880 (40,46).



— Enfin seul.

AU VOLANT DE MON RANGE ROVER, J'AI TOUJOURS ÉProuvé L'ENVIRANTE SENSATION D'ÊTRE DIFFÉRENT DES AUTRES, DE DOMINER ET DE MAÎTRISER TOUTES LES SITUATIONS. EN UN MOT, J'AI TOUJOURS SOUPÇONNÉ MON RANGE ROVER DE FLATTER MON SENS DE SUPÉRIORITÉ. ET AVEC LUI, NON SEULEMENT JE VOIS PLUS LOIN, MINITEL 36.15 ROVER

MAIS JE SUIS VU DE PLUS LOIN. JE L'AVOUE, CELA ME FAIT DU BIEN. RANGE ROVER, DU TURBO DIESEL AU V8 INJECTION. BOÎTE MANUELLE OU AUTOMATIQUE. MODÈLE TVA 18,6% RÉCUPÉRABLE. MODÈLE PRÉSENTÉ : V8 INJECTION. FINANCEMENT UNIVERSEL.

**RANGE ROVER**



# Etranger

**SALVADOR : au moins une vingtaine de morts le jour du scrutin**

## Le candidat de l'extrême droite arrive largement en tête à l'élection présidentielle

**SAN-SALVADOR**  
de notre correspondant  
en Amérique latine

L'élection présidentielle du dimanche 19 mars au Salvador a consacré la polarisation de l'échiquier politique. Le candidat de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, extrême droite), M. Alfredo Cristiani, a obtenu la majorité absolue dès le premier tour, battant largement M. Fidel Chavez Funes, démocrate chrétien, et le candidat de la Convergence démocratique de gauche, M. Guillermo Ungo ; les obtentions respectives ont été de 54,3 % et 25,3 %.

En toute certitude, il arrive largement en tête de la consultation. Mais pour la guerre, aussi, le 19 mars représente une victoire, dans la mesure où elle a réussi à dissuader une partie considérable de la population (près de la moitié des inscrits) de se rendre dans les bureaux de vote. Le Front Farabundo-Martí de libération nationale (FMLN) voulait, sans doute, ainsi, faciliter une victoire de l'ARENA — ce qui avait fait dire à la Démocratie chrétienne que « les extrémistes s'entendent pour faire reculer la démocratie ».

Comme il l'avait annoncé au cours des jours précédents, le FMLN a poursuivi le jour du vote des opérations contre des objectifs militaires dans l'ensemble du pays, afin de gêner le déroulement de l'élection présidentielle, qualifiée d'« antidémocratique » et d'« illégitime ». En prévision de cette offensive, l'armée avait mobilisé tous ses effectifs (environ cinquante mille hommes) dans le cadre d'une opération dite « Démocratie », qui avait pour objectif de protéger les bureaux de vote et d'offrir des moyens de transport pour amener le boycottage des autobus décidé par le FMLN.

L'agressivité des militaires à l'égard de la presse, déjà très forte au cours des jours précédant le scrutin, est encore montée d'un cran dimanche 19. Dans la soirée de samedi, Roberto Navas, photographe salvadorien travaillant pour l'agence britannique Reuters, avait été tué par un soldat lors d'un contrôle d'identité dans une avenue

de la capitale. Quelques heures plus tard, Mauricio Fines, ingénieur du son d'une équipe de télévision locale, était abattu à un barrage routier établi par l'armée à la sortie de la petite ville de San-Miguel. Enfin, vers 10 heures du matin, dimanche, un caméraman hollandais de la chaîne Ikon, Cornel Legrouw, était touché mortellement par une balle tirée, selon tout apparence, par l'armée, qui venait de reprendre à la guérilla le village de San-Francisco Javier, à une centaine de kilomètres au sud-est de la capitale.

Il y a sept ans presque jour pour jour, une équipe de quatre personnes appartenant à la même chaîne de télévision des Pays-Bas avait été tuée par l'armée.

Les protestations de la presse n'ont guère ému l'état-major, qui s'est borné à évoquer les « risques du métier » et à rendre la guérilla responsable du « climat d'irrationnalité » dans le pays. Le ministre de la Défense a cependant annoncé qu'une enquête serait menée pour déterminer les responsabilités dans la mort des trois journalistes. Au total, de vingt-cinq à trente-cinq personnes, selon les sources, ont perdu la vie lors d'affrontements durant le jour du scrutin.

### La capacité militaire du FMLN

Le candidat de la gauche, M. Ungo, a dénoncé en revanche « l'attitude très agressive de l'armée, qui tire sur tout ce qui bouge ». Il a ajouté : « Cela donne une idée du climat de terreur qui règne dans les campagnes depuis si longtemps ». Il faut sans doute attribuer en notable partie la grave faiblesse du score de M. Ungo à la « confusion » créée par les consignes de boycottage de la guérilla.

S'exprimant depuis Mexico sur les ondes d'une radio salvadorienne, une des principales représentantes du FMLN, la commandante Ana Guadalupe Martínez, a estimé que la guérilla avait réussi à désorganiser le scrutin en empêchant les militaires de transporter les électeurs et camions. « Nous avons obligé l'armée à concentrer ses efforts sur le terrain militaire pour réagir à notre offensive », a-t-elle ajouté. De

plus, nous avons prouvé notre capacité de combattre de jour malgré l'utilisation des hélicoptères par l'armée ».

Le FMLN a en effet réussi à mener des attaques simultanées sur une vingtaine de points différents du territoire, y compris en périphérie de la capitale, dans la petite ville de San-Ramon, au pied du volcan San-Salvador, notamment. Terrorisés par l'attaque de la guérilla et la riposte de l'armée, qui a utilisé des hélicoptères pour bombarder la zone, la plupart des 30 000 habitants de San-Ramon n'ont pas pu voter. Dans le reste du pays, une vingtaine de municipalités situées dans les zones très affectées par le conflit n'avaient même pas de bureaux de vote (1).

Malgré le climat très tendu dans l'ensemble du pays, aggravé par les coupures d'électricité depuis quatre jours et le manque d'eau potable, plus de la moitié de la population est allée voter, peut-on observer. Faute de transports, la plupart des électeurs se sont rendus à pied sur les lieux du scrutin. Pour des raisons de sécurité, beaucoup se déplaçaient en groupe.

Dès l'ouverture des bureaux de vote, à 7 heures du matin, la mobilisation massive des militants de l'ARENA, portant les couleurs bleu-blanc-rouge de ce parti d'extrême droite, contrastait avec la faiblesse numérique des représentants de la Démocratie chrétienne (au pouvoir) et surtout de la Convergence démocratique. Tous les adolescents d'Escalón, le quartier huppé de San-Salvador, avaient été mobilisés pour surveiller le scrutin. Apparence nette, cheveux courts et peau claire, ils expliquaient en souriant les règles du jeu aux électeurs, invités à choisir entre sept candidats.

En nous habillant en bleu-blanc-rouge, nous déclarait un jeune militant de l'ARENA, nous avons voulu créer un effet psychologique, et ça a marché ! Les urnes — des sacs de plastique transparents — étaient disposées en plein air et concentrées dans quelques secteurs où la circulation automobile avait été interdite pour éviter un éventuel attentat à la bombe. Les deux secteurs (les femmes d'un côté, les hommes de l'autre) étaient fouillés à l'entrée des zones de vote. Le

contraste était saisissant avec le bruit assourdissant provoqué par la noria des hélicoptères et les explosions des bombes au pied du volcan, à quelques kilomètres à peine du centre de la capitale.

### Incompétence et corruption de la DC

« En 1984, j'ai voté pour Duarte [l'actuel président démocrate chrétien] car on croyait vraiment en lui, nous déclarait un administrateur de société. Nous avons été déçus par l'incompétence de ce gouvernement et par la corruption généralisée. » Ce sentiment est partagé par l'essentiel des Salvadoriens, surtout au sein de la jeunesse. Malgré la participation de dirigeants de l'actuelle ARENA aux activités des Escadrons de la mort au début des années 80, de nombreux citoyens ont peu à peu été convaincus par l'extrême droite, et surtout par son candidat à la présidence, M. Cristiani.

Déjà, l'an dernier, l'ARENA avait remporté les élections législa-

tives et municipales avec le même slogan : « Changons pour faire mieux ». Disposant d'énormes moyens financiers, la droite a mené une campagne très efficace, axée sur le « sauvetage de la nation », la dénonciation de la corruption de la Démocratie chrétienne et la recherche d'une solution à la guerre.

Dès l'annonce des premiers résultats lui accordant la victoire, M. Cristiani a confirmé son intention de redonner un rôle important au secteur privé dans la relance économique. « Le gouvernement contrôle 60 % de l'activité économique, a-t-il dit, et cela favorise la corruption. Le marché doit retrouver son rôle de régulateur de l'économie. » M. Cristiani confirme ne pas vouloir remettre en question la réforme agraire. Mais les deux autres grandes réformes du début des années 80 — la nationalisation du commerce extérieur et celle des banques — sont promises à un mauvais sort. Sur le plan social, le vainqueur du 19 mars voudrait réformer l'éducation pour faire des jeunes de « bons patriotes ».

Mais, surtout, M. Cristiani est convaincu que l'ampleur de sa victoire lui permettra d'être en position de force pour négocier avec le FMLN. La figure de proue de l'ARENA, l'ex-commandant Roberto d'Aubuisson, a confirmé que son parti avait en récolement des réunions secrètes avec la guérilla. « Il y aura la paix avant la fin de l'année, a-t-il même osé prédire, et les insurgés auront le temps de s'organiser pour participer aux élections pour le Parlement central, prévues pour novembre. » Sans être autant optimiste, le FMLN estime, lui aussi, que la défaite des démocrates-chrétiens ainsi que l'arrivée d'un président plus pragmatique à Washington devraient faciliter la recherche d'un accord négocié dans ce petit pays (2), où 70 000 personnes ont déjà trouvé la mort en neuf ans de guerre civile.

BERTRAND DE LA GRANGE.

(1) Il y a deux cent soixante-deux municipalités au Salvador.  
(2) Le Salvador, 21 000 kilomètres carrés, compte environ 5 millions d'habitants.

## Alfredo Cristiani, porte-parole du secteur privé

Docteur Jekyll et Mister Hyde, Alfredo Cristiani est-il vraiment ce qu'il affirme être : un conservateur modéré ouvert au dialogue ? Ou bien n'est-il que le visage aviné d'un parti, l'ARENA, qui reste soumis aux intérêts de l'oligarchie salvadorienne ? Ses adversaires se posent la question depuis sa désignation comme candidat à la présidence en mai dernier.

Le porte-drapeau du parti Alliance républicaine nationaliste aurait dû être l'ex-commandant Roberto d'Aubuisson, qui a fondé le parti dès 1981. Mais cet ancien officier des services secrets de l'armée — créateur des escadrons de la mort et lié à l'assassinat, en 1980, de l'archevêque de San-Salvador, Mgr Romero — avait, bien qu'idolâtré par les militants, un passé trop lourd pour que sa candidature fût acceptée par les Etats-Unis, dont l'influence est

incontournable. On alla donc chercher M. Cristiani. L'antithèse !

Autant M. d'Aubuisson se complait dans la vulgarité, autant le nouveau président élu paraît raffiné. Le premier affiche un nationalisme anti-américain qui pèse à certains secteurs de la droite salvadorienne, profondément agacés par les leçons de Washington sur les droits de l'homme. M. Cristiani, tout en se déclarant profondément salvadorien, est un pur produit des universités américaines.

Il est né à San-Salvador le 22 novembre 1947 dans une excellente famille. A l'université de Georgetown (Washington), il a obtenu un diplôme de gestion. Devenu homme d'affaires, il s'est enrichi dans la commercialisation des deux principales denrées produites par son pays : le café et le coton.

Son intérêt pour la politique est très récent. Il explique son engagement par son dégoût de l'attitude des hommes politiques traditionnels qui, dit-il, ont conduit le pays à la catastrophe. Il participe aux activités de l'ARENA à partir de 1984 et se fait élire député suppléant en 1985.

Aux législatives de 1988 il est élu pour le département de San-Salvador. Il devient le porte-parole éloquent du secteur privé, souhaitant faire du Salvador « le Taiwan de l'Amérique centrale ». Partisan de ce qu'il appelle « l'économie sociale de marché », M. Cristiani martèle qu'il « faut créer la richesse avant de la distribuer ». Ceux qui ont financé sa campagne partageront certes son point de vue sur la nécessaire création de la richesse. Mais sur sa répartition ?

B.L.G.

## SINGAPOUR

### Renforcement du contrôle légal de l'opposition

**SINGAPOUR**  
correspondance

Les autorités ont récemment libéré l'avocat Kevin de Souza, le dramaturge Wong Souk Yee et le professeur Chang Suan Tze, détenus depuis mai 1987 en vertu de l'International Security Act (ISA). Cette loi d'exception, connue autrefois pour les besoins de la lutte contre la subversion communiste, autorise la détention sans procès des suspects.

En février, deux autres détenus, soupçonnés, eux aussi, d'avoir participé à un « complot marxiste », avaient été libérés sous condition. Kenneth Tsang et Chew Keng avaient, en effet, « réagi positivement à leur réhabilitation ». Ils sont néanmoins, comme M. de Souza et ses amis, priés de ne pas quitter le territoire national sans autorisation.

### CHINE

### Pékin dénonce les « ingérences » américaines et européennes dans les affaires intérieures

**PÉKIN**  
de notre correspondant

La Chine a fait connaître au Parlement européen et au Sénat américain, son « indignation extrême » pour l'adoption, jeudi 16 mars, par ces deux instances de « prétendues résolutions » mettant en cause sa politique « dans la prétendue question tibétaine ».

Les protestations chinoises ont été émises samedi 18 et dimanche 19 mars, par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale populaire. Elles rejettent la volonté présumée aux uns et aux autres « de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Chine » et insistent sur le fait que les émeutes de Lhassa « n'ont rien à voir avec un problème ethnique ou religieux, et encore moins de droits de l'homme », mais résultent d'activités séparatistes « inacceptables pour un Etat souverain ».

Les deux textes comportent quelques nuances. A l'intention du Sénat

des Etats-Unis, avec lequel Pékin a déjà eu des passes d'armes sur le Tibet, la protestation rappelle le communiqué conjoint sino-américain de 1982 sur le respect mutuel de l'intégrité territoriale. Il s'agissait plutôt alors de Taiwan. Le parlement européen, qui se prononce pour la première fois explicitement sur la crise tibétaine, se voit, lui, reprocher d'être passé outre à « la dissuasion insistante » que la Chine avait exercée auprès des Douze pour éviter l'adoption de la résolution.

Certains parlementaires, non identifiés, sont accusés d'être de « méchanceté avec les séparatistes (tibétains) de l'extérieur », qui auraient introduit des armes sur le Tibet du monde. Les uns des émeutes ayant conduit Pékin à instaurer la loi martiale. La Chine est « fermement opposée » à ce que les membres de la Communauté européenne puissent offrir « leurs prétendus bons offices ».

FRANCIS DERON.

Quant au Conseil des Eglises de Singapour, qui regroupe des Eglises protestantes, il vient de décider de quitter la Conférence chrétienne d'Asie. La conférence « complet marxiste » (complot dont la réalité est encore aujourd'hui mise en doute par l'opposition et même par certains officiels) avait été l'occasion pour le pouvoir d'adresser des critiques sévères à plusieurs organisations chrétiennes, catholiques et protestantes, accusées de mêler la politique et le spirituel, et d'avoir des sympathies pour la « théologie de la libération ». La Conférence chrétienne d'Asie, dont le siège était à Singapour depuis 1974, avait été expulsée de l'île-Etat en décembre 1987, pour avoir, selon les autorités, soutenu deux des principaux instigateurs du complot, Tan Wah Piew (qui vit en Grande-Bretagne) et Vincent Cheng (toujours en prison), et d'encourager les mouvements de libération en Asie ».

La seconde génération des dirigeants du Parti d'action populaire (PAP), assume désormais l'essentiel du pouvoir. Ces héritiers de M. Lee Kuan Yew, qui demeure premier ministre en titre, paraissent décidés à maintenir la ligne ferme, pour ne pas dire autoritaire, qui marque la vie politique de Singapour depuis son indépendance.

### L'abolition de l'« habeas corpus »

Un amendement approuvé à la mi-février par le Parlement (où, à la suite des élections de septembre 1988, le PAP dispose de quatre-vingt sièges contre un à l'opposition) non seulement aggrave les peines réservées à ceux qui organisent des « rassemblements illégaux » mais prévoit, ce qui est nouveau, des amendes allant jusqu'à 3 000 F pour les participants.

La modification la plus importante apportée au jeu des lois de l'île concerne l'abolition de l'« habeas corpus », la possibilité de recours devant le Conseil privé (Privy Council) de Londres pour les personnes détenues en vertu de l'ISA et les avocats. L'« habeas corpus », qui oblige les autorités à présenter un délit devant un tribunal, est considéré comme un élément essentiel de pro-

tection des citoyens dans des pays comme la Grande-Bretagne (où le roi Jean l'introduisit en 1215 dans le cadre de la Magna Carta) ou les Etats-Unis, et fut autrefois célébré par le premier ministre Lee Kuan Yew lui-même. Ce recours a été aboli le 30 janvier par le Parlement par quatre-vingt voix contre une. La loi aura effet rétroactif jusqu'en 1971.

En décembre, une cour d'appel singapourienne avait ordonné la libération — pour défaut de procédure — de quatre personnes détenues en vertu de l'ISA. La cour suivait ainsi un avis émis auparavant par le Conseil privé. Il s'agit avant tout de protéger au mieux la sécurité de l'Etat, affirment les autorités de Singapour, qui expliquent que d'autres pays, telle l'Australie, ont mis fin depuis longtemps à la possibilité de recours au Conseil privé. Quant aux avocats radicaux du barreau, ils n'auront la possibilité que de faire appel auprès d'une commission spéciale composée de trois juges singapouriens dont la décision sera « finale ». Ainsi en a décidé le Parlement le 17 février en approuvant une série de modifications à la loi sur la profession juridique.

En novembre, le Conseil privé avait infirmé une décision des tribunaux singapouriens rendant l'ancien chef de l'opposition, M. J.B. Jayaratnam, du barreau. Un autre avocat, membre de l'opposition, qui avait échoué de peu lors des élections de septembre, M. Francis Seow, actuellement aux Etats-Unis, est poursuivi pour fraude fiscale. Dans un éditorial sévère, le très conservateur *Asia Wall Street Journal* dont les correspondants, comme ceux de la *Far Eastern Economic Review*, sont toujours indésirables dans l'île — accuse M. Lee Kuan Yew de transformer Singapour en une « petite forteresse médiévale ». Pour le ministre de la Justice, M. S. Jayakumar, il est absurde de considérer ces amendements comme injustes. Après tout, a-t-il remarqué devant le Parlement, « il n'y a pas de cour d'appel et encore moins de recours au Conseil privé » pour les architectes ou les médecins.

JACQUES BEKAERT.

## JAPON : élections partielles

### Nouveau recul des conservateurs

**TOKYO**  
de notre correspondant

Un candidat indépendant, M. Shuntaro Honma, soutenu par le Parti socialiste et de petites formations de gauche, a été élu, dimanche 19 mars, gouverneur de la préfecture de Miyagi, tandis que dans celle de Chiba, le candidat conservateur, M. Takeshi Numata, conservateur, a été élu gouverneur.

Signes de mécontentement des électeurs : la faible participation au vote (49,5 % à Miyagi et 47 % à Chiba) et, dans cette dernière préfecture, la mince victoire du candidat conservateur. A Miyagi, craignant une défaite cuisante comme

ce fut le cas le mois dernier à Fukuoka (Le Monde du 14 février), le Parti libéral démocrate (PLD) avait préféré retirer son candidat (au demeurant impliqué dans le scandale), ce qui laissait le champ libre aux socialistes et leur assurait, pour la première fois depuis la guerre, une victoire facile dans ce bastion du conservatisme.

L'avance du candidat communiste à Chiba, une préfecture limitrophe de Tokyo, est un signe inquiétant pour le PLD, qui craint que le mécontentement de plus en plus perceptible de l'électorat ne se fasse sentir sur les résultats des élections sénatoriales prévues pour l'été. De peur de compromettre ses chances, le candidat conservateur à Chiba avait demandé qu'aucun membre du cabinet ne vienne l'épauler dans sa campagne.

Ph. P.  
(Lire pages 42 et 43 les enjeux de la nouvelle puissance japonaise.)

## AFGHANISTAN

### Moscou accuse le Pakistan d'« agression » contre le régime de Kaboul

Au moment où la télévision soviétique affirmait que l'« ingérence militaire » du Pakistan dans les combats de Jalalabad se transformait en « agression », le gouvernement de Moscou a accusé le Pakistan, dimanche 19 mars, à la presse et aux diplomates en poste à Kaboul deux prisonniers présentés comme des sous-officiers pakistanais infiltrés en Afghanistan pour y faire de l'espionnage et y entraîner des moudjahidins.

Les deux hommes, qui s'exprimaient en ourdou, langue officielle du Pakistan, ont déclaré être, l'un, un capitaine de la division pakistanaise d'enquêtes criminelles (CID) et l'autre, sergent de la milice pakistanaise. Ils ont affirmé avoir été faits prisonniers dans la région de Kandahar. Au même moment, la télévision soviétique affirmait que « le quart » des vingt mille assaillants, à Jalalabad, était constitué d'« agents des services secrets pakistanais ou d'unités militaires pakistanaises ».

Entre-temps, sur le terrain, la résistance avait réussi à bloquer un convoi qui se rendait de Kaboul à Jalalabad, où les combats ont conti-

nué de faire rage dimanche. La résistance a également annoncé qu'elle commençait à lancer des attaques contre les bases aériennes, pour tenter de paralyser l'aviation de Kaboul. Des attaques auraient déjà eu lieu contre les aéroports de Kandahar (sud-est) et de Shindand (nord-ouest).

A Jalalabad, la résistance continue son grignotage au prix de lourdes pertes (1 500 morts en trois jours, selon des sources diplomatiques au Pakistan).

Enfin, selon le *New York Times*, sans pour autant reconnaître le gouvernement provisoire de la résistance, Washington s'apprêterait à nommer un représentant spécial auprès des moudjahidins et envisagerait de rompre ses relations diplomatiques avec Kaboul. La nomination d'un représentant auprès de la résistance serait une victoire pour le Congrès et les diplomates américains, qui reprochent à l'armée pakistanaise de favoriser les fondamentalistes afghans dans la répartition de l'aide américaine à la résistance. — (AFP.)

سكوا من الأصل



## Europe

### GRÈCE

## Gigantesque manifestation à Athènes à l'appel de la droite

ATHÈNES

de notre envoyé spécial

Des centaines de milliers de personnes (plus d'un million selon la police) se sont rassemblées dimanche 19 mars à Athènes sur la place de la Constitution et dans les larges avenues environnantes pour écouter le président de la Nouvelle Démocratie, M. Constantinos Mitsotakis. La mise en scène était colossale mais réussie. Juché sur une impressionnante tribune installée au quatrième étage d'un immeuble, à peine visible parfois en raison des fumées dégagées par les pétards et les feux de Bengale, le leader de l'opposition conservatrice grecque a, pendant une heure, attaqué le gouvernement socialiste (PASOK) de M. Andreas Papandréou, qui s'embourbe de plus en plus profondément dans les scandales politico-financiers, et il a

promis l'« assainissement » si son parti gagnait les élections de juin prochain.

M. Mitsotakis a accusé le premier ministre d'avoir « trompé le peuple », « corrompu les institutions démocratiques », « plongé le pays dans la dette », « tenté de terroriser la justice et la presse », « transformé la télévision en un instrument de lavage de cerveaux », « déshérité le prestige international du pays » et de se « cramponner au pouvoir ». Ce gouvernement, a-t-il ajouté, est aujourd'hui un « obstacle sans sépulture » que nous « enterrons aux législatives ».

Réservant toutes ses flèches pour M. Papandréou, le leader de la droite a cependant tenu à ménager les électeurs du PASOK, « qui n'ont aucune responsabilité » dans le scandale Kaskotas et autres sombres affaires de ventes d'armes à l'étranger, avec pots-de-vin à la clé.

Les immenses banderoles brandies par la foule, dans laquelle on remarquait beaucoup de jeunes — ce qui est assez nouveau — reprenaient toutes à peu près le même thème : « Assez de mensonges et de scandales » ; « Après la tourmente, la paix » ; « Nouvelle Démocratie veut et peut redonner l'espoir au pays ».

Pour M. Mitsotakis, seule la droite est en mesure de garantir cet assainissement de la vie politique et la justice qu'il promet. Certes, cette ambition est aussi partagée par les formations qui se situent à gauche du PASOK (Parti communiste et gauche hellène), mais celles-ci n'ont pas la force politique suffisante pour la réaliser. En d'autres termes, M. Mitsotakis espère que les prochaines élections le porteront au pouvoir avec une majorité absolue de sièges à l'Assemblée nationale, ce

qui n'est pas du tout exclu, si l'on en croit les sondages.

Le gouvernement de M. Papandréou a déposé la semaine dernière au Parlement son projet de réforme de la loi électorale qui va dans le sens d'une proportionnelle simplifiée. Les nouvelles dispositions, qui seront votées bon gré mal gré par l'opposition, n'avantageront plus autant le parti qui arrive en tête dans une circonscription ; en revanche, elles donnent un certain coup de pouce à la formation qui arrive en seconde position. « Du coup main, dit-on dans les rangs de la Nouvelle Démocratie. Les socialistes du PASOK reconnaissent déjà leur défaite, ils sentent qu'ils seront derrière nous le 18 juin et essaient de limiter les dégâts par cette loi électorale. »

ALAIN DEBOVE.

### URSS

## Boris Eltsine superstar

(Suite de la première page.)

M. Eltsine, lui-même membre du comité central, pouvait donc déclarer devant ses partisans que, s'il n'y avait pas eu cent candidats pour cent sièges à pourvoir, s'il n'y avait eu ne serait-ce que cent M. Ligatchev n'aurait pas été élu.

C'était la vérité, confirmée dès le lendemain par la publication de ces résultats dans la presse. Très remonté, M. Eltsine déclarait qu'il avait été effrayé durant son passage au bureau politique de constater l'ampleur de la coupure entre le parti et le peuple ; qu'il avait, lui, la conscience nette et tranquille ; que le comité central comptait des voleurs et des corrompus parmi ses membres, mais que c'était sur lui qu'on ouvrait une enquête, et que, en tout état de cause, il ne reconnaissait pas l'autorité idéologique de M. Medvedev — le patron, révélait-il, de la commission chargée d'étudier son cas.

Or M. Medvedev est le responsable de l'idéologie au comité central, une responsabilité qui



lui a été confiée en octobre dernier par M. Gorbatchev. Bref, M. Eltsine n'a pas vraiment donné l'impression, samedi, d'être sur la défensive, et quand l'un de ses partisans a lu une lettre ouverte au secrétaire général protestant contre la décision du comité central, la foule entière

l'a votée, main levée, devant les objectifs des hommes du KGB.

### Les votes du comité central

Le soir, le journal télévisé démentait véhémentement avoir inventé (comme l'en avait accusé la veille l'émission hebdomadaire « Regard ») les questions de téléspectateurs posées à M. Eltsine lors du débat qui l'avait opposé, la semaine précédente, à son concurrent pour le siège de député de Moscou. Tout le monde avait, à ce moment-là, noté que la télévision demandait à l'un comment il faisait pour être si séduisant et intelligent, et à l'autre avec quel argent il s'était payé son costume.

M. Eltsine avait été désarçonné par cette partialité grossière. Pourtant ce n'est pas à lui mais au journal télévisé que l'affaire a nui, et, dimanche, dix mille autres personnes ont marché vers le Kremlin pour une deuxième manifestation de soutien. « Touchez pas à Eltsine ! », scandait le cortège, qui, détourné sans violence par la police, s'est finalement dispersé rue Gorki après avoir transformé la grande artère centrale de la capitale en lieu de vaste débat politique.

Il fallait vraiment se pincer pour ne pas oublier qu'on était en pays communiste, mais le plus stupéfiant de la journée, c'était encore ces votes du comité central publiés à la

« une » de tous les quotidiens. Car, à y regarder de près, le mauvais score de M. Ligatchev n'est pas seulement un échec personnel pour lui. C'est aussi une indication de tendance, puisque l'anti-Ligatchev par excellence, M. Alexandre Lakovlev, bras droit de M. Gorbatchev et le plus réformateur — de loin — de tous les membres du bureau politique, n'a pas recueilli contre lui plus de cinquante-neuf voix.

Cela signifie, contre toute attente, que le comité central compte plus d'opposants acharnés à M. Ligatchev qu'à M. Lakovlev, moins de conservateurs enragés que de réformateurs déterminés. Cela bouleverse beaucoup d'idées reçues, et deux autres résultats confirment cette tendance, ceux de MM. Afanassiev et Laptov. Très prudent et conservateur, rédacteur en chef de la Pravda, le premier a eu trente-huit opposants tandis que le second, le très ouvert responsable des Investis, n'en a eu, lui, que onze.

Quant à M. Gorbatchev, douze personnes ont voté contre lui (contre le secrétaire général !). Le premier ministre, M. Ryjkov, un réformateur technocrate modéré, populaire et très proche de M. Gorbatchev, est le mieux élu des membres du bureau politique.

BERNARD GUETTA.

● HONGRIE : adhésion à la convention sur les réfugiés. — La Hongrie a adhéré à la convention de 1951 des Nations unies sur les réfugiés et au protocole de 1967 sur le statut de réfugié, a annoncé, vendredi 17 mars, un porte-parole du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) à Genève. La Hongrie, qui a accueilli depuis dix-huit mois quelque trente mille réfugiés roumains, est le premier pays du pacte de Varsovie à signer la convention. — (L'UPL.)

● HONGRIE : pour un retrait soviétique. — L'Alliance des démocrates libres, l'un des principaux mouvements indépendants hongrois, réunie en congrès, dimanche 19 mars à Budapest, s'est prononcée en faveur du retrait des troupes soviétiques de Hongrie et de l'intégration culturelle et institutionnelle de la Hongrie dans les systèmes occidentaux. — (Reuters.)

### GRANDE-BRETAGNE

## La controverse s'amplifie sur l'affaire de l'attentat contre le Boeing de la Pan Am

Les négligences commises par divers organismes en matière d'information avant l'attentat contre le Boeing de la Pan Am qui entraîna la mort de deux cent soixante-dix personnes en Écosse, le 21 décembre, suscitent une controverse croissante des deux côtés de l'Atlantique.

Aux États-Unis, le président d'une commission de la Chambre des représentants, M. Cardin Collins, a estimé dimanche 19 mars que les bulletins de la Federal Aviation Authority (FAA) avertissant les compagnies aériennes des risques d'attentat étaient « parfois dangereusement inexacts et presque totalement dénués d'instructions précises et efficaces pour contraindre à l'urgence ». Certains bulletins recommandaient des mesures inutiles, voire absurdes.

Les familles des victimes, réunies dimanche à Trumbull, dans le Connecticut, se sont déclarées scandalisées que

ces avertissements aient été portés aussi tardivement à la connaissance du public.

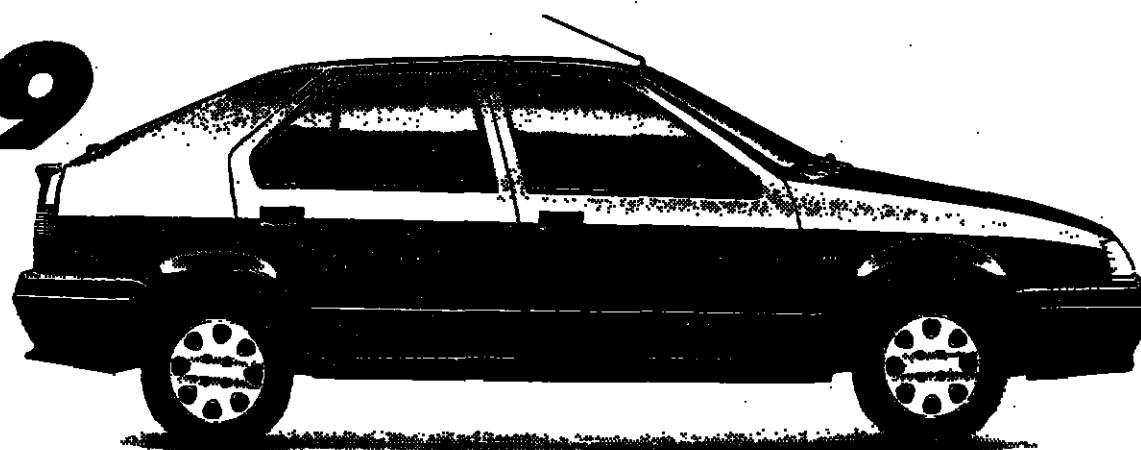
A Londres, le ministre des transports a reconnu dimanche qu'une circulaire datée du 19 décembre et destinée aux aéroports et compagnies aériennes sur les possibilités d'attentats à la bombe n'avait été expédiée que début janvier. La Pan Am avait affirmé avoir reçu cette circulaire le 17 janvier, soit près d'un mois après l'attentat de Lockerbie. Selon un porte-parole du ministre, le tirage d'une photo d'une radiocassette piégée avait demandé du temps, justifiant ainsi le retard pris dans l'expédition.

L'opposition travailliste a aussitôt réitéré ses demandes d'explications complètes au secrétaire d'État aux transports, M. Paul Channon, déjà mis en cause au Parlement la semaine dernière. — (AFP, UPL, AP.)

# RENAULT 19

## ESSAYEZ-LA! DANS TOUT LE

## RESEAU RENAULT PARIS. ILE DE FRANCE



RENAULT  
DES VOITURES  
À VIVRE

# 12 VERSIONS

## Essence

3 portes: **TR  
GTS**

5 portes: **TR  
TS  
GTS  
TSE  
GTX  
TXE**

## Diesel

3 portes: **TD**

5 portes: **TD  
GTD  
TDE**

# 4 VERSIONS SOCIÉTÉ

Essence **TR  
GTS**

Diesel **TD  
GTD**

A PARTIR DE

# 61.900F

Venez découvrir la gamme Renault 19 : 16 versions 3 et 5 portes, 3 motorisations essence (dont le nouveau moteur Energy), 1 motorisation Diesel, de 6 à 8 CV. Modèle présenté Renault 19 TXE avec options. Prix clés en main au 06/02/89 : 85.400F. Cons. UTAC : 5,3l à 90km/h, 6,9l à 120 km/h, 9,6l en ville (7 CV). Garantie anticorrosion Renault 6 ans. DIAC votre financement.

## Europe

RFA

## Le chancelier Kohl prépare un remaniement ministériel

BONN  
de notre correspondant

La traditionnelle cure d'amaigrissement pascal du chancelier Kohl à Bad-Gastein, en Autriche, ne sera pas seulement dominée par des soucis diététiques : avant son départ, il a en effet annoncé, vendredi 17 mars, qu'il allait « réfléchir avec intensité » aux moyens de sortir le gouvernement et son parti, la CDU, de la crise profonde dans laquelle les ont plongés les récents revers électoraux de Berlin et de Hesse. « La situation est sérieuse », a concédé le chancelier, qui se montrait cependant confiant dans l'issue des élections législatives de 1990. Il est convaincu qu'au moment décisif l'électorat lui rendra justice, et que la majorité des Allemands ne prendra pas le risque de confier l'avenir du pays à une coalition rouge-vert du type de celle qui vient de se mettre en place à Berlin-Ouest, et qui se dessine à l'horizon de la ville de Francfort.

Cet optimisme est loin d'être partagé par une large fraction de son parti, la CDU, où se manifestent des signes d'insécurité de plus en plus perceptibles : pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir du chancelier, le groupe parlementaire CDU/CSU a rejeté un projet de loi élaboré par les chefs des partis de la coalition CDU, CSU et FDP, sur la politique familiale. Ces derniers ont été obligés de revoir leur copie, et d'accorder, dès l'an prochain, des augmentations d'allocations familiales prévues pour 1992 seulement.

## Un parti tiraillé

On a également pu noter ces dernières semaines une série de déclarations qui font pour le moins désordre : le maire de Stuttgart, M. Manfred Rummel, n'a pas hésité à dire que « M. Lothar Späth (ministre-président de Bade-Wurtemberg) ferait un très bon chancelier », comme si la succession de M. Kohl était déjà ouverte. Un autre baron de la CDU, le ministre-président de Rhénanie-Palatinat, M. Carl Ludwig Wagner, a semé la confusion dans les rangs chrétiens-démocrates en affirmant que l'on pouvait envisager une « coalition avec les Républicains », cette formation d'extrême droite dont l'entrée au Parlement de Berlin-Ouest a fait sensation.

Tiraillé entre ceux qui veulent que la CDU récupère les électeurs tentés par l'extrême droite et ceux qui veulent conserver l'image centriste et moderne donnée à la démo-

cratie chrétienne ouest-allemande par son secrétaire général, M. Heiner Geissler, le chancelier doit faire la preuve qu'il est bien le patron, celui qui sait sortir le navire des zones de tempêtes. Les spéculations vont actuellement bon train à Bonn sur un éventuel remaniement ministériel que le chancelier ramènerait de son séjour autrichien. Comme il ne peut disposer que des maroquins actuellement détenus par la CDU, et non de ceux en possession des autres partenaires de la coalition, on évoque le possible départ de deux ministres contestés : M. Rupert Scholz, ministre de la défense, et M. Ursula Lehn, ministre de la famille et de la santé.

Il est reproché au premier de n'avoir pas su trouver le langage propre à rassurer une Bundeswehr en pleine crise morale, qui se sent mal aidée par une nation qui ne voit pas la nécessité d'accroître encore son effort de défense au moment où désarmement et détente sont à l'ordre du jour. M. Lehn, qui a succédé il y a trois mois à la populaire Rita Süssmuth, devenue présidente du Bundestag, est en butte à la colère des éléments les plus traditionalistes de la droite allemande : n'a-t-elle pas, en effet, osé affirmer que la création de crèches auxquelles les mères désiraient travailler pourraient confier leurs enfants à partir de deux ans à une chose souhaitable ? Ce professeur irrité en outre bon nombre de députés par l'« arrogance » académique qu'elle oppose aux objections qui lui sont formulées.

M. Kohl peut, cependant, difficilement renier ces deux ministres sans se dégrader lui-même : il avait fait de leur promotion une affaire toute personnelle, imposant notamment la nomination de M. Lehn à un groupe parlementaire CDU furieux de ne pas voir une femme sortie de ses rangs succéder à M. Süssmuth. D'un autre côté, un remaniement qui se limiterait au remplacement du porte-parole de la chancellerie, M. Friedrich Ost, rendu responsable de la mauvaise image de la politique gouvernementale dans le pays, ne répondrait pas aux attentes de ceux qui voudraient voir le chancelier reprendre l'offensive avec une équipe régénérée. « Kohl doit partir, oui, mais comment ? », s'interroge, cette semaine, en couverture le magazine *Der Spiegel*. Devant son assiette de carottes vichy, le chancelier se pose, lui, cette question : « Je veux rester, bien sûr, mais comment ? » Réponse le 3 avril.

LUC ROSENZWEIG.

## ESPAGNE : manifestation au Pays basque pour la paix

## Des appels sont lancés à l'ETA pour qu'elle dépose les armes

MADRID  
de notre correspondant

Une foule dense, environ deux cent mille personnes selon la police basque, a manifesté en silence samedi 18 mars à Bilbao. Une seule bannière : « La paix maintenant et pour toujours » précédait le cortège. Aucun sigle de partis politiques n'était visible.

Huit jours avant l'échéance de la trêve, fixée par le groupe séparatiste ETA au 26 mars et respectée depuis le 8 janvier, la société civile basque, de la jeunesse à la cinquantaine, s'est retrouvée unie dans la rue, presque euphorique. Parvenus sous les balcons de l'hôtel de ville, les marcheurs ont applaudi le discours du chef de l'exécutif régional, M. Jose Luis Arzallus - membre du Parti nationaliste basque (PNV, modéré). « Nous ne voulons ni vainqueur ni vaincu. Nous voulons que les armes se taisent définitivement. L'ETA doit cesser de faire la sourde oreille, et se soumettre au verdict de l'immense majorité de la société basque », a-t-il proclamé. Et, faisant allusion aux décrets d'ETA, il a ajouté : « Nous sommes prêts à payer le prix de la générosité ».

Le mot « générosité » a aussi été repris par Xavier Arzallus, président du PNV. Il s'agit, a-t-il dit, « de la sortie de prison de cinq cents militants présumés de l'ETA. Je les recevrai sous mon toit, comme mes fils ». Il a offert à l'ETA la possibilité de redéfinir une politique commune. « L'alternative KAS (programme de « l'ETA » pour l'autodétermination), je peux l'accepter en dix minutes. Nous avons un Parlement. Il n'est pas nécessaire d'inscrire dans la Constitution espagnole le droit à l'autodétermination du peuple basque. Ce n'est pas l'affaire de Madrid. Le jour où les Basques voteront l'autodétermination, si vraiment l'Espagne est

démocratique, elle devra reconnaître ce droit ».

La journée pour la paix à Bilbao avait été organisée par l'ensemble des formations politiques signataires du pacte antiterroriste pour la pacification d'Euzkadi (Pays basque), à Vitoria, 12 janvier 1988. La manifestation de samedi en a été le reflet. La population basque a été vivement encouragée à y participer. Une centaine de trains spéciaux par été mis à sa disposition. Les chemins basques ont suspendu leur grève pour cela. Les associations des syndicats, mais aussi les hiérarchies de la police et de la magistrature et l'évêque de Bilbao ont signé des lettres de soutien pour une mobilisation présentée comme un acte civique de la plus haute importance.

Le dirigeant du syndicat UGT (Union générale des travailleurs socialistes), Nicolas Redondo, natif du Pays basque, opposé à la politique sociale du gouvernement, a fait acte de présence, marchant quelques mètres derrière M. Jose Maria Benegas, secrétaire à l'organisation du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), allié au PNV.

Herri Batasuna (coalition favorable à l'ETA militaire) a publiquement dénoncé cette manifestation comme le « symbole de la victoire des Espagnols » sur les nationalistes basques. Un propos que M. Arzallus a qualifié de « délirant » et de « fasciste ». Mais il n'y a pas eu d'incident.

Dimanche 26 mars, jour de la Fête de la patrie au Pays basque (« Abertzu Eguna »), les radicaux « Abertzale » (patriotes) se sont à leur tour donné rendez-vous à Pamplune. La capitale de la province de Navarre a été choisie comme lieu de concentration pour « l'autodétermination pas à pas ». C'est dimanche prochain que devrait être levée l'inconnue sur la fin ou le prolongement de la « paix des armes ».

(Interim.)

## Proche-Orient

ISRAËL

● Week-end meurtrier dans les territoires occupés  
● « Conférence de solidarité » de la Diaspora à JérusalemJÉRUSALEM  
de notre correspondant

An lendemain d'un des week-ends les plus meurtriers dans les territoires occupés - sept Palestiniens tués, - le premier ministre, M. Itzhak Shamir, devait inaugurer lundi 20 mars à Jérusalem une impressionnante « conférence de solidarité » de la Diaspora mondiale avec Israël.

La manifestation est sans précédent et, déjà, sujette à de nombreuses polémiques. Une partie de la presse israélienne y voit une manière pour le chef du Likoud (droite nationaliste) de faire cautionner sa politique par les communautés de la Diaspora. Muni de ce renfort, M. Shamir arriverait ainsi en meilleure position début avril aux États-Unis pour une série d'entretiens qui s'annoncent délicats.

La presse a publié nombre d'interviews de responsables de la Diaspora plutôt sceptiques sur l'utilité de cette réunion, notamment aux États-Unis et en Grande-Bretagne, et fort peu disposés à appuyer inconditionnellement la politique du Likoud. Certains estiment avoir été cavalièrement invités et mis dans l'impossibilité de refuser - ce qui aurait été interprété comme un geste d'hostilité à l'égard d'Israël.

L'idée de cette « conférence de solidarité » a été proposée par le premier ministre pour la solidarité juive avec Israël - dénomination officielle de la manifestation - aurait vu le jour à la fin de l'an passé. Les conseillers du premier ministre auraient alors été inquiétés de la dégradation continue de l'image de marque d'Israël dans la Diaspora - à la suite de l'intifada et de sa répression. Particulièrement alarmant et ayant servi de délice à été le constat que les dirigeants de la communauté juive américaine n'ont rien trouvé à redire à l'ouverture du dialogue entre les États-Unis et l'OLP.

## L'affaire des « Versets sataniques »

## Le président tunisien Ben Ali : « En appeler au meurtre n'est pas acceptable »

« On ne s'attaque pas impunément au sacré », mais « en appeler au meurtre n'est pas acceptable », estime le président tunisien Zine El-Abidine Ben Ali à propos de l'affaire des « Versets sataniques », dans une interview à *Libération* publiée lundi 20 mars.

« L'islam a historiquement fait l'objet d'attaques malveillantes en Europe. Cela tient à notre voisinage, à une certaine promiscuité entre chrétiens et musulmans, et il faut bien le dire, à une « tradition », qui marque la mémoire collective de l'Occident », dit M. Ben Ali, qui évoque également, chez les musulmans, « une sensibilité à fleur de peau vis-à-vis de tout ce qui rappelle ces malveillances, fruit d'une concurrence et de conflits multiséculaires ».

Par ailleurs, la radio iranienne a estimé que la récente condamnation par la Conférence islamique des « Versets sataniques » dont l'auteur est un « apostat », signifie une « approbation par cet organisme de l'appel à assassiner Salman Rushdie lancé par l'imam Khomeiny. Les résultats de la réunion de la conférence islamique, la semaine dernière à Ryad, avaient pourtant été jugés positifs par Londres, qui y avait vu une victoire des modérés ».

En France, un important dispositif de police avait été mis en place dimanche à Lyon, où devait se dérouler une manifestation contre les « Versets sataniques », finalement interdite par la préfecture. Quelques petits groupes réunis dans le centre de la ville ont été dispersés dans le calme.

(Publicité)  
Le numéro 150 de  
**FRANCE PAYS ARABES**  
est de paraitre  
**« L'ISLAM A LA UNE »**  
Dialogues à Beyrouth avec Sigmund Freud, Hannah Arendt et Sigmund Freud.  
Interviews de Pierre Dailly (75) et de représentants d'Israël et de la République de l'État.  
Nouvelles d'Europe et du monde arabe.  
Bibliographie, Chronologie 7 novembre 1988.  
Spécimen n° 140 sur demande :  
12-14, rue Angoulême, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-27-52  
44 pages - 15 F

Les organisateurs attendent quelque mille participants - venus du monde entier. Ils se défendent de toute intention polémique. Ils font valoir que la réunion est organisée conjointement par deux ministres appartenant chacun à l'une des deux grandes formations du gouvernement d'unité nationale : un Likoud et un travailliste. Ils expliquent encore qu'il s'agit simplement, « en une période difficile », d'afficher ce qui constitue « le consensus minimum » au sein de la diaspora : le soutien à l'État d'Israël, sans gommer les divergences quant aux moyens de parvenir à la paix.

## Graves affrontements à Gaza

Le président du Congrès juif américain, M. Robert Lifton, a déclaré qu'il était là « pour manifester sa solidarité avec Israël » mais pour dire aussi que le statu quo dans les territoires occupés n'est pas viable « la destruction de l'idéal sioniste ». Plusieurs des participants français, notamment M. Theo Klein, président du CRIF, mais aussi MM. Bernard Henri-Lévy et Marek Halter - ont expliqué que la solidarité de la Diaspora avec Israël ne saurait signifier l'approbation automatique de la ligne suivie par tel ou tel gouvernement israélien.

La conférence, qui doit durer deux jours, se réunit au lendemain d'un week-end au bilan très lourd dans les territoires occupés : sept morts, plus d'une cinquantaine de blessés par balles. C'est dans le territoire de Gaza, de nouveau hérissé de barrières de pneus enflammés, que les affrontements ont été les plus graves.

Samedi, bagarre autour d'une mosquée alors que les forces de sécurité distribuent des tracts de mise en garde à la population. Des gardes-frontières, attaqués à coups de pierres et de pièces métalliques, ouvrent le feu : trois jeunes gens de dix-huit ans sont mortellement

blessés. Dimanche, un jeune homme est tué alors qu'il agressait des gardes-frontières avec un poignard ; un peu plus tard, un autre Palestinien, âgé de dix-sept ans, meurt d'une balle en pleine tête tirée par un soldat qui pensait être visé par un cocktail Molotov. Plus au sud, à Rafah, nouveaux affrontements, au cours desquels un garçon de treize ans est grièvement blessé à la tête. La semaine avait commencé par un regain de tension dans le territoire, notamment après que l'armée eut dynamité sept maisons de Palestiniens recherchés pour attentats. Et lundi, comme au plus fort de l'intifada, la plupart des camps de réfugiés de la bande de Gaza - plusieurs centaines de milliers de personnes - étaient de nouveau sous couvre-feu.

En Cisjordanie, deux Palestiniens - dont un enfant de douze ans - ont été tués dimanche dans le village de Silat el Harith (près de Jenin). L'état-major a indiqué qu'il avait ouvert une enquête sur les circonstances de cet incident dans une localité qui, jusqu'à présent, n'avait jamais fait parler d'elle.

## Le président Mubarak lance un vibrant appel à la paix

Le président égyptien, M. Hosni Mubarak, a lancé dimanche 19 mars, à Tabá, un vibrant plaidoyer pour la paix à l'occasion du retour à la souveraineté égyptienne de cette enclave de 1 kilomètre carré sur le Golfe d'Akaba. Soulignant que « l'Égypte a prouvé au monde que celui qui est capable de faire la guerre est également capable de faire la paix », le chef de l'État a affirmé que la paix recherchée par l'humanité est « permanente et fondée sur la justice ».

Rappelant la signature du traité de paix égypto-israélien le 26 mars 1979, dont on célébrera dimanche le

Le week-end avait commencé avec une nouvelle infiltration d'un commando palestinien en Israël (*Le Monde* daté 19-20 mars). Cette fois, il est venu de Jordanie, fait assez rare. Il était apparemment composé de deux hommes, qui, dans la nuit du vendredi 18 au samedi 19 mars, ont franchi la barrière de barbelés installée le long de la frontière, quelque part entre la mer Morte et la mer Rouge, et ont ouvert le feu sur une patrouille israélienne : le chef de la patrouille, un sergent âgé de vingt-quatre ans, a été tué.

Le commando aurait ensuite repassé la frontière dans cette région désertique et, selon des informations en provenance d'Amman, ses membres ont été arrêtés par l'armée jordanienne. Il s'agissait de la quatrième opération de ce genre dans la même semaine (deux précédentes par le Liban, une autre par l'Égypte). Elle a été revendiquée à Damas par le groupe Abou Moussa, un mouvement dissident de l'OLP, et ferait partie de la campagne menée par les opposants à la politique de M. Yasser Arafat pour torpiller le dialogue américano-palestinien.

ALAIN FRACHON.

## A TRAVERS LE MONDE

De son côté, l'envoyé spécial du *Quotidien de Paris*, M. Jean-Marc Raffet, affirme que, lors d'un reportage à Jamba, il a pu rencontrer récemment M. Chingungi. Celui-ci lui a notamment déclaré : « Voilà que l'on annonce ma mort alors que tout le monde sait au mieux que je suis bien vivant et que j'exerce mes responsabilités ».

Chypre  
Des femmes chypriotes grecques occupent une église dans la partie turque

Près de trois mille femmes chypriotes grecques ont manifesté, dimanche 19 mars pour protester contre la partition de l'île. De six cents à sept cents d'entre elles ont réussi à entrer en territoire chypriote turc et à occuper pendant plusieurs

heures une église désaffectée dans le village d'Athina. Des soldats turcs et des « casques bleus » entouraient l'église et maintenaient à distance des contre-manifestants chypriotes turques. Les Chypriotes-grecques ont ensuite évacué l'église sans incident.

Un deuxième groupe, de deux mille femmes, s'est installé pendant deux heures autour de l'église Saint-Elias, transformée en caserne de l'armée turque, sur une colline proche du village de Lymbia, à vingt kilomètres au sud de la capitale chypriote. Commencée en promenade, cette manifestation a fini en bousculade, les forces anti-émeutes, les policiers et les colons turcs étant intervenus en force.

Des manifestantes chypriotes turques venant du village voisin de Loroğdina ont afflué vers le lieu de rassemblement en arborant le drapeau turc, rouge à croissant blanc, et le drapeau chypriote turc, blanc à croissant rouge. Le rap de manifestantes s'est opéré dans des conditions difficiles. — (AFP.)

## EN BREF

● **CORÉE DU SUD** : mort de 21 « marines » lors d'un accident d'hélicoptère. — Vingt et un « marines » américains ont trouvé la mort, lundi 20 mars, lorsque l'hélicoptère qui les transportait s'est écrasé contre une chaîne de montagnes de la Corée du Sud au cours de manœuvres militaires. C'est le deuxième accident d'un hélicoptère américain depuis le début des exercices conjoints américano-coréens « Team Spirit », le 14 mars. Vendredi 17 mars, en effet, quatre « marines » ont péri dans leur appareil CH-46, qui s'est écrasé dans la même région. — (AFP.)

● **CORÉE DU SUD** : report du référendum. — Le président sud-coréen a annoncé, lundi 20 mars, le report, à une date non précisée, du référendum prévu en avril prochain. Cette annonce a surpris les milieux politiques. En effet, malgré la controverse suscitée par cette consultation dans les milieux d'opposition, majoritaires au Parlement, la campagne avait débuté le week-end dernier. M. Roh Tae-woo s'était engagé en 1987 à organiser à la moitié de son mandat présidentiel un référendum-vote de confiance. Il avait toutefois précisé, en mars dernier, qu'il resterait au pouvoir pour terminer son mandat de cinq ans même s'il n'obtenait pas la majorité lors de cette consultation. — (AFP.)

● **POLOGNE** : premier congrès de Solidarité rurale. — Le syndicat

indépendant des paysans polonais, Solidarité rurale, a tenu dimanche 19 mars à Varsovie, son premier congrès depuis son interdiction en 1981. M. Lech Wałęsa y a pris la parole. — (AFP.)

● **TUNISIE** : libération de détenus islamiques. — À l'occasion du trente-troisième anniversaire de l'indépendance, le président Ben Ali a gracié plus de mille cinq cents détenus de droit commun samedi 18 mars. Un communiqué officiel fait aussi état de l'arrêt des poursuites judiciaires engagées contre trente-cinq des quelques quatre-vingt-dix membres d'un groupe d'islamistes arrêtés en novembre 1987, qui avaient mis au point un plan d'actions terroristes pour abattre le régime de l'ancien président Bourguiba. Ces détenus avaient commencé le 13 mars une grève de la faim qui a été interrompue samedi. — (Corresp.)

**Le Monde**  
SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
chaque mercredi  
(éditions datées jeudi)  
Renseignements : 45-55-91-82.  
Posts 4138



ment

## Les terres occupées et les diasporas à Jérusalem

Le président Mouharak lance un vibrant appel à la paix

## Le président Mouharak lance un vibrant appel à la paix

Le président Mouharak lance un vibrant appel à la paix

## LE MONDE

Le président Mouharak lance un vibrant appel à la paix

Le président Mouharak lance un vibrant appel à la paix

Celui qui, en 1958 qualifiait le CNIT de cathédrale du futur, était décidément un grand visionnaire.



Le CNIT. Bientôt, le plus grand Centre de Communication et d'Echange du Monde.

# Société

## MÉDECINE

### Le sida en justice

## 2 353 412 F pour une mort annoncée

« Ils attendent que je meure, mais je n'en ai pas encore envie. » Emmanuelle C., soixante-deux ans, est séropositive. Comme plusieurs milliers de Français, elle a été contaminée par le virus du sida après une transfusion de sang infecté. M<sup>me</sup> C. devrait être la première Française à bénéficier d'une décision de justice sur ce sujet.

Le drame a commencé le 15 janvier 1985 sur une route de La Chapelle-la-Reine (Seine-et-Marne). Ce jour-là, Emmanuelle C., ancienne VRP, est victime du refus de priorité d'un camionneur belge. Fracture d'une épaule, traumatisme abdominal. La victime est hospitalisée dans un établissement privé. Constant un écoulement de la rate, les médecins décident de pratiquer l'ablation de cet organe. Hémostatique, l'intervention nécessitera l'utilisation de onze culots globulaires.

Un premier groupe d'experts — les professeurs Jacquillat et Hénault — jugent, le 19 février 1987, que la maladie a subi « un préjudice esthétique très léger » et qu'elle « n'a pas entraîné de souffrances de nature physique et morale ». C'est peu dire. Car M<sup>me</sup> C. a vite appris qu'elle était infectée par le virus du sida et ne voit d'autre explication que les transfusions sanguines reçues en janvier 1985. Heureusement, un second groupe d'experts est commis en septembre 1987. Les professeurs Habibi et Vilde déposent, le 24 juin 1988, leur rapport, dans lequel ils précisent que la séropositivité est effectivement la conséquence de la transfusion de l'un des onze culots globulaires provenant d'un donneur de la prison de Fleury-Mérogis connu pour être homosexuel et toxicomane.

La vie de M<sup>me</sup> C. a déjà basculé. Elle a découvert, brutalement, l'horreur du monde du sida et de la toxicomanie à l'hôpital Claude-Bernard, où elle est régulièrement suivie. D'autres déchirures l'attendent. Ayant d'abord annoncé à son fils, instituteur à La Celle-Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), qu'elle souffrait d'une leucémie, elle se résout à lui dire la vérité. « Il n'est pas resté

plus d'un quart d'heure et, depuis, trois ans, je ne l'ai pas revu. » Le tribunal de Fontainebleau expliquera dans son jugement : « Il est regrettable en l'espèce que le fils de M<sup>me</sup> C. ait adopté envers sa mère une attitude primaire, irrationnelle et inéquitable. »

Des incertitudes, il y en aura d'autres. Le délitage des dons de sang n'étant pas obligatoire en janvier 1985 (il ne le fut qu'en août de la même année), M<sup>me</sup> C. se retourne, pour obtenir des dommages et intérêts, contre le conducteur du véhicule, la société SEFA d'Anvers et la compagnie d'assurances La Patriotique, société anonyme de droit belge.

### Dix ans à vivre

Le 16 décembre dernier, devant le tribunal de Fontainebleau, on a plaidé. D'un côté, M<sup>me</sup> Bebe, avocat au barreau de la ville, a soutenu la thèse de la contamination par le sang. Remontant dans l'échelle des causalités, il a expliqué qu'il n'y avait pas eu de transfusion sanguine sans accident de la circulation, arguant ainsi que le conducteur belge était, de fait, le responsable de la contamination par le virus du sida. D'un autre côté, on soutenait que les investigations minutieuses du second groupe d'experts n'ont pas permis de retrouver le donneur séropositif. On estime, en effet, que les conclusions du rapport ne sont fondées que « sur une probabilité » et que « la victime a pu contracter le sida par d'autres moyens ». On souligne aussi que « la victime ne présente aucun préjudice majeur quant à son état de santé physique » et qu'elle « est simplement séropositive asymptomatique ». On conclut enfin que les souffrances, tant physiques que morales, ne sont pas quantifiables puisque l'état de santé de la victime n'a pas fini d'évoluer.

Les juges du tribunal de grande instance de Fontainebleau n'ont pas retenu cet argument et ils ont condamné la partie adverse à payer 2 353 412,45 F à M<sup>me</sup> C. « Il faut rappeler qu'en l'espèce le tribunal se trouve en face d'une maladie

nouvelle et heureusement encore rare, sur laquelle il n'a pas été fréquemment statué », peut-on lire dans le jugement. « En l'état des connaissances médicales actuelles, il convient de rappeler qu'on ne connaît aucune guérison du sida. Il y a donc malheureusement peu d'espoir de voir un jour ni une date de consolidation ni une incapacité permanente partielle, dans la mesure où la seule issue connue actuellement au sida est la mort à plus ou moins brève échéance, une rémission de dix ans maximum étant seule envisageable dans les données statistiques actuelles, représentant le temps maximum du développement de la maladie à compter de l'infection. Il est donc équitable d'allouer à M<sup>me</sup> C. une allocation en réparation de ses préjudices personnels. »

L'exécution provisoire du jugement, rendu en décembre dernier, était prévue à concurrence de la moitié. Aucune somme, pourtant, n'a encore été versée à la victime. L'affaire arrivera en mai prochain devant la cour d'appel de Paris. Inquiète de ne pas pouvoir, avec son époux, gardien de propriété, acquiescer à temps une maison pour laquelle ils ont déjà versé 100 000 F, M<sup>me</sup> C. vient d'être hospitalisée pour un accident cardiaque. Un accident qui lui permettra peut-être d'être prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale.

JEAN-YVES NAU.

## ÉDUCATION

### Pour favoriser l'autonomie et l'innovation

## Le ministère lance la politique contractuelle avec les universités

Le ministère de l'Éducation nationale vient de diffuser, de façon restreinte, un projet de circulaire précisant le contenu et les modalités de la politique contractuelle qu'il entend engager rapidement avec les universités.

Ce texte, daté du 13 mars, n'est pas encore définitif. Une mouture finale devrait être établie d'ici la fin du mois d'avril. Il apporte cependant bon nombre d'indications sur la philosophie et les projets de la politique contractuelle. Il précise le contenu de la politique contractuelle qui portera sur des périodes de quatre ans. S'il souhaite, à terme, parvenir à un contrat global, prenant en compte l'ensemble des activités des universités, le ministère a jugé plus prudent de ne pas mésestimer, immédiatement, la politique contractuelle en matière de recherche et politique contractuelle en matière de formation.

Pour la première tranche expérimentale, engagée dès cette année et qui touchera huit académies (1), les contrats quadriennaux de recherche, mis en œuvre depuis 1984, seront préservés et les nouveaux contrats État-universités ne porteront que sur les formations. A charge pour les universités de présenter des projets compatibles avec leur politique de recherche, notamment en matière d'emplois ou de locaux.

Le projet de circulaire du ministre définit, en outre, les objectifs

qu'il souhaite atteindre — et faire atteindre par les universités — grâce à la politique contractuelle. C'est pour les premiers cycles — qui doivent se préparer à accueillir un nombre croissant d'étudiants — que l'effort d'innovation le plus important est attendu. Les établissements sont invités à « poursuivre et accentuer » la rénovation pédagogique entamée en 1984. Ils sont également incités à « utiliser des nouvelles technologies dans l'enseignement, notamment pour contribuer à la réussite des délocalisations ».

Enfin, les universités sont vigoureusement conviées à faire preuve d'initiative pour « adapter le contenu des formations au profil des bacheliers actuels et favoriser la diversification de l'offre de formation », en particulier en premier cycle. Un travail de réflexion, confié à l'ancien recteur, M. Vaudou, a été lancé par le ministère sur le contenu des formations dans les instituts universitaires de technologie (IUT). De même, « une réflexion devrait être engagée en vue de la définition d'un premier cycle universitaire plus ouvert que le DEUG actuel ».

### Un calendrier serré

L'idée caressée par le ministère, qui apparaît explicitement pour la première fois, consisterait à bâtir un diplôme de premier cycle (DEUG) sur chaque grand secteur disciplinaire (lettres et langues; disciplines médicales; économie-droit-sciences politiques; maths-physique-chimie...), afin de ne pas enfermer les bacheliers dans des disciplines trop étroites et de leur permettre de s'orienter progressivement.

Le ministre entend, manifestement, utiliser la dynamique de la politique contractuelle pour que les universités tentent des expériences dans ce domaine : il les invite à « anticiper sur ces évolutions », et leur rappelle qu'elles ont « toute liberté » d'initiative. Cette incitation à l'innovation est bien le trait marquant de ce projet de circulaire : on la retrouve pour la politique des seconds et troisièmes cycles, qui doit « diversifier les niveaux de bacheliers » (à Bac + 3, Bac + 4 ou Bac + 5, selon les secteurs) et pour la formation initiale et continue des enseignants. En attendant la création officielle au sein des universités,

des instituts de formation des maîtres — annoncée par M. Jospin les établissements sont, là encore, conviés à « anticiper ».

Enfin, tout un volet de la politique contractuelle portera sur le cadre de vie, les conditions d'études, les techniques d'enseignement ainsi que la gestion de l'organisation des établissements. Il sera demandé aux universités contractantes de préparer, sur les quatre années du contrat, « une programmation des travaux de maintenance » des bâtiments universitaires et des campus. De même, le contrat devra comporter « un plan cohérent d'organisation et de développement de la documentation et des bibliothèques ».

Quant à l'amélioration de la gestion des universités, elle est manifestement, aux yeux du ministre, « un des points-clés de la procédure contractuelle : la connaissance par l'établissement du coût de ses activités et de ses formations peut lui permettre d'avoir une base plus solide, à la fois de discussion budgétaire interne et de négociation contractuelle ».

Le chantier ouvert par le ministre est donc vaste. Et le pari d'autant plus ambitieux que le calendrier proposé est très serré : les universités des huit académies retenues cette année sont invitées à préparer, dans les semaines qui viennent, un document de synthèse traçant leur « politique de développement », ainsi que le catalogue de leurs projets. Ceux-ci devront être hiérarchisés, faire l'objet d'un échéancier sur la durée du contrat (1990-1993) et être accompagnés d'un document permettant de programmer les emplois. En mai et en juin, auront lieu des réunions de travail avec les responsables des universités et des représentants de l'administration centrale. Les projets d'établissements devront être renvoyés le 15 juillet, pour être examinés par le ministre pendant l'été. « Ce calendrier doit déboucher sur la négociation et la signature de contrats au cours du dernier trimestre 1989 ».

GÉRARD COURTOIS.

(1) Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Haute-Normandie, Basse-Normandie, Bretagne, Pays de Loire, Centre et Corse, ainsi que les départements d'Outre-Mer.

## JUSTICE

### Au procès du commissaire Jobic

## Le réquisitoire ouvre la porte à une relaxe

Un réquisitoire coup de théâtre. Un réquisitoire comme une plaidoirie. En deux heures et quinze minutes, le premier substitut Daniel Renaud a créé la surprise, lundi 20 mars, devant la douzième chambre correctionnelle du tribunal de Nanterre, en ne réclamant aucune sanction à l'encontre du commissaire Yves Jobic. Bien au contraire. Par trois fois, le représentant du ministère public a en effet clairement fait comprendre qu'à ses yeux la relaxe de l'inculpé-volontaire de ce procès s'imposait même s'il a pris soin de ne jamais prononcer le mot.

Alors que le procureur de la République de Nanterre, M. Stéphane Boitiaux, se tenait derrière lui, M. Renaud a examiné une à une les accusations formulées contre Yves Jobic pour les réduire à peu de chose. Pour ce qui concerne l'extorsion de prison de Jean-Claude Moustapha, le 11 mai 1987, contre 25 000 francs, afin de lui permettre de retrouver durant quelques heures sa concubine et sa mère, le premier substitut a conclu : « Même dans cette hypothèse, il n'est nullement établi que qu'Yves Jobic ait reçu 25 000 francs pour la faire. »

### Suicide d'un suspect dans les locaux de la police

Le gérant d'un hôtel-restaurant d'Ajaccio s'est tué vendredi soir 17 mars en sautant du quatrième étage des locaux de la police judiciaire. Xavier Tomasini, cinquante ans, dit « Dédé », gérant du Palm-Beach situé à la sortie d'Ajaccio sur la route des Sanguinaires, avait été interpellé vendredi pour être interrogé dans une affaire de stupéfiants.

Xavier Tomasini avait déjà été arrêté, puis relâché, en juin 1988 à Ajaccio, en compagnie de trois autres Corses après l'arrestation de William Perrin à Pointe-à-Pitre en mai 1988 et la mise au jour d'une importante filière de trafic de stupéfiants.

Le juge Alain Verleone de Paris avait décidé, ces derniers jours, de l'entendre à nouveau sur cette affaire.

La famille de Xavier Tomasini a porté plainte contre X pour homicide volontaire, dès samedi, auprès du parquet d'Ajaccio. Elle a aussi demandé une reconstruction.

Après le versement de 10 000 F par Jean Moustapha au commissaire, dans l'espoir d'obtenir l'autorisation d'ouverture après deux heures du matin, du cabaret oriental La Palmaria, le ministère public a été encore plus net en indiquant au tribunal : « Le parquet ne peut que maintenir sa position et ses réquisitions de non-lieu à l'endroit de Jean Moustapha et d'Yves Jobic. »

M. Daniel Renaud en venait alors à l'analyse des déclarations des prostituées ayant contribué à l'inculpation du commissaire Jobic du chef de proxénétisme aggravé. Une étude critique serrée, destinée à faire apparaître que les accusations de ces témoins à charge sont « tardives, évolutives et contradictoires, nullement étayées par des éléments matériels ». Le premier substitut relevait encore qu'aucune indication d'un éventuel enlèvement de l'inculpé n'aurait pu être notée.

Au terme de ce réquisitoire, au cours duquel des peines allant de six ans d'emprisonnement à des sanctions de principe ont été demandées pour vingt-cinq prévenus, M. Renaud a conclu : « Monsieur le président, mesdames, en ce qui concerne l'inculpation de proxénétisme aggravé (d'Yves Jobic) je m'en rapporte à votre sagesse. Il n'est pas inutile dans ce genre d'affaire que la juridiction du jugement, après un débat public, loin des polémiques et des controverses, vienne dire le droit et la justice. »

L.G.

### Volées en 1982

## Trois tapisseries restituées au musée d'Arles

Depuis vendredi 17 mars, le musée Renuit d'Arles offre à nouveau au public le spectacle des trois tapisseries des Flandres, appartenant à la série des *Merveilles du monde* comportant cinq pièces volées le 26 avril 1982 en ses murs (Le Monde du 8 décembre 1988).

Ces œuvres d'art ont enfin été restituées au musée, qui en est propriétaire. La Centro Banca di Florence qui les avait achetées en toute bonne foi pour le prix modique de 400 000 F a finalement accepté de les restituer, en échange de trois tapisseries d'Aubusson d'une valeur équivalente à cette somme.

## SÉCURITÉ

### Au Salon « Protective 89 »

## Le coût de la peur

Sur l'effluve du Salon Protective 89, qui a fermé ses portes lundi 20 mars à 19 heures, un enfant s'envole vers un ciel bleu et s'exclame : « Se protéger, c'est la liberté ». A l'Espace Champerret, à Paris, les moquette, les tapis, les rideaux, les tentes, les stores, les parasols, on se cadence, on se défend à grands frais des citadelles impenables. Protective 89, qui tient là son deuxième salon, affirme s'intéresser « à la protection des personnes et des biens ». Et surtout, semble-t-il, à celle des biens. La Croix-Rouge et la brigade des sapeurs-pompiers de la Ville de Paris ont beau déployer uniformes et bandes vidéo, ils ne suscitent qu'un intérêt poli. Les visiteurs leur préfèrent violemment les portails à fermeture électromagnétique ou les barrières électroniques à infrarouge, reliées à des systèmes de télésurveillance. Une enquête (1) réalisée l'année dernière pendant le salon le confirme : 76,9 % des visiteurs affirmaient alors se protéger, en priorité, de la protection de leur maison contre le vol et l'effraction.

### « Tristes records »

Les cent trente exposants du salon le savent parfaitement, et culminent avec soin cette peur de ce qu'on appelle « l'intrusion ». Diagnostics, chiffres et statistiques en tous genres sont affichés le long des stands. On y voit la courbe — rouge — des cambriolages s'envoler d'année en année depuis deux décennies. Parfois de manière un peu incertaine : le salon, qui regrette que la France décline à ce « triste record », décembre 1989 000 cambriolages par an. Mais au stand de la société Fichet, le pétil progressif : 400 000 cambriolages par an. Peu importe d'ailleurs : tout cela « fait beaucoup », murmurent les visiteurs en arrivant devant ces panneaux « d'information ». Après tout, souligne le dépliant publicitaire du spécialiste du coffrefort depuis 1920, « Solan », « on ne peut pas refaire le monde... protéger-vous du vol ».

Dans ce domaine, tout est prévu. Les armoiries « réfra-

naires », les tatouages antivol, les survitrages à fermeture magnétique, et même les systèmes de détection antirayons. Mieux encore : la télésurveillance, qui, grâce à la domotique, rend la maison « intelligente »... et surtout, « plus sûre ». Il existe donc désormais des robots d'alarme qui vous appellent en cas de cambriolage pour vous annoncer de leur voix synthétique qu'un intrus fracture la fenêtre du balcon. La photo du malfaiteur en action apparaît même sur un mini-écran grâce à un boîtier de télécommande.

D'autres offrent des systèmes plus conviviaux, comme ce Centre opérationnel de sécurité (COS), qui reste vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'écoute de votre domicile. Si un cambrioleur pénètre chez vous en votre absence, le centre engage la conversation. Non pour discuter — leur temps est compté, — mais pour « lever le doute », c'est-à-dire vérifier qu'il s'agit bien d'un cambrioleur. L'intrus entend alors une voix venue d'ailleurs lui demander son numéro de code, en l'avertissant poliment, en cas d'erreur, que la police est en route...

Tout cela, bien sûr, coûte cher. Aussi, pour ceux qui les vendeurs taisent pudiquement le prix de leurs protections. « Il faut développer avec une argumentation », glisse l'un d'eux en refusant d'avancer le serait-ce qu'une fourchette. La clientèle du salon s'accommode : selon l'étude (1) réalisée l'année dernière, 53,7 % des visiteurs sont cadres supérieurs, intellectuels ou membres de professions libérales ou du « grand commerce ». Les ouvriers à la recherche de volets à fermeture hydraulique sont rares : 5,8 %. Et les vendeurs des produits de sécurité ne peuvent que constater le fait : « Les riches et les inquiètes ».

ANNE CHEMIN.

(1) Enquête réalisée par Marketing Office pour l'Institut français du bâtiment en mars 1988, pendant les quatre jours du salon, auprès de quatre cent quarante et un visiteurs.

● M. Jacques Fauvet à la Commission de contrôle des fichiers d'interpol. — Le gouvernement a désigné pour un nouveau mandat de trois ans comme membre de la Commission de contrôle des fichiers d'interpol, M. Jacques Fauvet, ancien directeur du monde et président de la Commission nationale de l'information et des libertés. Cette commission comprend cinq membres de nationalités différentes. Son président sera choisi par M. Fauvet et M. Pater, substitut du procureur général de la Confédération helvétique, désigné par le comité exécutif d'interpol.

● Arrestation d'un membre de la Camorra napolitaine près de Nice. — Michele Zacc, un des responsables présumés de la Camorra napolitaine, a été arrêté vendredi 17 mars, à Villeneuve-Loubet près de Nice, par les policiers de la brigade des stupéfiants du SRPJ de Marseille. Placé en garde à vue dans les locaux de la PJ de Nice, Michele Zacc, surnommé « O'pezzi », « le diable », quarante-deux ans, faisait l'objet de deux mandats d'arrêt internationaux délivrés par les parquets de Rome et de Gênes, notamment pour association de malfaiteurs, meurtres et tentatives de meurtres, corruption de fonctionnaires.

## ESPACE

### Après le vol réussi de Discovery

## Les Etats-Unis prévoient le tir de six autres navettes

Commenté dans une certaine tension, en raison des contre-temps qui ont repoussé, à plusieurs reprises, la date et l'heure du tir, le vol de la navette spatiale américaine Discovery s'est achevé en fanfare. Au terme d'une mission de quatre jours, vingt-trois heures et trente-neuf minutes, les cinq hommes de Discovery se sont posés à 15 h 36 (heure française), sur une des pistes de la base aérienne californienne d'Edwards, sous les yeux émerveillés de quelque 450 000 « groupies ». Une foule presque record, puisque seul le retour de la navette Columbia, en juillet 1982, avait mobilisé plus de monde.

Sans doute faut-il voir dans ce phénomène, l'intérêt et le soutien retrouvés des Américains pour leur programme spatial, et surtout leur volonté de redonner les premiers. Les Soviétiques, qui accumulent avec succès les vols habités de longue durée, viennent, en effet, de se rappeler, une fois de plus, au bon souvenir de leurs concurrents de tous jours, en arrivant, samedi, le vaisseau Progress-41 au complexe orbital Mir, à bord duquel trois cosmonautes vivent depuis plusieurs mois.

Cette concurrence explique les propos du directeur de vol, M. Charles Shaw, qui affirme que la mission de Discovery est « la plus propre » qu'il ait jamais connue. « J'ai participé, dit-il, à tous les vols de navette, mais je n'ai jamais été confronté à aussi peu d'ennuis. »

Si l'on excepte effectivement une légère baisse de pression dans le réservoir d'hydrogène d'une pile à combustible, force est de reconnaître que cette mission est plutôt réussie même si deux petites expéditions, sur la croissance des plantes et sur l'essai d'un échangeur thermique destiné à la future station spatiale, ont échoué. Pour le reste, tout s'est bien passé, qu'il s'agisse de la mise en orbite du satellite de télécommunications TDRS-4, de la couverture photographique de notre planète jugée « bien malade » ou de l'essai, très important, du nouveau train d'atterrissage de l'engin et de son système de freinage.

De cette dernière expérience dépend en partie la possibilité pour les futures navettes d'atterrir, non plus en Californie, mais directement en Floride, près des installations où elles sont remises en état pour de nouveaux vols. C'est à ce prix que la NASA pourra réduire le coût du vol des navettes — 375 millions de dollars pour celui de Discovery — et tenir le calendrier de ses missions. Celui-ci prévoit le tir, cette année, de six autres navettes dont deux emporteront dans leurs flancs la fameuse sonde vénusienne Magellan (28 avril) et le télescope spatial Hubble (11 décembre).

J.-F. A.

## ENVIRONNEMENT

### Un conteneur plein de lindane perdu dans la Manche

Les recherches pour retrouver un conteneur plein de 5 tonnes de lindane — un insecticide puissant et toxique — devaient reprendre dans la matinée du 20 mars, au large de Cotentin et des îles anglo-normandes. La marine française avait dû l'interrompre dans la journée du 12 mars en raison du mauvais temps qui sévissait sur la Manche.

A l'origine de cette recherche, le naufrage du cargo panaméen *Perintis*, qui a coulé le 6 mars, dans la Manche. Les onze hommes d'équipage ont été sauvés par des hélicoptères britanniques. Mais cinq conteneurs s'étaient désarrimés et étaient tombés à la mer. Quatre ont été récupérés. Le cinquième, qui est rempli de lindane, a été pris en remorque le 10 mars par la marine française, avant que, dans le mauvais temps, les amarrages se rompent.

Les opinions divergent sur les effets du lindane, au cas où celui-ci se répandrait dans la mer. Pour les uns, l'insecticide pourrait polluer 1 500 kilomètres carrés de la Manche. Pour les autres, le lindane n'est pas soluble dans l'eau froide et n'aurait donc guère d'effets nocifs.

هكذا من الأصل

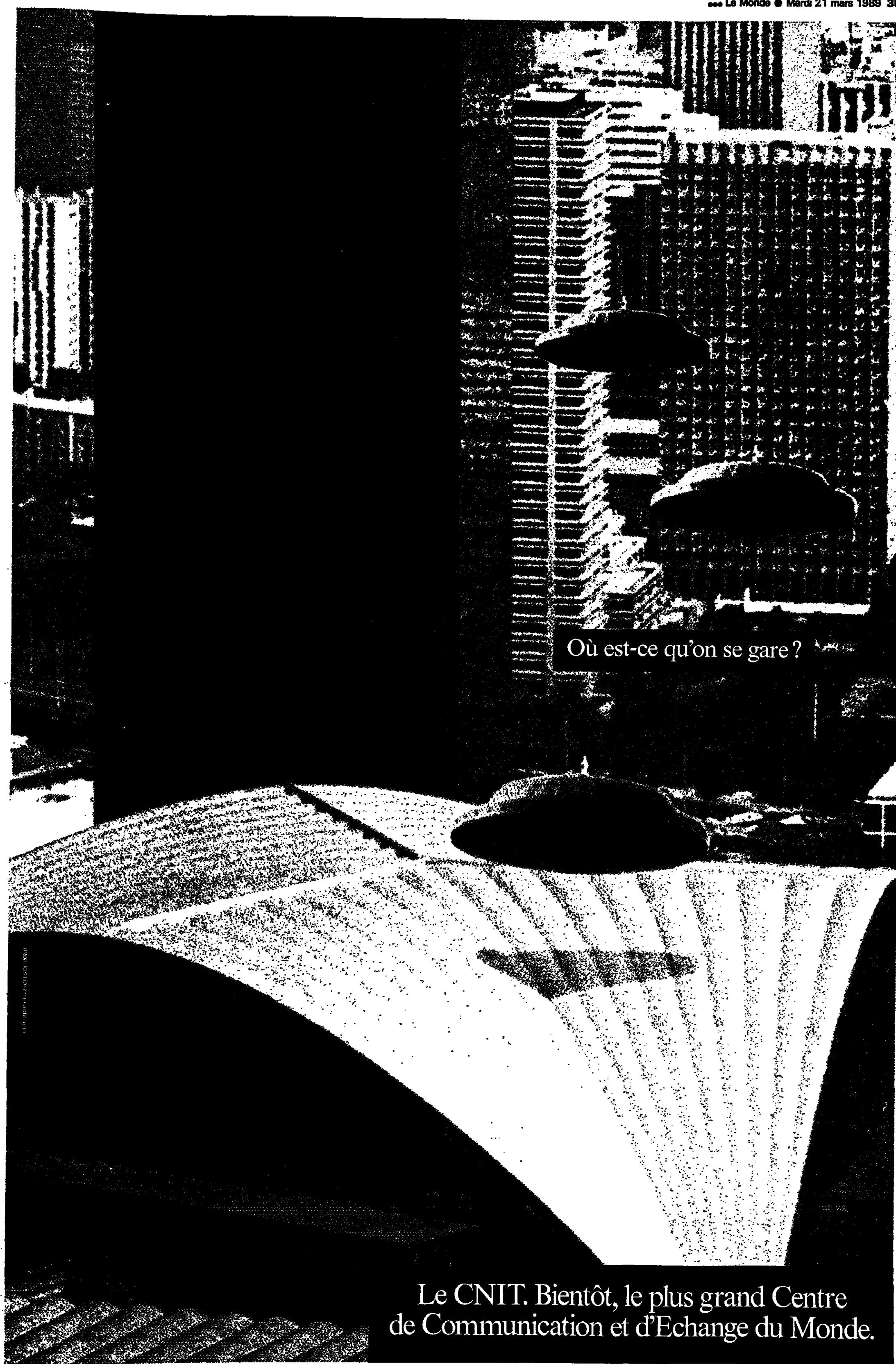


la politique contractuelle  
des universités

Le CNIT, le plus grand Centre de Communication et d'Echange du Monde.

Après  
Les Etats-Unis prévoient  
de six autres navettes

ENVIRONNEMENT  
Le CNIT, le plus grand Centre de Communication et d'Echange du Monde.



Où est-ce qu'on se gare ?

Le CNIT. Bientôt, le plus grand Centre de Communication et d'Echange du Monde.

# Sports

RUGBY : la France gagne le Tournoi des cinq nations

## La vieille garde ne se rend pas

Pour la quatrième année consécutive, le XV de France a remporté le Tournoi des cinq nations en dominant l'Ecosse (19-3), samedi 18 mars, au Parc des Princes. Dans le même temps, l'Angleterre était battue à Cardiff (12-9) par le pays de Galles. Malgré la victoire, la question de l'avenir de cette équipe vieillissante reste en suspens à trois mois d'une tournée en Nouvelle-Zélande et à un peu plus de deux ans de la Coupe du monde.

Ces gars-là ont des gueules de grognards. De ces facies plus efficaces que toutes les cartes de visite. De ces têtes qui ne savent pas mentir. Le nez raté de Jean-Pierre Garnet, les oreilles tritonnées de Dominique Erhart ou les ardeurs trépidantes de Philippe Dintaras témoignent des dures batailles passées comme autant de décorations, de croix de guerre de la mêlée, de Légion d'honneur du jeu de rugby.

Samedi 18 mars, imperturbables, ils sont allés une nouvelle fois au front, têtes baissées, généreux comme au premier jour alors que, justement, cela devait être le dernier. Philippe Dintaras, trente-deux ans (quarante-huit sélections), Jean-Pierre Garnet, trente-deux ans (trente-huit sélections), une génération qui devait s'éclipser après ce match contre l'Ecosse à Paris, derrière l'équipe du Tournoi des cinq nations 1989. Jusqu'à un coup d'arrêt, la retraite de ces anciens combattants et le problème du renouvellement des troupes avaient été au cœur du débat. L'homme de terrain du XV de France, Jacques Fouroux avait lui-même admis la nécessité d'évolution : « Des joueurs qui arrivent à trente-deux ou trente-trois ans vont se heurter à la barrière de l'âge. Pour quelques-uns, ce match contre l'Ecosse marquera la fin

d'une aventure. Il faudra réactiver, revitaliser ».

Et que s'est-il passé à l'issue de ce match, une fois que la nouvelle du défilé des Anglais à Cardiff (12-9) fut parvenue dans les vestiaires du Parc des Princes, officialisant ainsi la victoire française pour la quatrième année consécutive ? Rien. Si ce n'est du champagne et des sourires. Oublié le discours sur le vieillissement d'une équipe, écartées les idées de retraite, renvoyée sine die la question de l'avenir.

« Ce match a tout changé », lançait Jacques Fouroux avant de préciser : « Nous voulions voir si nous pouvions aller en tournée en Nouvelle-Zélande en juin avec notre patrimoine. Si nous jouons ainsi contre les All Blacks, nous avons une chance, minime, mais une chance. » Dans l'euphorie du succès, les joueurs eux-mêmes évacuaient les questions trop pressantes. Garnet assurait, rigolant : « Pour moi, ce match a été une cure de jeunesse. Je suis partant pour la Nouvelle-Zélande ! ». Même optimisme chez Dominique Erhart : « Si l'on fait appel à moi, je serai toujours là ! ». Pierre Berbizier, le capitaine, montrait également en première ligne pour défendre ses vétérans : « Pourquoi se fixer des barrières imaginaires comme l'âge de certains joueurs ? Pourquoi ne resterait-il pas avec nous pour des rendez-vous ponctuels ? ». La jeune garde elle-même défendait les anciens, à l'image de Franck Messnel, vingt-sept ans : « On dit souvent que les joueurs sont vieux. Cela ne veut rien dire. Je préfère parler d'expérience... Et l'expérience, nous en avons besoin ! ».

Qu'il s'agit donc ou de si exceptionnelle, ce France-Ecosse, pour évaluer ainsi un débat programmé de longue date ? Quelques beaux mouvements, un bel engagement, mais rien de transcendant. Une victoire classi-

que et logique d'un XV de France qui, fort d'un pack plus solide et plus performant que lors de ses précédents matchs, a pu compter, comme souvent, sur les éclairs de génie de ses joueurs d'exception que sont Pierre Berbizier, Serge Blanco ou Philippe Sella. Le premier marquait l'essai libérateur après une percée dans la solide défense adverse (37<sup>e</sup> minute). Puis Serge Blanco, bien lancé à la poursuite d'un coup de pied à suivre de même Berbizier, inscrivaient au début de seconde période un nouvel essai.

### De nouvelles structures

Enfin, à la 62<sup>e</sup> minute, Philippe Sella bondissait à point nommé pour s'emparer d'un ballon que tout le monde semblait dédaigner pour servir Andrien, qui offrait à Lagisquet le troisième essai de la victoire face à des Ecosseis dont le dernier succès en France date de 1969. « Le XV de France a encore de beaux jours à vivre. Ce n'est pas la fin d'une équipe, mais la fin d'une ère », répétait volontiers un Jacques Fouroux assesseur de tout et de lettres pour souligner l'enthousiasme rafraîchissant de sa « vieille garde » et évacuer avec élégance les vraies questions. Le débat reste donc ouvert. Quel est l'avenir de ce XV tricolore dont cinq joueurs essentiels (Dintaras, Garnet, Erhart, Berbizier, Blanco) ont atteint ou dépassé la trentaine ? Comme cela a toujours été le cas, le renouvellement se fera en douceur, sans révolution. Les nouveaux sont intégrés au groupe progressivement », assure Pierre Berbizier, visiblement optimiste sur le sort d'une équipe dont il devrait devenir entraîneur après 1991.

En attendant, dans l'immédiat, les bons résultats de cette formation, tant dans le cadre du Tournoi que lors de la Coupe du monde en 1987

(finaliste contre la Nouvelle-Zélande), ne cachent plus une certaine stagnation, un inquiétant surplace qui, parfois (lors de la défaite en Angleterre, par exemple), a viré au recul pur et simple. Une bonne performance lors de la prochaine compétition mondiale, en 1991, en Grande-Bretagne et en France, demandera certainement beaucoup plus que ce que le XV de Fouroux peut offrir actuellement. Les tests-matchs du mois de juin contre les « Blacks » devraient le confirmer. Les responsables du rugby français semblent malgré tout en avoir pris conscience, puisqu'ils mettent actuellement en place des structures nouvelles.

Une cellule de réflexion, intitulée « Objectif 1991 », aura une double mission de détection et de formation. Sous la direction de Jacques Fouroux, une équipe d'anciens internationaux sera chargée de faire progresser les différents secteurs du jeu. Priorité est donnée à la reconstruction d'un pack. Jean-Pierre Bastien s'occupera des meneurs en tenant compte des joueurs de l'équipe de France. Gérard Chollet et Daniel Dubroca devront trouver le « cinq » de devant. Autre innovation : l'appel à un groupe de joueurs plus fourni (trente-deux contre l'Ecosse) et des stages de préparation plus longs et plus intensifs, un squad system pratiqué depuis bien longtemps par les Britanniques et qui permet d'intégrer de nombreux nouveaux. Des nouveaux (les troisième-ligne Duvigneau et Lhermet, les deuxième-ligne Roumat et Theron, le demi de mêlée Rongé-Thomas devraient être du voyage en Nouvelle-Zélande...) qui, bien qu'averti du poids de la tradition au sein de la fédération d'Albert Ferrasse, finiront tout de même par se demander si les « grognards » de Fouroux céderont un jour leur place.

PHILIPPE BROUSSARD.

CYCLISME : Milan-San-Remo

## Fignon vainqueur, Roche absent

Première classique de la saison routière et première épreuve de la toute nouvelle Coupe du monde, Milan-San-Remo s'est achevée, samedi 18 mars, par la victoire de Laurent Fignon... comme l'an passé. En 1988, le Français avait battu au sprint le futur champion du monde Maurizio Fondriest. Cette fois, il a terminé seul, après s'être débarrassé de Frans Maassen dans la montée du Poggio, à six kilomètres du but. Connaissant à l'avance dix jours plus tôt au cours de Paris-Nice, l'ancien vainqueur du Tour de France s'est bien repris et, de toute évidence, il a recueilli les fruits d'une préparation très active en Belgique. On ajoutera, pour la petite histoire, que Fignon utilise un vélo équipé de pneus Michelin.

On regrettera l'absence de Stephen Roche, écarté de Milan-San-Remo par le règlement discuté de la Coupe du monde qui limitait la participation aux vingt équipes les mieux classées à la Bourse du cyclisme alors que le groupe Fagor, auquel appartient le routier irlandais, ne vient qu'en vingt et unième position. A la suite de son brillant Paris-Nice et compte tenu de sa notoriété, Roche avait pourtant sa place dans le peloton de la « Primavera ».

J. A.

### FOOTBALL

## Incidents à Cannes

De violents incidents ont éclaté, samedi 18 mars, à Cannes, à l'issue du match de l'équipe locale contre l'Olympique de Marseille en championnat de France de première division. Vexés de la défaite de leurs favoris (victoire des Cannois trois buts à un) et furieux de l'expulsion d'Eric Di Meo à la dernière minute de jeu, certains supporters marseillais ont commencé à démolir les gradins du stade et à lancer divers bouts de bois et des barres de fer sur le terrain. L'intervention des forces de police ramenait le calme après une impressionnante manifestation de foule. Dans l'échauffourée, quatre supporters de l'OM ont été légèrement blessés tandis que deux autres étaient appréhendés et présentés au commissariat de Cannes où ils devaient passer la nuit.

Les dirigeants du club Cannois et la ville ont décidé de porter plainte contre X pour « dégradation de matériel et coups et blessures volontaires ». Le montant des dégâts occasionnés par ces jeunes supporters qui suivent régulièrement l'OM à l'extérieur s'élevait au moins à 100 000 F. Quant aux dirigeants de l'OM, ils n'ont que timidement condamné ces exactions...

### PATINAGE ARTISTIQUE

## Une Japonaise bondissante

Il y a un an, à Calgary, Katarina Witt triomphait. Championne du monde en titre, elle continuait à amasser les lauriers. Aujourd'hui, la belle Allemande de l'Est regarde du haut des cabines de télévision ses anciennes compagnes patiner pour prendre sa couronne. Devenue commentatrice, elle continue d'afficher son étalé sourire légèrement moqueur.

Katarina avait fait jaillir la chaleur et l'émotion à chacune de ses apparitions. Elle jouait sur la glace à faire plaisir aux spectateurs en mélangeant grâce et virtuosité. Les prétendantes à la reprise de son titre ne possèdent pas les mêmes qualités. Leurs démonstrations, au cours des Championnats du monde qui se sont achevés dimanche 19 mars au Palais omnisports de Bercy, à Paris, en ont apporté la preuve.

Elles chutent souvent, et, surtout, ne mêlent pas technique et sens artistique avec brio. Samedi 18 mars, ces dames n'ont pas levé l'enthousiasme. Dans une patinoire dont beaucoup de sièges sont restés inoccupés, Surya Bonaly, minuscule forme noire dans un habit rouge, a montré des dons précoces. Parce qu'à quinze ans elle est un espoir pour le patinage français, le public l'a encouragée. Qu'importe une certaine rudesse dans les gestes, elle saute bien, et se contente d'une place de châtiment qui l'encourage à poursuivre ses efforts à l'entraînement.

Une autre sauteuse a été récompensée, la Japonaise Midori Ito, qui a donné à son pays un premier titre mondial. Elle avait déjà obtenu les juges vendredis, lors du programme original, en recevant de l'un d'entre eux une note parfaite de 6 pour l'exécution technique. Samedi, pour l'épreuve finale, ils furent cinq à lui attribuer le chiffre magique. La minuscule Ito - elle mesure 1,45 mètre - tonique et bondissante, a réussi sept triples sauts, dont le fameux triple axel, qu'elle est la seule femme à exécuter. Une belle prouesse technique qui ne suffit pas à faire oublier la charme de l'ancienne reine.

ATHLÉTISME : les championnats du monde de cross-country

## Annette Sergent, la fille de boue

Déjà victorieuse l'an dernier à Varsovie, la Française Annette Sergent a remporté, dimanche 19 mars, le titre féminin aux championnats du monde de cross-country, disputés à Stavanger (côte ouest de la Norvège), sur un parcours boueux et glissant. Chez les hommes, triomphe attendu de John Ngegi, le Kenyan déjà vainqueur ces trois dernières années. Par

équipes, la France s'est classée deuxième chez les femmes et quatrième chez les hommes.

STAVANGER  
correspondance

Ce n'est pas un hasard si Annette Sergent, vingt-six ans, 1,57 mètre de grâce et 46 kilos de muscles, étudie la psychologie à l'université de Lyon, car cette science lui sert à bien la tête de son emploi. Championne du monde de cross-country en 1987 à Varsovie, elle a répété cette victoire, dimanche après-midi, à Stavanger, un port norvégien qui tient sa renommée de la qualité de ses sentiers et sa richesse de la valeur de son pétrole.

Plus petite, moins puissante, moins rapide et plus discrète que ses adversaires, Annette Sergent a pris depuis longtemps l'habitude de remporter ses courses infiniment plus avec sa tête qu'avec ses jambes. Et ce n'est pas un hasard non plus si son palmarès, malgré son petit gabarit, affiche deux victoires et deux troisième places lors des quatre derniers championnats du monde de cross-country.

« La plupart des filles que j'ai battues aujourd'hui ont des records sur 3 000 mètres et 10 000 mètres bien supérieurs aux miens, avoue Annette. Mais, en cross, la tête joue beaucoup. Et j'ai grande confiance en mes moyens. » Elle n'a plus peur ni de la boue, très présente à Stavanger, ni de l'enfer. Elle ne craint ni le froid ni les côtes. Et elle gagne.

Annette Sergent aimait, en revanche, ne plus être à l'avant la femme d'une seule surface. Elle veut briller sur piste et frapper fort sur 10 000 mètres des prochains Jeux olympiques. « En 1990, je courrai encore en cross. Ensuite, ce sera fini. Priorité à la piste », domine. Le cross français y perdra beaucoup.

A. M.

AUTOMOBILISME : la préparation de la saison de formule 1

## Deux écuries françaises à dure épreuve

A quelques semaines du début du championnat du monde de formule 1 automobile, le 26 mars à Rio-de-Janeiro, la voie ascendante semblait toute tracée pour les deux jeunes écuries françaises Larrousse-Calmels et AGS.

Les visages étaient graves, jeudi 2 mars au Castellet, où la Lola-LC-Lamborghini de l'écurie Larrousse-Calmels effectuait sa dernière séance d'essais avant le départ pour le Brésil. Le drame de la veille était encore dans tous les esprits. Entre deux tours de circuit, Philippe Alliot, ami de longue date de Didier Calmels, ne cachait pas ses préoccupations : « Même sur la piste, je pensais à lui et à ses quatre enfants, disait-il. En course, il faudra conserver notre concentration, tout en ayant une motivation plus forte encore pour l'aller, par nos résultats, à surmonter sa détresse ».

Gérard Larrousse, directeur de l'écurie, était revenu de Paris avec « la confiance et le soutien total » de l'ensemble des commanditaires. Emile Novaro, président de Lamborghini, avait d'ailleurs effectué le déplacement jusqu'au Castellet. « Ce qui est arrivé est dramatique pour Didier Calmels et pour sa famille, disait-il, mais cela ne doit pas modifier notre ambition et nos objectifs. Ma présence aux côtés des pilotes et de l'écurie se justifie plus encore par leur manifeste ma solidarité ».

Avec le recul, Gérard Larrousse mesure encore mieux la place que tenait son associé dans la vie de l'écurie. A la tête d'un important cabinet de conseil pour les entreprises qui souhaitent reprendre des affaires en difficulté, Didier Calmels avait imaginé une structure originale pour faciliter l'interprétation du monde des affaires avec celui de la formule 1.

Son Club formule 1 ne regroupait pas seulement les partenaires techniques ou les commanditaires traditionnels de l'écurie. Il est aussi ouvert à une trentaine d'entreprises qui peuvent profiter de déjeuners ou de déplacements sur les grands prix pour organiser des opérations de relations publiques entre leurs responsables. Grâce au recrutement de jeunes collaborateurs, ces structures continuent à fonctionner, mais, avec son dynamisme, son pouvoir de conviction et ses relations, Didier Calmels sera difficile à remplacer dans son rôle d'animateur.

Pour l'instant, Gérard Larrousse a dû parer au plus pressé en se substituant à son associé pour finir de boucler le budget de 1989 fixé à 70 millions de francs (55 à 60 millions de sponsoring, plus les recettes sportives). Ce budget serait déjà rassemblé à 80-85 %.

Depuis le drame, le directeur de l'écurie n'a pu revoir son associé qu'une fois, le 15 mars, à la prison de Fresnes, pour évoquer l'avenir. « Il est hors de question de chercher un autre associé pour remplacer

Didier Calmels. Larrousse, mais il est suffisamment attaché à la réussite de notre écurie pour comprendre qu'il faudra sans doute adapter les structures à la nouvelle situation. Dans tout malheur il faut chercher les choses positives. Ce drame a resserré les liens entre nos sponsors, a permis de représenter des firmes aussi importantes que Chrysler avec Lamborghini, Rhône-Poulenc, BP, Camel - mais aussi - entre ces sponsors et notre écurie. C'est peut-être avec eux qu'on pourra définir une nouvelle stratégie à long terme et assurer l'avenir ».

Dans ce climat d'expectative, les résultats sportifs devraient se révéler déterminants. Tout comme le retour de deux techniciens de grande réputation : Gérard Ducarouge et Mauro Forghieri. Après vingt-sept ans passés chez Ferrari, l'ingénieur italien a accepté de reconstruire le premier moteur de formule 1 de Lamborghini. Père du célèbre double cylindre boxer qui avait permis à Niki Lauda (en 1975 et en 1977) et à Jody Scheckter (en 1979) de devenir champions du monde, Mauro Forghieri, écarté de la « Scuderia » lors du passage aux turbos, a une belle revanche à prendre avec le retour des moteurs atmosphériques.

### Le remplacement de Philippe Streiff

C'est un peu dans le même état d'esprit que Gérard Ducarouge est revenu en France, après une dernière saison très décevante chez Lotus. Très fine, dans la lignée de la March 1988 et des principales voitures de formule 1 présentes cette saison, sa dernière réalisation devait être livrée lundi 20 mars. « Sur le plan technique, elle est très évoluée, et je suis très impressionné par le travail accompli par Mauro Forghieri sur le moteur, indique Gérard Larrousse. Nous devrions être dans les dix premiers en qualifications, participer à la lutte pour les points [six premières places], voire faire un ou deux podiums. C'est une ambition raisonnable ».

La nouvelle Lola-LC-Lamborghini ne participera pas toutefois au Grand Prix du Brésil, où Philippe Alliot et Yannick Dalmas courront avec la voiture « intermédiaire » utilisée lors des essais d'avant-saison. Des problèmes apparus dans la gestion électronique du moteur et avec la nouvelle boîte transverse à six vitesses, ainsi que les délais du nouveau châssis, ont incité le directeur de l'écurie à différer la « première ».

C'est aussi avec le châssis 1988 légèrement modifié sur le plan aéro-

dynamique qu'AGS avait choisi de disputer le Grand Prix du Brésil. Hélas ! le dramatique accident de Philippe Streiff, le 15 mars à Rio-de-Janeiro, risque de briser le nouvel élan de la petite écurie qui allait aligner une deuxième monoplace en course. Gonfalon, pays où, selon la légende, les âmes volent, a été le théâtre, la saison dernière, d'un nouveau miracle. « Nous avions un budget prévisionnel de 25 millions de francs, indique François Guerre-Berthelot, directeur du développement d'AGS. Mais nous avons dû effectuer notre saison avec 12 millions de francs de dépenses et un peu plus de 6 millions de recettes ».

Ce budget de misère avait néanmoins permis à Philippe Streiff de se placer trois fois dans les dix premières places à Imola, à Estoril et à Suzuka.

Malgré des moyens limités, la saison 1989 avait été préparée avec beaucoup de sérieux par les ingénieurs Claude Galopin (ex-Ligier) et Christophe Coquet (ex-Tico Martini), recrutés pour remplacer Christian Vanderpleyn et Michel Costa partis chez Coloni. Faute de pouvoir concevoir une nouvelle monoplace, Claude Galopin avait beaucoup travaillé en soufflerie pour redonner de l'appui et mieux adapter le châssis 1988 aux circuits rapides.

de Didier Calmels, la prise de participation du financier Cyril de Rouvre dans le capital d'AGS et le dramatique accident de Philippe Streiff, premier pilote de cette écurie, le 15 mars à Rio-de-Janeiro.

Après de longs mois de négociations, l'écurie avait peut-être résolu son principal problème avec la prise de participation majoritaire (75 %) de Cyril de Rouvre, président de la Financière Robur, une holding regroupant Transair, la Société de fabrication de sucre et Robur Droits audiovisuels. Henri Julien, l'artisan fondateur d'AGS, avait dû céder la gérance à Henry Cockin pour devenir conseiller technique, mais malgré son arrivée tardive, le nouvel actionnaire de l'écurie pensait pouvoir réunir 60 millions pour disputer la saison dans de bonnes conditions.

Avec la rénovation du circuit du Luc (Var) et la construction prochaine d'une piste de 1 500 m atteignant à la piste, AGS ne manque pas d'atouts pour l'avenir. Il lui reste à sauver sa saison après l'indisponibilité de Philippe Streiff. Surtout recruté pour les budgets qu'il apportait (Camel et Liqui-Moly), l'Allemand Joachim Winkelhock n'a aucune expérience de la formule 1. La possibilité de séduire un grand motoriste pour les saisons prochaines passera sans doute par la capacité des responsables d'AGS à trouver un pilote chevronné pour prendre le relais de Philippe Streiff.

GÉRARD ALBOUY.

## Les résultats

### Basket-ball

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Vingt-neuvième journée)  
\*Limoges b. Cholet ..... 96-71  
\*Aix-Marseille b. Monaco ..... 65-65  
\*Antibes b. Mulhouse ..... 94-93  
\*Montpellier b. Gravelines ..... 127-112  
\*Saint-Omer b. RCF Paris ..... 66-77  
\*Orléans b. Lorient ..... 93-90  
Orléans b. "Tour" ..... 82-75  
Villeneuve b. "Nantes" ..... 86-81  
Classément. - 1. Limoges, 56 pts ; 2. Cholet, 52 ; 3. Orléans, 50 ; 4. Mulhouse, 49 ; 5. Monaco, Montpellier, 48.

#### Football

##### CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Trente-troisième journée)  
\*Paris-SG b. Montpellier ..... 3-2  
\*Metz b. Strasbourg ..... 1-1  
\*Saint-Etienne b. Lens ..... 3-2  
\*Cannes b. Marseille ..... 1-1  
\*Toulon b. Lille ..... 2-1  
\*Monaco b. Sochaux ..... 0-0  
\*Lens b. Nice ..... 2-0  
\*Nantes b. Mâcon Racing ..... 1-0  
\*Bordeaux b. Laval ..... 2-1  
\*Auxerre b. Toulouse ..... 0-0  
Classément. - 1. Paris-SG, 57 pts ; 2. Marseille, 56 ; 3. Auxerre, 54 ; 4. Sochaux, 53 ; 5. Nantes, 50 ; 6. Monaco, 48 ; 7. Saint-Etienne, 47 ; 8. Toulon, 43 ; 9. Montpellier, 42 ; 10. Metz, 41 ; 11. Toulouse, 40 ; 12. Bordeaux, 38 ; 13. Saint-Etienne, 37 ; 14. Strasbourg, 29 ; 15. Metz, 28 ; 16. Caen, 28 ; 17. Laval, 26 ; 18. Lens, 14.

Deuxième division (Vingt-huitième journée)  
\*Mulhouse b. Beauvais ..... 4-0  
\*Quimper b. Dunkerque ..... 0-0  
\*Angers b. Valenciennes ..... 3-0  
\*Guingamp b. La Touque ..... 1-1  
\*Reims b. Créteil ..... 2-0  
\*Guingamp b. Rouen ..... 2-0  
\*Rennes b. Brest ..... 2-2  
\*Le Mans b. Nancy ..... 2-1  
\*La Roche b. "Abbeville" ..... 1-0  
Classément. - 1. Reims, 61 pts ; 2. Mulhouse, 60 ; 3. Rennes et Quimper, 52.

### Groupe B

\*Nîmes b. Nîort ..... 1-0  
\*Lyon b. Clermont-Ferrand ..... 3-1  
\*Marseille b. Alès ..... 2-0  
\*Sète b. Montpellier ..... 3-2  
\*Clermont-Ferrand b. Rodez ..... 1-1  
\*Le Havre b. Amiens ..... 3-0  
\*Grenoble b. Lens ..... 3-0  
\*Orléans b. Dijon ..... 2-0  
Classément. - 1. Lyon, 59 pts ; 2. Le Havre, 52 ; 3. Nîmes, 51 ; 4. Bastia, 47.

### Natation

#### CHAMPIONNATS DE FRANCE

(HIVER A FORBACH)  
Cinq records de France individuels ont été battus à l'occasion des championnats de France d'hiver disputés à Forbach du 16 au 19 mars. Ces nouveaux records ont été établis par les Toulousains Bruno Guiselli au 50 mètres papillon (24 s 84) et 100 mètres papillon (54 s 76) et Frédéric Pénicaut au 100 mètres brasse (1 min 3 s 80) et 200 mètres brasse (2 min 17 s 39), et par la nageuse de Saint-Estève Cécile Jeanson au 200 mètres papillon (2 min 14 s 70).

### Rugby

#### TOURNOI DES CINQ NATIONS

(Classement final)  
1. France, 6 pts ; 2. Ecosse et Angleterre, 5 ; 4. Irlande et pays de Galles, 2.

### Tennis

#### TOURNOI D'INDIAN-WELLS

(700 000 \$)  
Demi-finales  
Noah (Fr.) b. Berger (E-U), 6-3, 6-4 ; Meier (Tch.) b. Connors (E-U), 6-2, 6-4.

Finale  
Meier (Tch.) b. Noah (Fr.) 3-6, 2-6, 6-1, 6-2, 6-3.

هكذا من الأصل





## Culture

## MUSIQUES

Le « Te Deum » de Gossec à la chapelle de la Sorbonne

## Les paradoxes du Bicentenaire

Cette œuvre, écrite dix ans avant la prise de la Bastille, et qui n'avait pas été jouée depuis deux siècles, vient de prendre un nouveau départ.

Parmi les compositeurs que la célébration du Bicentenaire de la Révolution contribuera à faire redécouvrir, François-Joseph Gossec (1734-1829) occupe avec Méhul et Cherubini une place de premier plan, tant par l'abondance que par la qualité de ses œuvres. Sa Messe des morts, écrite en 1790, connaît un succès considérable pendant plus d'un demi-siècle, et, depuis quelques années, plusieurs enregistrements et de nombreuses exécutions publiques ont révélé une partition puissante et originale, annonçant aussi bien Mozart que Berlioz, très caractéristique aussi de l'esthétique française où le goût de la concision, de l'équilibre, l'emporte sur celui des développements généreux.

On pourra entendre cette Messe des morts le 18 avril à l'église Saint-Roch, où l'on avait déjà pu découvrir, en janvier, la Messe des vivants (1813), dernière composition religieuse de Gossec, qui, à près de quatre-vingts ans, retrouvait la fraîcheur, sinon l'originalité de sa jeunesse. De la musique qu'il écrivait pour les fêtes civiques de la Révolution, le disque nous a restitué quelques échos (Marche lugubre, Marche funèbre, chez EMI) ; mais la plus ambitieuse de toutes, le Te Deum pour le 14 juillet 1790, pour célébrer d'hommes, trois cents instruments à vent, cordes graves et une abondante percussion, restera sans doute sur les étagères de la Bibliothèque nationale. Son style, tantôt inspiré du plain-chant pour les parties vocales, tantôt nettement populaire dans les intermèdes instrumentaux (un passepied puis une ronde), pourrait seulement susciter aujourd'hui une curiosité incrédule : était-ce vraiment cela la musique révolutionnaire ?

Aussi n'est-ce pas ce Te Deum de 1790, vraisemblablement écrit un peu trop à la hâte, que Musique en Sorbonne avait choisi de présenter pour célébrer le Bicentenaire, mais

celui de 1779, d'une facture beaucoup plus savante et dont le style peut faire penser à Mozart ou à Haydn. Les difficultés ont commencé lorsqu'il est apparu que le seul manuscrit existant — qui n'était pas de la main de Gossec — comportait une foule d'erreurs, d'omissions ou d'approximations interdisant une exécution en l'état. Au travail de restitution de Charles Hénin s'est donc ajouté celui de Jacques Grimbert (fondateur et directeur musical du chœur et de l'orchestre de Musique en Sorbonne) et de ses assistants.

Pour autant qu'on puisse en juger à la seule audition, cette révision a été accomplie avec un vrai respect des particularités stylistiques de Gossec ; le succès obtenu samedi soir au grand amphithéâtre de la Sorbonne justifiait à la fois cette réécriture et les libertés prises avec une partition fautive, en attendant de retrouver un jour l'original.

Outre la qualité intrinsèque de l'écriture vocale et des idées mélodiques, la force de cet ouvrage vient de ce que l'intérêt croît du début à la fin. Après la vigoureuse entraînante des premiers chœurs d'enthousiasme (Te Deum laudamus), l'évocation délicate des chérubins et des séraphins, puis celle, plus imposante, des apôtres, des prophètes et des martyrs, après la vision du Christ dans sa gloire, le *Judex credetis* est l'occasion d'un bref et saisissant effet de cuivres et de grosse caisse (roulée avec des baguettes de timbales) annonçant le Jugement dernier.

L'interprétation dans son ensemble était très convaincante ; sous la direction de Jacques Grimbert, les cinq solistes (Jill Feldman, Brigitte Lafon, Vincent Darras, Douglas Nazawi et Glenn Chambers), le Chœur national, le chœur et l'Orchestre de Musique en Sorbonne semblaient animés par l'élan communautaire de cette œuvre, qu'ils viennent d'enregistrer (chez ADDA, sortie prévue fin avril), qu'ils redonneront à Bruxelles, Luxembourg, Turin, Aoste... et sans doute aussi en France.

GÉRARD CONDÉ

La partition et le matériel révisés du Te Deum sont disponibles à la Nouvelle Chapelle des princes de Condé, 14, rue des Capucins, 69000 Chambéry.

## Communication

Chargé d'une mission par le premier ministre

## M. Alain Decaux coordonnera l'action télévisuelle extérieure

M. Alain Decaux, ministre délégué chargé de la francophonie, vient d'être chargé par M. Michel Rocard de coordonner la politique extérieure de la France en matière de télévision. Par une lettre du 15 mars, le premier ministre demande à M. Decaux de réfléchir à une meilleure utilisation des fonds publics, de dégager « des critères fiables » d'évaluation de l'action télévisuelle extérieure, de favoriser la cohérence entre projets publics et privés et entre les actions françaises et celles des pays francophones. M. Decaux entend, après une phase d'étude, présenter des propositions à la mi-juin.

« La télévision est devenue dans le monde un vecteur essentiel de diffusion des langues et des cultures. Or la France (...) reste encore insuffisamment présente sur les petits écrans du monde », et « les actions menées le sont en ordre dispersé et sans stratégie d'ensemble », déplore M. Rocard, qui ajoute aussitôt dans sa lettre à M. Decaux : « Divers rapports récents ont dressé ce constat. Il ne s'agit pas d'y revenir. »

De l'état des lieux établi par M. Michel Rocard en janvier 1988 — jamais suivi d'effet pour cause d'alternance électorale — au constat sévère dressé il y a quelques semaines par les groupes de réflexion sur l'avenir de l'audiovisuel public, tout, en effet, a déjà été dit.

Le morcellement institutionnel et financier est la règle, entre de nombreux acteurs qui poursuivent souvent des buts parallèles. TV 5, regroupement de télévisions francophones, déjà diffusé en Europe et en Amérique du Nord, guigne l'Afrique. Canal France international se prépare à gérer une banque d'images alimentant les télévisions africaines. L'AITV, agence d'actualités rattachée à la radio-télévision d'outre-mer RFO, double partiellement les deux structures précédentes. Et les trois sont financées en quasi-totalité par les ministères des Affaires étrangères et de la coopération. De leur côté, TF1 et Canal Plus ont des projets africains, au sein de la télévision marocaine privée, 2M international pour la première, avec des sociétés locales pour la seconde. Sans parler des ambitions du CEMAF, structure issue du sommet des pays francophones... M. Decaux, qui laisse le dossier des radios à M. Thierry de Beauchamp, aura

déjà fort à faire pour remettre de l'ordre dans ces projets.

Une remise en ordre d'autant plus urgente que tout retard pris dans l'action audiovisuelle extérieure s'accompagne d'un recul de la langue française. « En Tunisie, argumente M. Decaux, où trois gouvernements français successifs n'ont pas été capables de répondre aux vœux des autorités du pays réclamaient une RAI italienne à prix de la place. Les jeunes arabes chantent en italien dans les rues, et la publicité accompagne le développement des exportations de la péninsule. » A contrario, constate le ministre de la francophonie, la diffusion de RFO à l'île Maurice a entraîné un regain de l'influence et de la langue française. « Toute l'île Maurice connaît « Des chiffres et des lettres », et nous allons devoir lutter en français dans les rues, et la publicité accompagne le développement des exportations de la péninsule. »

## Programmation plus cohérente

Convaincu par son expérience personnelle de la puissance du média télévisuel, M. Decaux est sans a priori à l'égard de propositions telles que le regroupement de toutes les initiatives françaises dans une société TFI, Télévision française internationale. En revanche, il s'oppose vivement qu'Antenne 2 trouve place sur le satellite TDF1 et a milité pour que la chaîne publique pose sa candidature devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Le ministre se félicite aussi des progrès récemment accomplis par TV 5 Europe, qui a abandonné les soirées « nationales » au profit d'une programmation plus cohérente et a renforcé son identité grâce à un meilleur « habillage ». Si le souhait émis à Québec d'une extension africaine de TV 5 précède, M. Decaux n'en préconiserait pas pour autant l'arrêt de Canal France international. « Il est sage que les télévisions du continent noir puissent aussi choisir entre les émissions offertes par cette banque d'images pour préserver leur personnalité propre. » Harmoniser ne veut pas dire retrancher. Et M. Decaux rêve déjà d'étendre la présence télévisuelle française à l'Amérique du Sud ou à l'Asie du Sud-Est.

M.C.I. et P.-A.G.

## Le Carnet du Monde

## Mariages

— Paris. San-Francisco.

Sonia ROUBENNE  
et  
Jack FORGET

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité, le 17 mars 1989.

## Décès

M<sup>me</sup> Louise-Aimée Barboza-Carneiro.  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Mario Barboza-Carneiro, ont la douleur de faire part du décès, à Genève, le 13 mars 1989, de

S.E. M. Julio-Angusto  
BARBOZA-CARNEIRO,  
ancien ambassadeur du Brésil,

leur père et beau-père.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

23, avenue Dumas,  
1206 Genève (Suisse).  
17, rue de Tournon,  
75006 Paris.

Julio-Angusto Barboza Carneiro a représenté le Brésil à la Société des Nations de 1920 à 1930, puis dans diverses capitales européennes. Après avoir dirigé à Rio-de-Janeiro le département des organisations internationales, il renoua, en 1982, les relations diplomatiques de son pays avec le Japon. Enfin, il est chef de la délégation permanente du Brésil auprès de l'ONU et de l'UIT à Genève jusqu'en 1985, année où il prend sa retraite. Il continua pourtant de développer une intense activité au Bureau international du travail, dont il présida notamment le comité d'administration en 1988 et en 1989.

— Le docteur Raymond Band,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bruno Band  
et Emilie,  
M<sup>me</sup> Caroline Band,  
M<sup>me</sup> Colette D'Hubert,  
sa sœur,  
M<sup>me</sup> Alice Hamelin,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean Berthe,  
ses neveux et nièces,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Raymond BAND,  
née Jane D'Hubert,  
survenue à son domicile, le 16 mars 1989,  
dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mardi 28 mars, à 8 h 30, en la chapelle du cimetière du Père-Lachaise, Paris-20, où l'on se réunira.

Conformément à ses vœux, son corps sera incinéré le même jour à 10 h 15 au crématorium du cimetière du Père-Lachaise. Ses cendres seront inhumées ultérieurement dans le caveau de famille à Perros-Guirec (Côtes-du-Nord).

14, place de Seine,  
92400 Courbevoie.  
58, rue des Carrières,  
22700 Perros-Guirec.

— M. et M<sup>me</sup> Guillaume Lesèvre  
et leurs filles,  
M<sup>me</sup> Katia Lesèvre,  
M<sup>me</sup> Martine Mappiel  
et leur fille,  
M. et M<sup>me</sup> Henri Cartier-Bresson  
et leur fille,  
M<sup>me</sup> Xavier Marrot  
et ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Claude Cartier-Bresson  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Lise Lesèvre,  
M. et M<sup>me</sup> Georges Lesèvre,  
ont la douleur de faire part de la mort,  
survenue le 15 mars 1989, de

Nicole

CARTIER-BRESSON LESÈVRE.

Une bénédiction sera donnée le 23 mars, à 10 h 30, en la chapelle de la Pitié-Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital, Paris-13.

L'incinération aura lieu le même jour, à 14 heures, au Père-Lachaise.

36, rue Pierre-Nicole,  
Paris-9.

— Yves de Rayner, Collis Bertin, William Brut, Jacques Carrière, Henri Deloy, Claude Ernoul, Louis-René des Forêts, Bernard Fraisse, Jacques Grogari, Eugène Guillemin, André Libérati, André Puyré de Mandargues, Roger Ouhé, Claude Roy, Colette de Seldier, Jean Todrant, Jean Tortel, Bertrand Warin, poètes, écrivains, peintres,  
L'Action poétique,  
Ouverture 64,  
ont la douleur de faire part de la mort,  
survenue le 15 mars 1989, de leur amie

Nicole

CARTIER-BRESSON LESÈVRE,

poète.

— Les membres du LENA,  
Ses collègues du CNRS (sciences de la vie),  
De l'INSERM,  
Du CEU Pitié-Salpêtrière,  
Et du Groupe d'étude des ondes lentes, de langue française,  
ont la tristesse de faire part du décès,  
survenu le 15 mars 1989, de

Nicole

CARTIER-BRESSON LESÈVRE,

directeur de recherche INSERM,  
directeur de l'Unité de recherche en électrophysiologie expérimentale, psychophysiologie et psychopathologie.

— M<sup>me</sup> Pierre-Félicien N'Koua,  
M<sup>me</sup> Ginette N'Koua,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre-Félicien N'KOUA,  
chevalier de l'Ordre du Mérite congolais,  
administrateur des S.A.F.,  
ancien préfet de l'O.S.E.,  
ancien ministre des finances du Congo,  
ancien ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire  
de la République populaire du Congo  
en France,  
directeur administratif et financier  
de la Banque de développement  
des États de l'Afrique centrale  
(BDEAC),

leur époux, père et parent,  
survécu à Saint-Cloud, le jeudi 16 mars 1989, à l'âge de cinquante-quatre ans.

La levée de corps aura lieu le mercredi 22 mars, à 10 h 30, en l'église de Saint-Cloud, place Sully (Saint-Cloud), où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu à Anguéné-Djambela (Congo).

48, rue de l'Abbé-Groult,  
75015 Paris.  
BP 1332,  
Brazzaville (Congo).

— Les familles Pelegry, Lapeyre,  
Houston, Despoix,  
Et tous ses nombreux amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

Patrick PELEGRY,

survécu à Berlin, le 12 mars 1989, dans sa trente-neuvième année,  
et rendant hommage à son extraordinaire courage manifesté au cours de sa longue maladie.

Anniversaires

— Pour tous ceux qui ont aimé  
Daniel PHILIPPOT,  
trop tôt disparu, le 21 mars 1976, une pensée est demandée en ce jour d'anniversaire.

Communications diverses

— L'Alliance Israélite universelle  
entre l'assimilation et la renaissance  
Israël : l'Alliance et le judaïsme du  
Levant. Soirée-débat : jeudi 23 mars  
1989, à 20 h, 6 bis, rue Michel-Ange,  
75016 Paris, avec la participation  
d'Esther Benbassan, Michaël Graetz et  
Aron Rodrigue. Buffet à partir de  
19 heures. Confiance : 20 h 30. P.A.F.  
Réservation obligatoire. Tél. : 45-30-  
00-18 et 42-80-35-00.

POMES FUNÉRAIRES

LOBLON

ASSISTANCE TOTALE

DANS

L'ORGANISATION

D'OBSEQUES

N° Vert 05.45.22.27 24 H SUR 24 H

## 7 NOMINATIONS AUX OSCARS 89 DONT MEILLEUR FILM

“UNE MISE EN SCÈNE VIRTUOUSE.  
DES ACTEURS ABSOLUMENT  
EXTRAORDINAIRES.  
UN FILM VERTIGINEUX”.

PREMIÈRE

“C'EST LA VÉRITÉ SOUS  
LE MASQUE  
DE LA PERFECTION.  
RÉUSSITE COMPLÈTE”.

ACTUEL

MERCREDI

“LES LIAISONS DANGEREUSES  
... TRANCHANTES COMME  
UNE LAME ET IRRÉSISTIBLES  
COMME LA PASSION.  
... FILM BRILLANT”.

STUDIO MAGAZINE

“DU GRAND ART.  
MAGNIFIQUE”.

COSMOPOLITAN

“C'EST UN RÉGAL.  
C'EST UN  
CHEF-D'ŒUVRE”.

VSD

GLENN CLOSE • JOHN VAUGHAN • MICHELLE YEOH

LES LIAISONS

Dangereuses

UN FILM DE STEPHEN FREARS

WARNER BROS. PRESENTE UN FILM D'ENTERTAINMENT BY PICTURES HPI LIMITED GLENN CLOSE • JOHN VAUGHAN • MICHELLE YEOH • “LES LIAISONS DANGEREUSES” (DANGEROUS LIAISONS) SPOONER KURTZ • KEANU REEVES • MILLARD PATRICK • UMA THURMAN

JAMES ACHESON • MICK AUDLEY • STUART CRAG • PHILIPPE BEUSSÉLOT • GEORGE FENTON • CHRISTOPHER HAMPTON • “LES LIAISONS DANGEREUSES”

CHRISTOPHER HAMPTON • NORMA FREYMAN • HANK MENDHAM • STEPHEN FREARS

هكذا من الأصل





## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-matin. Signification des symboles : P Signifié dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Lundi 20 mars

## TF 1

20.40 **Feuilles** : Le secret du Sahara. D'Alberto Negrin, avec Michael York, David Soul, Ben Kingsley (3<sup>e</sup> épisode).  
22.10 **Magazine** : Chèque. Présenté par Stéphane Paoli. Sommaire : Les héros ; Les témoins ; Planète express ; Reportage.  
23.05 **Journal et Météo**. 23.45 **Magazine** : Météo sport. Soccer : le British open. 0.25 **Documentaire** : Histoires naturelles. Daniel, François Le Blavet et les autres.

## A 2

20.35 **L'heure de vérité**. Invité : Pierre Méhaignerie. Le président du CDS répond aux questions de François-Henri de Vries, Albert du Roy, Alain Duboulet, Jean-Louis Leclercq et Jean Boissonnat (*l'Exposition*). 22.15 **Flash d'information**. 22.30 **Magazine** : Éto. Émission présentée par Estelle Leblond. Sommaire : Coup de ciseaux ; Filles à l'ouest ; Les filles glorieuses ; Volés aux hommes ; L'air des bijoux ; Médiane des à l'école ; Allée par Médiane ; Surcouf ; Le temps des drapeaux ; Quand le jazz est là. 23.10 **Chèque** : œuvre en péril. Les résultats du concours 1988. 23.50 **Informations** : 24 heures sur la 2. 0.10 **Météo**. 0.15 **Magazine** : Du côté de chez Fred (rediff.).

## FR 3

20.35 **Chèque** : la Mort aux trousses ■■ Film américain d'Alfred Hitchcock (1959). Avec Cary Grant, Eva Marie Saint, James Mason. 22.55 **Journal**. 23.20 **Magazine** : Océaniques. Joris Ivens, de Robert Destanque. Portrait du célèbre documentariste aujourd'hui âgé de quatre-vingt-dix ans. 0.10 **Magazine**. La légende gauloise, de Lise, par Jean-Claude Penneret, piano.

## CANAL PLUS

20.30 **Chèque** : Trois amants □ Film américain de John Landis (1986). Avec Chevy Chase, Steve Martin, Martin Short. 22.10 **Flash d'information**. 22.15 **Magazine** : Bébés-sport. A 22.15, football : à 0.15, basket-ball. 0.10 **Chèque** : Étoiles et des Chèques ■■ Film américain de Martin Davidson (1983). Avec Tom Berenger, Michael Pare, Joe Pantoliano (v.a.).

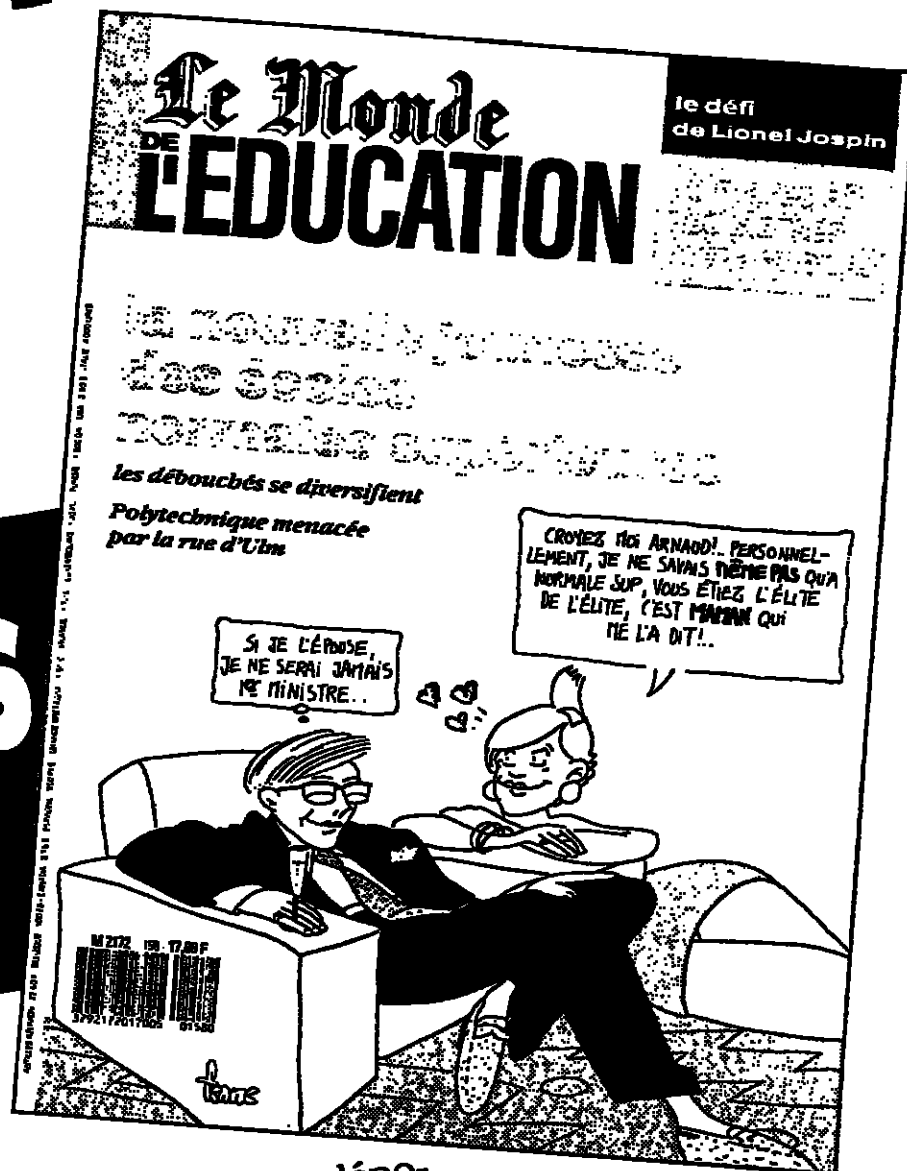
## LA 5

20.30 **Téléfilm** : Antipode d'un crime. Avec Farrah Fawcett, Paul Le Mat. **Contaminé** : la vie par son mari, elle finit par le tuer. 22.50 **Magazine** : Les tribunes de Sauguis. 23.50 **Série** : Le voyageur. 23.55 **Journal**. 0.00 **Journal de nuit**. 0.05 **Téléfilm** : Souffrances (suite). 0.20 **Capitaine Facille** (rediff.). 0.55 **Les diamants du président** (rediff.). 2.00 **Boulevard et compagnie** (rediff.). 2.30 **Tendresse et passion** (rediff.). 2.50 **Journal de la nuit**. 2.55 **Vive la vie** (rediff.). 3.00 **Chèque** : Des Rêveries. 3.10 **Chèque** : Des Rêveries. 3.15 **Chèque** : Des Rêveries. 3.20 **Chèque** : Des Rêveries. 3.25 **Chèque** : Des Rêveries. 3.30 **Chèque** : Des Rêveries. 3.35 **Chèque** : Des Rêveries. 3.40 **Chèque** : Des Rêveries. 3.45 **Chèque** : Des Rêveries. 3.50 **Chèque** : Des Rêveries. 3.55 **Chèque** : Des Rêveries. 4.00 **Chèque** : Des Rêveries. 4.05 **Chèque** : Des Rêveries. 4.10 **Chèque** : Des Rêveries. 4.15 **Chèque** : Des Rêveries. 4.20 **Chèque** : Des Rêveries. 4.25 **Chèque** : Des Rêveries. 4.30 **Chèque** : Des Rêveries. 4.35 **Chèque** : Des Rêveries. 4.40 **Chèque** : Des Rêveries. 4.45 **Chèque** : Des Rêveries. 4.50 **Chèque** : Des Rêveries. 4.55 **Chèque** : Des Rêveries. 5.00 **Chèque** : Des Rêveries. 5.05 **Chèque** : Des Rêveries. 5.10 **Chèque** : Des Rêveries. 5.15 **Chèque** : Des Rêveries. 5.20 **Chèque** : Des Rêveries. 5.25 **Chèque** : Des Rêveries. 5.30 **Chèque** : Des Rêveries. 5.35 **Chèque** : Des Rêveries. 5.40 **Chèque** : Des Rêveries. 5.45 **Chèque** : Des Rêveries. 5.50 **Chèque** : Des Rêveries. 5.55 **Chèque** : Des Rêveries. 6.00 **Chèque** : Des Rêveries. 6.05 **Chèque** : Des Rêveries. 6.10 **Chèque** : Des Rêveries. 6.15 **Chèque** : Des Rêveries. 6.20 **Chèque** : Des Rêveries. 6.25 **Chèque** : Des Rêveries. 6.30 **Chèque** : Des Rêveries. 6.35 **Chèque** : Des Rêveries. 6.40 **Chèque** : Des Rêveries. 6.45 **Chèque** : Des Rêveries. 6.50 **Chèque** : Des Rêveries. 6.55 **Chèque** : Des Rêveries. 7.00 **Chèque** : Des Rêveries. 7.05 **Chèque** : Des Rêveries. 7.10 **Chèque** : Des Rêveries. 7.15 **Chèque** : Des Rêveries. 7.20 **Chèque** : Des Rêveries. 7.25 **Chèque** : Des Rêveries. 7.30 **Chèque** : Des Rêveries. 7.35 **Chèque** : Des Rêveries. 7.40 **Chèque** : Des Rêveries. 7.45 **Chèque** : Des Rêveries. 7.50 **Chèque** : Des Rêveries. 7.55 **Chèque** : Des Rêveries. 8.00 **Chèque** : Des Rêveries. 8.05 **Chèque** : Des Rêveries. 8.10 **Chèque** : Des Rêveries. 8.15 **Chèque** : Des Rêveries. 8.20 **Chèque** : Des Rêveries. 8.25 **Chèque** : Des Rêveries. 8.30 **Chèque** : Des Rêveries. 8.35 **Chèque** : Des Rêveries. 8.40 **Chèque** : Des Rêveries. 8.45 **Chèque** : Des Rêveries. 8.50 **Chèque** : Des Rêveries. 8.55 **Chèque** : Des Rêveries. 9.00 **Chèque** : Des Rêveries. 9.05 **Chèque** : Des Rêveries. 9.10 **Chèque** : Des Rêveries. 9.15 **Chèque** : Des Rêveries. 9.20 **Chèque** : Des Rêveries. 9.25 **Chèque** : Des Rêveries. 9.30 **Chèque** : Des Rêveries. 9.35 **Chèque** : Des Rêveries. 9.40 **Chèque** : Des Rêveries. 9.45 **Chèque** : Des Rêveries. 9.50 **Chèque** : Des Rêveries. 9.55 **Chèque** : Des Rêveries. 10.00 **Chèque** : Des Rêveries. 10.05 **Chèque** : Des Rêveries. 10.10 **Chèque** : Des Rêveries. 10.15 **Chèque** : Des Rêveries. 10.20 **Chèque** : Des Rêveries. 10.25 **Chèque** : Des Rêveries. 10.30 **Chèque** : Des Rêveries. 10.35 **Chèque** : Des Rêveries. 10.40 **Chèque** : Des Rêveries. 10.45 **Chèque** : Des Rêveries. 10.50 **Chèque** : Des Rêveries. 10.55 **Chèque** : Des Rêveries. 11.00 **Chèque** : Des Rêveries. 11.05 **Chèque** : Des Rêveries. 11.10 **Chèque** : Des Rêveries. 11.15 **Chèque** : Des Rêveries. 11.20 **Chèque** : Des Rêveries. 11.25 **Chèque** : Des Rêveries. 11.30 **Chèque** : Des Rêveries. 11.35 **Chèque** : Des Rêveries. 11.40 **Chèque** : Des Rêveries. 11.45 **Chèque** : Des Rêveries. 11.50 **Chèque** : Des Rêveries. 11.55 **Chèque** : Des Rêveries. 12.00 **Chèque** : Des Rêveries. 12.05 **Chèque** : Des Rêveries. 12.10 **Chèque** : Des Rêveries. 12.15 **Chèque** : Des Rêveries. 12.20 **Chèque** : Des Rêveries. 12.25 **Chèque** : Des Rêveries. 12.30 **Chèque** : Des Rêveries. 12.35 **Chèque** : Des Rêveries. 12.40 **Chèque** : Des Rêveries. 12.45 **Chèque** : Des Rêveries. 12.50 **Chèque** : Des Rêveries. 12.55 **Chèque** : Des Rêveries. 13.00 **Chèque** : Des Rêveries. 13.05 **Chèque** : Des Rêveries. 13.10 **Chèque** : Des Rêveries. 13.15 **Chèque** : Des Rêveries. 13.20 **Chèque** : Des Rêveries. 13.25 **Chèque** : Des Rêveries. 13.30 **Chèque** : Des Rêveries. 13.35 **Chèque** : Des Rêveries. 13.40 **Chèque** : Des Rêveries. 13.45 **Chèque** : Des Rêveries. 13.50 **Chèque** : Des Rêveries. 13.55 **Chèque** : Des Rêveries. 14.00 **Chèque** : Des Rêveries. 14.05 **Chèque** : Des Rêveries. 14.10 **Chèque** : Des Rêveries. 14.15 **Chèque** : Des Rêveries. 14.20 **Chèque** : Des Rêveries. 14.25 **Chèque** : Des Rêveries. 14.30 **Chèque** : Des Rêveries. 14.35 **Chèque** : Des Rêveries. 14.40 **Chèque** : Des Rêveries. 14.45 **Chèque** : Des Rêveries. 14.50 **Chèque** : Des Rêveries. 14.55 **Chèque** : Des Rêveries. 15.00 **Chèque** : Des Rêveries. 15.05 **Chèque** : Des Rêveries. 15.10 **Chèque** : Des Rêveries. 15.15 **Chèque** : Des Rêveries. 15.20 **Chèque** : Des Rêveries. 15.25 **Chèque** : Des Rêveries. 15.30 **Chèque** : Des Rêveries. 15.35 **Chèque** : Des Rêveries. 15.40 **Chèque** : Des Rêveries. 15.45 **Chèque** : Des Rêveries. 15.50 **Chèque** : Des Rêveries. 15.55 **Chèque** : Des Rêveries. 16.00 **Chèque** : Des Rêveries. 16.05 **Chèque** : Des Rêveries. 16.10 **Chèque** : Des Rêveries. 16.15 **Chèque** : Des Rêveries. 16.20 **Chèque** : Des Rêveries. 16.25 **Chèque** : Des Rêveries. 16.30 **Chèque** : Des Rêveries. 16.35 **Chèque** : Des Rêveries. 16.40 **Chèque** : Des Rêveries. 16.45 **Chèque** : Des Rêveries. 16.50 **Chèque** : Des Rêveries. 16.55 **Chèque** : Des Rêveries. 17.00 **Chèque** : Des Rêveries. 17.05 **Chèque** : Des Rêveries. 17.10 **Chèque** : Des Rêveries. 17.15 **Chèque** : Des Rêveries. 17.20 **Chèque** : Des Rêveries. 17.25 **Chèque** : Des Rêveries. 17.30 **Chèque** : Des Rêveries. 17.35 **Chèque** : Des Rêveries. 17.40 **Chèque** : Des Rêveries. 17.45 **Chèque** : Des Rêveries. 17.50 **Chèque** : Des Rêveries. 17.55 **Chèque** : Des Rêveries. 18.00 **Chèque** : Des Rêveries. 18.05 **Chèque** : Des Rêveries. 18.10 **Chèque** : Des Rêveries. 18.15 **Chèque** : Des Rêveries. 18.20 **Chèque** : Des Rêveries. 18.25 **Chèque** : Des Rêveries. 18.30 **Chèque** : Des Rêveries. 18.35 **Chèque** : Des Rêveries. 18.40 **Chèque** : Des Rêveries. 18.45 **Chèque** : Des Rêveries. 18.50 **Chèque** : Des Rêveries. 18.55 **Chèque** : Des Rêveries. 19.00 **Chèque** : Des Rêveries. 19.05 **Chèque** : Des Rêveries. 19.10 **Chèque** : Des Rêveries. 19.15 **Chèque** : Des Rêveries. 19.20 **Chèque** : Des Rêveries. 19.25 **Chèque** : Des Rêveries. 19.30 **Chèque** : Des Rêveries. 19.35 **Chèque** : Des Rêveries. 19.40 **Chèque** : Des Rêveries. 19.45 **Chèque** : Des Rêveries. 19.50 **Chèque** : Des Rêveries. 19.55 **Chèque** : Des Rêveries. 20.00 **Chèque** : Des Rêveries. 20.05 **Chèque** : Des Rêveries. 20.10 **Chèque** : Des Rêveries. 20.15 **Chèque** : Des Rêveries. 20.20 **Chèque** : Des Rêveries. 20.25 **Chèque** : Des Rêveries. 20.30 **Chèque** : Des Rêveries. 20.35 **Chèque** : Des Rêveries. 20.40 **Chèque** : Des Rêveries. 20.45 **Chèque** : Des Rêveries. 20.50 **Chèque** : Des Rêveries. 20.55 **Chèque** : Des Rêveries. 21.00 **Chèque** : Des Rêveries. 21.05 **Chèque** : Des Rêveries. 21.10 **Chèque** : Des Rêveries. 21.15 **Chèque** : Des Rêveries. 21.20 **Chèque** : Des Rêveries. 21.25 **Chèque** : Des Rêveries. 21.30 **Chèque** : Des Rêveries. 21.35 **Chèque** : Des Rêveries. 21.40 **Chèque** : Des Rêveries. 21.45 **Chèque** : Des Rêveries. 21.50 **Chèque** : Des Rêveries. 21.55 **Chèque** : Des Rêveries. 22.00 **Chèque** : Des Rêveries. 22.05 **Chèque** : Des Rêveries. 22.10 **Chèque** : Des Rêveries. 22.15 **Chèque** : Des Rêveries. 22.20 **Chèque** : Des Rêveries. 22.25 **Chèque** : Des Rêveries. 22.30 **Chèque** : Des Rêveries. 22.35 **Chèque** : Des Rêveries. 22.40 **Chèque** : Des Rêveries. 22.45 **Chèque** : Des Rêveries. 22.50 **Chèque** : Des Rêveries. 22.55 **Chèque** : Des Rêveries. 23.00 **Chèque** : Des Rêveries. 23.05 **Chèque** : Des Rêveries. 23.10 **Chèque** : Des Rêveries. 23.15 **Chèque** : Des Rêveries. 23.20 **Chèque** : Des Rêveries. 23.25 **Chèque** : Des Rêveries. 23.30 **Chèque** : Des Rêveries. 23.35 **Chèque** : Des Rêveries. 23.40 **Chèque** : Des Rêveries. 23.45 **Chèque** : Des Rêveries. 23.50 **Chèque** : Des Rêveries. 23.55 **Chèque** : Des Rêveries. 0.00 **Chèque** : Des Rêveries. 0.05 **Chèque** : Des Rêveries. 0.10 **Chèque** : Des Rêveries. 0.15 **Chèque** : Des Rêveries. 0.20 **Chèque** : Des Rêveries. 0.25 **Chèque** : Des Rêveries. 0.30 **Chèque** : Des Rêveries. 0.35 **Chèque** : Des Rêveries. 0.40 **Chèque** : Des Rêveries. 0.45 **Chèque** : Des Rêveries. 0.50 **Chèque** : Des Rêveries. 0.55 **Chèque** : Des Rêveries. 1.00 **Chèque** : Des Rêveries. 1.05 **Chèque** : Des Rêveries. 1.10 **Chèque** : Des Rêveries. 1.15 **Chèque** : Des Rêveries. 1.20 **Chèque** : Des Rêveries. 1.25 **Chèque** : Des Rêveries. 1.30 **Chèque** : Des Rêveries. 1.35 **Chèque** : Des Rêveries. 1.40 **Chèque** : Des Rêveries. 1.45 **Chèque** : Des Rêveries. 1.50 **Chèque** : Des Rêveries. 1.55 **Chèque** : Des Rêveries. 2.00 **Chèque** : Des Rêveries. 2.05 **Chèque** : Des Rêveries. 2.10 **Chèque** : Des Rêveries. 2.15 **Chèque** : Des Rêveries. 2.20 **Chèque** : Des Rêveries. 2.25 **Chèque** : Des Rêveries. 2.30 **Chèque** : Des Rêveries. 2.35 **Chèque** : Des Rêveries. 2.40 **Chèque** : Des Rêveries. 2.45 **Chèque** : Des Rêveries. 2.50 **Chèque** : Des Rêveries. 2.55 **Chèque** : Des Rêveries. 3.00 **Chèque** : Des Rêveries. 3.05 **Chèque** : Des Rêveries. 3.10 **Chèque** : Des Rêveries. 3.15 **Chèque** : Des Rêveries. 3.20 **Chèque** : Des Rêveries. 3.25 **Chèque** : Des Rêveries. 3.30 **Chèque** : Des Rêveries. 3.35 **Chèque** : Des Rêveries. 3.40 **Chèque** : Des Rêveries. 3.45 **Chèque** : Des Rêveries. 3.50 **Chèque** : Des Rêveries. 3.55 **Chèque** : Des Rêveries. 4.00 **Chèque** : Des Rêveries. 4.05 **Chèque** : Des Rêveries. 4.10 **Chèque** : Des Rêveries. 4.15 **Chèque** : Des Rêveries. 4.20 **Chèque** : Des Rêveries. 4.25 **Chèque** : Des Rêveries. 4.30 **Chèque** : Des Rêveries. 4.35 **Chèque** : Des Rêveries. 4.40 **Chèque** : Des Rêveries. 4.45 **Chèque** : Des Rêveries. 4.50 **Chèque** : Des Rêveries. 4.55 **Chèque** : Des Rêveries. 5.00 **Chèque** : Des Rêveries. 5.05 **Chèque** : Des Rêveries. 5.10 **Chèque** : Des Rêveries. 5.15 **Chèque** : Des Rêveries. 5.20 **Chèque** : Des Rêveries. 5.25 **Chèque** : Des Rêveries. 5.30 **Chèque** : Des Rêveries. 5.35 **Chèque** : Des Rêveries. 5.40 **Chèque** : Des Rêveries. 5.45 **Chèque** : Des Rêveries. 5.50 **Chèque** : Des Rêveries. 5.55 **Chèque** : Des Rêveries. 6.00 **Chèque** : Des Rêveries. 6.05 **Chèque** : Des Rêveries. 6.10 **Chèque** : Des Rêveries. 6.15 **Chèque** : Des Rêveries. 6.20 **Chèque** : Des Rêveries. 6.25 **Chèque** : Des Rêveries. 6.30 **Chèque** : Des Rêveries. 6.35 **Chèque** : Des Rêveries. 6.40 **Chèque** : Des Rêveries. 6.45 **Chèque** : Des Rêveries. 6.50 **Chèque** : Des Rêveries. 6.55 **Chèque** : Des Rêveries. 7.00 **Chèque** : Des Rêveries. 7.05 **Chèque** : Des Rêveries. 7.10 **Chèque** : Des Rêveries. 7.15 **Chèque** : Des Rêveries. 7.20 **Chèque** : Des Rêveries. 7.25 **Chèque** : Des Rêveries. 7.30 **Chèque** : Des Rêveries. 7.35 **Chèque** : Des Rêveries. 7.40 **Chèque** : Des Rêveries. 7.45 **Chèque** : Des Rêveries. 7.50 **Chèque** : Des Rêveries. 7.55 **Chèque** : Des Rêveries. 8.00 **Chèque** : Des Rêveries. 8.05 **Chèque** : Des Rêveries. 8.10 **Chèque** : Des Rêveries. 8.15 **Chèque** : Des Rêveries. 8.20 **Chèque** : Des Rêveries. 8.25 **Chèque** : Des Rêveries. 8.30 **Chèque** : Des Rêveries. 8.35 **Chèque** : Des Rêveries. 8.40 **Chèque** : Des Rêveries. 8.45 **Chèque** : Des Rêveries. 8.50 **Chèque** : Des Rêveries. 8.55 **Chèque** : Des Rêveries. 9.00 **Chèque** : Des Rêveries. 9.05 **Chèque** : Des Rêveries. 9.10 **Chèque** : Des Rêveries. 9.15 **Chèque** : Des Rêveries. 9.20 **Chèque** : Des Rêveries. 9.25 **Chèque** : Des Rêveries. 9.30 **Chèque** : Des Rêveries. 9.35 **Chèque** : Des Rêveries. 9.40 **Chèque** : Des Rêveries. 9.45 **Chèque** : Des Rêveries. 9.50 **Chèque** : Des Rêveries. 9.55 **Chèque** : Des Rêveries. 10.00 **Chèque** : Des Rêveries. 10.05 **Chèque** : Des Rêveries. 10.10 **Chèque** : Des Rêveries. 10.15 **Chèque** : Des Rêveries. 10.20 **Chèque** : Des Rêveries. 10.25 **Chèque** : Des Rêveries. 10.30 **Chèque** : Des Rêveries. 10.35 **Chèque** : Des Rêveries. 10.40 **Chèque** : Des Rêveries. 10.45 **Chèque** : Des Rêveries. 10.50 **Chèque** : Des Rêveries. 10.55 **Chèque** : Des Rêveries. 11.00 **Chèque** : Des Rêveries. 11.05 **Chèque** : Des Rêveries. 11.10 **Chèque** : Des Rêveries. 11.15 **Chèque** : Des Rêveries. 11.20 **Chèque** : Des Rêveries. 11.25 **Chèque** : Des Rêveries. 11.30 **Chèque** : Des Rêveries. 11.35 **Chèque** : Des Rêveries. 11.40 **Chèque** : Des Rêveries. 11.45 **Chèque** : Des Rêveries. 11.50 **Chèque** : Des Rêveries. 11.55 **Chèque** : Des Rêveries. 12.00 **Chèque** : Des Rêveries. 12.05 **Chèque** : Des Rêveries. 12.10 **Chèque** : Des Rêveries. 12.15 **Chèque** : Des Rêveries. 12.20 **Chèque** : Des Rêveries. 12.25 **Chèque** : Des Rêveries. 12.30 **Chèque** : Des Rêveries. 12.35 **Chèque** : Des Rêveries. 12.40 **Chèque** : Des Rêveries. 12.45 **Chèque** : Des Rêveries. 12.50 **Chèque** : Des Rêveries. 12.55 **Chèque** : Des Rêveries. 13.00 **Chèque** : Des Rêveries. 13.05 **Chèque** : Des Rêveries. 13.10 **Chèque** : Des Rêveries. 13.15 **Chèque** : Des Rêveries. 13.20 **Chèque** : Des Rêveries. 13.25 **Chèque** : Des Rêveries. 13.30 **Chèque** : Des Rêveries. 13.35 **Chèque** : Des Rêveries. 13.40 **Chèque** : Des Rêveries. 13.45 **Chèque** : Des Rêveries. 13.50 **Chèque** : Des Rêveries. 13.55 **Chèque** : Des Rêveries. 14.00 **Chèque** : Des Rêveries. 14.05 **Chèque** : Des Rêveries. 14.10 **Chèque** : Des Rêveries. 14.15 **Chèque** : Des Rêveries. 14.20 **Chèque** : Des Rêveries. 14.25 **Chèque** : Des Rêveries. 14.30 **Chèque** : Des Rêveries. 14.35 **Chèque** : Des Rêveries. 14.40 **Chèque** : Des Rêveries. 14.45 **Chèque** : Des Rêveries. 14.50 **Chèque** : Des Rêveries. 14.55 **Chèque** : Des Rêveries. 15.00 **Chèque** : Des Rêveries. 15.05 **Chèque** : Des Rêveries. 15.10 **Chèque** : Des Rêveries. 15.15 **Chèque** : Des Rêveries. 15.20 **Chèque** : Des Rêveries. 15.25 **Chèque** : Des Rêveries. 15.30 **Chèque** : Des Rêveries. 15.35 **Chèque** : Des Rêveries. 15.40 **Chèque** : Des Rêveries. 15.45 **Chèque** : Des Rêveries. 15.50 **Chèque** : Des Rêveries. 15.55 **Chèque** : Des Rêveries. 16.00 **Chèque** : Des Rêveries. 16.05 **Chèque** : Des Rêveries. 16.10 **Chèque** : Des Rêveries. 16.15 **Chèque** : Des Rêveries. 16.20 **Chèque** : Des Rêveries. 16.25 **Chèque** : Des Rêveries. 16.30 **Chèque** : Des Rêveries. 16.35 **Chèque** : Des Rêveries. 16.40 **Chèque** : Des Rêveries. 16.45 **Chèque** : Des Rêveries. 16.50 **Chèque** : Des Rêveries. 16.55 **Chèque** : Des Rêveries. 17.00 **Chèque** : Des Rêveries. 17.05 **Chèque** : Des Rêveries. 17.10 **Chèque** : Des Rêveries. 17.15 **Chèque** : Des Rêveries. 17.20 **Chèque** : Des Rêveries. 17.25 **Chèque** : Des Rêveries. 17.30 **Chèque** : Des Rêveries. 17.35 **Chèque** : Des Rêveries. 17.40 **Chèque** : Des Rêveries. 17.45 **Chèque** : Des Rêveries. 17.50 **Chèque** : Des Rêveries. 17.55 **Chèque** : Des Rêveries. 18.00 **Chèque** : Des Rêveries. 18.05 **Chèque** : Des Rêveries. 18.10 **Chèque** : Des Rêveries. 18.15 **Chèque** : Des Rêveries. 18.20 **Chèque** : Des Rêveries. 18.25 **Chèque** : Des Rêveries. 18.30 **Chèque** : Des Rêveries. 18.35 **Chèque** : Des Rêveries. 18.40 **Chèque** : Des Rêveries. 18.45 **Chèque** : Des Rêveries. 18.50 **Chèque** : Des Rêveries. 18.55 **Chèque** : Des Rêveries. 19.00 **Chèque** : Des Rêveries. 19.05 **Chèque** : Des Rêveries. 19.10 **Chèque** : Des Rêveries. 19.15 **Chèque** : Des Rêveries. 19.20 **Chèque** : Des Rêveries. 19.25 **Chèque** : Des Rêveries. 19.30 **Chèque** : Des Rêveries. 19.35 **Chèque** : Des Rêveries. 19.40 **Chèque** : Des Rêveries. 19.45 **Chèque** : Des Rêveries. 19.50 **Chèque** : Des Rêveries. 19.55 **Chèque** : Des Rêveries. 20.00 **Chèque** : Des Rêveries. 20.05 **Chèque** : Des Rêveries. 20.10 **Chèque** : Des Rêveries. 20.15 **Chèque** : Des Rêveries. 20.20 **Chèque** : Des Rêveries. 20.25 **Chèque** : Des Rêveries. 20.30 **Chèque** : Des Rêveries. 20.35 **Chèque** : Des Rêveries. 20.40 **Chèque** : Des Rêveries. 20.45 **Chèque** : Des Rêveries. 20.50 **Chèque** : Des Rêveries. 20.55 **Chèque** : Des Rêveries. 21.00 **Chèque** : Des Rêveries. 21.05 **Chèque** : Des Rêveries. 21.10 **Chèque** : Des Rêveries. 21.15 **Chèque** : Des Rêveries. 21.20 **Chèque** : Des Rêveries. 21.25 **Chèque** : Des Rêveries. 21.30 **Chèque** : Des Rêveries. 21.35 **Chèque** : Des Rêveries. 21.40 **Chèque** : Des Rêveries. 21.45 **Chèque** : Des Rêveries. 21.50 **Chèque** : Des Rêveries. 21.55 **Chèque** : Des Rêveries. 22.00 **Chèque** : Des Rêveries. 22.05 **Chèque** : Des Rêveries. 22.10 **Chèque** : Des Rêveries. 22.15 **Chèque** : Des Rêveries. 22.20 **Chèque** : Des Rêveries. 22.25 **Chèque** : Des Rêveries. 22.30 **Chèque** : Des Rêveries. 22.35 **Chèque** : Des Rêveries. 22.40 **Chèque** : Des Rêveries. 22.45 **Chèque** : Des Rêveries. 22.50 **Chèque** : Des Rêveries. 22.



# Le Monde DE L'EDUCATION

## LE PALMARES DES PREPAS



Comment s'inscrire dans une prépa aux écoles scientifiques, littéraires, commerciales, ainsi qu'à l'IEP de Paris. Où et comment déposer sa candidature, compte tenu de son dossier scolaire. Concours par concours, les prépas les plus performantes. Un dossier pratique complet.

### ECOLES NORMALES SUPERIEURES : UNE NOUVELLE JEUNESSE

Les ENS sortent d'une longue période de réforme. Leurs débouchés se diversifient, la Rue d'Ulm menace Polytechnique. Le point sur ces temples de l'intelligence à la française.

### POLITIQUE EDUCATIVE : LE DEFI DE LIONEL JOSPIN

Pour comprendre ce que le ministre propose. Pourquoi les enseignants s'y opposent. Le point sur les négociations en cours.

**Le Monde  
DE  
L'EDUCATION**

Pour bien comprendre  
ses enfants.  
Pour préparer leur avenir.

NUMÉRO DE MARS — 124 PAGES — 17 F  
En vente chez votre marchand de journaux

# Économie

Les enjeux de la nouvelle

## Un accord bilatéral avec les Etats-Unis serait « dangereux »

nous déclare M. Saburo Okita, conseiller spécial auprès du ministre des affaires étrangères

La formidable percée de la puissance japonaise trouve des illustrations pratiquement quotidiennes. L'annonce d'une croissance économique de 5,7 % en 1988, la plus vive depuis quinze ans, vient de donner la mesure des succès de Tokyo. En parvenant, comme le lui demandaient ses partenaires, à relancer la demande interne tout en maintenant la pression à l'exportation, le Japon termine l'année 1988 avec un revenu par habitant de 23 558 dollars. Celui des Etats-Unis est évalué à 19 760 dollars.

Cette réussite ne va pas sans inquiéter Washington ou Bruxelles. D'ores et déjà, l'administration Bush envisage une nouvelle offensive pour amener Tokyo à ouvrir plus largement ses frontières à des importations qui, après avoir rapidement augmenté, commencent à plafonner. Les milieux bancaires français s'interrogent sur les conséquences de l'arrivée en force à Paris des banques nipponnes, dont la dernière en date, Dai-ichi Kangyo Bank, constitue le poids lourd. La nouvelle donne internationale introduite par l'émergence d'un pays devenu en trois ans premier créancier mondial devrait continuer à évoluer.

Sacré « bon fibre » de la concentration internationale, le Japon reste soumis à de multiples critiques. Ses partenaires rendent hommage aux efforts déployés pour fonder la croissance nipponne sur la demande interne plus que sur les exportations. Ils reconnaissent les progrès réalisés pour recycler une part grandissante des excédents extérieurs vers les pays en développement. Mais, en Europe comme aux Etats-Unis, les succès renouvelés des exportateurs japonais, fidèle reflet de la formidable capacité d'adaptation du pays, inquiètent. La nouvelle administration Bush est pressée par les milieux d'affaires de reprendre l'offensive contre Tokyo jugé encore fondamentalement protectionniste. Tout en reconnaissant que son pays n'a « pas l'esprit de pionnier qui a fait de l'Amérique un pays largement ouvert », M. Okita fait valoir le chemin déjà parcouru. Lorsque la commission Masakawa dont il fait partie avait lancé, en 1986, les grandes lignes d'une politique de recentrage économique sur la demande interne, elle s'était heurtée à un solide scepticisme « jusque chez certains de ses propres membres ». « Trois ans plus tard, l'objectif que nous avions fixé — ramener les excédents commerciaux à 2 % du produit intérieur

brut — est à portée de main. De 4,6 % du PIB en 1986, ces surplus ont représenté 2,5 % en 1988. » Les milieux préconisent pour amener les Japonais à dépenser et vivre mieux — assouplissement des horaires de travail, encouragement au voyage et aux loisirs — se sont révélés « trop ambitieux à réaliser en trois ans. Nous sommes pourtant sur la bonne voie ».

Rééquilibrer les comptes extérieurs du Japon ne peut pourtant constituer un but en soi. Non sans malice, M. Okita le rappelle en soulignant que « les pays en développement demandent [au Japon] de sauvegarder ses excédents pour mieux les recycler ». Il s'agit, bien sûr, de participer à la relance de la croissance dans le tiers-monde mais aussi d'améliorer les débouchés des pays industriels. « Tous les exportateurs ont intérêt à une telle reprise,

les Etats-Unis les premiers, naturellement tournés vers l'Amérique latine. » Cette promesse indirecte ne paraît pas d'éviter de nouvelles frictions avec Washington.

### L'entité « amérissiponne »

Rechercher un terrain d'entente commercial global ne passe pas, pour M. Okita, par l'élaboration d'un accord bilatéral du type de l'accord de libre-échange américano-canadien. Entre les deux premières puissances économiques mondiales, un tel accord lui semble « d'instinct dangereux ». Sans compter qu'une entité « amérissiponne » devrait établir des règles avec le « vrai marché asiatique qui a pris forme depuis deux ans avec l'essor des nouvelles économies industrielles de Corée du Sud, de

Taiwan ou de Hongkong et Singapour ».

En d'autres termes, chacun se retrouverait à la case départ du « multilatéralisme », remarque M. Okita.

Si les études menées à ce sujet à Tokyo et à Washington doivent se perdre dans les sables de l'histoire, les pressions en faveur d'une nouvelle appréciation du yen pourraient, elles, se préciser. Tout en estimant déjà sous-évaluée la parité actuelle du dollar, M. Okita reconnaît que « les industriels japonais doivent être prêts à assumer les conséquences d'un dollar à 100 yens ». Mais une telle réévaluation de la devise japonaise aboutirait à « un nouveau mouvement de délocalisation des industries nipponnes ». Aux partenaires de Tokyo d'en mesurer les conséquences.

La nouvelle force de frappe financière du Japon implique d'autres types de droits et de devoirs, notamment dans le cadre d'une nouvelle stratégie de la dette. Le plan Brady, du nom du secrétaire au Trésor américain, qui a présenté de nouvelles initiatives vendredi 17 mars, lui semble « encore vague » mais plus intéressant que celui lancé par son prédécesseur, M. James Baker. Il répond mieux au concept de « responsabilités partagées », qui fait actuellement son chemin entre riches et pauvres, créanciers publics ou privés et débiteurs.

Compte tenu des risques politiques et stratégiques d'une persistance de la crise de la dette, M. Okita laisse pourtant entendre que les nouvelles propositions américaines consistent à trouver un mécanisme de garantie pour alléger l'endettement des principaux débiteurs. « Pourquoi ne pas faire avec l'Amérique latine ce qu'on a fait avec l'Afrique ? » Amener une part de la dette garantie par les Etats représente un coût budgétaire et par là même un effort des contribuables. Cette option répugne aux Américains, surtout lorsqu'il s'agit d'aider les banques commerciales qui se sont inconsidérément engagées dans la seconde moitié des années 70, notamment en Amérique latine, à

réduire leurs risques. Un tabou qui finira par sauter.

Pour le Japon, la nécessité de venir en aide au tiers-monde représente un autre type de défi. Doubler, en cinq ans, l'aide publique au développement, comme Tokyo s'y est engagé, ne pose pas de problème financier majeur. Riche en liquidités, Tokyo l'est pourtant moins en experts du développement. Ce hiatus explique pourquoi, « dans un premier temps, le Japon a surtout augmenté ses versements aux organisations multilatérales qui bénéficient d'une meilleure expertise », au risque d'affronter les critiques de certains spécialistes (1).

Le renforcement de la puissance japonaise a peut-être été trop rapide. « On retrouve encore aujourd'hui les traces des différents stades de notre approche du tiers-monde, de l'attribution de crédits en yens au soutien privilégié à l'Asie comme élément de notre diplomatie et de notre commerce, puis à l'élaboration d'une stratégie cohérente avec notre puissance économique globale. » Mais, en ce domaine également, le Japon apprendra vite à tirer parti des règles du jeu international.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Voir le Recyclage des excédents japonais vers les pays en développement, par Terutomo Ozawa (OCDE).

## LE NOUVEAU COUP DU LAPIN...

### La Dai-ichi Kangyo Bank à la Bourse

### Les financiers de Tokyo s'intéressent à la place parisienne

« Dans un combat de Sumo, le grand champion arrive toujours le dernier. » Les dirigeants de la DKB Dai-ichi Kangyo Bank ont adopté ce principe, et la première banque mondiale fera son entrée le mercredi 22 mars Rue Vivienne, suivant les traces fraîches de ses quatre rivaux, toutes japonaises. En l'espace de quelques mois, la place parisienne a ainsi accueilli sept établissements financiers nippons de première importance, comprenant outre ces cinq banques (DKB, Sumitomo, Fuji, Mitsubishi et Sanwa), Nippon Shinkin, le plus important groupe de crédit du pays, et Nikko Securities, la troisième maison de titres, qui ont gravi les marches du palais Brongniart respectivement le 9 novembre et le 12 juillet dernier.

Cet intérêt pour la Bourse française n'est pas fortuit. Les dirigeants de ces firmes estiment que, dans la perspective du marché européen de 1993, Paris sera la place financière la plus active après Londres, où ils sont installés depuis longtemps (le Monde affaires du 10 décembre). D'où le désir de s'implanter massivement. Certains ont choisi des voies détournées mais l'esprit reste le même. Ainsi, par exemple, à la mi-décembre, Nomura Securities, la première firme de courtage au monde, est entrée dans le capital de la société de Bourse François Dufour Kervenn. Sa prise de participation initiale de 3 % dans la sixième charge française sera rapidement portée à 10 %.

L'arrivée de DKB confirme donc cet attrait et, une fois de plus, révèle l'importance du secteur bancaire

japonais. Cet établissement, en termes d'actifs, devance nettement le Crédit agricole (sixième mondial) ou encore la BNP et le Crédit lyonnais, respectivement neuvième et onzième. Sa capitalisation boursière est évaluée à 500 milliards de francs, soit le tiers de celle de l'ensemble des actions cotées à la Bourse de Paris.

Issue en 1971 de la fusion de deux établissements, elle a pour actionnaires principaux Asahi Mutual Life (4,73 %), Nippon Life (3,98 %), Dai-ichi Mutual Life (3,11 %) et Long Term Credit Bank of Japan (2,80 %). DKB est aussi l'institution financière principale d'un des plus importants conglomérats du pays, le Shinkin Kai, qui rassemble quarante-sept groupes industriels ou de négoce dont la valeur d'actifs cumulée atteint les 86 400 milliards de yens (4 285 milliards de francs).

DKB est implantée déjà à Londres, Zurich et Amsterdam. La France fait jusqu'à présent figure de parent pauvre. La succursale parisienne a un total de bilan de 14 milliards de francs et réalise uniquement 10 % de son activité sous forme de prêts accordés essentiellement aux firmes nipponnes, le reste étant consacré aux transactions interbancaires.

Toutefois, comme ses quatre concurrentes, elle pourrait progressivement étendre ses services aux entreprises françaises — et, pourquoi pas, empiéter sur le terrain des banques nationales.

DOMINIQUE GALLOIS.

### Les cinq premières banques mondiales à la Bourse de Paris

Classement 1987		
	Total des actifs en millions de dollars	Date d'entrée à Paris
1 Dai-ichi Kangyo Bank (DKB) ..	266 907	22 mars 1989
2 Sumitomo Bank ..	258 569	16 novembre 1988
3 Fuji Bank ..	244 056	30 novembre 1988
4 Mitsubishi Bank ..	227 822	15 février 1989
5 Sanwa Bank ..	218 197	9 décembre 1988

(Source : IDCA Banking Analysis Limited.)



## Économie

### puissance japonaise

Nissan, Honda et Toyota en Grande-Bretagne

## L'automobile européenne face aux ambitions nippones

Faut-il accepter les usines de montage d'automobiles japonaises en Europe ? Avec quelles exigences ? Les Nissan montées en Grande-Bretagne sont-elles européennes ou japonaises ? Ces questions divisent les constructeurs et opposent les gouvernements des Douze. Un différend qui met en lumière une grave « faille » de l'Europe 1993 : l'absence de politique industrielle commune.

M. Thatcher s'en démontre pas. Avec cet acharnement qui lui est propre, le premier ministre britannique a submergé sous un flot d'arguments M. Mitterrand, lors du dernier sommet franco-britannique, fin février : « Les Nissan sont anglaises, vous devez les accepter », et de menacer de porter l'affaire devant la Cour de justice de Luxembourg. Lord Young, son ministre de l'Industrie, a pris le relais quelques jours plus tard pour qualifier, en toute diplomatie, la position de Paris d'« absurde », avant d'annoncer qu'il avait officiellement demandé à la Commission européenne de « condamner » Paris.

L'objet du litige s'appelle Bluebird. Le constructeur japonais Nissan a bâti une usine capable de monter 100 000 voitures par an au nord-est de l'Angleterre, à Sunderland. La valeur ajoutée locale, c'est-à-dire les coûts des composants achetés en Europe et le salaire de la main d'œuvre, était de 60 % au départ, en 1987, elle serait de 70 %. Le groupe japonais, qui vise une « européanisation totale », a affirmé qu'elle passerait à 80 % l'an prochain. Pour M. Thatcher, les Nissan sont anglaises puisqu'elles respectent la règle suivante : faites à plus de 60 % en Europe et à 80 % dans moins de deux ans. Dès lors, la France doit accepter ces voitures comme européennes, c'est-à-dire ne pas les compter dans le quota de 3 % du marché français (2,2 millions de véhicules en 1988) que Paris concède aux importations japonaises.

L'engagement de la « Dame de fer » sur ce dossier s'explique. M. Thatcher voudrait attirer d'autres usines japonaises, notamment une de Toyota, créant trois mille emplois, pour essayer de combler un peu un déficit commercial britannique qui commence à lui poser un problème lourd. Ce cas va faire jurisprudence pour l'Europe de 1993 sur deux débats majeurs : la position des Douze face aux importations des pays tiers, d'abord, et leur politique vis-à-vis des implantations d'usines étrangères, ensuite. Deux thèmes éminemment politiques qui définissent la couleur « libérale » ou « protectionniste » de 1993.

L'enjeu pour les industriels européens n'est pas mince : l'automobile représente encore 10 % du PIB et 10 % des effectifs salariés de la Communauté. Les constructeurs allient des profits importants, mais ils accusent en moyenne encore un retard de productivité sur les Japonais d'environ un quart. Cette différence sera encore plus importante avec les usines toutes neuves des Japonais en Europe et leurs ouvriers « nipponisés » : vingt ans, bacheliers et non syndiqués. Chez Renault, la moyenne d'âge des ouvriers est de quarante ans et les « vieux » sont, statistiquement, plus chers et moins compétitifs. Depuis trois ans, la bonne tenue du marché aide, chacun a pu voir sa part du gâteau grossir. Mais des surcapacités de pro-

duction subsistent en Europe : en rajouter risque d'allumer une guerre des prix sanglante.

### Un débarquement qui fera des dégâts

On l'aura compris, le débarquement nippon va faire des dégâts. Mais la question est : quand et dans quelle mesure ? La réponse dépend d'abord du résultat de l'harmonisation des positions des différents pays à l'égard des importations de voitures en provenance du Japon, mais aussi des usines japonaises aux États-Unis.

La montée du yen par rapport au dollar, en effet, « délocalise » l'industrie japonaise qui aura une capacité de montage outre-Atlantique de 2,6 millions de voitures en 1995. Une partie sera reportée vers l'Europe. Pour l'heure, et jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1993, l'entrée des japonaises dépend de régimes disparates : liberté d'importation en RFA, Benelux, Irlande et Grèce, quota officiel en France (3 %), en Italie (trois mille voitures par an) et en Espagne, ou officieux en Grande-Bretagne (10 %).

La nouvelle Commission européenne, mise en place au début de l'année, n'a pas fixé sa position en la matière. L'ancienne avait été sensible aux arguments des industriels regroupés au sein du Comité des

La pénétration des automobiles japonaises en 1987	
RFA	15,1 %
Italie	0,7 %
Grande-Bretagne	10,9 %
France	2,9 %
Espagne	0,1 %
Belgique	20,6 %
Pays-Bas	25,9 %
Luxembourg	14,4 %
Grèce	34,6 %
Irlande	43,9 %
Danemark	32,6 %
Portugal	5,1 %
TOTAL CEE	9,5 %

Source : Chambre syndicale des constructeurs automobiles.

constructeurs du Marché commun (CCMC) qui réclament la limitation des ventes de voitures japonaises, et non celle des importations en provenance du seul Japon, à leur niveau moyen atteint en 1985-1986 : 1 million de voitures particulières et petits véhicules utilitaires, ou 9,5 % du marché.

Ce contingentement durerait tant que les flux d'échanges entre les deux zones ne seraient pas rééquilibrés : pour dix voitures japonaises vendues en Europe, une européenne est vendue au Japon, et ce rapport devra être ramené à deux pour une. Les constructeurs débattent toujours pour savoir si ce rapport doit être calculé en unités, en valeur ou en parts de marché.

### Des coûts attrayants

M. Bangemann, commissaire aux affaires industrielles, se rendra en mai à Tokyo et devra se faire une opinion d'ici là. Il en sera de même pour les gouvernements des pays membres, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ont des principes divergents sur le protectionnisme. Quel pourra être le compromis entre les Douze ? Quelle sera la force de négociation de la Commission face à Tokyo ?

Seconde porte d'entrée des Nippons : les implantations d'usines. Le CCMC estime qu'est « européenne » et sort donc du contingent une automobile construite avec un « contenu local » de 80 % minimum, dont les organes « nobles » (le moteur notamment). D'où un premier différend avec M. Thatcher. Le premier ministre britannique veut, on l'a vu, une règle de 60 % minimum et de 80 % dans les deux ans. La position du gouvernement français reprend celle du CCMC (80 %) : c'est pourquoi Paris comptabilise les Bluebird dans son contingent de 3 %. Deuxième différend : selon nombre de constructeurs, Peugeot et Fiat en particulier, les chiffres avancés par Nissan sont gonflés. Strade fait, le « contenu local » des Bluebird ne serait que de 50 %. Les Britanniques seraient complaisants : « Il faut se

contrôle officiel sur l'origine des pièces », insiste M. Calvet, PDG de Peugeot.

Nissan, demain Toyota mais aussi Mazda, qui négocierait avec Ford, Honda, qui va rassembler ses liens avec Rover et lancer une usine de moteurs au Royaume-Uni, Subaru, qui a eu un projet avorté avec Renault, Mitsubishi, Suzuki : tous les Japonais frappent à la porte. Par crainte de 1993 et du contingentement, par simple calcul de change aussi : le yen est cher, et les coûts de production européens (comme les américains) deviennent attrayants.

Déjà, la capacité de montage pour les projets annoncés sera d'environ cinq cent mille véhicules en 1993 : elle pourrait doubler à l'horizon 1995. De ce fait, la place « réservée » aux japonaises pourrait vite atteindre 15-20 % : 10 % d'importations et entre 5 et 10 % de voitures construites sur place.

La question d'accepter une des usines japonaises en France va se poser dans ce contexte. Les Français ont refusé, dans les années 60, les

usines américaines, et le taux de pénétration de Ford et de General Motors se trouve plus réduit dans l'Hexagone qu'ailleurs, en vertu du fait, constaté, qu'un industriel fait toujours un effort commercial supérieur dans le pays de son usine. Mais cette loi, que Peugeot et Renault mettent en avant pour repousser une implantation nipponne, sera-t-elle encore valable dans le cadre du marché unique après le 1<sup>er</sup> janvier 1993 ? Quitte à accepter 10, 15 ou 20 % de voitures japonaises sur le marché français, certains au gouvernement sont tentés d'obtenir qu'elles soient construites en France. Quel qu'il en soit de ce débat franco-français, le danger principal reste l'absence de vision européenne commune. Le libéralisme ouest-allemand s'explique peut-être par les « hommes » ventes de Mercedes et de BMW au Japon, mais il colle mal avec le souci français d'éviter une ouverture trop brutale, tandis que, de son côté, M. Thatcher veut tous les Japonais pour elle. En face, on peut être sûr de l'unité des constructeurs nippons et de leur gouvernement.

ÉRIC LE BOUCHER.

### La mort de Guillaume de Tarde

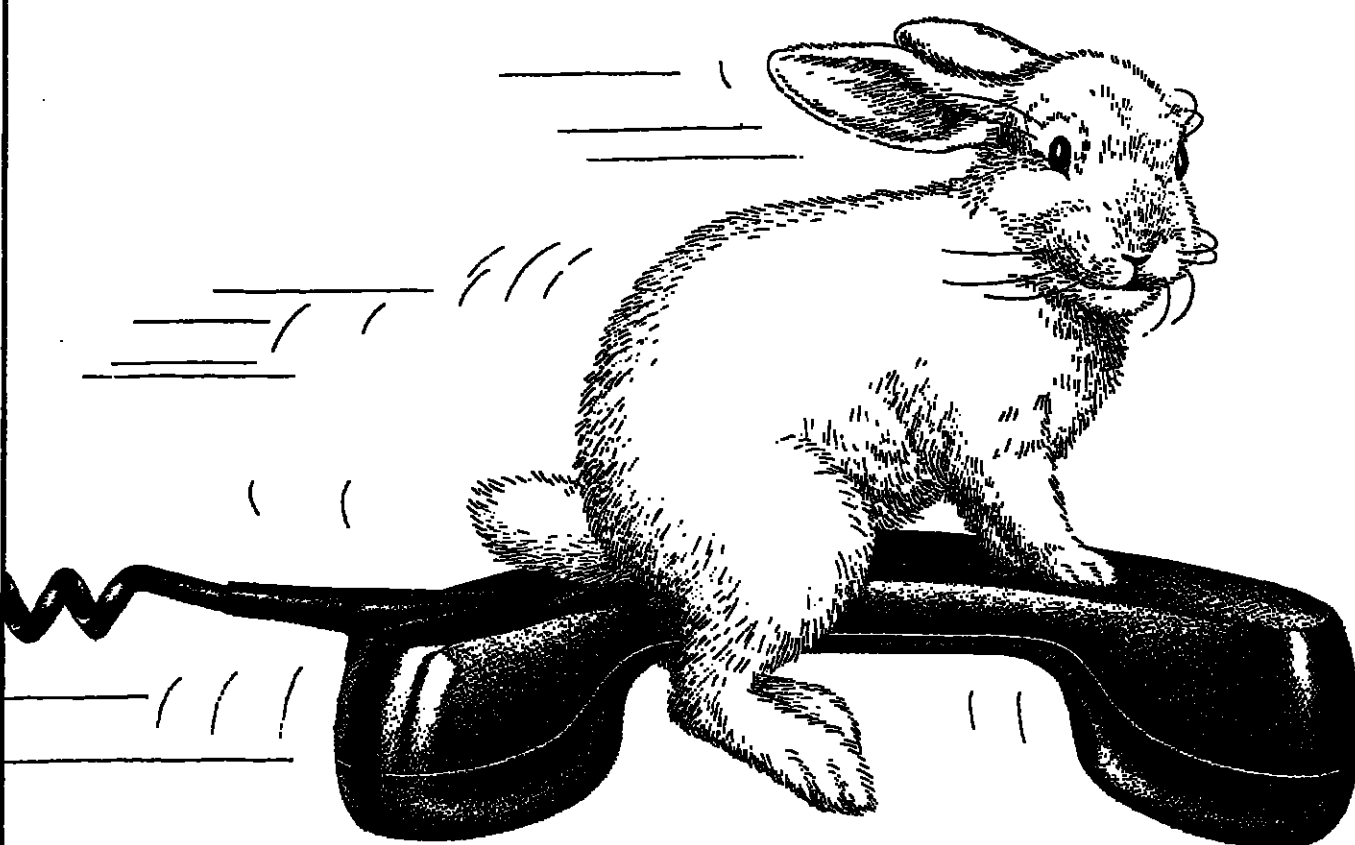
Guillaume de Tarde, qui s'est éteint le 7 mars dans sa cent quatrième année (le Monde daté 19-20 mars), était une de ces grandes figures oubliées des affaires et de la politique. Né le 20 novembre 1885, à Sarlat (Dordogne), fils de Gabriel de Tarde, sociologue et professeur au Collège de France, le jeune Guillaume s'orientait tout d'abord vers les lettres et le droit, obtenant une licence en chaque discipline avant de décrocher un diplôme de l'École libre des sciences politiques. Cela permit à Guillaume de Tarde d'entrer au Conseil d'État (1910) et d'entamer une carrière administrative, notamment comme directeur de l'Office national du commerce extérieur, avant de se consacrer aux affaires. On le voit successivement président (1927) puis administrateur-président d'honneur de la Compagnie des chemins de fer de l'Est, vice-président de la SNCF (1945), président de la Banque nationale pour le commerce et l'industrie (BNCI) (1951).

Pourtant, ce n'est pas tant de ce côté qu'il faut chercher les raisons de la renommée acquise par Guillaume de Tarde. Homme sensible aux soubresauts politiques, il réagit à ceux du 6 février 1934,

lorsque les ligues d'anciens combattants menacent la République. Avec Auguste Detouff, président du Syndicat de la construction électrique, et André Lebeau, directeur à la Compagnie générale d'électricité, il fonde les Nouveaux Cahiers. Ceux-ci comprennent dans leur comité de lecture des hommes aussi divers que René Cassin et Francis Perrin, des militants ouvriers comme Robert Lacoste, la philosophe tout aussi méconnue Simone Weil et des écrivains comme Jean Paulhan.

Le manifeste du premier numéro des Nouveaux Cahiers, publié le 15 mars 1937, définit clairement les aspirations de ces hommes venus des horizons les plus divers pour combattre l'intolérance : « Dictature du jugement de groupe, atrophie du jugement personnel, tel est aujourd'hui le mal essentiel qui, si l'on n'y remédie pas, aura pour effet de vicier profondément, peut-être même d'empêcher, l'œuvre nécessaire de rénovation, peut-on lire... Les esprits, en France, ne sont plus libres, ils ne peuvent s'exprimer librement. » A cela, Guillaume de Tarde croyait profondément, comme il croyait au combat des esprits indépendants.

## ... LE COUP DU TÉLÉPHONE À COPIER.



### LA TÉLÉCOPIE PAR MINOLTA.

La télécopie va prendre du poil de la bête : Minolta commercialise une gamme complète de 3 appareils groupe 3, tous compatibles avec le groupe 2, et offrant des performances redoutables : une mémoire d'éléphant, des automatismes simplissimes, une rapidité majuscule, et, bien sûr, une qualité copie Minolta tout en nuances.

De là à dire que ce nouveau coup du lapin va rendre chèvre la concurrence, il n'y a pas si loin.

Pour tout renseignement sur nos télécopieurs, appelez au (0) 47.86.60.00 ou envoyez votre carte de visite à : Minolta France S.A., Division Bureautique, 357 bis, rue d'Estienne-d'Orves 92700 Colombes.



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## unibaill

### 1988 : UNE FUSION REUSSIE

La fusion avec Sliminco est une étape clé pour Unibaill qui devient l'une des plus importantes sociétés du marché.

L'activité de crédit-bail se maintient à un niveau élevé, avec 640 millions de francs de contrats nouveaux. Les engagements bruts cumulés représentent 4,4 milliards de francs, soit une augmentation de 10 % par rapport à 1987.

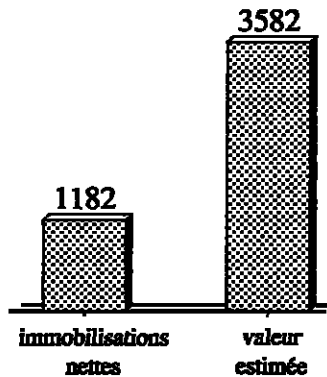
Unibaill poursuit le développement d'un patrimoine locatif de grande qualité. En 1988, 253 millions de francs ont été investis, notamment pour acquérir trois immeubles de bureaux situés dans le centre des affaires de Paris.

Le bénéfice d'exploitation en hausse de 12 % témoigne du succès de la fusion.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale, qui se tiendra le 23 mai 1989, de distribuer 232 millions de francs, soit un dividende de 49 francs par action (47,50 F en 87) se rapportant à un capital augmenté de 10 %.

### Patrimoine Locatif

(en millions de francs)



Chiffre d'Affaires: 854 MF + 3%  
Bénéfice d'Expl.: 241 MF + 12%  
Bénéfice Net: 267 MF + 5,6%

PARC UNION MANDATAIRE

## Banque Demachy & Associés

Le Conseil d'Administration, réuni le 15 Mars 1989 sous la présidence de M. Claude PIERRE-BROSSETTE, a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

	(en millions de francs)	
	1988	1987
- Produit net bancaire consolidé	325,0	320,3
- Bénéfice net consolidé (part du groupe)	98,7	84,3

Le bénéfice de l'exercice comprend, à hauteur de 12 millions de francs, des plus-values nettes dégagées pour l'essentiel à l'occasion de la cession de la participation de 29,9 % dans STAFF.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 10 Mai 1989 de fixer à F 18 le dividende, contre F 16 par action pour l'exercice précédent, la distribution totale s'élevant à 36,3 millions de francs.

Après affectation, les fonds propres consolidés de la banque seront ainsi portés à 450 millions de francs.

## CNIM

Constructions industrielles de la Méditerranée

Les sociétés CNIM et Fives-Cail Babcock ont formé le projet de procéder, pour CNIM à l'acquisition, et pour Fives-Cail Babcock à la cession, de la totalité des actions constituant le capital de la société Babcock-Entreprise.

Babcock-Entreprise regroupe, depuis 1988, l'ensemble des activités exercées par le groupe Fives-Lille dans le domaine des chaudières et techniques connexes, soit directement, soit par l'intermédiaire de filiales. Ce regroupement avait pour objet un assainissement d'ensemble de la situation industrielle et financière du groupe d'activités en cause. Les résultats de 1988 (premier exercice de la société Babcock-Entreprise), décevants, portent la trace des frais entraînés par cette restructuration.

Le chiffre d'affaires de Babcock-Entreprise se situe aux environs de 500 millions de francs et ses effectifs au niveau d'un peu plus de six cents personnes.

CNIM regrouperait ses propres activités dans le domaine « Chaudières » avec celles de sa future filiale, qui deviendrait ainsi, avec un chiffre d'affaires d'environ 600 millions de francs, le numéro un français dans le domaine des chaudières industrielles.

Les gammes de chaudières de Babcock-Entreprise et de CNIM sont complémentaires, et de leur regroupement naîtrait une gamme couvrant l'ensemble des besoins des utilisateurs, particulièrement dans le cadre des nouvelles exigences en matière d'environnement et de pollution atmosphérique.

CNIM continuerait d'exercer directement ses autres activités, notamment dans le domaine des Usines d'incinération d'ordures ménagères, de l'armement, du nucléaire et des escaliers mécaniques.

Le chiffre d'affaires consolidé de CNIM s'établirait ainsi au niveau d'environ 1,5 milliard de francs.

Les résultats prévus pour 1989 (bénéfice net après impôts d'environ 45 millions de francs) ne seraient pas affectés par cette opération dont CNIM attend un renforcement de sa position technique et commerciale pour l'avenir.

Cette acquisition se situerait ainsi dans le cadre des grandes manœuvres entreprises en Europe pour la constitution de groupes industriels suffisamment puissants pour faire face aux développements technologiques du futur.

### le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

### LA QUESTION SOCIALE

Avec notamment des articles de :

J.-M. GAILLARD, B. KOUCHEV, J. DRAY, J.-L. GUILLARD, R. VIELLE, P. MACLOUF  
Envoyer 80 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

### CAPITAL PLUS

Société d'investissement à capital variable  
26, rue Marillat, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 42-87-01-00

Le conseil d'administration s'est réuni le 18 mars 1989 et a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1988. Il proposera à l'Assemblée Générale ordinaire du 24 avril 1989 la distribution d'un dividende net de 114,70 F auquel est attaché un crédit d'impôt de 13,32 F formant un revenu global de 128,02 F.

Il a également décidé de modifier l'identification de la société, actuellement classée dans la catégorie sensible des SICAV court terme, pour l'orienter vers une gestion qui lui permettra d'obtenir une régularité dans la progression de la valeur liquidative et un rendement proche de celui du marché monétaire.

Par ailleurs, les souscriptions et les rachats seront exécutés sur la base de la valeur liquidative de l'action calculée suivant les cours de la Bourse précédente et une commission de rachat de 1 % pourra être prélevée en cas de demande dont le montant unitaire dépassera 10 millions de francs dans un délai inférieur à deux jours ouvrés.

Ces modifications entreront en vigueur dans les délais réglementaires.

## SFI

Société Française d'Investissement en France et à l'étranger

Le conseil d'administration réuni le 1<sup>er</sup> février 1989 a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

La valeur liquidative audité de l'action SFI atteignait 637,66 francs le 30 décembre 1988, contre 530,06 francs le 31 décembre 1987. En tenant compte du réinvestissement du dividende net, la performance annuelle a été de +24,07 %.

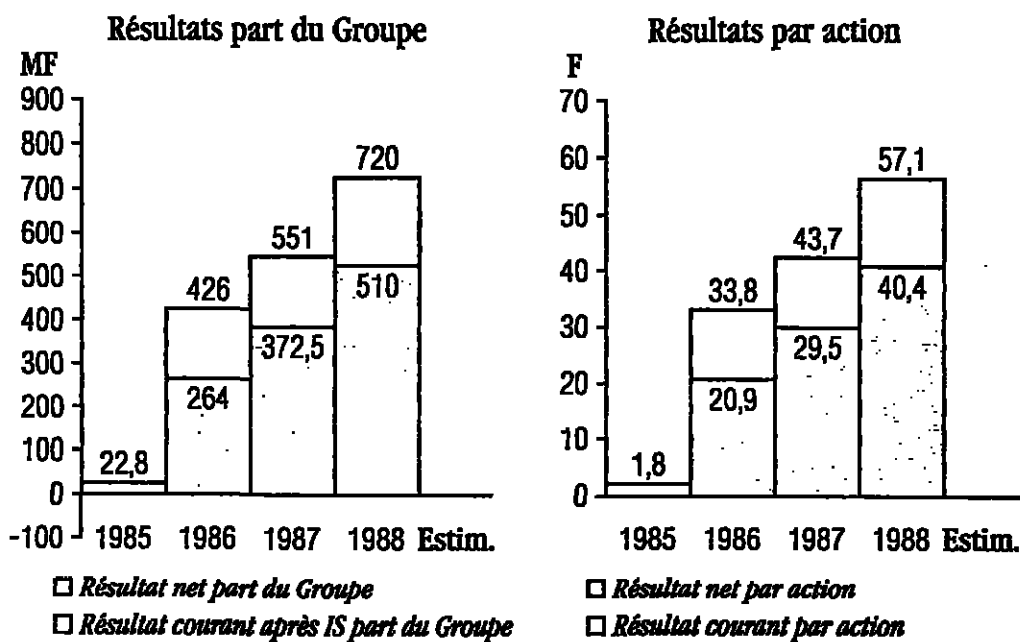
Les revenus distribuables au titre de l'exercice 1988 permettent de proposer à l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires qui se réunira le 29 mars 1989 de fixer le dividende net de l'exercice 1988 à 20,40 francs par action. Compte tenu d'un crédit d'impôt de 2,85 francs par action, le dividende brut unitaire pour l'exercice 1988 s'établira à 23,25 francs au lieu de 20,46 francs pour l'exercice 1987.

Sous réserve du vote de l'Assemblée Générale ordinaire, ce coupon sera détaché le 13 avril 1989 et mis en paiement le 14 avril 1989. Compte tenu de ce calendrier, seuls les ordres de rachat reçus jusqu'au 12 avril avant midi seront exécutés sur la base de la valeur liquidative coupon inclus.

Siège social : 56, rue de Lille, 75007 PARIS  
Bureaux : 5, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS - tél. 49.27.63.00  
Gestion : Groupe Caisse des dépôts et consignations

## HAVAS

### RÉSULTAT COURANT 1988 ESTIMÉ : + 36%



Pour la troisième année consécutive, le Groupe Havas aura enregistré une croissance élevée :

Résultat courant après impôts 1988 (part du Groupe) : + 36%.

Résultat net 1988 : + 30%.

Pour de plus amples renseignements :



3615 code HAVAS ACTION

(1) 47479696

## Nouvel Emprunt Ecureuil.

Souscrivez dès maintenant.

EMPRUNT DE 1 500 000 000 DE FRANCS A TAUX FIXE	EMPRUNT DE 500 000 000 DE FRANCS A TAUX VARIABLE (T.M.E.)
PRIX D'ÉMISSION: 5000 F	PRIX D'ÉMISSION: 4905 F
JOISSANCE: 3 Avril 1989	JOISSANCE: 2 Mai 1989
DURÉE: 11 ans et 187 jours	DURÉE: 11 ans et 29 jours
INTÉRÊT ANNUEL: 9,30% SOIT 465 F PAR OBLIGATION Le premier coupon est fixé forfaitairement à 246 F payable le 17 Octobre 1989.	INTÉRÊT ANNUEL: Le taux d'intérêt sera variable et égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'État à Long Terme (T.M.E.) établis par la Caisse des Dépôts et Consignations diminués d'une marge de 0,50% l'an, soit: T.M.E. - 0,50%.
TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT: 9,30%	AMORTISSEMENT NORMAL EN TOTALITÉ LE 2 MAI 2000, SAUF RACHAT EN BOURSE.
AMORTISSEMENT NORMAL EN TOTALITÉ LE 17 OCTOBRE 2000, SAUF RACHAT EN BOURSE.	Une fiche d'information (voir COS n° 8886 du 09/05/88) peut être obtenue sans frais au guichet de votre Caisse d'Épargne Ecureuil, BALO du 13/05/88.

L'AMI FINANCIER  
Caisse d'Épargne Ecureuil

سكزا من الأصل



A VOTRE AVIS,



QUI PAR NATURE

DEVAIT

S'ASSOCIER A

"36 000 ARBRES

POUR LA LIBERTÉ"?

BULL naturellement, car les relations entre BULL et la liberté ne datent pas d'hier. S'adapter à chaque cas, proposer un système global donnant libre accès au capital d'information, s'engager en faveur des standards internationaux, BULL s'est toujours battu pour garantir la liberté du citoyen-utilisateur vis-à-vis de l'informatique. Pour commémorer le bicentenaire de la Révolution, il était alors évident que BULL se devait de s'associer à l'opération "36.000 arbres pour la liberté". N'en déplaise aux tyrans !



Nouvel  
ent Ecureuil  
des maintenant

EMPHASIS  
500 000 DE FRANCS  
A TAUX VARIABLE

L'AMI FINANCIER  
L'expert en





## Marchés financiers

## BOURSE DU 20 MARS

**Cours relevé  
à 15 h 15**

Règlement mensuel																	
Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% + -
3750	C.N.E. 3500	3500	3500	3500	+ 1 30	3750	C.N.E. 3500	3500	3500	3500	+ 1 30	3750	C.N.E. 3500	3500	3500	3500	+ 1 30
1070	B.N.P. 1070	1070	1070	1070	- 0 38	1070	B.N.P. 1070	1070	1070	1070	- 0 38	1070	B.N.P. 1070	1070	1070	1070	- 0 38
1200	G.C.F. 1200	1212	1207	1207	- 0 46	1200	G.C.F. 1200	1212	1207	1207	- 0 46	1200	G.C.F. 1200	1212	1207	1207	- 0 46
1125	Cal. Lya. 1125	1126	1126	1126	- 0 31	1125	Cal. Lya. 1125	1126	1126	1126	- 0 31	1125	Cal. Lya. 1125	1126	1126	1126	- 0 31
1700	Ram. 1700	1884	1884	1884	+ 0 46	1700	Ram. 1700	1884	1884	1884	+ 0 46	1700	Ram. 1700	1884	1884	1884	+ 0 46
1700	Thomson-P. 1700	1818	1840	1840	+ 1 21	1700	Thomson-P. 1700	1818	1840	1840	+ 1 21	1700	Thomson-P. 1700	1818	1840	1840	+ 1 21
1200	W. 1200	1230	1230	1230	- 0 30	1200	W. 1200	1230	1230	1230	- 0 30	1200	W. 1200	1230	1230	1230	- 0 30
596	Accor 596	596	596	596	- 0 20	596	Accor 596	596	596	596	- 0 20	596	Accor 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20
596	Alu. 596	596	596	596	- 0 20	596	Alu. 596	596	596	59							

## Comptant (sélection)

**V** (sélection)

**17/3**

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie Incl.	Recher net	VALEURS	Emission Fraie Incl.	Recher net
<b>Obligations</b>																	
Em. 5,80 % 77	126 50	7 257	C.I.C. France, del	191	113 10	Wigipol	1211	1211	A.A.A.	676 13	662 32	France Régions	1162 35	1115 36	Financ. Payments	302 01	281 65
8,90 % 78/80	120 60	7 257	C.I. Maritime	683	140	Vitr.	1370	1370	A.A.A.	701	682 32	France Régions	1162 35	1115 36	Financ. Payments	302 01	281 65
10,00 % 79/84	105 42	5 628	Chem (B)	1945	1067	Wattman S.A.	828	828	Actions France	523 27	504 36	Franch. Europe	26 93	26 92	Financ. A	1078 01	1078 01
12,25 % 80/80	104 50	10 333	Chem	880	880	Wander	1470	1470	Actions allocations	638 65	635 12	Franching	33 27	32 78	Financ. C	745 45	745 45
12,50 % 82/80	105 25	2 925	Colindale Ind	1135	1135	Wander	1470	1470	Autofin	619	606 12	Franching	33 27	32 78	Financ. C	745 45	745 45
16 % juin 82	107 55	12 040	Capit	361	361	Wander	1470	1470	A.G.F. Assur. (ex-CP)	1128 10	1090 30	Franching	33 27	32 78	Financ. C	745 45	745 45
14,00 % oct. 83	100 15	1 085	Capit	361	361	Wander	1470	1470	A.G.F. Assur. (ex-CP)	1128 10	1090 30	Franching	33 27	32 78	Financ. C	745 45	745 45
13,50 % oct. 84	100 59	3 267	Capit	361	361	Wander	1470	1470	A.G.F. Assur. (ex-CP)	1128 10	1090 30	Franching	33 27	32 78	Financ. C	745 45	745 45
10,25 % oct. 84	100 59	3 267	Capit	361	361	Wander	1470	1470	A.G.F. Assur. (ex-CP)	1128 10	1090 30	Franching	33 27	32 78	Financ. C	745 45	745 45
10,25 % oct. 84	100 59	3 267	Capit	361	361	Wander	1470	1470	A.G.F. Assur. (ex-CP)	1128 10	1090 30	Franching	33 27	32 78	Financ. C	745 45	745 45
ORT 12,75 % 83	2010 60	0 225	Capit	361	361	Wander	1470	1470	A.G.F. Assur. (ex-CP)	1128 10	1090 30	Franching	33 27	32 78	Financ. C	745 45	745 45
QAT 10 % 2000	104 66	8 137	Capit	361	361	Wander	1470	1470	A.G.F. Assur. (ex-CP)	1128 10	1090 30	Franching	33 27	32 78	Financ. C	745 45	745 45
QAT 5,50 % 1987	105 70	2 831	Capit	361	361	Wander	1470	1470	A.G.F. Assur. (ex-CP)	1128 10	1090 30	Franching	33 27	32 78	Financ. C	745 45	745 45
QAT 5,50 % 1986	103 27	1 516	Capit	361	361	Wander	1470	1470	A.G.F. Assur. (ex-CP)	1128 10	1090 30	Franching	33 27	32 78	Financ. C	745 45	745 45
Cl. France 3 %	101 70	1 916	Capit	361	361	Wander	1470	1470	A.G.F. Assur. (ex-CP)	1128 10	1090 30	Franching	33 27	32 78	Financ. C	745 45	745 45
CMF June 82	102 75	1 916	Capit	361	361	Wander	1470	1470	A.G.F. Assur. (ex-CP)	1128 10	1090 30	Franching	33 27	32 78	Financ. C	745 45	745 45
CMF June 82	102 75	1 916	Capit	361	361	Wander	1470	1470	A.G.F. Assur. (ex-CP)	1128 10	1090 30	Franching	33 27	32 78	Financ. C	745 45	745 45
CMF June 82	102 75	1 916	Capit	361	361	Wander	1470	1470	A.G.F. Assur. (ex-CP)	1128 10	1090 30	Franching	33 27	32 78	Financ. C	745 45	745 45
CMF June 82	102 75	1 916	Capit	361	361	Wander	1470	1470	A.G.F. Assur. (ex-CP)	1128 10	1090 30	Franching	33 27	32 78	Financ. C	745 45	745 45
CMF June 82	102 75	1 916	Capit	361	361	Wander	1470	1470	A.G.F. Assur. (ex-CP)	1128 10	1090 30	Franching	33 27	32 78	Financ. C	745 45	745 45
CMF June 82	102 75	1 916	Capit	361	361	Wander	1470	1470	A.G.F. Assur. (ex-CP)	1128 10	1090 30	Franching	33 27	32 78	Financ. C	745 45	745 45

### Cote des changes

## Marché libre de l'or

[illegible]

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

c : coupon détaché — o : offert — \* : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

